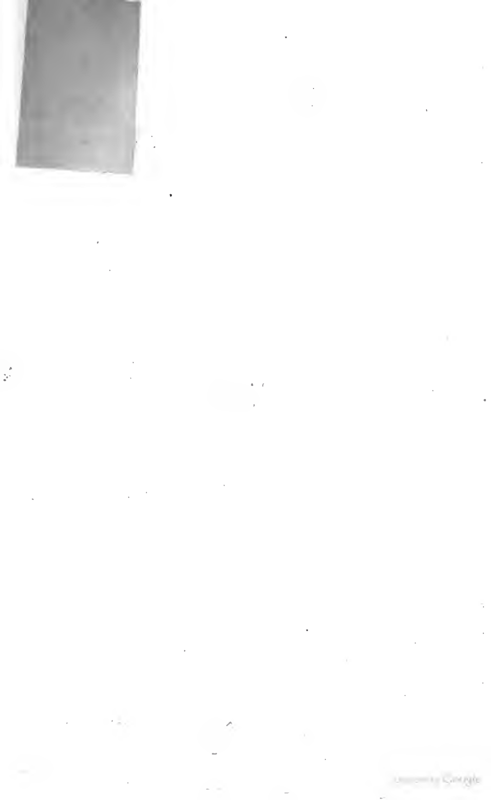



201
3 E
15



COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE



IMPRIMERIE L. POUPART-DAVYL, RUE DU BAC, 30.

G.-G. GERVINUS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR J.-F. MINSSEN

PROFESSEUR AGRÉGÉ AU LYCÉE DE VERSAILLES
PROFESSEUR ADJOINT A L'ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR

TOME QUINZIÈME

SEULE ÉDITION AUTORISÉE PAR L'AUTEUR



PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
15, BOULEVARD MONTMARTRE
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET Cie, ÉDITEURS
A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1866





HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

VII. — INSURRECTION ET RÉGÉNÉRATION DE LA GRÈCE (SUITE)

5. — LE SORT DE LA GRÈCE ENTRE LES MAINS DES DIPLOMATES (SUITE)

A. — LA TRIPLE ALLIANCE ENTRE L'ANGLETERRE, LA RUSSIE ET LA FRANCE (SUITE)

État des choses en Grèce.

Depuis la chute de l'akropolis d'Athènes, les affaires de la Grèce s'étaient précipitées avec une rapidité de plus en plus croissante vers leur fin et vers leur ruine complète. Le triumvirat méprisable, le nouveau gouvernement à Poros, étaient devenus les objets des moqueries du peuple et de l'armée. Il n'était plus question d'une soumission commune de toute la nation à un seul pouvoir, ni d'une possibilité de concentrer toutes les res-



sources du pays entre les mains d'un pouvoir central.

Ces ressources elles-mêmes diminuaient de plus en plus. Les deux millions de piastres, somme pour laquelle on avait affermé la contribution foncière pour 1827, étaient dépensés. Les droits d'entrée ne rapportaient rien; l'impôt sur les prises était le plus souvent détourné des caisses de l'État. Une grande partie des secours donnés par les philhellènes avait été engloutie par les armements de Cochrane et par sa première entreprise. Une autre partie de cette somme fut appliquée, par la faveur des membres français du comité d'administration, au corps de Fabvier qui, dans son ressentiment contre Church et Cochrane, restait avec cinq cents hommes, débris de sa troupe de tacticiens, à Methana, où il était séparé du reste de l'armée.

Les trois places fortes qui, dans la Morée, étaient les seules appartenant encore aux Grecs, obéissaient aussi peu au gouvernement que les îles. Les Hydriotes et les Spetsiotes agissaient suivant leurs propres inspirations; dans l'île d'Aigina, les Psariotes jouaient les maîtres, comme le faisaient les réfugiés de l'ile de Kreta dans les petites Kyklades. Monemvasia était entre les mains du frère de Petrobey, Ioannis Mavromichalis, qui en faisait un repaire de pirates. Après la mort d'Ioannis Notaras, Kitsos Tsavelas avait acheté Akrokorinthos aux gens de Notaras avec l'argent qu'il avait gagné en vendant aux Turcs une partie des magasins de Church! La possession de Nauplia était toujours partagée entre Grivas et Photomaras; Theodoros Grivas occupait, à ce moment, le Palamidi, son frère Stavros possédait la ville et Photomaras Itchkale. Leur domination excitait la jalousie des Péloponésiens à l'égard de ces intrus rouméliotes. Ils

avaient donc fait proclamer Nauplia siége du gouvernement, et, pendant que le gouvernement se trouvait encore à Poros, Kolokotronis se rendit, avant les autres, à Nauplia, afin de s'emparer de la ville.

On en voulait d'abord au Palamidi et aux frères Grivas; on gagna leur adversaire Photomaras, pour qu'il favorisât le coup de main qu'on voulait tenter contre les frères. En effet, Kolokotronis avait corrompu un des officiers de Theodoros qui devait lui ouvrir le Palamidi pour une somme d'argent, et, comme gage, il lui avait remis provisoirement une paire de pistolets de prix, garnis de pierres précieuses. Mais cet officier, que Kolokotronis avait voulu corrompre (Lampropoulos), informa Grivas du projet. Lorsque ensuite les partisans du vieux klephte escaladèrent le Palamidi pendant la nuit (9 juin), on les attira, avec Gennaios lui-même auquel Photomaras avait ouvert une des portes de la ville, dans un piége d'où Gennaios ne put sortir qu'en payant une grosse somme d'argent pour prix de sa rançon.

Les partisans de Kolokotronis durent se retirer en s'entendant siffler par les gamins sur les remparts de la ville. Le vieux klephte, qui, dans son autobiographie, observe le plus profond silence au sujet de ces affaires, devint la risée de ses ennemis, et il eut, en outre, le chagrin de voir Grivas se pavaner avec de superbes pistolets à la ceinture; c'étaient les mêmes armes qu'on venait de lui escroquer à l'instant.

Pendant cette même nuit, l'assemblée legislative s'était transportée d'Hermione à Nauplia pour y être aussitôt témoin de cette honteuse scène par laquelle on ouvrit une nouvelle guerre civile. Le gouvernement lui-même, qui arriva un peu plus tard (26 juin) de Poros, fut té-

moin de la continuation plus honteuse encore de ces querelles qui, par leur ignominie, dépassaient toutes les dissensions antérieures. Un jour qu'une partie de la garnison empiétait, ce qui était inévitable et ce qui arrivait souvent, sur la juridiction de l'autre, on en vint (10 juillet) à une guerre formelle entre les forteresses. Une véritable bataille s'engagea d'une part entre les gens de Stavros Grivas et ceux des lieutenants de Photomaras, de Georgios Stratos et de Konstantinos Doukas de l'autre. Ce dernier chef était le compagnon d'armes d'Alexandros Ypsilantis; de même que son camarade d'armes, Anastasios, homme plus estimable que Doukas, il avait de nouveau paru dans la Morée en 1825.

Pendant neuf jours, les adversaires se bombardèrent du haut des forteresses d'Itchkale et du Palamidi, détruisant un grand nombre de maisons et blessant et tuant beaucoup d'hommes, pour se jeter ensuite dans les demeures des habitants, afin de les piller. Dès le commencement même de la lutte, le gouvernement s'était réfugié dans la Tour sur la Mer, ce château-fort du port; lorsqu'on ouvrit les portes de la ville qui avaient été fermées pendant longtemps, toute la population s'enfuit, de sorte que la ville resta vide comme si la peste y sévissait. Dans cette position désespérée, on envoya chercher tous ceux qui jouissaient d'une influence quelconque. Hamilton seul réussit à produire une certaine impression sur les Grecs, en leur montrant que ces discordes feraient échouer le traité des puissances, à l'aide duquel on voulait sauver la Grèce.

Néanmoins trois semaines s'écoulèrent encore dans des négociations stériles jusqu'à ce que Photomaras, traité depuis longtemps par Stratos et Doukas comme une nul-

lité complète, évacuât le Palamidi. Dès ce moment, la meilleure intelligence commença tout à coup à régner entre Doukas et Grivas, qui, plus tard, s'entretenaient souvent, en présence de Gordon, avec beaucoup de gaieté des événements de cette guerre civile. « C'est une « vraie comédie, disait Fabvier; ces drôles-là sont aussi « peu les uns les ennemis des autres que nous-mêmes; « tout cela n'est calculé que pour le pillage! »

Ibrahim dans la Morée.

Ces dissensions intestines ne favorisaient pas peu les progrès que faisait Ibrahim dans la réduction de la Péninsule. Au printemps, il était parti avec six mille hommes de l'Elis et de l'Achaïa, et il avait franchi (18 avril) l'Alpheios. Les habitants se réfugièrent comme autrefois dans les montagnes ou dans les petites îles le long des côtes marécageuses où la mer était peu profonde. Mais ces cachettes ne les protégeaient plus comme autrefois; l'escadre, qui suivait les expéditions d'Ibrahim le long des côtes, coopérait avec les troupes de terre; partout on arrêtait tous les fuyards.

Un corps de troupes égyptiennes enferma dix-huit cents réfugiés, sous les ordres d'un fils de Sissinis, dans le château-fort de Chloumoutsi, situé sur la pointe du promontoire à l'extrême ouest de la Morée. Après y avoir été bloqués pendant trois semaines, les assiégés, misérablement vaincus par la disette d'eau, durent se rendre enfin (17 mai). Lorsque le bruit de la chute d'Athènes se répandit en Grèce, les patriotes les plus opiniâtres de l'Arkadia, de l'Elis et de l'Achaïa perdirent aussi complétement courage. Un chef d'un rang inférieur de l'éparchie de Patras, Dimitrios Nenekos de Zoubati, donna l'exemple de la défection en désertant la cause de

la patrie. Désormais il se montra, pendant les expéditions d'Ibrahim, comme un chaud partisan des Turcs et détermina le pacha à essayer du système de la clémence, à épargner les semailles et à payer partout les subsistances de son armée.

Cette manière de procéder eut un grand effet sur la masse du peuple qui désespérait dès lors de la cause de la patrie; la plus grande partie des éparchies de Pyrgos, de Gastouni, de Patras, de Vostitsa et de Kalavryta, se soumit au vainqueur. A cette époque, Kolokotronis se montra de nouveau comme un homme intrépide et infatigable. Il se trouvait à Hagios-Georgios, d'où il adressa ses appels de tous les côtés, en exhortant les Grecs, en les encourageant et en menaçant « du feu et du fer » ceux qui s'étaient soumis. Lorsque Ibrahim alla (29 juin) avec ses soldats à Kalavryta, pour attaquer de là Megalospileon, Kolokotronis y envoya des troupes de secours, en dirigeant un autre corps sur Vostitsa, afin d'arrêter la défection. Nenekos lui-même conduisit (5 juillet), par des chemins détournés, trois mille hommes contre le couvent « de la Grande-Grotte » ; mais il vit bientôt que les tours nouvellement construites, garnies de canon et défendues par des laïques et des ecclésiastiques, étaient imprenables. Ayant été envoyé par le pacha à Patras, le traître surprit et attaqua (15 juillet), chemin faisant, Vassilios Petmezas près de Hagios-Vlassis; puis il battit encore Cheliotis, dans une rencontre sanglante (29 juillet), près du couvent de Hagios-Ioannis dans l'éparchie de Vostitsa.

Pendant ce temps, le pacha concentra son armée à Karytaina, afin de se jeter encore une fois dans la ville de Tripolitsa, dont il fallait, même à cette époque, em-

pêcher continuellement la réduction par la famine à l'aide d'expéditions semblables, entreprises pour ravitailler la ville. De là, il se rendit (mi-juillet) en Messenia, où Nikitas se maintenait encore à Phroutsala dans la vallée du Pamissos; en effet, il s'agissait pour Ibrahim de soumettre aussi cette partie de la Grèce. Mais partout où le pacha, ou son lieutenant Deli-Achmed-Pacha, quittait le pays avec des divisions nombreuses, les gens armés, à l'instigation et grâce à l'activité de Kolokotronis, sortaient de terre comme des champignons après une pluie d'été (1).

Afin de soulever de nouveau les éparchies de Vostitsa, de Karytaina et de Kalavryta que l'ennemi venait à peine de quitter, Kolokotronis jeta Vassilios Petmezas de nouveau dans Hagios-Vlassis, afin qu'il attaquât les chefs des endroits soumis et qu'il se fît remettre les actes de soumission. Ensuite, il se réunit avec d'autres capitaines à Megalospileon, et il aurait volontiers fait une diversion sur Patras, s'il n'avait pas absolument manqué de toute ressource. Il envoya au gouvernement un message grossier, en disant « que s'il ne pouvait lui envoyer des « machines nourrissant les soldats d'air et changeant la « terre en poudre à canon et les rochers en plomb, il « devrait lui envoyer des vivres et des munitions de « guerre ». Le misérable gouvernement le manda devant son tribunal à Argos; s'il avait obéi, disait Kolokotronis, toute la Péninsule se serait soumise à l'ennemi. Ce-

(1) Sur les événements de ces luttes désespérées, qui ne ressortent clairement ni des récits de Gordon ni de ceux de Trikoupis, on trouve quelques éclaircissements dans l'ouvrage de Kolokotronis, p. 194 sq., et surtout dans sa correspondance, publiée sous le titre : Ἑλληνικὰ ὑπομνήματα, ὑπὸ Ἰωάννου Κολοκοτρώνη. Ἀθήν. 1856, p. 475 sq.

pendant, on le laissa complétement agir à sa guise.

Pour s'opposer à ses mouvements, Achmed-Pacha fit (commencement d'août) une expédition marquée par des succès en allant à Sella et à Kounina jusqu'au khan d'Akrata sur le golfe de Korinthos. Puis il retourna à Patras, où ceux des compagnons d'armes grecs qui étaient soumis à son pouvoir lui proposèrent d'enlever Kolokotronis qui, avec quatre cents hommes seulement, s'était avancé jusqu'à Petsaki, et de s'emparer aussi des Petmezades à Hagios-Vlassis. Achmed se jeta effectivement entre les deux positions et voulut, en premier lieu, se tourner contre Kolokotronis, lorsque le capitaine Botiotis lui déclara que lui et ses gens ne voudraient pas l'aider à anéantir leur « roi » ; qu'il ferait mieux de les conduire contre les Petmezades.

Mais quant à ces derniers, Achmed ne pouvait les chasser que d'une manière très-passagère de leur position à Hagios-Vlassis, tandis qu'en attaquant Kolokotronis et sa petite troupe, il l'aurait exposé à un grand péril. Du reste, quelque grands que fussent les efforts, faits par les Grecs pour soustraire à Achmed-Pacha la récolte des raisins de Corinthe dans les éparchies pour la possession desquelles on combattait, ils n'y réussirent pas. Après avoir mis la main sur tout ce butin, le général turc put se rendre à Patras et se mettre de là en marche pour Navarin.

Ibrahim avait en vue la réduction de la Messenia, qui semblait être infectée par l'esprit récalcitrant des Maïnotes. Plein d'inquiétude et craignant que les habitants n'y commençassent aussi à se soumettre aux ennemis, Kolokotronis se rendit, avec mille hommes, dans ce district menacé, après avoir laissé dans le Nord son fils

et son beau-frère, qui devaient y continuer la résistance. Au moment même où Kolokotronis arriva en Messenia, le général égyptien venait d'expédier de Navarin (2 octobre) deux divisions séparées, dont l'une devait se porter au Nord contre Karytaina, tandis que l'autre avait à se diriger vers la partie basse de la Messenia. Toutes les deux divisions avaient reçu la mission terrible de ne pas engager de combats, mais de dévaster tout le pays avec le fer et le feu.

La flotte égyptienne.

En mettant en œuvre de pareilles ressources, en ménageant, d'une part, ceux qui se soumettaient à son pouvoir et en anéantissant, de l'autre, tous ceux qui lui résistaient, Ibrahim aurait, en très-peu de temps, dompté tout le Péloponèse, une fois le dernier coup frappé qui devait détruire Hydra et la flotte grecque. On préparait, dans ce dessein, des armements terribles. Afin de mettre une unité absolue dans l'action de ses flottes, le sultan avait donné le commandement suprême au général égyptien seul. L'ancien adversaire du vice-roi, Chosrev-Pacha, avait été éloigné du poste d'amiral (9 février); son successeur aussi, le kapoudan-pacha, Izzed-Mehmed, fut retenu à Constantinople et l'on plaça la flotte turque sous les ordres du kapoudan-bey, Tahir-Pacha, que Mehmed-Ali appelait, avec une grande satisfaction, « un des siens ». Il était parti des Dardanelles, au commencement du printemps, avec vingt-huit grands vaisseaux de guerre, et il s'était mis, à Navarin, aux ordres d'Ibrahim.

Ce que les Grecs auraient dû faire alors, c'eût été de le surprendre au moment de son départ, avant qu'il fît sa jonction avec les Égyptiens. Mais lord Cochrane, qui,

par sa manière d'agir aventureuse, flétrit complétement en Grèce les lauriers qu'il avait moissonnés au Brésil, avait d'abord, comme nous l'avons vu, gaspillé son temps, de la manière la plus pernicieuse pour la Grèce, sur les côtes près d'Athènes. Ensuite, après avoir appris qu'Ibrahim avait l'habitude de diriger le blocus de Chloumoutsi à bord d'un brick mouillé près de Klarentsa, il s'y était rendu pour enlever le pacha; mais ce dernier se fit transporter avec la plus grande facilité à terre (27 mai).

Désirant, à ce qu'il paraissait, rétablir l'ancien éclat de son nom par un coup heureux et brillant, le lord anglais avait repris l'ancien projet de Kanaris et voulut détruire, à Alexandrie même, la quatrième grande expédition des Égyptiens dont le vice-roi avait activé les armements depuis le printemps. Dans ce dessein, il réunit vingt-trois voiles de la flotte grecque près de Kythera et parut sous pavillon autrichien devant Alexandrie (16 juin). D'abord, on n'eut aucun soupçon dans la ville; mais bientôt les gardes-côtes montrèrent de l'inquiétude. Un de ces vaisseaux, brick de vingt-deux canons, fit côte en voulant entrer dans l'avant-port; alors Cochrane ordonna aux brûlots d'aborder dans le port même. Mais des huit brûlots, deux seulement obéirent et incendièrent le brick; s'ils s'étaient hardiment avancés, ils auraient probablement porté un coup fatal à la flotte, qui n'était nullement préparée à combattre et dont ils auraient pu paralyser ainsi l'action. Le vice-roi lui-même poursuivit, sans trop se presser cependant, jusqu'à l'île de Rhodos, l'amiral qui se retirait; de là lord Cochrane revint sain et sauf à Poros (2 juillet).

La flotte égyptienne acheva ses armements sans être

troublée. Le major Craddock, appartenant à l'ambassade à Constantinople, fut envoyé au vice-roi par le gouvernement anglais, avec l'ordre de lui conseiller de ne pas faire sortir la flotte et d'en empêcher le départ, ce qui aurait réalisé, de fait, la suspension d'armes par mer, but que poursuivaient les puissances; mais il n'arriva (8-11 août) à Alexandrie et au Caire que lorsque la flotte était déjà partie (31 juillet, 3 août). Formant deux divisions séparées, dont l'une était commandée par le kapoudan-bey et l'autre par Mouharrem-Bey, cette nouvelle Armada comptait quatre-vingt-douze voiles, dont cinquante et un vaisseaux de guerre. Elle portait à bord une grande quantité de provisions et quatre mille tacticiens; parmi les bâtiments de transport, il y avait de nouveau cinq navires autrichiens, ce qui semblait être un acte d'hostilité ouverte contre les trois puissances alliées.

Informé du contenu et de la portée du traité, le pacha d'Égypte semblait s'être encore une fois exactement concerté avec la Porte, pour porter un coup décisif à l'existence de Nauplia et d'Hydra, avant que les négociations eussent eu un résultat quelconque et avant que la flotte russe fût arrivée dans l'Archipel; Ibrahim devait, en même temps, frapper un dernier coup en Messenia, pour qu'on pût dire ensuite aux médiateurs que la rébellion était terminée. La flotte arriva (2 septembre) à Navarin, sans avoir rencontré un seul vaisseau grec. Lorsque la première nouvelle de son départ parvint à Hydra, la plus grande consternation saisit les Hellènes et les philhellènes. Personne n'avait le moindre doute sur la destination de ces deux flottes qui, après leur jonction à Navarin, comptaient cent vingt-six voiles, et, dans les

circonstances actuelles, on ne pouvait pas songer à vouloir défendre contre elles les îles avec leurs propres ressources.

Mais depuis quelques jours, l'escadre anglaise se trouvait dans le voisinage pour les protéger. Déjà assez longtemps auparavant, et lorsqu'il eut reçu des informations exactes sur la conclusion du traité, sir Edward Codrington avait déterminé (19 juillet) le gouvernement grec à se transporter de Nauplia à Aigina, afin de l'enlever des mains des Rouméliotes. Au moment même où le gouvernement grec y transféra son siége (27-29 août), les deux amiraux présents dans l'Archipel, après avoir reçu la première de leurs instructions (10-11 août), lui donnèrent provisoirement connaissance du traité. Ensuite, une députation, envoyée par les deux commandants des flottes et composée des capitaines Hamilton et Hugon et d'un conseiller de légation russe, eut à lui faire (2 septembre) la communication officielle (du 30 août) du traité, et en particulier de la clause concernant la suspension d'armes, clause que le gouvernement accueillit et accepta avec de grandes démonstrations de joie (1).

Après avoir terminé ces affaires grecques, de Rigny avait dû aller avec Hamilton à Modon, pour déterminer Ibrahim-Pacha à une suspension d'armes. Mais, en recevant la nouvelle du mouvement de la flotte égyptienne, les commandants des escadres avaient modifié ce projet; pour protéger les îles, de Rigny concentra ses vaisseaux près de Milos, et Codrington maintenait son escadre rangée en ligne entre Hydra et Thermia. Immédiatement après, lorsqu'il fut informé (10 septembre) que l'expé-

(1) Cf. Martens, t. XII, p. 75.

dition égyptienne était dirigée sur Navarin, l'amiral anglais, sans attendre seulement l'arrivée de son collègue de Rigny, résolut de se porter rapidement en avant, afin de s'opposer à ce qu'elle atteignît le lieu de sa destination.

Mais, arrivé devant Navarin (12 septembre), il trouva non-seulement la flotte déjà mouillée, mais en partie prête à mettre à la voile pour se diriger sur Nauplia avec les troupes embarquées.

Avant que de Rigny le rejoignît (21 septembre), Codrington informa (19 septembre) le commandant des vaisseaux turcs qui, prêts à partir, croisaient déjà devant le port de Navarin, de la conclusion du traité et lui demanda, dans les termes les plus énergiques, de suspendre les hostilités. « Les alliés, disait-il, avaient réuni « des forces navales considérables, afin de mettre leurs « résolutions à exécution et d'empêcher toute résistance « des commandants turcs, résistance qui pourrait non-« seulement amener leur propre destruction, mais encore « causer pour longtemps un grand préjudice au sultan. « Il avait reçu l'ordre, ajoutait-il, de se porter plutôt à « la dernière extrémité que de souffrir que le but des « alliés ne fût pas atteint ; que si un seul coup de canon « était tiré contre le pavillon anglais, il deviendrait « funeste à la flotte ottomane ! »

Avec la même rudesse, il signifia au commandant des vaisseaux autrichiens, mouillés dans le port de Navarin, « qu'ayant reçu l'ordre d'empêcher tout arrivage de « munitions de guerre, il ne pourrait faire de distinction « entre les navires autrichiens et les vaisseaux turcs ; « que, par conséquent, il rendait le commandant autri-« chien responsable de toutes les conséquences auxquelles

« il exposerait ses vaisseaux par une résistance prolongée « contre les puissances alliées (1) ».

Le kapoudan-bey turc renvoya les porteurs du message de Codrington à Ibrahim-Pacha lui-même, au camp de Navarin, où l'on porta aussitôt cette lettre. Le pacha exprima son étonnement et même des doutes au sujet de la réalité d'une entente entre les puissances. C'est pourquoi, dès que la flottille française fut arrivée, de Rigny apporta en personne (22 septembre), sur la demande de Codrington, une seconde copie de la communication, signée des deux amiraux, et il eut avec le pacha un long entretien fort énergique sans témoins.

D'après le désir d'Ibrahim, Codrington aussi se rendit, en compagnie de de Rigny, à une entrevue personnelle avec le pacha dans le port, où elle eut lieu (25 septembre), sur la demande expresse de l'amiral anglais, en présence de tous les officiers supérieurs turcs. Selon les rapports autrichiens, les amiraux auraient fait au pacha des représentations fort peu en harmonie avec l'esprit de l'alliance; ils auraient dit que la France et l'Angleterre n'avaient accédé au traité que pour protéger la Porte de dangers plus grands dont la menaçait la Russie; enfin, ils auraient insisté auprès de lui sur les pertes que le pacha pourrait faire éprouver au sultan, en permettant la destruction ou la prise de la flotte. Les Autrichiens disaient que le pacha avait répondu : « Vous pourrez « obtenir la première, mais jamais la seconde (2) ! »

Cependant le pacha prêta l'oreille aux propositions des amiraux, en tant qu'il engagea sa parole que les

(1) Cf. Martens, p. 99.
(2) Rapport du major Bandiera, en date du 28 septembre 1827. MS.

flottes resteraient dans le port et feraient cesser toutes les hostilités jusqu'à ce qu'il eût reçu une réponse de Constantinople ou d'Alexandrie à son rapport dans lequel il rendait compte des communications que les amiraux venaient de lui faire. Égaré par ses sympathies françaises pour les Égyptiens, de Rigny était convaincu, d'après les impressions personnelles que lui avaient laissées les paroles d'Ibrahim, que le pacha lui-même regrettait que cette intervention ne se fût pas faite avant le départ de la flotte d'Égypte. Il croyait que, sans l'ordre exprès de la Porte, Ibrahim ne voulait s'exposer à aucun danger ; qu'il n'obéirait même pas à cet ordre si la volonté de son père s'y opposait et qu'une petite démonstration suffirait pour ramener à Alexandrie et à Constantinople cette puissante expédition sous l'escorte des escadres alliées.

Croyant que leur première opération serait d'escorter les flottes, les amiraux ne laissèrent devant Navarin et Modon que deux avisos, le *Dartmouth* et l'*Armide*. De Rigny se rendit à Cervi-Bai, au nord de Kythera (Cerigo), où il avait un vaisseau-magasin et d'où il pouvait observer tout mouvement qui serait dirigé contre Hydra. Codrington aussi envoya une partie de ses vaisseaux à Malte, dans le même dessein de s'y approvisionner, tandis que lui-même se rendit avec trois vaisseaux, l'*Asia*, le *Talbot* et le *Zebra*, à Zante, afin de surveiller les mouvements des Grecs dans ces parages où lord Cochrane menaçait de violer la neutralité des îles Ioniennes par une attaque contre les côtes de l'Albanie.

Nouveau mouvement parmi les Grecs.

Les auteurs du traité de juillet offraient à la Porte un service d'amitié que celle-ci refusa d'accepter comme

étant une insulte pour elle; plus tard, les puissances le lui imposaient, en lui enjoignant une suspension d'armes que la Turquie considérait comme une déclaration de guerre déguisée. Le tissu fin et subtil de ce traité cachait dans sa trame une série de mesures incomplètes et d'indications obscures qui, au moment de l'exécution, devaient faire naître des doutes et des difficultés. La suspension d'armes qu'on avait en vue devait être obtenue uniquement par la flotte et exclusivement par mer. Cette restriction avait été sagement ajoutée par les diplomates à Londres, afin de prévenir les périls d'une guerre dangereuse et l'occupation des Principautés par la Russie.

Les diplomates à Constantinople aussi, et les hommes de mer et les militaires dans le voisinage du théâtre de l'insurrection trouvaient cette clause fort opportune par d'autres raisons. Effectivement, elle était une consolation pour les Rouméliotes qui avaient regardé ce traité avec méfiance, parce qu'ils s'inquiétaient du sort définitif de la Grèce continentale qui avait été perdue. Ensuite, elle rassurait les chefs militaires, les Hellènes et les philhellènes en général, qui, après cette brouille manifeste entre les puissances et la Porte, croyaient pouvoir compter sur une reprise de la guerre sans danger pour eux.

Un état de choses tel que le présentait la klephtourie, et qui avait duré des siècles, ne pouvait être détruit d'un seul trait de plume. En réfléchissant à ce fait, même des hommes tels que de Rigny étaient assez équitables pour comprendre que, vu la nature de cette lutte et la situation compliquée que faisait naître cette trêve, il fallait réserver encore un coin de la Grèce où la haine nationale déchaînée pût épuiser sa rage. Dans un sens contraire, on a quel-

quefois dans la guerre l'habitude de marquer, par des jalons, des terrains neutres.

Au moment même où l'on connut la conclusion du traité, le feu de la guerre, qui s'était presque éteint, recommença à brûler avec une vive flamme parmi les Grecs, qui se lancèrent aussitôt dans de nouvelles entreprises et dans de nouveaux projets. Déjà avant le départ de la flotte égyptienne, lord Cochrane, avec *la Hellas* et *le Sauveur* (capitaine Thomas), avait doublé le cap Malea (Malée), pour faire une reconnaissance devant Navarin (30 juillet), où il avait observé une escadre turque, forte de seize voiles, qui revenait de Patras. Il en avait poursuivi une division, forte de cinq voiles, qui s'était ensuite dirigée vers le Nord. Il l'avait rejointe et attaquée entre le cap Pappa et Klarentsa ; bien que sa fureur fût excitée par l'indolence de ses marins grecs, auxquels il dut donner du courage à force de coups de poing, il avait cependant pris une magnifique corvette et un schooner tunisien qu'il avait ensuite ramenés à Poros.

Il n'avait pas fallu autre chose que l'apparition de ces deux vaisseaux dans le voisinage du golfe de Korinthos, pour soulever de nouveau toute la population le long des deux côtes. C'était à cette époque (Cf. p. 7) que les éparchies, soumises aux Turcs au nord-ouest du Péloponèse, avaient repris les armes et où Kolokotronis était tenté d'attaquer même Patras. Les corps volants de Tsonkas et de Rhankos se montrèrent de nouveau, dans l'Hellade occidentale, les ennemis des Turcs; le gouvernement grec lui-même se trouva disposé à former les projets les plus aventureux, afin d'exploiter cet intervalle tant que les Turcs refusaient de conclure un armistice,

pour pouvoir élever ensuite des prétentions d'émancipation pour un territoire aussi grand que possible.

Avec leur audace habituelle, les philhellènes étaient, avant tous les autres, prêts à entrer dans ces projets qui menaçaient de renouveler la division funeste des forces, telle qu'on l'avait vue dans les premières années de la guerre. Une expédition, sous les ordres de Fabvier, devait attaquer Chios; une seconde était destinée à soulever de nouveau la Thessalia, tandis qu'une troisième, commandée par Church et Cochrane, attaquerait l'Albanie au delà de Preveza, afin de dégager l'Hellade occidentale.

Les amiraux qui, comme pour tant de cas imprévus, n'avaient pas non plus pour celui-ci d'ordres précis, s'adressèrent, suivant leurs instructions, à la conférence des trois ministres plénipotentiaires à Constantinople. Ces diplomates leur indiquèrent (4 septembre), comme la ligne à laquelle ils auraient à étendre leur blocus et à restreindre les entreprises des Grecs, les limites probables du nouvel État, à savoir : la Grèce continentale depuis le golfe de Volo jusqu'à l'embouchure de l'Aspropotamos; la Morée et les îles, l'Eubée inclusivement; mais à l'exclusion des îles de Samos et de Kreta. Afin d'exécuter son entreprise contre l'Albanie, lord Cochrane apparut, devant Missolonghi, avec vingt-trois navires qu'il avait réunis près de Spetsia (18 septembre); il devait attendre, en dehors du détroit, le général Church, qui, avec ses troupes, avait quitté l'Isthme pour se rendre à Vostitsa. Mais, conformément à la décision de la conférence, Codrington signifia à l'amiral qu'on ne pourrait pas lui permettre de débarquer en Albanie; puis il communiqua aussi à Ibrahim-Pacha, dans leur entrevue

du 25 septembre, cette injonction adressée par lui à l'amiral grec.

Déjà auparavant, le général égyptien avait exprimé à de Rigny tout l'étonnement que lui faisait éprouver la partialité avec laquelle les alliés l'empêchaient de faire le moindre mouvement, tandis que les Grecs avaient beaucoup plus de liberté dans leur action. L'amiral français, pour se justifier, lui répondit ce que Stratford avait dit à l'internonce (1) : « que celle des deux parties qui « se soumettait aux demandes des puissances méritait « ces égards qui étaient un moyen de forcer la Porte, si « opiniâtre, à accepter la suspension d'armes. Cette « indulgence, ajoutait-il, ne s'étendrait d'ailleurs qu'aux « territoires grecs qui étaient réellement soulevés. »

Le lendemain même de la réunion, et en s'en référant à la déclaration de la veille contre l'expédition de Cochrane, le drogman du pacha vint demander à Codrington, s'il ne permettait pas qu'on envoyât des forces à Patras, où lord Cochrane avait l'intention de débarquer. Les amiraux, qui savaient que cette dernière assertion était fausse, répondirent négativement en répétant leur déclaration et en disant « qu'ils empêcheraient une attaque en « dehors du théâtre de la guerre, et qu'ils ne se montre« raient pas hostiles aux Grecs, qui avaient accepté « l'armistice, tant qu'ils resteraient dans les limites de « la scène de l'action ».

La flottille grecque aussi se soumit aux injonctions qu'on venait de lui adresser. Lord Cochrane se contenta de faire une tentative contre le fort Vassiladi, et retourna à Syra lorsqu'elle eut échoué. Hastings y resta seul avec

(1) Rapport du baron von Ottenfels, du 15 octobre 1827. MS.

la *Karteria*, le *Sauveur*, deux schooners et deux canonnières, afin d'entrer, si c'était possible, dans le golfe et d'y prendre une escadre turque qui était en station dans ces parages. Par conséquent, le capitaine Thomas passa (21 septembre), sous le feu des châteaux-forts, avec *le Sauveur*, deux schooners et une canonnière, par le détroit; il entra dans le golfe, où, sans attendre l'arrivée de Hastings, qui devait le rejoindre, il fit une attaque préma turée contre les vaisseaux turcs dans l'échelle de Salona.

La *Karteria* avait été retenue par un calme; dans son impatience, Hastings la fit entrer dans la passe, à la remorque d'une canonnière, afin de pouvoir commencer son entreprise avec tous ses compagnons d'armes. En faisant une reconnaissance, il trouva que la flottille turque, dans l'échelle, était composée de deux bricks, de trois schooners et de quatre bâtiments de guerre plus petits, outre trois navires marchands autrichiens.

Pendant plusieurs jours, les mauvais temps continuels empêchaient les Grecs de rien entreprendre jusqu'à ce qu'enfin on pût commencer l'attaque (30 septembre) contre l'escadre, supérieure en nombre et protégée par une batterie sur la côte. Les Grecs durent entrer dans le golfe de Salona, ce qui n'était possible qu'avec un vent favorable qui devait ensuite nécessairement les empêcher de rebrousser chemin. Les troupes de terre de Church, postées sur la côte opposée en Achaïa, voyaient la flotte grecque entrer dans le golfe et disparaître ensuite derrière la pointe de terre. Puis, après une canonnade d'un quart d'heure, elles entendirent l'explosion du brick-amiral que la *Karteria*, par son premier-feu violent avec des bombes incendiaires et des carcasses, fit sauter en l'air; elles voyaient successivement les nuées de fumée

noire s'élever du feu qui consumait aussi l'autre brick et un schooner.

Sept des neuf navires turcs furent détruits; les trois bâtiments autrichiens furent pris dans ce combat brillant par lequel Hastings fit regagner aux Grecs la domination dans le golfe et les communications si précieuses entre la Morée et l'Hellade occidentale. Cet événement produisit sur Ibrahim-Pacha le même effet que celui qu'au commencement de l'insurrection toutes les victoires des rebelles avaient eu sur le sultan : sa nature barbare réprimée éclata de nouveau, et lui fit oublier tout l'empire sur lui-même qu'il avait su maintenir avec tant d'habileté en face des amiraux. Il estima que cette violation de la paix l'avait dégagé de sa parole, et il lâcha dès lors sur la Messenia son kiaya, qui y commença sa terrible œuvre de destruction. Les Turcs abattirent soixante mille figuiers et vingt-cinq mille oliviers; ils livrèrent aux flammes un grand nombre de villes et de villages; ils réduisirent une multitude de personnes à une affreuse misère et anéantirent d'avance les moyens de subsistance de toute une génération à venir.

Plein de courroux à la nouvelle de ces atrocités, Kolokotronis courut aussitôt à Armyro et se fit armer un vaisseau par les Maïnotes, afin d'instruire les amiraux des exploits des Africains. Hamilton vit sur les lieux mêmes, à Kalamata, à quelles fureurs s'abandonnait le kiaya. Lorsqu'il lui demanda de s'arrêter, celui-ci s'en référa brièvement à ses instructions et adressa Hamilton au pacha, son maître. Mais au moment même où Ibrahim avait donné ces ordres atroces à son lieutenant, il avait fait partir deux divisions de la flotte. L'une était commandée par le patrona-bey (le second vice-amiral) Mous-

tapha, et l'autre, qu'Ibrahim accompagnait lui-même, était placée sous les ordres de Tahir-Pacha et de Mouharrem-Bey; elle devait ravitailler Patras, châtier la pétulance et l'orgueil de Hastings, et reprendre possession du golfe de Korinthos.

Bataille de Navarin.

Pendant la nuit dans laquelle il arrivait à Zante, l'amiral Codrington reçut (1er octobre), par son aviso, la nouvelle du départ de la flotte turque (1). Dès le lendemain (2 octobre), il s'opposa, avec un petit nombre de vaisseaux et malgré le temps le plus défavorable, à la première division de l'escadre turque devant le golfe de Patras. Il déclara au grand amiral, par l'intermédiaire du capitaine Spencer, du *Talbot* « que, puisque les Turcs « avaient manqué à leur parole, il ne comptait pas faire « beaucoup de façons avec eux; qu'il tirerait sur le « premier bâtiment qui ferait mine de vouloir passer, « et que, dans le cas où on répondrait à son feu, il « détruirait toute la flotte turque, s'il le pouvait ».

Le doyen d'âge des commandants turcs envoya le vice-amiral à Codrington, et lui fit demander la permission de faire voile pour Patras; mais le drogman hésita à traduire à l'envoyé turc tout ce que l'amiral anglais lui disait. Codrington lui donna donc sa réponse par écrit; après avoir reçu cette décision de l'amiral, le commandant de la division turque commença à se retirer. Lorsque, accompagné par les Anglais, il eut atteint la pointe sud de Zakynthos (Zante) (3 octobre), Ibrahim parut lui-même, avec sa division, dans le canal entre Zante et

(1) Cf. *Compressed narrative of the proceedings of Vice-Admiral Sir E. Codrington*. London, 1832. — Écrit par l'amiral lui-même.

Kephalenia (Céphalonie), où il opéra sa jonction avec le patrona-bey.

Malgré l'inégalité extraordinaire des forces, Codrington était résolu d'agir, en cas de besoin, suivant ses instructions; mais, après qu'Ibrahim-Pacha eut pris connaissance de la lettre que l'amiral anglais avait adressée au patrona-bey, toute la flotte se retira dans la direction de Navarin. Lorsque, le lendemain matin (4 octobre), Codrington eut de nouveau mouillé dans la baie de Zante, on aperçut encore un certain nombre des vaisseaux turcs les plus grands, avec tous les vaisseaux amiraux, dans le golfe de Patras, où ils avaient pu retourner, pendant la nuit, à la faveur d'un coup de vent très-violent. Aussitôt l'*Asia* et le *Talbot* s'approchèrent et firent feu sur les premiers vaisseaux turcs, lorsque, tout à fait contre leurs habitudes, ils ne hissèrent pas leurs pavillons. Cette manière d'agir énergique produisit son effet. Pendant la nuit et le lendemain, une tempête dispersa les vaisseaux anglais aussi bien que ceux des Turcs; cependant, le soir, il y eut encore, près du cap Pappa, vingt vaisseaux turcs qui ne savaient pas encore que leur amiral se fût retiré. Codrington leur dit de passer leur chemin (6 octobre); mais ce ne fut pas sans avoir besoin, à l'égard de quelques-uns de ces bâtiments, des arguments de ses canons. A son vif regret, il était toujours seul avec ses vaisseaux anglais; car autrement il aurait empêché cette flotte de retourner à Navarin, comme il y était autorisé par ses instructions fort détaillées, et il l'aurait renvoyée à Alexandrie et aux Dardanelles. Mais quelques jours se passèrent encore avant que la flotte russe, commandée par le comte Heyden, opérât sa jonction avec lui près de Zante (13 octobre).

Le même jour, il fut rejoint par de Rigny, de sorte que les trois escadres, réunies au grand complet, purent prendre position devant Navarin. Les amiraux y apprirent tous les détails de la guerre de destruction systématique que les Égyptiens avaient faite en Messenia; mais ils n'avaient pas la mission de l'arrêter directement; aussi les forces nécessaires leur manquaient-elles pour obtenir ce résultat. Cependant ils reconnurent que la continuation de ces actes d'une barbarie insolente neutraliserait complétement le but que les puissances voulaient atteindre par leur traité; ils n'étaient pas même sûrs de pouvoir empêcher, à la longue et d'une manière efficace, la flotte turco-égyptienne de prêter son concours à cette guerre en Messenia.

En effet, d'après l'avis de tous les pilotes et de tous les officiers de marine qui connaissaient bien ces localités, il était matériellement impossible de bloquer le port de Navarin pendant l'hiver, où aucune des côtes voisines n'offrait un mouillage sûr aux grands vaisseaux. Les amiraux essayèrent, par une lettre d'avertissement (17 octobre), de détourner le pacha de sa manière de procéder en Messenia. Mais Ibrahim avait quitté, la veille, son camp de Navarin pour se rendre à Pyrgos. On comprenait difficilement le motif qui l'avait engagé à s'éloigner dans un moment aussi critique. Était-ce, comme le croyaient les Autrichiens (1), pour avoir une entrevue personnelle avec Rechid-Pacha dans le golfe de Lepanto? ou était-ce seulement pour éviter les exigences des Francs? En tout cas, on aurait dit que c'était un artifice prémédité, lorsque son drogman jura qu'il ne savait

(1) Rapport du Major Bandiera, le 30 octobre 1827. MS.

pas trouver le pacha et qu'il n'y avait aucun moyen de lui envoyer une lettre.

Avec ce système, c'eût été une tentative inutile de faire parvenir un avertissement semblable à l'amiral turc, qui déjà n'avait pas voulu recevoir la lettre de Codrington, en date du 19 septembre, et qui avait renvoyé l'amiral anglais à Ibrahim. Après une délibération préparatoire (18 octobre), les amiraux résolurent donc d'entrer dans le port, avec toute leur flotte, et de renouveler, sous la pression de leur présence, leurs propositions. D'après ces dernières, les amiraux ottomans devaient renvoyer leurs flottes à Alexandrie et aux Dardanelles sous la garantie qu'on ne les molesterait pas pendant leur retour; puis ils devaient faire cesser les hostilités par terre.

Les amiraux des alliés n'étaient pas autorisés à poser l'une ou l'autre de ces propositions comme une demande, ni d'en obtenir l'exécution par la force. Mais comme la seule présence des trois vaisseaux de Codrington avait suffi pour chasser la flotte turque de devant Patras, les amiraux pouvaient espérer à juste titre que l'aspect imposant des flottes alliées disposerait les Turcs à céder pacifiquement. S'ils avaient réussi à obtenir ce succès par un semblable moyen, ils se seraient acquis les plus grands éloges.

Lorsqu'ils passèrent (20 octobre) entre les batteries à l'entrée du port, afin de mouiller l'ancre dans l'intérieur du vaste bassin, ils trouvèrent, à leur grande surprise, les flottes combinées des Turcs, des Égyptiens et des Tunisiens rangées soigneusement en forme de fer à cheval et en ordre de bataille. Leur ligne s'étendait ainsi depuis les deux pointes du port jusque vers la petite île

de Chelonaki au milieu; la flotte des Francs, en entrant dans le port, était donc exposée, de tous les côtés, au feu des forts, des batteries de la côte et des vaisseaux.

La flotte qui avait arboré le croissant était composée (1) de trois vaisseaux de ligne, de quatre frégates doubles, de treize frégates, de trente corvettes, de vingt-huit bricks, de cinq schooners, de six brûlots et de quarante et un bâtiments de transport; ensemble cent trente voiles, dont quatre-vingt-neuf vaisseaux de guerre armés de deux mille quatre cent trente-huit canons. Les vaisseaux de ligne et les frégates étaient placés au second rang sur une seule ligne, tandis que les corvettes et les bricks étaient postés en groupes séparés et formaient une première ligne. Les brûlots se trouvaient aux extrémités, les bâtiments de transport près du rivage sud-est; à droite de l'île de Chelonaki étaient le kapoudan-bey et Mouharrem-Bey, à gauche Tahir-Pacha et le patrona-bey.

Les flottes alliées entrèrent dans le port à deux heures de l'après-midi en formant deux colonnes; les quatre vaisseaux de ligne et quatre frégates russes étaient à l'arrière-garde. Les Français, avec quatre vaisseaux de ligne, deux frégates et deux schooners, et les Anglais, avec trois vaisseaux de ligne, quatre frégates, une corvette et deux bricks, ouvrirent la marche : c'étaient, en tout, vingt-sept voiles avec douze cent soixante-seize canons. « Le sort en est jeté! disait le kapoudan-bey à « ses collègues; je vous le disais bien que l'Anglais n'en- « tendait pas plaisanterie. »

(1) D'après un calcul fait par un Français, Letellier, dans : *Papers relating to the claim made by Vice-Admiral Sir E. Codrington on behalf of himself, the officers, seamen and mariners engaged in the battle of Navarin. Printed for private distribution.* London.

Codrington, qui avait le commandement en chef des flottes combinées, montait l'*Asia* et marchait en tête des colonnes, suivi du *Genoa* et de l'*Albion*. Il mouilla à une portée de pistolet en face du vaisseau du kapoudan-bey. De Rigny se plaça vis-à-vis des grands vaisseaux égyptiens à l'aile droite, tandis que les Russes se postèrent vis-à-vis du côté gauche du fer à cheval. Plusieurs bâtiments, entre autres le *Dartmouth*, avaient reçu ordre d'observer les brûlots. Le mot d'ordre avait été donné qu'aucun coup ne devait être tiré sans que les Turcs l'eussent provoqué.

Les trois premiers vaisseaux anglais mouillèrent l'ancre sans trouver d'obstacle; mais lorsque le *Dartmouth* détacha une chaloupe afin de parlementer avec un des brûlots, plusieurs hommes y furent tués par le feu de mousqueterie qu'ouvrit le brûlot et auquel répondit le *Dartmouth*. Codrington arrêta encore le feu de l'artillerie, pour voir si ce n'était pas un simple accident; mais bientôt le *Dartmouth* eut à répondre à un boulet égyptien par un coup de canon; la bataille devint, en quelques instants, générale. L'*Asia*, qui se trouvait à distance égale du kapoudan-bey et de Mouharrem-Bey, n'ouvrit pas d'abord le feu; les deux vaisseaux de ces amiraux attendirent également. Mouharrem-Bey annonça, par un parlementaire, qu'il ne tirerait pas, au moment même où le pilote Mitchel apporta à l'amiral turc un message exprimant le désir de Codrington d'éviter l'effusion du sang.

A ce moment même, et sans qu'on sache si c'était par suite d'ordres reçus, ou non, l'équipage du kapoudanbey tira sur l'*Asia*, qui, en répliquant, détruisit le vaisseau ennemi et celui de Mouharrem-Bey. Mais elle aussi, exposée au feu des ennemis, dirigé de tous les côtés

contre elle, avait terriblement souffert, et au premier moment où la fumée de la canonnade obscurcissait le ciel, on crut qu'elle était perdue. Ce que nous venons de dire de ce vaisseau s'appliquait presque à tous les autres. Au milieu de ce pêle-mêle de forteresses flottantes, pas un seul coup de ces milliers de bouches à feu n'était perdu.

Dans cet espace étroit, et dans l'impossibilité de faire des manœuvres et de s'enfuir, les Turcs étaient forcés de se défendre; mais ils manquaient complétement de la discipline et du courage froid d'où dépendait tout, puisqu'on ne pouvait employer ni l'art naval ni l'art militaire. N'ayant pas avec eux leur véritable chef, les Turcs furent bientôt en proie à la plus grande confusion; une partie des officiers donnèrent des ordres qui furent aussitôt contremandés par les autres. Beaucoup de capitaines désertèrent lâchement leur poste; Tahir-Pacha ne fit pas, dans cette journée, honneur à sa réputation de marin courageux et capable qu'il avait méritée dans d'autres occasions; le kapoudan-bey et Mouharrem-Bey furent parmi les premiers qui reçurent des blessures mortelles.

Au bruit assourdissant de l'artillerie qui, dans ce bassin retentissant et entouré de montagnes, se faisait entendre avec une force terrible au delà de tout ce qu'on peut s'imaginer, la bataille continua, pendant quatre heures, avec une fureur que rien ne pouvait faire cesser, jusqu'à ce qu'enfin la nuit arrêtât le carnage. Jamais, disait Codrington dans son rapport, on n'avait vu une scène semblable. C'était un coup foudroyant, tel qu'aucun autre n'avait été porté à la Porte depuis la journée de Lépante. La bataille coûta beaucoup d'hommes aux vainqueurs, surtout aux Anglais, qui avaient été le plus

exposés, et aux Russes, qui avaient eu à essuyer le feu des batteries. Leurs vaisseaux avaient été presque tous fortement endommagés, tandis que les vaincus y perdirent presque toute leur flotte.

On estima les pertes des musulmans à cinq ou six mille hommes. De leurs vaisseaux de ligne ils perdirent un; de leurs quatre frégates doubles trois; des treize frégates neuf; de trente corvettes vingt-deux; de vingt-huit bricks dix-neuf, et, en outre, un schooner et cinq brûlots; de sorte qu'il ne leur resta que vingt-neuf vaisseaux de guerre qui étaient, pour la plupart, dans un tel état qu'on ne pouvait plus les réparer. Tout le port était couvert de carcasses et de débris de navires. Un grand nombre de vaisseaux incapables de combattre furent incendiés par les Turcs. L'amiral anglais était étonné de voir que les vainqueurs n'avaient pas à souffrir des effets de ces explosions terribles qui se succédaient pendant toute la nuit.

Le soir, Ibrahim-Pacha revint au théâtre de cette destruction. Lorsqu'il fit concentrer ses troupes autour des forts, les amiraux crurent qu'ils auraient à soutenir, le lendemain, une nouvelle bataille. Ils firent dire (21 octobre) au pacha, « qu'ils n'étaient pas entrés dans le port « en ennemis et qu'ils épargneraient, encore à ce mo- « ment, les débris de la flotte; mais que, si les hostilités « étaient renouvelées, ils détruiraient encore ces vais- « seaux-là, de même que les forts, et ils y verraient une « déclaration de guerre de la part du sultan ». On hissa alors, suivant la demande des amiraux, le drapeau blanc sur les forts. Les flottes franques se retirèrent pour réparer leurs vaisseaux. Quant aux quelques vaisseaux égyptiens, dès qu'ils eurent été mis en état de reprendre la mer, le pacha les renvoya (28 décembre) à Alexandrie

et chercha désormais à se ravitailler dans les îles Ioniennes.

Effet produit en Europe par cette bataille. Jugements sur elle.

La bataille de Navarin était le coup inattendu qui avait arrêté l'expédition de la lettre que le grand vizir avait, à cette époque, écrite à Metternich pour lui demander la médiation de l'Autriche; elle dérangea donc de nouveau et d'une manière très-fâcheuse les projets les plus récents de la politique de Vienne. Les hommes qui étaient à la tête des affaires en Autriche en furent extrêmement ébranlés et indignés. L'empereur François trouva que cet acte des amiraux ressemblait sur tous les points à un assassinat; Esterhazy compara cette catastrophe au partage de la Pologne! Le grand chancelier était d'opinion que cette bataille avait ouvert la guerre et que le règne d'un véritable chaos allait commencer. Même lorsqu'il s'était déjà remis depuis longtemps de sa terreur, il exploita encore cet événement, pour effrayer du moins les autres en leur faisant entrevoir les conséquences d'une révolte, un changement de souverain et un déchaînement de tout l'enfer à Constantinople (1).

En Russie, on s'imaginait avec un véritable bonheur quel devait être le désespoir du prince. Nesselrode, plein de pétulance, déchirait encore à coups d'éperon les flancs de cet homme que Stein avait appelé « le grand saint « Christophe » du petit ministre russe. « Que dira, di- « sait-il dans une lettre confidentielle à Tatistchev, que « dira notre ami Metternich de ce triomphe de la force « sur le préjugé des principes? Les amiraux mérite- « raient d'être placés à la tête des cabinets pour en di-

(1) Metternich au comte Appony, du 13 novembre 1827. MS.

« riger la politique ! » Dans les documents officiels, on montrait plus de mesure; dans les dépêches qu'il envoya à Londres et à Paris, Nesselrode déclarait que l'empereur (qui décora tous les trois amiraux) regrettait, à la vérité, l'effusion de sang qui n'avait pas été dans l'intention des puissances, mais qu'il se tranquillisait en songeant qu'elle n'avait été causée que par la manière d'agir perfide et cruelle des chefs turcs.

En France aussi on était dans la joie, et les classes les plus hautes, comme les plus basses, trouvaient un sujet de gloire dans cet exploit. De Rigny disait, plein de jactance, à Smyrne, qu'on faisait la meilleure politique avec des canons; plusieurs mois après, le roi de France déclara dans le discours du trône (5 février 1828) que la bataille de Navarin avait été une occasion pour les armes françaises de se couvrir de gloire et, en même temps, un gage éclatant de l'union entre les trois pavillons; paroles que ce peuple philhellénique écouta avec le plus grand enthousiasme.

Seulement en Angleterre, l'opinion avait été divisée dès le principe. Déjà la première nouvelle de la bataille fut accueillie froidement et sans ce sentiment de joie qu'inspirent, dans d'autres occasions, aux Anglais leurs triomphes sur mer. La minorité whig chantait, à la vérité, victoire; mais les tories étaient furieux de cet événement sanglant qui, disaient-ils, lésait les intérêts de l'Angleterre et violait les premiers principes du droit des gens. Lord Dudley adressa (17 novembre) au lord grand amiral (duc de Clarence) une série de questions (1) dans lesquelles on voyait dominer l'appréhension inquiète

(1) Cf. *Queries and answers. Printed for private distribution.* London.

et la crainte de trouver la manière d'agir des amiraux en contradiction avec leurs instructions. Le gouvernement refusa aux équipages de Codrington la gratification qu'on accordait toujours aux marins après chaque victoire; il paraissait presque hésiter s'il fallait récompenser ou punir l'amiral. L'opinion publique répéta bientôt la même chose; on disait qu'il ne restait pas d'autre alternative que de le décorer, ou bien de le faire passer devant un conseil de guerre.

Le préjudice causé momentanément, dans une vaste étendue, aux intérêts du commerce, fit naître une consternation générale. De grandes masses de blé, achetées pour le compte de négociants anglais, se trouvaient, dans la Russie méridionale, prêtes à être expédiées; mais la crainte de les voir frapper par un embargo à Constantinople arrêta toutes les communications entre la mer Noire et la mer Blanche. Bientôt cependant les Anglais, avec leur sagacité politique, reconnurent que la destruction de la flotte turque livrait la Porte sans défense entre les mains de la Russie, qu'on avait voulu lier par le traité et dont on favorisait, à ce moment, les projets d'une manière si inattendue.

C'est pourquoi le discours du trône anglais appelait (en janvier) cette bataille, en termes devenus célèbres, un « événement malencontreux » qu'on ne pourrait considérer qu'avec une douleur profonde. Ce mot (*untoward event*) désignait bien le vaste abîme qui séparait le nouveau gouvernement de celui qui l'avait précédé; il formait, dans sa pointe la plus fine, le contraste le plus marqué avec ce qu'aurait dit Canning, dont les sentiments et l'esprit, par bonheur pour les Grecs, continuaient à agir encore pendant cette première exécution du traité.

Canning avait montré une grande prudence et une sage lenteur dans le conseil et avant de prendre une résolution; mais quant aux actes, il aurait poussé à les finir promptement.

Cette manière de voir et d'agir était aussi celle de son cousin et représentant à Constantinople. Ce dernier, pas plus que le ministre, n'aimait à s'occuper, avec des demi-mesures, de ce qui avait été une fois commencé; il se réjouissait de voir les idées de l'homme d'État défunt incarnées, avant sa mort, dans un fait inébranlable qui restait, après lui, comme un legs de sa politique. En effet, Stratford Canning, qui voyait de près les hommes et les choses, connaissait trop bien la nature des Orientaux pour ne pas savoir que, devant les interprétations forcées du traité, la Porte ne sortirait pas de son système d'imposture et que, quant à de vaines menaces, elle ne se départirait pas de son opiniâtreté insolente, avant que des actes lui montrassent que les intentions des puissances étaient sérieuses.

Les paroles du reïs-effendi avaient toujours fait supposer que la Porte résisterait les armes à la main; il n'avait pas reconnu l'existence du blocus proclamé et qui avait pour but d'obtenir de vive force une suspension d'armes; « car, disait-il, la Porte était chez elle dans « ces parages, c'étaient là ses sujets, ses mers et ses « côtes ». Dans le cas où l'on exécuterait le blocus, le reïs-effendi avait déclaré que ce seraient les puissances qui attaqueraient la Turquie; il avait dit (9 septembre) aux drogmans que, dans ce cas, la Porte agirait comme elle le jugerait bon, et que les commandants turcs procéderaient conformément aux ordres qu'elle leur donnerait. De même que ces paroles du ministre turc donnent

la clef de la conduite des amiraux ottomans à Navarin, de même aussi les contre-mesures de Stratford Canning expliquent la manière de procéder de Codrington et de ses collègues. Toutes ses démarches respiraient le désir de compenser dès lors la marche lente et traînante de la diplomatie par une action énergique et vigoureuse.

Dès que les amiraux eurent reçu leurs premières instructions, Stratford Canning pressa Codrington de communiquer aussitôt le traité au gouvernement grec, sans attendre l'arrivée de Heyden. Lorsque, après le refus de la médiation, la seconde déclaration des puissances fut remise à la Porte, et que le moment d'agir fut arrivé, les ambassadeurs de France et de Russie « se firent un hon neur » d'engager leurs amiraux à procéder immédiatement d'après leurs secondes instructions, qu'on leur avait données pour le cas « qui malheureusement venait de se réaliser ».

Dans la lettre adressée par Stratford à Codrington, il y avait des différences très-caractéristiques dans les expressions, en ce qu'il « s'empressait, en se conforman « à son devoir, de lui annoncer qu'il aurait dès lors à « procéder à l'exécution des mesures importantes » qu'on lui avait prescrites éventuellement. Sans aucun doute, ajoutait-il, Codrington ferait, immédiatement après avoir reçu cette communication, les démarches nécessaires pour atteindre ce but.

A cette époque, Codrington avait eu à Smyrne plusieurs fois des entrevues personnelles avec Stratford et il avait continuellement échangé des lettres avec lui. Le ton craintif et timide des instructions insuffisantes faisait naître, à tout moment, les doutes les plus pénibles dans des hommes à la nature de soldat, tels que Codrington

et de Rigny. Ils comprenaient bien que leur mission était une espèce de blocus qu'ils avaient à maintenir en amis de la Porte; mais ils ne pouvaient pas s'expliquer de quelle manière ils pourraient mettre les Turcs à la raison sans avoir recours à des actes d'hostilité, dans le cas où ils leur résisteraient de vive force.

Déjà auparavant (11 août), Codrington avait demandé à Stratford de le renseigner à ce sujet, et l'ambassadeur lui avait répondu confidentiellement (1er septembre) « qu'il n'avait à embrasser la cause d'aucune « des parties belligérantes, mais qu'il devait s'interpo- « ser entre elles et obtenir la paix, si c'était possible, à « l'aide des trompettes et, en cas de besoin, à coups de « canon! » A cette époque, la situation des affaires était encore telle, qu'on pouvait supposer qu'il y aurait une collision à l'occasion de l'attaque contre Hydra qu'on prévoyait; mais lorsque la flotte égyptienne fut heureusement parvenue jusqu'à Navarin, il s'éleva d'autres doutes. Leurs instructions prescrivaient aux amiraux d'empêcher l'arrivage de renforts et de munitions en Grèce; mais elles ne parlaient pas des mouvements que les musulmans pourraient faire, dans un dessein hostile, d'un port de la Grèce vers un autre port au pouvoir des Turcs.

Toutefois un protocole de la conférence à Constantinople (4 septembre) aida à surmonter encore ces scrupules (1) : il ordonna aux amiraux de couper court à de semblables expéditions entreprises le long des côtes, dans un dessein hostile, mais de favoriser et de protéger, au

(1) Cf. un article d'une plume bien informée dans le *Foreign quarterly review*. Février 1830.

contraire, le retour des flottes; « en ce qui concernait les « vaisseaux à Navarin et à Modon, qui s'acharnaient à « vouloir y rester, ils auraient à courir tous les risques « de la guerre, absolument comme ces forteresses elles- « mêmes! »

Quand on a lu cette seule phrase, on n'aura besoin, pour s'expliquer la bataille de Navarin, ni des excuses de ceux qui défendaient la loyauté de Codrington, en disant qu'il avait eu entre les mains un ordre secret du lord grand amiral, ni des insinuations d'une médisance méchante qui prêtait à son collègue de Rigny le mot que voici : « que le caractère de leurs opérations dépendait « d'un verre de plus ou de moins que boirait Codrington. » L'amiral anglais pouvait bien se croire justifié et autorisé à suivre la ligne de conduite qu'il avait tenue; il croyait même avoir le droit de se vanter de son empire sur lui-même. Si Ibrahim avait essayé d'exécuter de vive force son expédition contre Patras, on ne pouvait douter que Codrington n'eût été obligé, par ses instructions, de l'en empêcher. Il croyait bien pouvoir citer, comme une preuve de sa prudence, ce fait que, malgré la rupture manifeste de l'armistice, il avait laissé passer deux fois, et sans en profiter, des occasions de se distinguer dans sa carrière.

Exaspéré, comme Codrington l'était à ce moment, par le manquement de parole du pacha, il l'était encore davantage, plus tard, lorsqu'il apprit les infamies commises par les soldats d'Ibrahim en Messenia. Dans son rapport (21 octobre), adressé au lord grand amiral, il avouait « son vif désir de punir les coupables », et lorsque, le 18 octobre, il avait tenu conseil avec ses collègues, il y était allé avec l'opinion qu'il fallait « forcer le pacha

« à s'éloigner ». Néanmoins, d'après la conduite qu'il avait d'abord tenue avant et pendant la bataille, il croyait pouvoir se rendre le témoignage qu'il aurait bien désiré éviter l'emploi des mesures extrêmes et que, tant que c'était possible, il avait, conformément à son devoir, imposé un frein au sentiment qui le portait à punir les coupables.

Les trois amiraux qui venaient de frapper ce coup étaient très-satisfaits d'eux-mêmes; ils exprimèrent ce contentement dans les rapports qu'ils firent immédiatement après la fin de l'action. De Rigny et Heyden s'attendaient même à une nouvelle bataille et ils ne doutaient pas le moins du monde qu'elle ne dût être menée à bonne fin avec la même résolution énergique. Stratford Canning, de son côté, ne se donna pas la moindre peine pour cacher sa joie. Il ne se serait pas non plus laissé déconcerter par les scrupules de ceux d'entre ses compatriotes qui croyaient que cette bataille n'avait que trop bien fait les affaires des Russes; car il était tout à fait convaincu qu'on profiterait, comme l'aurait fait Canning, de la victoire avec une énergie prompte pour arriver au résultat définitif de la médiation.

Déjà avant la bataille, Lieven avait proposé (10 septembre), avec l'assentiment de la France (1), de bloquer le Bosphore et les Dardanelles et de couper court à toute autre discussion, en coupant les vivres à la ville de Constantinople. Canning aurait suivi les puissances dans cette voie, qui eût été la plus propre à pousser à bout la Porte et à lier la Russie jusqu'à la fin de ces complications. Avec de semblables prémisses, Stratford

(1) Cf. Martens, t. XII, p. 61.

et Codrington pouvaient, sans hésiter, céder à l'ambition qui les aiguillonnait et à l'opinion publique qui les stimulait. Ils étaient désireux et impatients de mettre fin, par un coup définitif et frappé par les forces réunies, à cette guerre de paroles interminable. En effet, depuis sept ans, cette querelle avait fatigué le monde; elle lui avait inspiré du dégoût pour la faiblesse et la timidité de la diplomatie, et elle l'avait exaspéré contre l'insensibilité froide de la politique grâce à laquelle les atrocités de la guerre de l'insurrection avaient été prolongées si longtemps.

Le réseau d'artifices tramé par les hommes de cabinet avait été déchiré par un coup vigoureux qui prouvait que toutes les forces vitales et que toute la séve dans le corps politique de l'Europe n'avaient pas encore été épuisées par l'action paralysante du cabinet de Vienne. Tous ceux qui ont vu cette époque savent que le monde européen se sentait renaître et respirait librement, en se voyant délivré de cette pression morale qui, depuis neuf ans, avait pesé sur le cœur de tous.

L'opinion publique accueillit avec des cris de joie les vainqueurs francs. On avait mis fin à l'effusion de sang en Grèce et à la guerre avec ses allures sauvages; le travail de Danaïdes des philhellènes avait été remplacé par des secours plus efficaces. Le peuple grec près de périr avait été sauvé de sa ruine, et l'on avait prouvé aux Turcs que la protestation de l'Europe contre la destruction de la nation hellénique était très-sérieuse. Des hommes calmes et d'une grande sagacité politique exprimaient, même en Angleterre, l'opinion pleine d'espérance que cette bataille pourrait avoir l'importance de celle de Marathon; mais pour arriver à ce résultat, il

fallait que cette nation, après sa délivrance, fût capable de répandre la semence d'une civilisation nouvelle sur l'intérieur des terres, devenues incultes et sauvages, dans la Péninsule de l'Hémus aussi bien que dans l'Asie occidentale.

La France philhellénique se réjouissait surtout de voir que l'esprit public avait eu une si grande part à cette victoire. « La bataille de Navarin, écrivait un Français, « ancien ami de Tombazis (1), a été gagnée par les « peuples ! Le cri de victoire venu de l'Archipel est peut-« être le premier, depuis bien des siècles, que tous les « peuples aient pu accueillir avec une sympathie com-« mune. Le canon de Navarin a commencé une nouvelle « ère et annoncé l'avénement triomphal de l'opinion pu-« blique, qui est au-dessus des trônes, étant pour la pre-« mière fois véritablement reine, disposant de flottes et « de canons, commandant aux amiraux, entraînant « même les princes et les forçant, pour ainsi dire, à re-« connaître ses victoires et à s'approprier ses lauriers. »

Effets de la bataille de Navarin sur la Grèce.

On comprend qu'en Grèce on ressentît avec le plus de vivacité le soulagement intime que l'Europe éprouva à la nouvelle de la bataille de Navarin. Pendant un instant, le peuple grec était ivre de joie et de bonheur; sa gratitude se fit jour dans des épanchements d'une piété sincère. Mais, malheureusement, les soulagements matériels qui auraient certainement dû suivre cet événement, comme les prémices de la paix et de la liberté, se firent vainement attendre. C'était un grand malheur qu'à ce

---

(1) Pierre Lebrun, dans la préface de son ouvrage poétique : *Voyage en Grèce*. Paris, 1828.

moment important il n'y eût pas en Grèce un gouvernement fort qui, dans une entente étroite avec les amiraux et les diplomates des alliés bien disposés pour les Hellènes, se fût borné aux entreprises militaires les plus indispensables. La tâche du gouvernement aurait consisté à protéger la Morée contre Ibrahim, car il s'agissait de regagner la Grèce continentale, qui prenait toujours une part active à l'insurrection, et d'assurer sur-le-champ à celles des parties de la Grèce qui étaient restées libres l'essor tranquille de la culture et de la prospérité.

Mais Kapodistrias, le président élu, ne s'était pas encore rendu en Grèce. Depuis qu'il avait obtenu un congé illimité de l'empereur de Russie, après le congrès de Vérone, il avait demeuré à Genève ; puis, dès le commencement de cette année-là, il avait parcouru toute l'Europe. Il était allé de Paris, par Berlin, à Saint-Pétersbourg, où il reçut (en juin) la lettre de l'assemblée nationale de Troizen qui le mit à la tête de la Grèce. Il avait demandé à Saint-Pétersbourg qu'on le déchargeât de ses fonctions, ce que le gouvernement russe lui accorda dans les termes les plus honorables pour lui. Ensuite, pour faire cesser l'isolement de la Grèce et pour la rapprocher des puissances, et dans le dessein de se procurer les ressources les plus indispensables par des emprunts ou par des subsides, il était allé à Londres et à Paris, où il se trouvait au moment de la bataille et où il séjourna encore pendant plusieurs semaines.

De cette manière, la Grèce restait abandonnée au triumvirat méprisé, qui ne jouissait nulle part de la moindre considération. Les capitaines militaires gardaient donc la principale influence ; parmi eux les Rouméliotes pressaient le gouvernement de reprendre la

guerre dans la Grèce continentale. Au contraire, les philhellènes, les Cochrane et les Fabvier, auxquels les membres du comité d'administration donnaient avec le plus d'empressement des ressources pécuniaires, songeaient à des aventures d'une nature bien plus vaste.

Dans les projets qu'ils couvaient, ils songeaient à reconquérir Chios et à soulever de nouveau l'île de Kreta. C'étaient les mêmes diversions désespérées et les mêmes expéditions incendiaires qui au commencement de l'insurrection, où la haine contre les Turcs venait de se faire jour seulement, pouvaient s'excuser peut-être, mais dont la répétition, à cette époque où la lutte tirait vers la fin, était un crime impardonnable. En effet, les Européens, qui en étaient les instigateurs, pouvaient très-bien savoir qu'il était impossible d'arracher ces îles aux Turcs dans les stipulations définitives du traité de paix.

Si ces projets avaient déjà surgi au moment où l'on savait seulement la conclusion du traité de juillet, il était impossible, à l'époque actuelle, de dissuader les Grecs de l'exécution de ces plans, puisqu'ils s'imaginaient que les Turcs pouvaient à peine leur opposer un seul vaisseau.

Les amiraux cherchèrent en vain à prévenir de semblables entreprises. Déjà avant la bataille de Navarin, Codrington avait fait (30 septembre) des remontrances sérieuses au gouvernement grec à l'égard des vexations auxquelles on exposait continuellement les pavillons des puissances amies. De Rigny avait répété (8 octobre) ce même avertissement, en indiquant aux croiseurs grecs comme ligne du blocus les parages de Volo à Lepanto jusqu'à une distance de trente ou trente-trois lieues des côtes, et en leur interdisant toutes les

expéditions aventureuses entreprises dans un but de pillage au delà de ces limites.

Trois jours après la bataille (24 octobre), les amiraux firent encore une fois les représentations les plus sérieuses au gouvernement grec; ils le sommèrent d'arrêter la piraterie qui, à ce moment, était arrivée à un tel développement qu'on comptait qu'un quart de toute la population mâle de la Grèce y était impliqué directement ou indirectement. L'armistice sur mer, écrivaient les amiraux au gouvernement, était établi de fait, puisque la flotte des Turcs n'existait plus; les Grecs auraient « à prendre garde à la leur »; car, s'il le fallait, on la détruirait de la même manière, pour mettre fin à un système de piraterie qui finirait par leur faire perdre la protection du droit des gens. En même temps, ils firent prévenir le gouvernement par le capitaine Le Blanc (de la frégate *la Junon*) du danger qu'il y aurait à faire des armements contre Chios, parce qu'on le rendait responsable des conséquences.

Les triumvirs étaient bien forcés, à la vérité, d'ordonner (2 novembre) aux vaisseaux de guerre grecs et aux croiseurs qu'ils eussent à se concentrer dans l'intérieur des lignes qui marquaient le blocus des territoires en révolte, et d'arrêter la piraterie dans leur voisinage immédiat; mais leur pouvoir ne s'étendait pas encore, pour le moment, jusqu'aux Sporades du Nord et jusqu'à Grabousa. Les bandes de gens audacieux, qui avaient afflué de tous les côtés à Grabousa, possédaient, au moment de la bataille de Navarin, huit bricks et quarante schooners, avec lesquels ils visitaient les côtes de la Kilikia (Cilicie) et de la Syrie, depuis que la piraterie dans l'Archipel était devenue un métier dangereux à cause

des vaisseaux de guerre qui escortaient les bâtiments marchands; les corsaires se proposaient même de naviguer dans l'Océan Atlantique. On calculait que quatre cent quatre-vingt-sept navires marchands, dont quatre-vingt-treize bâtiments anglais, étaient tombés entre les mains de ces redoutables corsaires, sans compter ceux qui avaient été détruits en pleine mer. Dans le château-fort autrefois vide, on avait établi un grand nombre de logements et de magasins, et la chapelle au sommet du rocher se remplissait de riches *ex-voto*, offrandes que présentaient les corsaires pour obtenir la faveur de la Panagia ***Klephtrina*** (sainte Marie la Voleuse). En face des Grecs et des philhellènes, les Grabousiens avaient toujours pallié leurs brigandages, en alléguant qu'ils ne faisaient sur leurs rochers que préparer la délivrance de l'île de Kreta. Mais, au moment actuel, la parole d'autorité des puissances alliées, qui proscrivaient la piraterie, eut effectivement ce résultat. Les pirates se consacrèrent dès lors sérieusement au soulèvement de l'île de Kreta, et préparèrent un de ces mouvements qu'on pouvait d'autant moins arrêter que les amiraux l'avaient seulement déconseillé, mais non pas défendu.

Nous ne pouvons pas complétement passer sous silence l'effet qu'eut la bataille de Navarin sur les affaires grecques; mais nous ne saurions jeter qu'un coup d'œil rapide sur ces détails de l'histoire locale dont les événements n'étaient plus assez importants pour exercer, comme autrefois, une grande influence ni sur l'esprit public en Europe, ni même sur l'histoire de la Grèce.

Afin de relever de leur ruine les affaires de l'***Hellade orientale***, Vassos et Kriëzotis s'allièrent, immédiatement après la bataille de Navarin, à Karatassos et à d'autres

Olympiens, afin de recommencer l'entreprise contre la Thessalo-Magnesia qui avait échoué déjà tant de fois. Ils débarquèrent (17 novembre) trois mille hommes près de Trikeri et ils assiégèrent la ville qu'ils auraient voulu prendre par un coup de main. Ils refoulèrent un corps de troupes, venu de Larissa et de Volo pour dégager la ville; mais, craignant que les Turcs n'envoyassent d'autres renforts, ils n'osèrent pas continuer le siége pendant l'hiver et licencièrent de nouveau l'armée.

Quant à l'*Hellade occidentale*, le commodore infatigable, Hastings, y avait porté avec ses vaisseaux (fin de novembre) le général Church et immédiatement après Kostas Botsaris. Ces deux chefs s'étaient rendus ensuite, par des chemins détournés, au cap Pappa, en descendant des montagnes autour de Kalavryta, et en se glissant à travers les postes des Turcs, sous Deli-Achmed-Pacha, qui y faisaient la garde. Comme pour redresser la délimitation du territoire des frontières que la conférence de Constantinople avait circonscrit dans des limites assez étroites, le général en chef débarqua à l'extrême ouest de l'Akarnania. Il occupa, sans trouver de résistance, Dragomestron, Mytika et Kandyla, où, déjà auparavant, les capitaines indigènes avaient commencé à s'agiter, et appela (7 décembre) de là aux armes tous les habitants de la Grèce continentale.

On y trouva peu de difficultés dans l'intérieur des terres, mais on ne put pas se rendre maître des villes sur la côte. Un assaut, qu'on essaya de donner (23 mai 1828), au printemps à la ville d'Anatoliko, échoua complétement et coûta la vie à un des hommes les plus précieux pour la Grèce. Le commodore Hastings y reçut une blessure mortelle. Sa mort (1er juin) enleva à la Grèce le



meilleur des philhellènes et celui qui s'était le mieux acclimaté dans le pays. C'était un homme du caractère le plus vaillant, d'une activité infatigable, d'un courage inébranlable, d'une réflexion calme au conseil, d'une résolution hardie dans l'action. Lui seul fut d'une grande utilité à la marine grecque, en essayant de l'organiser à l'européenne ; il fut surtout le premier à faire usage de la terrible arme des vapeurs de guerre, armés de canons d'un fort calibre pour les bombes incendiaires et pour les boulets pleins rougis au feu.

Le désintéressement de Hastings alla si loin que, suivant les calculs de ses amis, il sacrifia bien la somme de 7,000 livres sterling à la cause de la Grèce. Encore dans les derniers temps de sa vie, il avait dépensé la plus grande partie de sa fortune, qui pourtant n'était pas considérable, pour maintenir continuellement sur mer la ***Karteria***. A bord de ce vaisseau il savait toujours faire observer la discipline la plus rigide et son équipage grec était parfaitement bien exercé par lui au maniement des nouvelles armes et rompu au service difficile de ce bâtiment d'un genre nouveau. N'aimant pas l'éclat et modeste comme il l'était, Hastings, par ses exploits, faisait complétement ombre à lord Cochrane, ce grand hâbleur, qui à cette époque retourna en Angleterre, pour revenir huit mois après en Grèce dont il quitta ensuite, pour toujours, les côtes sans y avoir trouvé de la gloire ou de la reconnaissance. Hastings, au contraire, releva, par sa mort vaillante, l'honneur militaire du philhellénisme, au moment même où Fabvier venait encore une fois de le ruiner inutilement dans l'île de Chios.

Il s'était formé à Syra, parmi les réfugiés de Chios, un comité qui, d'intelligence avec le gouvernement, avait

engagé le colonel Fabvier à entreprendre une espèce d'expédition particulière contre l'île de Chios, où s'était rassemblée une nouvelle population chrétienne qui, à ce moment, atteignait le chiffre de vingt-deux mille âmes. Désireux de réparer l'échec qu'il avait essuyé devant Athènes; soutenu par ses réguliers à Methana qui étaient prêts à l'accompagner partout où il irait; encouragé par Cochrane qui, plus tard, sur les lieux mêmes, ne put jamais s'entendre avec lui, Fabvier avait accepté cette invitation. Les représentations des amiraux ne purent arrêter ses armements; de Rigny, l'un d'eux, n'était pas peu disposé à montrer de l'indulgence à son compatriote, qui était à la fois son ami et son parent.

Après être parti de l'île de Psara, choisie pour point de ralliement, Fabvier débarqua (28 octobre 1827), sans difficulté, son corps de mille tacticiens et de quinze cents irréguliers, avec vingt canons, dans l'île de Chios, où il enferma, dans le château-fort très-étendu, le pacha Youssouf qui, déjà autrefois, avait défendu cette forteresse. Les assiégeants, ivres d'espoir, étaient convaincus que le fort ne pourrait pas tenir quinze jours; surtout après la bataille de Navarin, Fabvier engagea, avec une confiance entière, le pacha à se rendre, en ajoutant la menace que, dans le cas d'une réponse négative, il vengerait sur lui le sort des Chiotes et des Psariotes. Le vieillard répondit par des coups de canon.

Le colonel dut donc procéder à des travaux de siége en règle, pendant lesquels il aurait dû se convaincre bientôt qu'il avait affaire à un adversaire tenace; que ses palikares à lui n'étaient pas hommes à prendre d'assaut un château bien fortifié; que ses munitions ne seraient pas suffisantes, et que des terrassements et des

mines ne seraient pas d'une grande utilité pour attaquer des fortifications dont les fondements étaient en partie au-dessous du niveau de la mer. Les sommations réitérées des amiraux lui auraient fourni un prétexte pour se retirer avec honneur, mais il s'entêtait à vouloir les braver.

Bientôt Fabvier se vit forcé de restreindre son action à un simple blocus qui n'était pas sans fatigues pendant l'hiver; pour empêcher l'arrivage des approvisionnements, il dut se borner à des entreprises aventureuses dans lesquelles il reçut un échec après l'autre. Si malgré tout cela, le fort fut réduit à la dernière extrémité par la famine et par les épidémies, les assiégeants eurent pourtant à souffrir bien davantage des rigueurs de l'hiver. Les membres du comité de Chios, bande de voleurs, pour lesquels il ne s'était agi que de faire main basse sur la récolte de mastic, ne s'inquiétèrent pas de Fabvier et de ses gens. Les irréguliers parcouraient l'île en la ravageant, et les tacticiens eux-mêmes commencèrent à être infectés par l'esprit d'indiscipline qui régnait parmi les irréguliers.

Mais encore à ce moment, après que de Rigny avait de nouveau engagé Fabvier à quitter l'île, celui-ci déclara que la nécessité la plus cruelle pourrait seule le faire renoncer à cette entreprise. Déjà auparavant (janvier 1828), son ami l'avait averti en vain que Tahir-Pacha préparait une expédition maritime menaçante que les puissances ne pourraient pas empêcher. Bien qu'elle fût retardée, cette expédition finit cependant par faire son apparition (12 mars) dans le canal de Chios et jeta un renfort de deux mille cinq cents hommes dans la citadelle. Alors les capitaines eux-mêmes déclarèrent à

Fabvier qu'il fallait nécessairement partir, et le colonel dut s'embarquer, suivi des imprécations des Chiotes.

Un million de piastres avait encore été gaspillé en pure perte. L'indignation du peuple était très-violente. En débarquant dans l'île de Syra, Fabvier et les siens durent se défendre l'épée à la main, contre une attaque des Chiotes domiciliés dans cette île. Fabvier renonça dès lors à toute action ultérieure sur cette terre qui l'avait fait trébucher à chacun de ses pas et où il avait trouvé une défaveur si marquée.

La population de Chios fut cette fois-ci entièrement épargnée par les Turcs; à ceux des habitants qui voulaient s'enfuir, de Rigny avait fourni les moyens de s'éloigner, en les prenant, en même temps, sous sa protection. L'île de *Kreta* n'en fut pas quitte à si bon marché lorsqu'elle recommença son mouvement de révolte qui reçut son impulsion de Grabousa. La marche de ce nouveau soulèvement était marquée par deux grandes entreprises, entre lesquelles Grabousa elle-même périt, non pas par la main des Turcs, mais par celle des alliés.

Dans les éparchies de l'île de Kreta, les klephtes n'avaient jamais entièrement cessé de faire la guerre aux Turcs. A l'époque actuelle, les capitaines s'étaient adressés à Heidegger et à Fabvier pour leur offrir le commandement en chef; lorsque ces derniers s'y refusèrent, on fit venir deux mille mercenaires à Grabousa. Après y avoir doublé leur nombre, les mercenaires, sous les ordres d'Ioannis Chalis, passèrent (2 décembre 1827) dans l'île de Kreta, où ils parcoururent, en les pillant, les éparchies de Pyrgiotissa, de Kainouri et d'Arkadia jusqu'à une lieue de Megalokastron; en même temps,

une autre division avait été envoyée au port de Hagios-Nikolaos près de Spinalonga, pour envahir de là l'éparchie de Mirabella et pour soulever l'est de l'île.

Ces premières tentatives échouèrent si complétement que ceux qui dirigeaient les affaires à Grabousa et qui formaient l'*épitropie* (la commission), dont l'âme était deux Krétois, Oikonomos et Antoniadis, durent chercher de nouveaux secours à l'intérieur et à l'extérieur. Ils appelèrent le chef de cavalerie Hadschi-Michalis, avec six cents hommes, pour que, conjointement avec les Sphakiens, qui jusqu'alors ne s'étaient pas mêlés de ce nouveau mouvement, il donnât une nouvelle impulsion au soulèvement.

Le vaillant Michalis se rendit à cet appel (janvier 1828) au moment même où, de concert avec le président Kapodistrias qui venait à peine d'arriver à Nauplia et à Aigina pour y entrer en fonctions, les amiraux expédièrent une escadre sous les ordres du commodore Staines, afin de mettre fin à la piraterie de Grabousa et d'arrêter douze des meneurs qu'on lui avait désignés. Staines s'acquitta de sa mission avec une rigueur soldatesque qui place dans son vrai jour toute la sévérité montrée par Codrington aux Turco-Égyptiens à Navarin, ou bien qui lui fait ombre.

Arrivé devant Grabousa, il demanda, sans vouloir déranger les entreprises de l'épitropie contre Kreta, qu'elle livrât ses navires, les marchandises provenant du pillage et les douze personnes désignées. On nia l'existence de ces proscrits, de navires employés à la piraterie et de marchandises volées; mais on demanda la permission de pouvoir transporter à Sphakia les troupes de Michalis à l'aide des vaisseaux qu'on promit de livrer en-

suite. Hamilton conseilla vivement d'accéder à cette proposition ; Mavrokordatos aussi, qui accompagnait cette expédition comme commissaire du gouvernement grec, demanda presque à genoux qu'on évitât l'emploi de moyens violents. Mais le vieux commodore bombarda, sans pitié, les vaisseaux mouillés au port et les prit ou les détruisit (31 janvier). Par sa persévérance tenace, il sut encore obtenir l'arrestation de cinq d'entre les douze instigateurs principaux ; la population se dispersa de tous les côtés, et les maisons dans l'enceinte du château-fort furent abattues, pour rendre plus difficile un retour de ces désordres.

Telle fut la fin de Grabousa. Immédiatement après, Miaoulis (mars) captura soixante-dix-huit corsaires armés dans les Sporades du Nord, et termina ainsi cet intermède le plus honteux et le plus malheureux de la révolution grecque. On ne mit aucun obstacle à l'expédition de Michalis. Il débarqua (11 février) près d'un ancien fort vénitien, Franko-Kastelo, entre Sphakia et Hagios-Vassilis. Après quelque temps, il s'y trouva dans une position fâcheuse, parce que les Sphakiens ne purent se décider à rien faire, ni pour ni contre lui.

Le gouverneur de l'île, Moustapha-Pacha, qui parut (avril) sur les frontières des Sphakiens avec des menaces et des promesses, leur enjoignit de se déclarer contre Michalis. Celui-ci dut céder aux instances de sa troupe ; il s'empara avec cinq cents hommes seulement de Rhethymna. Il surprit (21 mai) le pacha de cette éparchie, au moment où celui-ci se rendit à Askipho, point de ralliement de l'armée du seraskier ; puis il dispersa les troupes turques et retourna dans son château-fort avec beaucoup de milliers de moutons.

Plein de fureur, Moustapha-Pacha se mit avec quatre mille trois cents hommes en marche contre lui. La petite troupe des Grecs, placée maladroitement dans cinq *tambourias* (retranchements), attendit les Turcs en dehors de la citadelle. Dans la redoute centrale, il y avait cent hommes choisis, attachés les uns aux autres par leurs ceinturons et qui avaient juré de vaincre ou de périr sur place. Ils furent taillés en pièces (29 mai), à l'exception d'un seul qui rompit son serment et ses liens. Ceux qui défendaient les autres retranchements s'enfuirent dans le château-fort et ne furent sauvés de la destruction que par une attaque de cavalerie de Michalis; ce chef les dégagea un peu, dans la terrible mêlée où ils se confondaient, devant les murs de la citadelle, avec les Turcs, en livrant à ces derniers un des combats les plus héroïques de toute la guerre.

Le champ de bataille était couvert de trois cent trente-huit Grecs morts; Michalis était du nombre; son corps était littéralement haché en morceaux (1). Le pacha accorda (5 juin) aux défenseurs désespérés de la citadelle la retraite libre à Loutro et observa scrupuleusement les conditions de la capitulation. Le lendemain de cette action et lorsqu'il retourna à Rhethymna, le seraskier rencontra, dans les défilés du mont Ida (Psiloriti), une troupe de deux mille Sphakiens qui, afin de le piller, l'attaquèrent et le battirent deux fois dans les défilés de Chalara et de Korax. Ils auraient pu le détruire si, res-

(1) Les chants populaires qui célébraient la mort de Michalis disent qu'avant la dernière bataille, ses gens l'avaient exhorté à ne pas s'exposer. « Une fois, répondit-il, je suis né; une fois je dois mourir! » — « Et comme il sauta en selle, son cheval pleura. Alors il reconnut que c'était sa mort. » Cf. Pashley, t. II, p. 136.

tant toujours fidèles à leurs habitudes, ils n'avaient pas renoncé à une victoire certaine pour s'emparer d'un misérable butin.

Le pacha persuada à ses gens d'abandonner leurs bagages à ces loups sphakiens. Pendant que ceux-ci étaient occupés à s'emparer de leur proie, ils laissèrent les Turcs s'échapper sains et sauf à Rhethymna, qui aurait probablement dû se rendre, avec toutes les autres villes, si l'armée du pacha, qui avait déjà perdu plus de mille hommes et presque tous les chevaux, avait été complétement détruite.

Effet de la bataille de Navarin sur la Porte.

Nous avons dit quelles étaient les impressions que ce grand événement de l'année avait faites sur les Hellènes et sur les philhellènes, sur l'Orient et sur l'Occident, et quelle influence il y avait exercée; il est temps maintenant de parler de l'effet qu'il eut sur la Porte et sur ses rapports avec les alliés. Au premier moment, on avait craint que la fureur du peuple fanatique n'éclatât partout dans le vaste empire; à Smyrne, on avait tremblé pour la vie de tous les chrétiens et, comme mesure de précaution, on avait rangé en bataille les vaisseaux de tous les Européens. Mais cette fois-ci encore les Turcs se courbèrent sous ce désastre avec la même résignation avec laquelle ils avaient accepté, depuis 1822, chacune des catastrophes qui les avaient frappés.

On prétendait savoir que, dans sa première irritation, le sultan avait été d'humeur à permettre un massacre général des chrétiens, et que les deux seraskiers, Chosrev et Housseïn, avaient vivement recommandé à leurs officiers de ne donner suite à aucun ordre du sultan, sans en avoir préalablement délibéré avec eux. Mais en

réalité toutes les mesures qui émanaient de la Porte témoignaient, il est vrai, d'une mauvaise humeur très-prononcée, mais aussi d'un grand calme et d'une réflexion qui, comme on allait le voir bientôt, cachaient et dissimulaient, même sous une irrésolution apparente, les décisions qu'elle avait prises pour un cas extrême.

Immédiatement après avoir reçu les premières nouvelles vagues de la bataille, les trois ambassadeurs avaient fait demander (30 oct. 1827) au reïs-effendi si le sultan avait donné à Ibrahim-Pacha des ordres pour qu'il n'observât pas la convention conclue le 26 septembre avec les amiraux ; si l'on maintenait encore ces ordres et si la Porte considérait l'événement de Navarin comme une déclaration de guerre. Ils reçurent la réponse insolente et dédaigneuse : « que ces ordres ne concernaient « que la Porte et le pacha, qui n'avait été nullement au- « torisé à conclure cette convention ; que la Porte ne « savait rien de ce qui s'était passé entre les flottes et « que, par conséquent, elle ne pouvait rien dire. Pen- « dant la grossesse d'une femme, ajoutaient les ministres « turcs, on ne pourrait pas savoir si elle accoucherait « d'un fils ou d'une fille. »

Lorsque, après avoir reçu des informations officielles sur la bataille, les plénipotentiaires adressèrent (4 nov.) les mêmes questions au divan, ils furent éconduits de la même façon. On leur disait que « le reïs-effendi n'avait « pas reçu d'ordres pour entrer dans une discussion avec « les ambassadeurs qui parlaient toujours en même « temps *pour* et *contre*. Ils regrettaient ce qui s'était « fait à Navarin ; mais c'était comme si un homme cas- « sait le crâne à un autre pour venir ensuite l'assurer de « son amitié. »

Les plénipotentiaires étaient fort embarrassés. Ils balançaient entre deux considérations tout à fait opposées qui leur imposaient une grande prudence; car, d'une part, ils ne devaient pas irriter la Porte par des démarches trop énergiques, et, de l'autre, ils ne devaient pas, par leurs hésitations, laisser aux fanatiques dans le conseil du sultan le temps de pousser le gouvernement à des mesures hostiles. En effet, on commença déjà, comme du temps de Stroganov, à mettre l'embargo sur les navires venant de la mer Noire, et à faire valoir le droit de la Turquie d'acheter la première les chargements de blé (droit de préemption), mesure à laquelle se soumit même l'internonce par un décret formel (17 nov.), ce qui irrita profondément les autres ambassadeurs. Déjà la Porte refusa aux trois plénipotentiaires le firman nécessaire pour pouvoir expédier leurs courriers.

On envoya à ce sujet les trois drogmans, séparément, au reïs-effendi pour voir si, à cette occasion, ils réussiraient peut-être à obtenir de lui d'autres explications. Le ministre turc se contenta de faire aux ambassadeurs de France et de Russie une déclaration au sujet du refus des firmans, tandis qu'il chargea (8 nov.) le drogman d'Angleterre de dire officiellement à son ambassadeur « que la Porte exigeait une réponse catégorique aux trois « questions suivantes : si les alliés voulaient entièrement « et complétement abandonner la cause grecque ; s'ils « voulaient payer une indemnité à la Porte pour les pertes « subies par la flotte ottomane, et s'ils voulaient donner « une satisfaction formelle au sultan et à la Porte ? »

Les conseillers du sultan avaient tenu un grand conseil (5 nov.), dans lequel ils avaient fini par prendre la résolution de considérer les relations avec les puissances

comme rompues, de ne pas déclarer la guerre, mais de la faire avec la plus grande vigueur dès que la Porte serait attaquée. Ensuite, les ministres adressèrent les trois questions à l'ambassadeur anglais et les posèrent plus tard aussi aux deux autres plénipotentiaires. L'internonce essaya de calmer les deux parties, en conseillant à l'une de ne pas poser ces questions d'une manière officielle, et à l'autre de ne pas les accepter comme telles; mais tous ses efforts furent inutiles.

Le reïs-effendi lui répondit (9 novembre) dans une Note justificative (1) qui se résumait dans cette seule proposition : « que la Porte ne se refuserait pas au rétablissement des relations amicales si les puissances « consentaient à payer une indemnité, à donner la satisfaction demandée et à s'abstenir de toute immixtion « dans ses affaires. » Dans une Note commune (2), les plénipotentiaires répondirent (10 novembre) par un refus aux questions du reïs-effendi. Ils assurèrent de nouveau que les puissances n'étaient animées que de sentiments pacifiques qui ne pouvaient plus donner lieu à de fausses interprétations, depuis qu'on avait reçu des nouvelles exactes sur les causes du regrettable événement de Navarin. Puis ils se plaignirent des mesures hostiles prises par la Porte, et ils demandèrent encore une fois si, pour prouver ses intentions pacifiques, le gouvernement turc allait accepter les propositions qu'on lui avait faites?

Le lendemain, le reïs-effendi fit prier l'ambassadeur

(1) Note de la Sublime-Porte à l'internonce, du 9 novembre 1827. MS.

(2) Cf. Martens, t. XII, p. 153.

de France de venir le trouver, pendant la nuit, pour avoir avec lui une entrevue (11 novembre) dans laquelle il fit la tentative maladroite de trouver un expédient en séparant les puissances. « La Porte, disait-il, se résoudrait « peut-être à consentir à la médiation des deux puissances « occidentales, mais non pas à celle de la troisième puissance, contre laquelle seule elle se sentait la force de « lutter. » Le ministre turc continua, pendant les jours suivants, à répéter de la même manière, dans des occasions et dans des formes officielles, les mêmes déclarations insuffisantes et défavorables. En même temps il donna à chacune des ambassades séparément, et même à celle de la Russie, des assurances conciliantes et pleines de promesses, assurances qui faisaient croire que la Porte était plus disposée à accepter la médiation qu'elle ne voulait l'avouer.

Fatigués de ces contradictions, les plénipotentiaires insistèrent sur une entrevue commune et décisive avec le reïs-effendi, entrevue dans laquelle ils voulaient encore une fois poser leurs questions et tâcher de reconnaître la partie du système contre laquelle la Porte élevait principalement des objections. Mais auparavant, Stratford envoya au reïs-effendi un homme de confiance qui devait lui représenter quels seraient les avantages qu'aurait la Porte à laisser deviner les parties de la question sur lesquelles on pourrait encore négocier, et à fournir ainsi aux ambassadeurs l'occasion d'adresser un dernier rapport à leurs cabinets avant de procéder à leur départ.

Probablement par suite d'instructions récentes et très-modifiées, l'ambassadeur anglais fit, dans ces suggestions confidentielles, de telles concessions qu'il revint à la forme que l'Autriche avait donnée aux propositions de

médiation. Il fit même indiquer, comme dernier mot, les trois conditions suivantes : « le rétablissement des rela-« tions amicales, la suspension d'armes et la déclaration « que, *de son propre mouvement*, la Porte accorderait « aux Grecs des privilèges *semblables* à ceux qui étaient « indiqués dans le traité ! »

La conférence de cinq heures qui fut tenue (24 novembre) ensuite, dans les formes les plus délicates et avec les égards mutuels les plus grands, était comme une quintessence de toutes les négociations des sept dernières années. Les ambassadeurs virent de nouveau qu'il était impossible de fléchir, par des représentations raisonnables, l'entêtement des Osmanlis, ou la fidélité à leurs principes religieux, ou bien leur crainte de la loi qui leur interdit de céder, sans contrainte et pacifiquement, des territoires sur lesquels se trouvent des mosquées.

L'entretien roulait principalement sur les trois points désignés par Stratford. On promit le rétablissement des relations amicales, mais non sans ajouter l'avertissement hautain que, suivant les circonstances, les choses pouvaient de nouveau prendre « en deux minutes » un autre aspect! Lorsque, en faisant beaucoup d'avances complaisantes, les ambassadeurs parlèrent des deux autres demandes, de l'armistice et de la médiation, le reïs-effendi mentionna, ce qu'il avait toujours fait auparavant, la soumission des Grecs comme la condition fondamentale de toute pacification.

Le sens de tous les discours du ministre turc était qu'une amnistie complète et le rétablissement de l'ancien état de choses était tout ce que la Porte pourrait accorder. Quand, d'autre part, on fit ressortir qu'il fallait avoir des garanties pour être sûr qu'à l'avenir de pareilles

insurrections ne se renouvelleraient pas, le ministre turc déclara que c'était entièrement une affaire d'intérieur. Il donna à entendre qu'une fois la soumission obtenue, le sultan pourrait étendre sa grâce davantage, mais que c'était là l'affaire du Grand Seigneur; que lui, le ministre, ne pouvait promettre que le rétablissement de l'ancien état de choses, et que toute autre demande aurait pour but une modification du *reayet* (condition des rayas), modification que la loi religieuse rendait inadmissible.

Les ambassadeurs, qui ne se rappelèrent que plus tard qu'on avait admis pourtant en Servie une modification du *reayet*, s'efforcèrent en vain de faire comprendre au reïs-effendi que la Porte devait mettre d'accord sa loi avec la volonté des puissances. Ils dirent au ministre que le divan avait à concilier ses droits avec les intérêts de l'Europe, et les exigences de sa religion avec celles de la sagesse et de la prudence. Mais le ministre turc s'en tint toujours à son dire : « La pacification est l'affaire de la Porte et « ne donne pas lieu à des négociations. »

Lorsque les ambassadeurs virent que tous leurs efforts restaient stériles, ils annoncèrent au ministre que, dans trois jours, ils feraient chercher sa réponse, et que, le cas échéant, ils demanderaient leurs passe-ports. Quand, au bout de ce délai, ils envoyèrent (27 novembre) leurs drogmans, ils reçurent aux mêmes questions les mêmes réponses; mais on refusa les passe-ports, parce que, disait-on, il n'y avait pas de motif pour que les ambassadeurs partissent. Les plénipotentiaires ayant renouvelé (29 novembre) leur demande au sujet de ces firmans, le reïs-effendi annonça cependant aux drogmans une nouvelle concession de la part du sultan.

Le grand vizir s'était jeté aux pieds de son maître,

pour le prier de faire quelques concessions qui pussent empêcher le départ des ambassades : le Grand Seigneur s'était déclaré prêt à abandonner aux Grecs la capitation arriérée des sept dernières années, de même que celle de l'année suivante, et à renoncer à toute indemnité. Mais les ambassadeurs insistèrent (1er décembre) sur leurs demandes; dans le cas où l'on ne leur accorderait pas leurs firmans, ils demandèrent un sauf-conduit, et ils déclarèrent leur intention de mettre leurs nationaux sous la protection de l'ambassadeur des Pays-Bas.

Les ministres tinrent (2 décembre) encore une fois grand conseil; des milliers de personnes se pressèrent autour de la Porte pour apprendre le résultat des délibérations. Tous les ministres s'élevèrent contre toute concession ultérieure; on refusa même le sauf-conduit; on n'accepta même pas la transmission du droit de protection à l'ambassadeur néerlandais, en disant « qu'on « ferait faire une liste de tous les sujets des trois puis- « sances résidant en Turquie, et que, suivant qu'on le « jugerait convenable, on expulserait les uns et mettrait « les autres sous la protection de la Porte ». Aussitôt les ambassadeurs de France et d'Angleterre partirent (8 décembre) pour Vienne, en prenant la voie de terre. Ribeaupierre voulut s'embarquer; mais, après avoir été arrêté, pendant quelque temps, par des vents contraires, il reçut l'ordre, de l'empereur de Russie, de se rendre à Trieste pour se mettre de nouveau en rapport avec ses deux collègues.

Les ambassadeurs n'étaient pas encore partis, lorsque la Porte fit déjà les premières démarches pour préparer des mesures tout à fait hostiles et guerrières, dans des circonstances qui prouvaient que la Turquie s'était tout

à coup et complétement dépouillée de toutes les apparences de civilisation dont elle s'était entourée depuis la réforme de son armée. La barbarie se montrait de nouveau toute nue, et l'on voyait se préparer un état de choses tel qu'il avait toujours accompagné toute crise de ce genre, et pendant lequel il était pour les étrangers dans la capitale également difficile de partir et de rester.

On exécuta, comme on l'avait annoncé, les mesures contre les nationaux des puissances. On balaya, en même temps, une foule de vagabonds francs; mais bientôt l'expulsion frappa les gens les plus inoffensifs. Malgré toutes les protestations, on chassa même les *capou-oglans* des trois ambassades, serviteurs fidèles qui, pour la plupart, avaient trouvé leur gagne-pain au service des ambassades pendant plus de vingt ans.

On appela à la Porte plus de soixante *ayans* de Roumelie et d'Anatolie, auxquels on remit un ordre secret (du 18 décembre), manifeste fatal (1) dans lequel on voyait s'enflammer les passions fanatiques des musulmans, comme dans les décrets publiés pendant les premières années de l'insurrection. « S'il est vrai, y était-il « dit, et comme tout homme sensé en convient, que les « musulmans haïssent naturellement les infidèles, il n'est « pas moins certain que ceux-ci sont les ennemis nés des « musulmans, et sûrtout les Russes dont l'empire est le « grand ennemi de la Porte. Depuis cinquante ou soixante « ans, ajoutait-on, cet État n'avait laissé passer aucune

(1) Cet ordre, daté à l'ordinaire du 20 décembre, a été souvent imprimé, entre autres dans la *Gazette d'Augsbourg*, 1828, n°s 49, 50. Il en existe différentes versions dont l'authenticité a été, en partie, contestée par la Porte. Nous suivons ici un texte manuscrit tel que les diplomates, à Constantinople, l'ont reçu au mois de janvier 1828.

« occasion de faire la guerre aux Turcs. D'abord, en « profitant de l'état indiscipliné des janissaires, les Mos- « covites avaient arraché plusieurs provinces à la Tur- « quie, et tout récemment ils avaient fomenté l'insurrec- « tion parmi les Grecs, dans l'illusion de pouvoir effacer « de la terre le nom des musulmans. La Porte avait essayé « de gagner du temps ; malgré la gravité des conjonc- « tures, elle avait, entre autres choses, conclu à Akerman « un traité désavantageux qui, d'après le proverbe *qu'il « fallait quelquefois regarder le cerf comme un lion*, « avait déjà été exécuté en partie; mais aussitôt, les « Russes insatiables, qui détestaient cordialement la « nouvelle organisation de l'armée turque, s'étaient « alliés à l'Angleterre et à la France pour demander la « délivrance des Grecs et, par la trahison la plus noire, « ils avaient amené la malheureuse catastrophe de « Navarin. Même après cette déclaration de guerre « manifeste, et pour faire traîner les choses en longueur « jusqu'à la bonne saison, la Porte avait laissé passer « plusieurs semaines dans une complète dissimulation et « en offrant des concessions aux Grecs, s'ils voulaient se « soumettre. Mais, contre toute attente, les ambas- « sadeurs, insistant sur leurs demandes en faveur des « Grecs, avaient quitté la capitale. La puissante nation « ottomane déshonorerait-elle dès lors sa religion sainte « par la crainte de la guerre? Ce n'étaient pas de sem- « blables doctrines que les musulmans puisaient dans « leurs livres sacrés! Au contraire, leurs ancêtres « n'avaient, dans aucune guerre, compté leurs ennemis ; « mais ils avaient taillé en pièces des centaines de milliers « de cent mille infidèles, et ils avaient conquis avec leur « sabre ce grand empire. Que si les puissances insistaient

« sur leurs traités, et si elles se levaient toutes contre les « croyants, ceux-ci aussi, se souvenant du proverbe « disant que *tous les Infidèles ne forment qu'une seule « nation*, se lèveraient en masse pour leur foi. »

Ce fut ainsi que, perdant patience, le sultan jeta le masque de la dissimulation, dans ce nouveau *beyan name* qui était peut-être un échantillon des productions littéraires fort vantées du sultan lui-même; en avouant sa haine des chrétiens, sa supercherie et sa propre perfidie, le sultan ouvrit, dans ce document, la perspective d'une guerre générale de religion. Le reïs-effendi lui-même convint plus tard que, puisqu'on n'avait rien à attendre de personne et, par conséquent, à ménager personne, on avait choisi, avec une intention nettement marquée, ce langage tranchant qui seul pourrait faire comprendre aux musulmans qu'avec un dessein bien arrêté on avait voulu démasquer les arrière-pensées de la Russie et dénoncer le traité d'Akerman. Le sultan était las de ces traités de paix, tels que les avait faits la Russie; en effet, disait-il, depuis soixante ans, ces traités n'avaient été autre chose que des trêves passagères, jugées profitables par tous les véritables Russes seulement en tant qu'elles préparaient de nouvelles ruptures.

Dans l'illusion ou avec la conviction d'avoir été trompé à dessein à Akerman, au sujet de la question de la pacification, le sultan pouvait se croire justifié en trompant, de son côté, les ennemis par tous les moyens possibles; il s'était peut-être rappelé qu'il pouvait dépenser les grosses sommes demandées comme indemnité, avec beaucoup plus de profit à combattre ses ennemis qu'à les fortifier. Du reste, ce document, si hostile aux chrétiens, resta secret pendant quelque temps; dès que le

public en eut la première connaissance, la Porte prit des mesures qui, par leur caractère insolent, semblaient devoir annoncer qu'on allait devancer aussitôt les paroles par des actes.

Un chat-cherif (du 15 janvier 1828) remit en vigueur une ordonnance tombée en désuétude, d'après laquelle il était défendu aux rayas des provinces de s'établir dans la capitale, et renvoya dans leur pays tous les Arméniens catholiques d'Angora, en ne leur accordant qu'un délai de douze jours.

Ce décret fut suivi d'un second, qui enjoignait à tous les autres Arméniens catholiques des faubourgs chrétiens de Constantinople d'établir leur domicile, après un délai de quelques jours, dans les quartiers turcs de la ville ou dans les villages sur la côte asiatique du Bosphore. La première de ces ordonnances fut exécutée avec une rigueur extrêmement cruelle, pendant ce temps d'hiver, à l'égard de ces sujets qui montraient précisément une soumission peu commune.

L'internonce interpella le reïs-effendi au sujet de ces mesures; mais ce dernier en rejeta méchamment la faute sur un mot de Guilleminot qui, pour prouver que les rayas vivaient dans des conditions différentes, avait cité, dans la conférence du 24 novembre, les Grecs catholiques et les Arméniens qui ne relevaient pas du patriarche, mais bien du pape. C'était cette allégation, disait le ministre turc, qui avait déterminé le sultan à prendre la mesure en question. Du reste, les chrétiens eux-mêmes aidèrent à l'exécuter : avec cette haine pleine de fiel contre les autres confessions qui caractérise tous les Orientaux, le patriarche des Arméniens schismatiques prêta son concours à l'accomplissement de cette œuvre

de persécution, et déploya, à cette occasion, un zèle qui révolta même un Turc tel que Chosrev-Pacha.

Il fallait, du reste, chercher la véritable raison de cette persécution en Asie; elle se rattachait très-étroitement aux préparatifs qu'on faisait pour la guerre. La Russie y avait été récemment impliquée de nouveau dans une guerre avec la Perse qui, par suite des victoires remportées par Paskevitch sur Abbas-Mirza au moment même de la bataille de Navarin, avait été forcée de conclure (2 novembre 1827) une paix désavantageuse pour elle.

La Porte s'inquiétait autant des secours que les Arméniens portaient à la Russie que de ceux que les Grecs pourraient lui prêter en Europe. Des quatre patriarches arméniens, celui de Shirvan se trouvait déjà à cette époque sous la souveraineté de la Russie. Le *katholikos* d'Etchmiazine, dans la province d'Erivan, était soupçonné de vouloir rejeter l'autorité souveraine de la Turquie, pour se soumettre également à la Russie. La Porte l'en punit, en prenant une mesure par laquelle elle frappa de terreur la partie de son troupeau qui se trouvait sur le territoire turc; en même temps, elle réussit à pousser le schah de Perse à refuser la paix qu'on venait de conclure.

Ces deux faits se rattachaient à tout un système de mesures bien liées entre elles et prises à l'époque où l'on avait envoyé aux *ayans* l'ordre dont nous avons parlé plus haut. Au même moment, le divan publia des chatcherifs, afin d'appeler les Kourdes et les Druses aux armes pour la défense de la religion. Le grand vizir entama des négociations avec le Lesghien Emir-Schah, afin de soulever ces tribus de brigands contre la Russie; puis la Porte éleva le célèbre Ghalib-Effendi à la dignité

de seraskier d'Asie et le mit à la tête de onze pachaliks, avec Kiouse-Mehmed-Pacha, comme commandant de l'armée, à côté de lui.

Cependant, la résolution énergique de Paskevitch déjoua toutes ces dispositions prises en Asie par la Turquie, à l'endroit le plus dangereux pour la Russie. Au milieu de l'hiver, il envahit de nouveau la Perse et arracha au schah la paix de Tourkmantschaï (21 février 1828). En vertu de ce traité de paix, la Russie obtint le droit exclusif de naviguer sur la mer Caspienne, de même que la possession des provinces de Nachouchivan et d'Erivan, et, avec ces dernières, elle eut à sa disposition l'influence du patriarche catholique d'Etchmiazine sur les Arméniens en Turquie et en Perse.

Nouveaux desseins de Metternich déjoués de nouveau.

On aurait dû croire que la politique de Metternich, entièrement débordée par les faits matériels, se serait enfin résignée à ne pas s'opposer au courant impétueux des événements et à retenir près de la rive la barque fragile de sa diplomatie. Mais ces mêmes événements continuaient, d'une manière étrange, à se moquer de lui par un double jeu qui le rappelait toujours au gouvernail, quand toutes les affaires semblaient être dans un état désespéré, et qui le lui arrachait de nouveau des mains, quand le prince était plein d'une confiance nouvelle.

Jamais la politique de l'Autriche n'avait été aussi complétement isolée qu'à l'époque de la bataille de Navarin. Les ambassadeurs des puissances alliées accrédités à Constantinople avaient fini par montrer à l'internonce, à toute occasion, un manque d'égards complet et sans le moindre ménagement, dont l'expression la plus pronon-

cée se trouvait dans le fait qu'ils avaient placé leurs nationaux sous la protection de l'ambassadeur des Pays-Bas. Lorsque les Grecs se plaignirent des mauvais traitements que les Paulucci et les Dandolo faisaient subir à leur marine, il était même question de faire une démarche collective contre l'Autriche, démarche que les puissances ne s'abstenaient de faire que sur les représentations de la France.

Avec les nouvelles de la bataille, Metternich reçut la demande du grand vizir au sujet de la médiation de l'Autriche. Il comprit dès lors que ce stratagème avait perdu toute importance et il remit, avec une grande indifférence, la lettre aux ambassadeurs accrédités à Vienne, en ajoutant que, par suite de cette communication, l'empereur, son maître, n'avait nullement l'intention de se mêler aux différends entre les puissances et la Porte (1). De Londres, il reçut un nouveau protocole (12 décembre 1827) qui contenait une confirmation du traité et était destiné à dissiper toutes les illusions qu'on aurait pu se faire à Vienne.

A Saint-Pétersbourg, on ne traitait cette affaire ni avec la même mesure ni avec la même *objectivité*. Exactement informés des tours perfides et astucieux joués par Metternich en Turquie et en Grèce, les diplomates russes savaient fort bien que le prince lui-même, avec une grande assurance, avait provoqué cette démarche du grand-vizir bien qu'il la désavouât, à ce moment, avec tant de découragement. En montrant ouvertement qu'ils

(1) Office du prince de Metternich à Sir H. Wellesley, 12 novembre 1827. MS.— Notes conformes adressées aux représentants de la Russie et de la France.

savaient très-bien tout cela, les hommes d'État russes épanchèrent, sous toutes les formes possibles, leur bile au sujet de ce jeu continuel de la même politique pleine d'intrigues du cabinet de Vienne. Lorsque Tatistchev envoya cette lettre du grand vizir à sa cour, il reçut une réponse (1) et, plus tard, encore quelques autres dépêches dont on entendit la lecture à Vienne avec beaucoup de dépit et d'étonnement, et dont Metternich mettait « l'insolence » sur le compte de Pozzo et de Lieven.

Dans une audience que lui donna l'empereur (27 décembre), Tatistchev réitéra oralement, en s'y appuyant d'une manière particulière, la prétention de la Russie, exprimée dans une des dépêches de son cabinet, en disant que l'Autriche devait faire comprendre à la Porte que, dans aucun cas, elle ne pourrait compter sur l'appui de la cour de Vienne, ce que l'empereur promit plein d'une émotion pénible.

Après avoir reçu le rapport sur cette entrevue, le czar écrivit encore personnellement à l'empereur François (2) d'un ton presque aussi aigri que celui qui dominait dans les dépêches de Nesselrode. Il disait dans cette lettre « que la déclaration que Sa Majesté autrichienne avait « promis à Tatistchev d'adresser à la Porte déciderait « quelle serait l'attitude de l'Autriche; qu'elle lèverait « les doutes accrédités à cet égard, et qu'elle dissiperait « les bruits que les malveillants, en profitant des mesures « militaires prises récemment par l'Autriche, se plai- « saient à répandre avec la fausseté habituelle de leurs « interprétations. Lui, le czar, ne reculerait devant

(1) Nesselrode à Tatistchev, le 2 décembre 1827. MS.
(2) Saint Petersbourg, le 7/19 janvier 1828. MS.

« aucun obstacle, et ses résolutions, qu'il faisait commu- « niquer à ce moment même aux cabinets de Paris et « de Londres, étaient prises irrévocablement. » On aurait dit un nouveau manifeste, écrit pour maintenir le traité, et qui semblait s'adresser, en même temps, aux cours de Paris et de Londres.

Pendant ce temps, Metternich s'était empressé d'agir à Constantinople, suivant la promesse faite par l'empereur, son maître. En envoyant (6 janvier 1828) une réponse tardive au grand vizir, Metternich expédia, le même jour, des instructions à l'internonce (1), afin de le charger de faire des reproches à la Porte pour avoir si incomplétement suivi les conseils de l'Autriche; en outre, l'internonce devait recommander au divan d'accorder une amnistie et l'armistice qu'on lui avait demandé. Ce fut là donner le coup de grâce à l'influence de l'Autriche, même à Constantinople, où cette puissance aurait pu occuper, à ce moment, le terrain toute seule.

Le reïs-effendi s'exprima, avec une grande amertume, sur cette impudence avec laquelle le cabinet de Vienne voulait rendre la Porte responsable de l'insuccès de la résistance opposée par la Turquie à toute médiation, sur l'approbation de l'Autriche et après avoir été encouragée par elle! Repoussé de tous les côtés, Metternich ne trouva plus qu'auprès de la Prusse quelque consolation et un certain appui. Mais celle-ci encore ne voulait pas du tout se donner les apparences d'une entente complète avec l'Autriche au sujet de sa manière d'agir. Les ambassadeurs des deux puissances allemandes accrédités à Constantinople étaient même, pendant quelque temps,

(1) Dépêche adressée au baron Ottenfels, du 6 janvier 1828. MS.

tellement brouillés qu'il fallait les efforts particuliers de Metternich pour les rapprocher l'un de l'autre.

Malgré cet isolement complet, Metternich ne renonça pas à trouver encore un biais qui permît à l'Autriche de coopérer de nouveau avec les autres puissances. Constamment il se faisait écrire de Londres, de Paris et de Constantinople, les choses qu'il aimait à entendre. Toutes ces âmes serviles et lâches parmi ses diplomates, dont aucun, d'après l'aveu de M. de Bombelles, n'était sûr de sa place dès qu'il avait l'audace de dire des vérités désagréables, faisaient leurs rapports dans ce sens; Metternich y recueillait tous les indices qui semblaient lui promettre un rapprochement de ce qu'il considérait comme son système à lui dans la politique d'Orient.

Lorsque les trois plénipotentiaires à Constantinople eurent fini par concéder même la pacification entreprise de son propre mouvement par le sultan, Metternich y vit le triomphe manifeste de sa politique. Ses rapporteurs lui disaient de tous les côtés qu'on n'attendait plus qu'une concession de la Porte, quelque légère et insignifiante qu'elle fût, afin de la saisir avidement pour en faire la première base d'une conciliation. Il croyait surtout pouvoir compter avec certitude sur un changement de la politique anglaise dans un sens favorable aux principes de l'Autriche. Cette idée fut, à la vérité, désapprouvée par Gentz lui-même qui disait qu'aucun ministre ne s'y sentirait assez fort pour pouvoir renverser le système légué par Canning.

L'aveugle fortune paraissait néanmoins donner raison aux calculs peu vraisemblables du prince. Dans les circonstances qui faisaient concevoir les plus grandes espérances, il y eut à Londres un changement ministériel

qui semblait être très-favorable aux espérances du grand chancelier. On n'aurait pu faire un choix plus maladroit que celui de lord Goderich, pour le mettre, comme successeur de Canning, à la tête du ministère. On l'appelait « le petit Liverpool », bien qu'il ne pût pas même mériter ce surnom ; car il n'avait aucun des talents de Liverpool, et surtout il manquait de cette activité dans les affaires qui distinguait cet homme d'État. Une des raisons en était, disait-on, qu'il était le mari trop bon d'une femme nerveuse qui lui avait apporté une grande fortune.

Faible, divisé en lui-même et sans talents, le cabinet de lord Goderich avait été peu stable dès le commencement même. Sentant qu'il avait besoin d'être renforcé par quelque homme d'une intelligence distinguée, le premier ministre proposa au roi de lui adjoindre lord Holland. Ceci était particulièrement désagréable au monarque anglais. Il songea à faire former un autre cabinet par lord Harrowby, mais celui-ci refusa. Dans cet intervalle où le ministère Goderich ne battait plus que d'une aile, Esterhazy conseilla au grand chancelier de chercher à trouver, comme autrefois, accès auprès du roi ; il l'adjura d'abandonner la cause du duc de Brunswick et tout ce qui pourrait déplaire à ce souverain. Metternich comprit et écrivit à Esterhazy une lettre, calculée de manière à faire impression sur le roi qui en fut enchanté.

Au moment où Lieven reçut chez lui les lords Holland et Brougham et qu'il s'érigea en protecteur des whigs, le roi profita d'une querelle au sein du ministère, pour déclarer à Goderich qu'il considérait son administration comme dissoute. Presque à la même époque où, à Paris,

Villèle aussi eut à céder la place à un nouveau cabinet (4 janvier), dans lequel Chabrol et Fraissinous restèrent les seuls débris du ministère précédent, le roi d'Angleterre chargea (8 janvier) le duc de Wellington de la formation d'un nouveau ministère. Wellington, le champion du principe conservateur en Angleterre, était l'ami le plus intime d'Esterhazy. Auteur du protocole grec, il avait été toujours l'adversaire du traité de juillet, et, à l'occasion de cette transformation du protocole primitif, il s'était brouillé d'une manière toute personnelle et très-profonde avec le prince Lieven; il avait fortement désapprouvé le départ des ambassadeurs de Constantinople.

Tout cela justifiait, en vérité, Metternich quand il s'attendait à un changement complet dans la politique anglaise; pendant la crise ministérielle, Esterhazy voyait le duc presque tous les jours. Déjà auparavant, il avait passé des journées entières avec Wellington dans *Apsley-House*, afin de lui préparer des armes pour l'annulation du traité, en lui communiquant toute sa correspondance avec Canning. Dans les premiers jours après son entrée en fonctions, le duc était disposé à modifier tout le système de la politique en Orient, à éloigner le ministre des affaires étrangères, lord Dudley, grand admirateur de Canning, et à former un cabinet tory pur. Cependant il se ravisa encore, en se disant qu'il ne devait pas risquer une pareille démarche immédiatement avant l'ouverture du parlement, puisqu'en éloignant le seul Huskisson il avait perdu soixante voix.

Ceci obligea Wellington, en outre, à étudier plus mûrement la question d'Orient, examen rendu encore plus opportun par les déclarations du czar dont Lieven lui lut, à cette époque, une lettre autographe qui ne laissait plus

de doute sur sa résolution ferme d'atteindre le but qu'on s'était proposé dans le traité, « que ce fût avec cinq puissances, avec trois ou bien avec une seule ». Le duc se rendit à Stratfieldsaye (13 janvier) avec tous les papiers concernant le traité (1), afin de le soumettre à un examen approfondi. Pendant qu'il s'en occupait, les intérêts du pays et la force des choses exerçaient leur puissante influence sur lui. Sa résolution fut promptement prise : il maintint Dudley dans ses fonctions ; il donna à Lieven l'assurance que le traité aurait tout son effet, et il engagea Esterhazy à en informer Metternich, afin que l'Autriche pût se hâter de suivre le même chemin.

Cette déclaration était faite d'une manière franche et précise qui ne permettait pas de garder la moindre espérance de la voir modifier. Esterhazy, qui depuis longtemps savait ce qu'il avait à penser de la politique de Metternich en Orient, comprit de nouveau quel grand tort le prince s'était fait en traversant les projets des puissances. Devant Bülow, il fit semblant de comprendre la folie qu'il y aurait pour l'Angleterre à se détacher du traité et à laisser à la Russie la liberté de ses mouvements ; il se donna l'air d'agir lui-même en faveur de Dudley, pour que celui-ci conservât ses fonctions. Lorsqu'il demanda à Bülow ses conseils et son assistance, pour l'aider à sortir de ce labyrinthe, cet ambassadeur fit, comme déjà auparavant, tous ses efforts pour pousser l'Autriche et la Prusse à accéder au traité ; « ce qui, « disait-il, ne saurait jamais mieux avoir lieu qu'à ce « moment où l'on pourrait se faire une gloire d'accorder « à Wellington ce qu'on avait refusé à Canning. »

(1) Rapport du baron Bülow, du 20 janvier 1828. MS.

Esterhazy promit d'écrire, dans ce sens, à Vienne; Bülow chercha à servir de médiateur entre lui et Lieven; il sonda Wellington qu'il trouva bien disposé pour une quintuple alliance si l'on pouvait l'obtenir sans heurter la Russie; en même temps, il engagea le cabinet de Berlin à faire une tentative pour dissiper la mauvaise humeur qui régnait entre les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg. C'est ce qu'on fit (1). Mais la réponse du cabinet russe (2), dont les membres croyaient que cette démarche de la cour de Berlin était suggérée par Metternich, ne respirait que la méfiance à l'égard de l'Autriche; on soupçonnait que même à ce moment, où elle exprimait le désir d'accéder au traité, elle n'avait d'autre intention que d'arrêter la marche des affaires.

C'était là, en effet, la vérité. Metternich saisit l'occasion qui s'offrit à lui, pour avoir recours à son ancien moyen déjà usé qui consistait à mettre des bâtons dans les roues des alliés; il essaya, au même moment, de ses anciens artifices pour les séparer les uns des autres. Après avoir appris enfin quelle serait la dernière limite jusqu'à laquelle irait la Porte dans ce qu'elle ferait, de son propre mouvement, pour la pacification de la Grèce, le prince donna (24 janvier) encore une fois de nouvelles instructions (3) à l'internonce. Il le chargea d'exprimer à la Porte le vif désir de l'Autriche, « que le sultan voulût annoncer une organisation future de la Morée sur « la base suivante : qu'elle resterait sous la suzeraineté « de la Porte avec des garnisons turques dans les forte-

(1) Comte Bernstorff à M. von Schœler, le 31 janvier 1828. MS.
(2) Nesselrode au comte Alopeus à Berlin, le 21 février 1828. MS.
(3) Dépêche adressée au baron von Ottenfels, du 21 janvier 1828. MS.

« resses, et qu'elle serait gouvernée par un ou bien par « plusieurs princes rayas, héréditaires ou nommés par le « sultan sur une présentation préalable (1) ».

A l'objection de la Porte qu'elle n'aurait pas le droit d'accorder à des insurgés des bienfaits qu'elle ne pourrait étendre sur ses sujets rayas restés fidèles, le représentant de l'Autriche, fière de ses principes, devait répondre : qu'il en était de cette maxime comme de toutes les maximes générales, « que les puissances, aussi bien « que les individus, étaient souvent obligées de céder « sous la pression de dures nécessités ».

Metternich indiqua, d'une manière semblable, une voie que le sultan pourrait suivre sans manquer à son honneur. Il essaya ainsi de se rapprocher du nouveau ministère français, et il chercha à le sonder (2) pour savoir ce que ferait la France dans le cas où l'Angleterre accepterait les propositions de l'Autriche. Mais le cabinet de Paris se montra fort mécontent, en voyant que l'Autriche avait tout d'abord encore une fois agi à Constantinople, sans s'informer des dispositions du gouvernement français. De la Ferronnays, dont les sympathies étaient très-prononcées pour la Russie, se trouvait à cette époque à la tête des affaires étrangères. Après avoir reçu ces communications, il déclara qu'il n'entrevoyait pas la possibilité d'arriver au but par cette voie-là, qu'il suivrait les errements de ses prédécesseurs, et que même la défection de l'Angleterre ne pourrait pas empêcher la

(1) Cette proposition fut faite sur le faux bruit que la Porte elle-même avait exprimé une idée semblable à l'ambassadeur sarde, le marquis Grapallo.

(2) Metternich au comte Appony à Paris, le 24 janvier 1828. MS.



France de rester fidèle à ses engagements qui résultaient des traités.

Pendant que Metternich allait chercher à Paris ce refus qui l'irritait au point qu'il se laissa entraîner de nouveau à décharger toute sa bile contre cette politique devenue pire des nouveaux ministres français (1), il fit presque perdre toute contenance au prince Esterhazy, en ne disant, ni à cet ambassadeur, ni au cabinet anglais, absolument rien de cette intervention à Paris et à Constantinople. Il augmenta encore bien davantage le désespoir de son ambassadeur à Londres par la manière dont il avait négocié directement avec la puissance dont il désirait tout particulièrement se rapprocher et qu'il pouvait espérer gagner à ses vues. Dans des entretiens assez récents, lord Dudley avait exprimé, d'une manière plus précise, le désir de voir le traité exécuté par les cinq puissances ensemble, à l'aide d'une expédition navale et par un blocus des Dardanelles, qui, disait-il, offraient le seul moyen d'empêcher une action de la Russie sur terre; cependant, ajoutait-il, on devait rendre toute justice à la modération de cette puissance.

Dans la réponse (2) qu'il fit à ces communications (12 février), Metternich s'attachait surtout à cette dernière proposition, en faisant naître des doutes et des soupçons à cet égard. « Après toutes les positions prises « par la Russie dans les Principautés et en Servie; « après le complément donné aux traités précédents par « celui d'Akerman et par le traité de juillet; après la

(1) Metternich au comte Trautmannsdorff à Berlin, le 17 février 1828. MS.

(2) Dépêche adressée au prince Esterhazy, le 12 février 1828. MS.

« destruction surprenante de la flotte turque, que de-
« vient la modération *russe?* demandait le prince. Ob-
« tenir à si peu de frais et sans danger matériel des
« avantages si immenses, et conserver, en outre, la ré-
« putation d'une grande modération, c'est tout gagner !
« La Russie a parfaitement bien joué son jeu. En ce qui
« concernait le point pratique, ajoutait le grand chance-
« lier, c'est-à-dire l'union des cinq puissances, l'Autriche
« ne saurait se rapprocher des principes qui faisaient la
« base du traité trilatéral; elle ne pourrait pas renoncer
« aux traditions de sa politique inébranlable, parce que
« ce serait saper la principale base de l'existence de
« l'empire ! On n'avait pas voulu faire ce sacrifice *avant*
« la conclusion du traité; on le ferait encore bien moins
« au moment actuel où il avait échoué, où l'on avait
« inutilement employé les menaces et les mesures coer-
« citives, et où le blocus des Dardanelles se montrerait
« aussi peu efficace que la bataille de Navarin. Les
« alliés devraient donc s'entendre avec l'Autriche et
« avec la Prusse sur les moyens de s'unir en vue de la
« pacification, en s'en tenant aux bases principales du
« traité, en laissant de côté tous les principes et en
« excluant de toute considération le cas de guerre ! »

Quand on examine bien l'état des choses tel qu'il était à ce moment et les relations dans lesquelles se trouvaient les différentes puissances, on peut dire que Metternich n'a guère écrit, à aucune autre époque, un document quelconque renfermant autant de pauvreté à côté de tant de présomption, et qu'il n'a jamais montré un esprit aussi borné joint à une aussi grande affectation de sagesse, et tout cela quintessencié à un aussi haut degré que dans cette pièce diplomatique. Ne rien céder quant

à la lettre du dogme politique le plus étroit, au moment même où l'on prêche à tous les autres l'abandon des principes! S'entêter, en face d'un Wellington, de la même opiniâtreté orthodoxe que devant un Canning! Vouloir unir les puissances, en semant entre toutes la discorde et la méfiance! Vouloir attirer à l'Autriche les trois alliés qui, peu de temps auparavant, venaient de lui tourner le dos avec un suprême dédain! Vouloir toujours ouvrir le jeu, quand, dans le plus grand isolement, on se trouvait relégué au dernier plan! N'avoir toujours que des paroles et demander constamment à parler le premier, quand une expérience amère avait appris aux alliés que les conjonctures devaient les entraîner de plus en plus dans les voies de l'action! Voilà quelles étaient les absurdités qu'écrivait et que faisait cet homme, en disant, à cette époque même, avec un superbe dédain, que la diplomatie avait perdu le bon sens et que ses idées et son langage étaient corrompus jusque dans les éléments mêmes!

S'efforçant toujours non-seulement de retenir les puissances européennes dans des discussions oiseuses mais encore de les empêcher d'agir, et se trompant lui-même ou les autres, le prince avait toujours affirmé qu'il était possible d'obtenir tout, avec des paroles et avec des raisonnements; il s'en faisait fort, même auprès de la Porte, cette puissance qui surpassait l'Autriche quant à l'opiniâtreté avec laquelle elle s'entêtait de ses principes, et qui montrait un plus grand désir de se battre que la Russie elle-même. A ce sujet, il allait recevoir à cet instant une leçon de ses amis turcs, qui, à cet égard, lui donnèrent la réponse qu'il méritait, réponse qui arriva avant qu'il eût envoyé ses expéditions à Londres.

La dépêche du 12 février, adressée à Esterhazy, n'était pas encore cachetée, lorsqu'on mit sous les yeux de Metternich l'adresse du sultan aux ayans, adresse qui provoquait, en propres termes, la guerre avec la Russie, en transportant la question controversée sur le terrain du traité d'Akerman. Immédiatement après, le grand chancelier reçut aussi les réponses faites, absolument dans le même sens, par la Porte aux dernières propositions de l'internonce en date du 21 janvier. Elle s'était fait adresser, par le patriarche, une supplique en faveur des insurgés, à laquelle elle répondit (20 février), en fixant aux révoltés un délai de trois mois pour se soumettre et en promettant de suspendre les hostilités pendant ce temps (1). C'était là le dernier effort que la Turquie crut pouvoir faire avec honneur en vue d'une pacification !

Agissant plus conséquemment que l'Autriche, la Porte déclara à l'internonce « qu'elle n'accepterait jamais des « propositions qui pussent conduire à des négociations « avec des rebelles; pour l'amour de l'amitié entre les « deux puissances, il ne faudrait plus parler de ce sujet; « il n'y avait plus rien à faire, et si la guerre avait lieu « entre elles, on combattrait, pendant un demi-siècle, « de père en fils, pour vaincre ou pour tomber avec « honneur. » Dans une communication confidentielle (2), l'internonce confirma au prince que, haïssant trop la Russie pour la craindre et cherchant son courage dans le désespoir, la Porte s'était entièrement rejetée dans la bar-

(1) Office responsif de la Haute-Porte adressé par le Reïs Efendi au Patriarche, 20 février 1828. MS.

(2) Lettre particulière adressée par le baron Ottenfels au prince Metternich. Constantinople, février 1828. MS.

barie des siècles précédents. « Il n'y avait, disait-il, qu'un « seul moyen de secours : c'était, pour les alliés, de jeter « toutes leurs forces de terre et de mer dans la Morée, « et d'y décider du sort de la Grèce; alors la Porte cé« derait probablement et *préférerait peut-être abandon« ner entièrement la Péninsule.* »

Ainsi, pour tout ce que Metternich venait de faire à Londres et à Constantinople, « le terrain lui manqua de « nouveau sous les pieds ». La guerre, qu'il redoutait tant, avait, à ses yeux, déjà éclaté, et l'existence de l'empire turc était mise en jeu. « Tout un avenir, di« sait-il dans une de ses lettres, est balancé aujourd'hui « entre l'Angleterre, la Russie et la Porte. »

La Russie.

Avec sa ténacité et avec son agitation continuelle, cet homme, qui ne voulait rien laisser faire sans lui, savait toujours guetter de nouveau le moment que les conjonctures mettaient sans cesse de nouveau à sa portée, où il croyait pouvoir recommencer son travail de Sisyphe et pousser le bloc de sa politique glissante au sommet qu'il voulait atteindre. Les occasions d'exercer ce talent se renouvelèrent sans cesse : pour un long temps à venir, elles lui furent offertes par l'antagonisme continuel et croissant entre l'Angleterre et la Russie; en effet, le grand chancelier chercha à se servir, d'un côté, de l'indolence et des incertitudes des ministres anglais qui hésitaient à agir et qui se montraient méfiants, et, de l'autre côté, du zèle bouillant que déployait le cabinet russe.

Nous avons vu plus haut qu'immédiatement après la mort de Canning, dans une conférence à Londres (10 septembre 1827), la Russie avait fait proposer d'éta-

blir le blocus devant les Dardanelles, comme pour mettre à l'épreuve la fidélité du nouveau chef du ministère. Mais à cette époque, le cabinet anglais ne crut pas avoir le droit d'entrer dans cette proposition, avant de savoir quelle serait l'issue des négociations à Constantinople. On attendit donc à Saint-Pétersbourg que cet événement se produisît.

Mais à peine connut-on le résultat de la conférence du 24 novembre, qu'on expédia (6 janvier) à Lieven une dépêche (1), préparée d'avance, qui donnait l'expression la plus précise aux résolutions fermes et immuables du czar. S'appuyant sur la condition primitive, posée par la Russie lors de son accession au traité de juillet, à savoir qu'une fois entamée la question grecque devrait être nécessairement résolue, l'empereur déclara qu'il était justifié à demander dès lors l'exécution de cette condition préalable. Si la Russie ne voulait pas voir diminuer son influence indispensable à Constantinople, ajoutait le czar, elle ne pourrait pas permettre à la Porte de refuser les propositions russes de médiation, sans que ce refus entraînât d'autres conséquences, et de faire échouer le but que le cabinet de Saint-Pétersbourg voulait atteindre en vertu de ce traité solennellement conclu par lui. Or, l'insuffisance des moyens employés jusqu'alors ayant été prouvée, de nouvelles mesures coercitives étaient indispensables, pour réaliser l'exécution de cette convention.

L'empereur de Russie proposa d'occuper les Principautés, au nom des alliés, et de ne s'arrêter que quand la Porte aurait cédé. En même temps, on ferait coopérer

(1) Cf. Martens, t. XII, p. 228.

à ce but les flottes sur les côtes de la Morée, devant Alexandrie et devant Constantinople, tandis qu'en Grèce, dans ces lieux mêmes « où les attendaient leurs adversaires secrets et connus », les alliés rétabliraient un ordre de choses régulier. Ils devaient ensuite soutenir le président Kapodistrias avec des secours pécuniaires, et ordonner aux trois ministres plénipotentiaires d'aller s'établir dans l'Archipel ou dans l'île de Corfou. De cette manière, les puissances pourraient s'entendre, par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs, avec Kapodistrias au sujet des questions principales de l'organisation future du pays.

Cette proposition énergique fut, avec un grand empressement, appuyée par le cabinet français, qui proposa, en même temps, l'envoi de troupes anglaises et françaises dans la Morée, afin d'obtenir qu'Ibrahim-Pacha quittât le pays. A Londres, au contraire, la proposition russe ne rencontra que des doutes et des hésitations. On n'y voulut pas voir aussitôt, comme à Saint-Pétersbourg, une rupture complète dans le départ des ambassadeurs; on résistait à l'occupation des Principautés et on craignait une guerre formelle avec la Porte, tandis que les Strangford, les Beresford et les hommes de la même couleur politique insistaient, au contraire, sans s'en cacher, sur la nécessité de faire la guerre à la Russie; le cabinet anglais aurait préféré aux mesures proposées la menace de reconnaître une Grèce indépendante.

Mais on ne parvint pas à prendre une résolution bien déterminée. Le changement ministériel aida encore à la retarder. La patience du czar était soumise à une épreuve dans laquelle elle faillit succomber. Le prince Lieven

trouva le cabinet anglais aussi rétif qu'autrefois il l'avait vu docile, à en croire les éloges que ce diplomate n'avait cessé de lui prodiguer. Toutes les démarches faites par lui pour obtenir une réponse à sa dépêche urgente restèrent infructueuses ; même celles que fit « l'ambassadrice », sa femme, qui jouissait d'une grande influence, n'obtinrent aucun résultat. Ce ne fut que lorsqu'on connut sous main le chat-cherif fatal adressé aux ayans, que le cabinet anglais présenta enfin à Lieven le projet d'une réponse (21 février).

Encore, à ce moment, on en retarda tellement la remise officielle que Lieven, plein d'impatience, finit par faire entendre la menace que, si elle ne lui était pas présentée immédiatement, il n'accepterait plus la réponse du cabinet britannique. On la lui communiqua enfin (6 mars) sous la forme d'un Mémorandum confidentiel (1). Prenant comme point de départ le caractère entièrement pacifique du traité de juillet, le cabinet anglais, même dans la position actuelle des affaires, était d'avis « qu'il fallait « avoir d'abord épuisé *tous les moyens* avant d'en venir « à la rupture; que, s'il fallait prendre des mesures « coercitives ultérieures, on devait éviter une attaque en « commun contre l'empire turc et une guerre entre la « Russie et la Porte, guerre qui produirait une agitation « générale et qui, dans les circonstances actuelles, « prendrait le caractère d'une guerre de religion; que, « par conséquent, on devrait préférer les mesures qui « auraient cet objet pour but immédiat; qu'il faudrait « obtenir, par la force, l'évacuation de la Morée, fixer « les limites de la Grèce et mettre le traité aussitôt

(1) Cf. Martens : *loco cit.*, p. 245.

« à exécution dans le district indiqué par les puissances. »

Si ces propositions eussent été faites plusieurs semaines et plusieurs mois auparavant, elles auraient pu probablement prévenir la crise actuelle que le cabinet anglais avait aidé à produire par ses lenteurs, bien qu'*à cette époque même* il semblât à peine apercevoir ou reconnaître l'existence de cette crise. Le prince Lieven fit aussitôt remarquer aux ministres anglais le changement qui s'était opéré dans l'état des choses; « car, disait-il en « dénonçant, par son manifeste du 18 décembre, le « traité d'Akerman, la Porte donnait à la Russie le droit « d'obtenir satisfaction par la force des armes, et l'y « obligeait même ».

Lieven pouvait savoir d'avance qu'au moment actuel on blâmerait, à Saint-Pétersbourg, dans le Mémorandum anglais toute cette indécision et cette tiédeur qui, depuis longtemps, avaient été un objet de dégoût dans les conseils donnés par l'Autriche. Mais ce fut précisément à cause de ce motif que Metternich jugea le moment opportun pour se jeter, encore une fois, entre les puissances et pour faire un bond désespéré qui dépassait tous les tours de gymnastique que, jusqu'à ce moment, on avait vu faire aux diplomates autrichiens.

En se creusant l'esprit au sujet de cette idée dont l'internonce avait jeté un mot dans sa dernière lettre (Cf. p. 78), il la combina avec l'idée favorite de Wellington qui voulait faire de la menace d'une reconnaissance d'une Grèce indépendante la prochaine mesure coercitive. Il résolut aussitôt de renouveler cette fois-ci très-sérieusement une proposition qu'il avait faite déjà auparavant à Saint-Pétersbourg sans songer le moins du

monde à y donner suite : c'était de proposer l'indépendance de la Grèce, afin de séparer peut-être les puissances par ce moyen et de déterminer la Porte à céder.

Il rédigea vite un Mémorandum (1) qu'il envoya (15 mars) à Saint-Pétersbourg et à Londres, en faisant entendre au cabinet anglais que, dans sa marche prudente à l'égard de la Russie, il pourrait toujours compter sur l'appui de l'Autriche. Il était dit dans ce document « qu'un retour vers l'état des choses avant le soulève- « ment n'était plus possible en Grèce. Les Grecs avaient « fait tous leurs efforts pour obtenir cette indépendance « que, dans leurs projets de pacification, les puissances « n'avaient cependant voulu jusqu'alors sanctionner par « aucun document. Néanmoins, il y avait, disait le « prince, dans les affaires humaines des moments où les « résistances les plus légitimes devaient échouer contre « une nécessité impérieuse. Plus d'une fois les révolutions « les plus condamnables avaient triomphé; plus d'une « fois les gouvernements les plus éclairés et les plus « sévères avaient dû pactiser avec la révolte! Que si la « paix de l'Europe dépendait dès lors de la pacification « de l'Orient, et si l'indépendance d'une partie de la « Grèce, malgré tous les inconvénients qu'elle entraîne- « rait, en était la condition indispensable, il n'y avait « plus à délibérer sur ce qu'il y avait à faire. On aurait « donc à réaliser l'émancipation pure et simple; comme « moyen de négocier, et en même temps comme résultat « définitif, elle offrait les deux grands avantages d'agir

(1) Mémorandum, avec une dépêche ostensible et une dépêche réservée adressées au prince Esterhazy, en date du 15 mars 1828. MS.

« d'une manière directe et énergique sur la Porte et de « prévenir ainsi la guerre. »

Avec le concours d'Alexandre, ce prince docile, et avec l'appui de Castlereagh et même de Canning, cet homme d'État si sec, la politique du prince Metternich eût pu faire tourner tout au gré de ses désirs et de ses intérêts dans l'arrangement des affaires grecques, si, dans le principe, elle avait voulu seulement tenir le moindre compte de l'appel fait par la voix de l'humanité. Mais, à ce moment, cette politique était arrivée à oublier toutes les antipathies profondes, de confession aussi bien que de politique, qu'elle avait pour les Grecs russophiles; elle se voyait même obligée de déclarer en banqueroute le principe de légitimité et de reconnaître le triomphe de la révolution, « triomphe amené par les puissances « elles-mêmes qui avaient été les premiers soutiens du « bon droit! »

Et Metternich faisait toutes ces concessions pour ne pas retirer entièrement la main du jeu et pour ne pas être obligé de voir éclater la guerre, dont le moindre résultat devait être nécessairement d'ouvrir à la politique russe, dans une Grèce tributaire, le champ le plus vaste à des tentatives que la Russie allait renouveler sans cesse pour enlacer dans ses réseaux l'empire des Osmanlis.

Cependant cette nouvelle démarche du prince eut absolument le même sort que celle qui l'avait précédée : le bloc de Sisyphe s'échappa de ses mains avant qu'il l'eût bien saisi. Nous avons dit que la dépêche adressée par lui, le 12 février, à Esterhazy, avant d'avoir été expédiée, avait perdu toute signification par suite de la nouvelle qui annonça au prince la publication du manifeste adressé aux ayans; de même Metternich dut consi-

dérer, à ce moment, son Mémorandum comme non avenu, lorsqu'il entendit parler de la première déclaration russe qui répondait à ce document turc. Le Mémorandum autrichien n'était pas encore arrivé à Londres lorsque, peu de jours après la remise du Mémoire anglais, Lieven reçut une dépêche (du 26 février) avec ordre de la consigner dans le protocole des conférences de Londres (1).

Dans cette pièce, on déclarait « que la Porte avait fini « par franchir, d'un seul bond, les dernières limites de la « longanimité du czar. Les nouvelles vexations qu'elle « avait exercées à l'égard de la navigation; l'expulsion « des sujets russes; les instigations par lesquelles elle « avait excité la Perse à la guerre contre la Russie, tout « cela avait, disait le cabinet russe, aggravé de nouveau « tout le poids des torts causés antérieurement à la « Russie; mais le manifeste adressé aux ayans, manifeste « qui déchirait le traité d'Akerman et qui appelait aux « armes tous les Osmanlis contre les Russes, comme les « ennemis jurés du nom musulman, était une déclaration « de guerre qui ne laissait plus de choix. Les droits de « la Russie à cet égard étaient incontestables et indépen- « dants de tous les traités conclus entre les alliés. Les « troupes russes entreraient dans les Principautés. « Renonçant à toutes les conquêtes, comme il l'avait fait « auparavant, l'empereur ne déposerait pas les armes, « avant d'avoir obtenu toutes les garanties nécessaires « aux intérêts russes, tous les droits promis aux peuples « chrétiens placés sous sa protection, et, pour lui-même, « toutes les indemnités pour frais de guerre et pour les

(1) Cf. Martens, t. XII, p. 255.

« pertes subies par ses sujets. En ce qui touchait le « traité de juillet, il s'en tiendrait à ce qu'on avait prévu « pour le cas où une guerre russe viendrait à éclater : « la Russie ferait servir les mesures qu'elle prendrait à « la réalisation des desseins sur lesquels on était tombé « d'accord dans ce traité. La franchise obligeait le « cabinet russe à faire remarquer, à ce sujet, qu'une « fois forcé de prendre les armes, l'empereur verrait son « honneur engagé à emporter de haute lutte l'exécution « du traité. Les alliés garderaient, avec cela, toute lati- « tude d'agir comme ils l'entendraient. S'ils acceptaient « les propositions de l'empereur en date du 6 janvier, « les mesures russes seraient motivées par le traité conclu « en commun; s'ils le préféraient, ils pourraient auss « appuyer la Russie seulement par leur assistance morale; « s'ils ne voulaient prendre ni l'une ni l'autre de ces réso- « lutions, la Russie, ne consultant que ses propres inté- « rêts, exécuterait le traité toute seule. »

En faisant expédier cette dépêche, le czar écrivit encore au roi de Prusse (28 février), en lui exprimant l'espoir qu'il n'hésiterait pas à reconnaître la justice de sa cause et à exprimer cette opinion aussi auprès des autres cours. Bien plus, le czar fit même, par le prince Wilhelm, proposer au gouvernement prussien une participation formelle à l'action de la Russie, bien que les idées et les habitudes du roi n'y fussent pas du tout favorables. La réponse (1) au Mémorandum autrichien ne se fit pas non plus attendre. Elle refusait ce qu'on demandait sur un ton qui, à tout prendre, était obligeant, bien que quelques sarcasmes fins n'y manquassent pas. Sur le

(1) Réponse du cabinet russe au Mémoire autrichien (sans date). MS.

point de faire la guerre, on avait lieu de ménager le voisin irrité, au moins en paroles et dans les formes.

Crise de la triple alliance.

Le terrible fantôme de la guerre, redoutée depuis si longtemps, ne laissait cependant à Metternich ni repos ni tranquillité. Tout affairé, et en changeant de système chaque fois qu'il s'adressait à une autre cour, il se jeta dans le chaos des intrigues diplomatiques et dans de nouvelles contradictions avec lui-même qui finirent par dérouter même les hommes les plus fidèles et les plus dévoués à sa personne. Éconduit à Saint-Pétersbourg, il s'efforça ensuite d'autant plus vivement à augmenter encore la sourde méfiance qu'on nourrissait à Londres à l'égard de la Russie, à briser complétement, si c'était possible, les conférences interrompues et à déchirer effectivement le traité de juillet.

Par les dépêches qu'il adressa (23 mars) à Esterhazy, il essaya de bien faire comprendre au cabinet de Saint-James que la manière d'agir de la Russie n'était pas en harmonie avec ses belles paroles; qu'elle était incompatible avec le rôle que lui imposait le traité, et que la paix de l'Europe dépendait de la question de savoir si cette manière de voir l'emporterait ou non aussi en Angleterre. Il pressa les ministres anglais de tenir un langage énergique et de prendre des mesures vigoureuses, afin de mettre des bornes à l'ambition de la Russie. Il avoua bien que l'Autriche n'était pas en état de pouvoir les proposer elle-même; mais il ajouta qu'elle accorderait la plus grande attention au moindre signe que lui ferait l'Angleterre pour l'encourager.

Cependant, des considérations très-graves empêchaient Wellington de faire le moindre pas pour se rapprocher

du cabinet de Vienne. Il était certain de ne retirer aucun avantage de l'alliance avec les Autrichiens dont l'armée était dans un état de décadence complète, comme on le savait d'après les témoignages de leurs propres amis. Quant au rôle que jouerait en définitive la Prusse, le ministre anglais était dans une incertitude pleine de défiance. Mais avant tout, il craignait qu'en rebutant la Russie d'une manière très-prononcée, il ne la poussât à des mesures extrêmes et qu'il n'amenât la France à se jeter entièrement entre les bras du czar. En effet, depuis le changement ministériel, cette dernière jouait un rôle plus ambitieux; dans le cas où elle serait impliquée dans une guerre avec l'Angleterre, le duc la crut capable de vouloir se dédommager de ses pertes sur mer aux dépens des alliés de l'Angleterre sur le continent. Il pensa même que la France pourrait faire lever de nombreux germes de mécontentement dans tous les États voisins, en réveillant l'esprit révolutionnaire et bonapartiste sous les plis du drapeau blanc.

A la grande frayeur de Metternich, le ministère Martignac était entré dans une voie populaire et libérale; il affichait ouvertement son philhellénisme. De La Ferronnays, marchant tout à fait sur les traces de Chateaubriand, crut que la politique naturelle de la France exigeait impérieusement que son cabinet se mît du côté de la Russie. Le cabinet de Paris avait engagé l'Angleterre à entrer, sans hésiter, dans les propositions de Lieven du mois de janvier. De toutes les puissances, la France se montra la plus disposée à appuyer le président de la Grèce par des subsides dans des proportions considérables; en effet, elle envoya en Grèce un agent de commerce, Juchereau de Saint-Denis, et elle pressa les puissances

d'accepter la proposition de la Russie qui voulait réunir les trois plénipotentiaires, pour de nouvelles conférences, dans l'île de Korfou. Le cabinet de Paris avait été d'avis qu'il ne fallait pas empêcher la Russie d'entrer dans les Principautés; il avait offert d'envoyer, conjointement avec l'Angleterre, des forces dans la Morée pour la délivrer des Égyptiens, et il armait avec un zèle qui montrait que de la Ferronnays avait parlé très-sérieusement en assurant Metternich « qu'au besoin la France continue« rait à agir seule avec la Russie sur la base du traité « de juillet ».

Au lieu de s'engager avec l'Autriche, Wellington jugea plus prudent, dans ces circonstances, de chercher le développement des affaires d'Orient plutôt dans les rapports de l'Angleterre avec la France, et d'enchaîner la Russie en assujettissant d'abord cet allié « qui suivait à toute « bride la direction de la Russie ». En même temps que Dudley répondit aux propositions de Lieven du mois de janvier, il envoya donc aussi à Paris une déclaration très-précise (1), dans laquelle il se prononçait contre l'occupation des Principautés, approuvée par le cabinet de Paris, qui, disait-il, semblait supposer à tort que la Russie se bornerait à cette occupation, tandis que la dépêche de Nesselrode donnait à entendre que le czar ferait absolument le contraire.

Le ministre anglais s'exprima donc à Paris avec la même netteté contre l'expulsion d'Ibrahim de la Morée à l'aide de moyens violents. Cette mesure, disait-il, ne pourrait être considérée que comme une déclaration de

(1) Note de lord Dudley adressée au prince Polignac, le 7 mars 1828. MS.

guerre contre la Porte avec laquelle l'Angleterre vivait en paix, et qu'elle pourrait, par conséquent, se voir même obligée de secourir. Polignac trouva étrange que l'Angleterre voulût forcer la France à marcher au pas avec elle, tandis que la Russie voulait lui faire changer son trot en galop; il croyait cependant, comme Lieven, qu'on ne se laisserait pas déconcerter à Paris, et que surtout ce langage menaçant n'y ferait pas la moindre impression. De la Ferronnays cependant baissa le ton; il déclara que les armements de la France étaient dirigés contre Alger, et, comme le disait Dudley à Polignac (26 mars), on avait l'espoir que les deux puissances occidentales s'entendraient, sans autre délai, au sujet des mesures à prendre pour arriver à la pacification de la Grèce.

Ce ne fut qu'à ce moment que Dudley fit (25 mars) une réponse (1) aux communications et aux propositions belliqueuses de la Russie en date du 26 février. « Le « roi, disait-il dans sa Note adressée à Lieven, ne met- « trait pas en question le droit de l'empereur de Russie « de juger lui-même la nature de ses griefs contre la « Porte et d'en venir à la guerre, bien qu'il regrettât « l'exercice de ce droit. Mais, de son côté, le roi ne « pourrait pas se laisser déterminer, par cette décision « de la Russie, à devenir infidèle aux principes qui « l'avaient guidé jusqu'alors. La Russie, disait-il, con- « naissait les motifs qui faisaient que l'Angleterre se pro- « nonçait contre une invasion de l'empire turc. L'effet « bienfaisant qu'un pareil événement pourrait avoir pour

(1) Note de lord Dudley adressée au prince Lieven, le 25 mars 1828. MS.

« la Grèce serait plus que contre-balancé par les dangers « qu'il amènerait pour l'Europe. Y participer, c'était « agir en contradiction directe avec la marche suivie « jusqu'alors, marche pleine de prudence et d'égards « pour la puissance qu'on n'avait voulu ni anéantir, ni « humilier, mais seulement guider. Il faisait ressortir « ensuite les difficultés que l'attitude prise par la Russie « ferait naître à l'égard de l'action commune ultérieure « des trois puissances. Le cabinet de Saint-Pétersbourg « ôtait ainsi la possibilité d'exécuter le traité dans l'esprit « dans lequel il avait été conçu; le choix des moyens « pour des entreprises communes n'était plus un sujet « de délibérations pour les trois puissances : l'Angleterre « et la France auraient à suivre la direction de la Russie « ou à renoncer à une action commune. Le ministre rap- « pelait ensuite, pour terminer, que la Russie, tout en « poursuivant l'œuvre de pacification, était obligée par « le traité de rester fidèle au but pour lequel cette con- « vention avait été conclue, ainsi qu'aux déclarations « désintéressées par lesquelles elle s'était engagée à ne « pas faire la guerre dans le dessein d'agrandir son « territoire; puis il exprimait l'espoir qu'après la victoire « le plus fort n'imposerait pas au plus faible, sous le nom « d'indemnités, des sacrifices qui pourraient mettre en « danger son existence politique. »

Toute la teneur de ce document montrait parfaitement bien que Wellington comprenait qu'après avoir fait naître, par son long silence, la défiance à Saint-Pétersbourg, toute tentative par laquelle il essayerait, encore à ce moment, d'arrêter le jeune empereur ne ferait que le pousser en avant. C'est pourquoi il n'opposa aucune résistance aux résolutions de la Russie; mais

il fit mine de vouloir accepter la dernière alternative des propositions faites, en février, par le cabinet de Saint-Pétersbourg, et de considérer le traité de juillet comme ayant cessé d'exister. Comprenant de cette manière la situation des affaires, Wellington aurait voulu opposer à la démarche de l'autocrate russe une autre démarche correspondante à faire par les deux puissances occidentales. Son intention était de déterminer la France à l'exécution bilatérale du traité trilatéral, et de continuer à agir, sur la base du traité, avec la France seule et sans la Russie, dans le cas où cette dernière puissance voudrait se soustraire entièrement à la direction de ses alliés.

L'accommodement.

Lorsque Metternich s'aperçut de ce rapprochement et de cette entente entre les puissances occidentales, aussi bien que de la stérilité de ses desseins sur l'Angleterre, il changea aussitôt de front, avec une versatilité achevée. D'abord, afin de pallier ces tentatives faites pour exciter les puissances contre la Russie, tentatives qui venaient d'échouer, il montra à Saint-Pétersbourg un air plus doux et plus insinuant. Il fit répondre (5 avril), bien que ce fût fort tard, par l'empereur François à la lettre du czar en date du 29 janvier (1), pour inviter ce dernier à retourner au système salutaire de l'Alliance universelle, au delà de laquelle il n'y avait qu'une ruine inévitable.

En même temps, le grand chancelier essaya encore une fois la force de ses paroles usées à Constantinople (2). En lui annonçant les résolutions belliqueuses de la

(1) L'empereur François à l'empereur Nicolas, le 5 avril 1828. MS.
(2) Le prince Metternich au baron Ottenfels, le 28 mars 1828. MS.

Russie, il fit presser la Porte de faire une déclaration précise pour affirmer qu'elle resterait fidèle aux engagements pris à Akerman. L'internonce s'acquitta (10 avril) de sa tâche (1); mais on lui répondit par un refus pur et simple, à moins, ajouta la Porte, que la Russie n'exécutât sa promesse donnée à Akerman et qu'elle ne s'abstînt de toute immixtion dans les affaires grecques. Mais sur les instances vives et réitérées de l'internonce, le reïs-effendi répondit au drogman autrichien « qu'il lui était impossible de le croire chargé « de mettre sa patience à la rude épreuve d'entendre « dire chaque jour et le lendemain absolument la même « chose ! »

De cette manière, le prince Metternich offensa, par sa démarche, le divan à Constantinople et, en même temps, le cabinet de Saint-Pétersbourg. Après avoir reçu la lettre de l'empereur François, le czar avait répondu par un refus, il est vrai, mais il s'était exprimé d'une manière affable et amicale (2). Cependant, lorsqu'on apprit que Metternich était de nouveau intervenu auprès de la Porte, le grand chancelier dut s'entendre blâmer, par le cabinet de Saint-Pétersbourg, au sujet de cette « démarche stérile » dont le *succès* n'aurait même en rien changé les résolutions de l'empereur.

Après avoir ainsi de nouveau échoué en Orient, Metternich se rejeta encore sur l'Angleterre. Wellington y purgeait, à ce moment (en mai), son ministère des éléments du parti whig, d'un Huskisson, Grant et Pal-

(1) Note de l'internonce adressée à la Porte, le 10 avril 1828. MS.
(2) Précis d'une conversation entre Sa Majesté l'Empereur de Russie et l'Ambassadeur d'Autriche Comte de Zichy, le 24 avril 1828. MS

merston, et remplaçait même lord Dudley par Aberdeen, cet ami intime d'Esterhazy qui était tout dévoué à l'Autriche. Metternich vit le moment venu de mettre en mouvement des leviers plus forts à Londres, où les personnages les plus incompatibles avaient à conduire un jeu dont la position actuelle donnait de nouvelles espérances même au prince qui venait de perdre la partie.

En effet, il y avait là : Wellington, cet homme entêté et plein d'opinions préconçues, mais dépourvu de tout talent pour faire des combinaisons politiques, que tourmentaient de tous les côtés les amis des Turcs, les ennemis des Russes et ceux qui haïssaient les Grecs; puis Lieven, ce diplomate plein de défiance qui, embourbé dans ses vieilles rancunes, augmentait encore ses embarras et ses difficultés, en se liant continuellement avec les hommes de l'opposition; et enfin Polignac, qui connaissait mal le terrain, et qui s'entendait peu à pénétrer le jeu des partis, les passions, les inimitiés et les petites jalousies des individus avec lesquels il se trouvait en contact.

De cette manière, les rapports entre les trois puissances signataires du traité étaient aussi troublés que l'état de l'alliance elle-même, dont l'existence semblait se trouver dans une crise permanente et être suspendue aux fils les plus minces d'influences accidentelles. Les efforts faits par Wellington pour exécuter le traité avec la France seule trouvaient la plus constante opposition dans le cabinet de Paris, qui insistait sur des opérations communes, sur la nécessité d'envoyer Stratford Canning à Korfou et sur la reprise des conférences, interrompues depuis longtemps, sans pouvoir cependant amener Wellington à prendre une résolution.

Cette attitude de la France n'était pas peu fortifiée par l'action de la Prusse, qui, d'une manière très-déterminée et exempte de préventions, conseillait de maintenir le traité et de rétablir les conférences dont Metternich essayait d'empêcher la reprise par tous les moyens possibles. Ces conseils de la Prusse étaient exprimés dans une dépêche circulaire (du 10 avril) qui était d'abord destinée à réaliser les vœux de l'empereur de Russie, mais qui, plus tard, fut considérée par les trois cours alliées comme un véritable acte d'amitié en faveur de toutes ces puissances.

La France persista donc dans son désir de retenir les flottes des trois alliés dans la Méditerranée, pour y agir en commun. Mais ce que Wellington ne pouvait pas du tout comprendre, c'était que les flottes de deux puissances neutres pussent coopérer avec la flotte d'une puissance belligérante, jusqu'à ce que, un peu plus tard, on lui prouvât qu'un pareil cas s'était pourtant déjà présenté une fois en 1759. Dans sa réponse aux dernières déclarations de Dudley (1), la Russie indiqua (29 avril) elle-même cette manière d'agir particulière et compliquée.

Le cabinet russe reconnut la force obligatoire permanente du traité sur tous les points, et chercha, en même temps, à écarter toutes les difficultés que l'Angleterre trouvait à continuer l'action commune des trois alliés.
« Le traité lui-même, disait Nesselrode, avait prévu,
« comme on le savait, le cas d'une guerre et celui d'une
« action isolée de la Russie, à côté d'une action commune
« des trois puissances. On chargerait provisoirement le

(1) Nesselrode au prince Lieven, le 29 avril 1823. MS.

« comte Heyden, ajoutait le ministre russe, d'exercer, « pour le moment, les droits de la guerre avec la plus « grande modération et de se rapprocher dans ses opéra- « tions, autant que possible, de celles des autres amiraux. « Mais dès que dans les conférences on serait tombé « d'accord sur un plan bien déterminé, on remplacerait « ces ordres provisoires par d'autres *qui seraient encore* « *davantage en harmonie* avec la position des alliés ; « alors le comte concerterait *toutes* ses mesures avec « ses deux collègues et *suspendrait*, pour ainsi dire, « ses droits de puissance belligérante, excepté dans « le cas d'une attaque ou d'une autre nécessité ur- « gente. »

De cette manière, la Russie fit donc des avances, afin de désarmer la méfiance de l'Angleterre, et Wellington abandonna son ancienne manière de voir d'après laquelle il avait considéré une guerre, entreprise par la Russie, comme incompatible avec le traité de juillet. Lord Aberdeen déclara ne pas vouloir se charger du reproche d'avoir amené une crise plus redoutable par la nonchalance du ministère. En répondant (6 juin) à la Note de Lieven, il accepta l'offre de la Russie qui avait proposé de se dépouiller, dans la Méditerranée, du caractère de puissance belligérante ; puis il invita Lieven à reprendre les conférences le lendemain même. Stratford Canning reçut l'ordre de partir pour Korfou. Dans une conférence (2 juillet), on arrêta les instructions pour les plénipotentiaires à Korfou et pour les amiraux ; dans une autre séance (19 juillet), Wellington reconnut la nécessité d'envoyer dans la Morée une expédition française que l'Angleterre préférait appuyer seulement par sa flotte. Ayant une fois pris son parti, Wellington accepta

franchement et sans aucune arrière-pensée toutes les conséquences de sa résolution.

On avait même à blâmer le duc de le faire par trop sincèrement. La Porte venait de rejeter, d'une manière fort hautaine, les conseils par lesquels l'Autriche l'avait engagée à rentrer dans la voie des négociations amiables. A peine fut-elle informée de la déclaration de guerre formelle de la Russie (26 avril) que, prise d'une frayeur salutaire, elle secoua tout à coup sa léthargie apathique avec laquelle elle avait balancé entre l'indolence du fanatisme et la violence des passions; de tous les côtés, elle fit des démarches qui auraient bien pu conjurer l'orage pendant qu'il approchait, mais qui ne purent plus le détourner après qu'il eut éclaté. Elle envoya quatre métropolitains avec le protosyngelos à Poros, où ces délégués firent (2 juin) au président Kapodistrias des propositions et lui exprimèrent des prétentions qui, dans les circonstances actuelles, ne pouvaient pas avoir, il est vrai, la moindre chance d'être bien accueillies.

Le reïs-effendi dit (7 mai), d'une manière non officielle, au drogman de Prusse que la Porte reconnaissait le traité d'Akerman dans toute son étendue; peu de temps après, il fit même une tentative pour séparer les trois alliés en se rapprochant des deux puissances neutres par la concession la plus significative. Il écrivit (19 mai) aux ambassadeurs d'Angleterre et de France (1) et, en saisissant l'occasion de leur prochaine conférence à Korfou, il les engagea à retourner à Constantinople, où la Porte serait disposée « à reprendre les articles liti-

(1) Lettre du Reïs-Effendi aux Ambassadeurs de France et d'Angleterre, le 19 mai 1828. MS.

« gieux et à arranger tout à l'amiable et dans un accord « parfait ».

Au fond, on offrait là tout ce que les puissances voulaient obtenir. Tous les diplomates résidant à Constantinople crurent que, par cette dernière démarche, les affaires grecques étaient complétement terminées. Si la distance matérielle entre les différentes cours n'avait pas été si grande; si la conférence des plénipotentiaires avait été déjà réunie à Korfou; si l'Angleterre n'avait pas été liée d'une manière trop frappante par la parole qu'elle venait de donner à l'instant même, et si elle n'avait pas été gênée par l'attachement que la France montrait à la Russie, Wellington aurait eu, à ce moment-là, l'occasion la plus favorable d'accomplir à deux l'opération pacifique la plus efficace, en laissant la Russie s'avancer toute seule pour faire la guerre.

En effet, la France et l'Angleterre auraient accueilli la proposition du reïs-effendi, comme une acceptation formelle de la médiation. Ils auraient envoyé leurs ambassadeurs à Constantinople, où, ayant devant eux, au nord, les arguments fournis par l'armée russe, et derrière eux, au sud, ceux que leur donnait la présence d'une flotte près des Dardanelles, ils auraient pu, avec un peu d'habileté, en cédant sur la forme mais en restant catégoriques dans les choses, accommoder en quelques jours les affaires grecques et même les différends russes. Mais ce temps précieux fut gaspillé, de la manière la plus étourdie, par les alliés, qui, matériellement et politiquement parlant, étaient trop éloignés les uns des autres.

Guilleminot, qui à cette époque était encore seul à Korfou, ne voyait dans la lettre du reïs-effendi que

l'intention de la Turquie de séparer les puissances, ce qui n'allait pas du tout à la politique française; il répondit donc (14 juin) par un refus, en donnant pour excuse qu'il n'avait pas d'instructions à cet égard. Dans la même conférence de Londres (2 juillet) où l'on arrêta les instructions pour les plénipotentiaires à Korfou, on rejeta la proposition de transférer le siége des négociations à Constantinople, où l'ambassadeur de Russie ne pourrait pas se rendre : « l'union intime entre les puis« sances, disait-on, ne permettait pas la supposition de « négociations séparées. » Dès que Stratford fut arrivé à Korfou, il refusa donc encore une fois et d'une manière officielle la proposition du reïs-effendi, par une lettre qu'il lui adressa en commun avec Guilleminot (11 août).

Avant d'avoir reçu cette lettre, le divan s'était encore une fois adressé directement à Wellington (6 juillet), en lui assurant de nouveau qu'après le retour des ambassadeurs tout ce qui avait fait l'objet des négociations antérieures serait terminé à fond et entièrement accommodé. Dans une seconde invitation adressée aux deux ambassadeurs à Korfou (11 septembre), le divan leur répéta encore une fois, à eux aussi, que « tout serait « expédié dans une seule séance ».

La réponse de Wellington (1) exprimait simplement et avec franchise la résolution du cabinet anglais de ne pas se séparer de ses alliés, résolution à laquelle la Russie paya un tribut d'éloges bien mérités. Cependant, se ravisant plus tard, le duc blâma fortement les plénipotentiaires d'avoir refusé aussi la seconde invitation du

(1) Toute la correspondance dont nous parlons ici est en manuscrit sous nos yeux.

reïs-effendi, sans en faire seulement un rapport à leurs cours. Il sentait probablement que c'était, pour ainsi dire, renier ses projets que de vouloir céder si peu quant aux moyens, et que c'était là montrer un entêtement puéril, tout à fait à la façon des Turcs, que de ne pas vouloir faciliter à la Porte, au moins dans les formes, les grands sacrifices qu'on exigeait d'elle, et tout cela pour rester fidèle à la lettre même du traité! « On avait « souvent vu, disait l'internonce dans une de ses dé« pêches de cette époque, qu'un homme se laissait cou« per une jambe malade; mais jamais on n'avait encore « exigé de personne de se la couper soi-même. »

Cependant, même en Autriche, où l'on n'avait pourtant pas de rôle actif à jouer dans cette affaire, les sages politiques n'étaient nullement, au sujet de cet incident chatouilleux, d'accord entre eux, comme l'était le baron von Ottenfels avec lui-même. A cette occasion, Metternich sortit encore une fois d'une position qu'il avait constamment occupée. Jusqu'à ce moment, il avait toujours considéré le traité de juillet comme extrêmement avantageux pour la Russie; mais à cette époque, il y vit tout d'un coup une garantie contre les projets moscovites. Jusqu'alors, il avait toujours désiré faire cesser les conférences à Londres; mais, à cette époque, il chargea Estherhazy de faire tous ses efforts pour les faire continuer (1). En

(1) Cela n'empêcha pas le prince de se plaindre, en même temps, de Bülow, qui travaillait également au maintien des conférences. Le grand chancelier s'appuyait, dans ses plaintes, sur de prétendus rapports d'Esterhazy; mais Bülow doula de leur existence, à moins que Esterhazy n'eût dû les envoyer à Vienne, d'après les ordres de Metternich, « ce qui ne serait pas, disait Bülow, le premier exemple de faux « rapports demandés à un ambassadeur ».

effet, il venait d'apprendre que la Porte voulait terminer les affaires grecques avec les deux puissances occidentales et sans la Russie.

Ce qui lui semblait être le moins à désirer, c'étaient des garanties données à l'indépendance de la Grèce et, à côté de cela, une guerre d'autant plus exaspérée entre la Russie et la Porte ; c'est pourquoi il faisait travailler à la conservation de cette alliance dès qu'elle était troublée. Ses familiers qui l'approchaient le plus près et Gentz lui-même désapprouvaient hautement cette manière d'agir. En effet, ils auraient considéré cette tournure des choses, dont le chemin avait été ouvert par le reïs-effendi, comme l'événement le plus heureux, précisément par rapport à la position et à l'attitude de la Russie. Car, dès le moment où la cause grecque n'aurait plus été en jeu, la Russie aurait eu contre elle les voix de tout le monde.

Voici donc quels avaient été, au bout du compte, le point de départ et le point d'arrivée des chemins tortueux et détournés que la politique sinueuse de Metternich avait suivis dans cette question grecque : désespérant de triompher de tant de chicane, de faiblesse et d'inconstance, tout le monde avait fini par lui tourner peu à peu le dos en refusant de s'associer à cette politique. D'abord le grand chancelier avait été abandonné par l'Angleterre, qui, dans le principe, n'avait penché ni d'un côté ni de l'autre ; puis par la Russie, longtemps si docile aux conseils du prince ; ensuite par la France, toujours si craintive ; plus tard par la Prusse, si disposée à se montrer accommodante ; enfin même par ses propres diplomates, tels qu'Esterhazy, et, en dernier lieu, par Gentz lui-même.

A côté de cet isolement et de cet éloignement des hommes du camp opposé et même de celui du prince, il y eut le triste résultat que la guerre russe venait d'éclater : événement que Metternich redoutait plus que toute autre chose, et qu'il avait voulu détourner en mettant en mouvement les tours d'adresse les plus fins et les plus grossiers de la diplomatie autrichienne. La déclaration de guerre de la Russie avait été publiée. Elle était accompagnée d'une dépêche circulaire dont toutes les expéditions portaient la même date (26 avril) ; elle vantait encore une fois la modération de l'empereur, qui voulait seulement renouveler les traités d'une manière plus efficace et faire servir la crise actuelle à la pacification de l'Orient. Il est vrai qu'il avait l'intention de demander aussi des indemnités pour les frais de la guerre et pour les pertes subies par ses sujets.

La Russie, suspectée comme elle l'était, avait déjà dans d'autres occasions, en faisant la guerre et en concluant des traités de paix, cru devoir se justifier par des arguments particuliers, au sujet de cette demande, bien qu'elle s'entendît d'elle-même. Déjà les négociateurs de la paix d'Iassy avaient dit dans ce sens « que renoncer à « ces compensations, pour diminuer les dangers qu'en- « traînaient les actes de violence de la Porte, ce serait « encourager son audace et son injustice ».

De la même manière, les diplomates russes disaient encore, à l'époque qui nous occupe, « que si la Russie an- « nonçait qu'elle n'avait aucune espèce de desseins am- « bitieux sur la Turquie et qu'elle ne lui demanderait « même pas un sacrifice trop lourd pour elle, le cabinet « russe ne ferait qu'exciter la Porte à prolonger les hos- « tilités ». Cet avertissement avait été ajouté pour l'An-

gleterre et pour l'Autriche, qui, à plusieurs reprises, avaient exprimé, au sujet de cette question des indemnités, des suppositions et des prétentions presque naïves. Au moment actuel, ces deux puissances croyaient même pouvoir interpréter cet avis à leur manière, en disant que les demandes faites publiquement par la Russie à l'égard des indemnités pour frais de guerre, n'étaient qu'un masque dont la générosité de l'empereur se couvrait par pure prudence !

Immédiatement après la publication du manifeste par lequel la Russie déclarait la guerre à la Turquie, les armées russes se mirent en mouvement. Dès ce moment, la politique autrichienne jeta entièrement le masque, déjà si transparent, dont Gentz croyait l'avoir couverte dans la question grecque. Les agents de l'Autriche en Grèce et hors de ce pays changèrent tout à coup leur langage, qui jusqu'alors avait été assez modéré; ils montrèrent une fureur sans bornes contre tous ceux qui portaient le nom de Russes et de Grecs.

Gentz avait dit, quelques mois auparavant, que la crainte de la Russie et la haine contre elle deviendraient bientôt le cri de guerre général. Lorsqu'il lut la déclaration de guerre, il éprouva une sensation singulière, en voyant devant lui en chair et en os ce qui, pendant des années entières, avait été présent à son esprit comme un fantôme effrayant, et ce qui lui faisait paraître l'avenir sombre comme la tombe. « Cette guerre », disait-il dans une lettre adressée à son ami (fin de mars), le comte Stanhope, admirateur enthousiaste de cet État idéal que représentait, à ses yeux, l'Autriche, » cette guerre serait « ou la dernière ou bien l'avant-dernière de celles que « la Russie aurait à faire contre la Porte : l'avant der-

« nière, dans le cas où le sultan céderait pendant le « premier ou le second acte de la tragédie, et la der- « nière si le Grand Seigneur attendait jusqu'au troisième « acte (1). »

Nous aurons à voir de quelle manière cette prophétie s'est vérifiée.

B. — LA GUERRE RUSSO-TURQUE DE 1828 A 1820

Préparatifs de la Turquie.

La Porte, qui avait montré tant de vigueur et de résolution, en jetant le gant aux puissances par son manifeste adressé aux ayans, paraissait perdre toute son énergie et toute son assurance, dès le moment où la Russie accepta le défi par sa déclaration de guerre, et où tout d'un coup le divan fit, sur tous les points, ces concessions par lesquelles il voulait prévenir la guerre au moment même où elle venait d'éclater. On avait fait lire (17 mai), à la vérité, dans la capitale, un firman par lequel on exhortait tous les musulmans à se tenir prêts pour la guerre. Avec une jactance pleine de morgue, le reïs-effendi avait répondu à une question du drogman néerlandais au sujet des armements de guerre « que la « supputation des forces turques pouvait se faire en « deux mots : qu'elles se composaient de toute la popu-

(1) Cf. *Gentz Werke*, t. V, p. 147.

« lation ottomane ». Quant au Grand Seigneur, on disait qu'il avait déclaré préférer se faire derviche, plutôt que d'acheter une paix honteuse, et qu'il avait pris la résolution de se mettre à la tête de l'armée, ce qui n'avait été fait par aucun sultan depuis Mustapha II.

Mais malgré tout cela, presque tous les diplomates, et surtout les connaisseurs initiés aux affaires d'Orient, tels que Guilleminot, étaient convaincus que la Porte n'avait ni les moyens ni même la volonté bien arrêtée de résister à la Russie. Le peuple ne se leva point; les Russes étaient entrés depuis longtemps dans les Principautés, avant même que le manifeste turc eût paru (10 juin). Il se passa encore beaucoup de temps avant que le généralissime Housseïn et son kaïmakam, le jeune Chalil-Pacha, zélé partisan de la réforme militaire, se rendissent à leur poste à Schoumla, et que le kapoudan-pacha, Izzet-Mehmed, partît pour Varna. Le grand vizir n'alla qu'au milieu de l'été à Andrinople pour y remplir ses fonctions, tandis que le sultan ne quitta pas du tout la capitale. L'enthousiasme fanatique pour la guerre, qui s'empare si facilement des musulmans, fit complétement défaut.

La diplomatie autrichienne seule, qui souhaitait les meilleurs succès à la Porte, voyait les choses sous un jour différent et plus favorable. Elle prédisait aux Russes qu'ils trouveraient une résistance militaire qui, aussi sûrement que la résistance diplomatique et morale de la Porte à laquelle on ne s'était pas attendu, les désabuserait au sujet du roman que, depuis plusieurs années, ils avaient composé à Saint-Pétersbourg. Elle leur disait qu'ils seraient promptement détrompés à l'égard des images chimériques et flatteuses dans lesquelles leurs

hommes d'État avaient vu tout l'empire turc déjà miné, images qu'ils avaient créées avec cette facilité qui distinguait si souvent la conception de projets russes.

Les diplomates de Vienne, comme les Turcs les plus intelligents, voyaient même un progrès dans l'attitude plus calme et plus composée du gouvernement et de la population en Turquie, attitude qui avait remplacé le tumulte stérile des janissaires d'autrefois. Rien que par la seule considération des subsistances, ils trouvèrent juste de ne procéder à une levée en masse que peu à peu et à mesure que les ennemis approcheraient, et de ne pas mettre en mouvement à la fois tous les contingents des pachas. Si le sultan ne quittait pas du tout la capitale et si le grand vizir continuait encore à y séjourner longtemps, on s'expliquait ces faits par la crainte que les Russes ne profitassent de leur supériorité sur mer, pour débarquer une armée dans le voisinage immédiat de Constantinople.

Plus tard, la marche des événements montra qu'il y avait aussi d'autres causes plus graves qui avaient produit cet affaiblissement général de l'enthousiasme populaire et ce ralentissement dans les mesures adoptées par le divan. La Russie ne s'était pas trompée, en croyant que cette époque critique où l'ancienne organisation militaire en Turquie se transformait en un nouvel état de choses,était le seul moment propice pour faire la guerre, moment dont il fallait profiter sans délai. La levée et l'habillement des troupes turques, de même que l'exercice qu'elles étaient obligées de faire, avaient trouvé, dans les campagnes, la plus grande résistance et y avaient été accueillis partout avec une répugnance des plus marquées.

On avait dû choisir les hommes les plus jeunes comme étant les plus dociles; mais, plus tard, il se trouva que ces soldats n'avaient pas les forces nécessaires pour résister aux fatigues des campagnes. Leur discipline plus grande avait dû être achetée fort cher; car ces recrues ne possédaient ni la confiance que les anciens soldats avaient eue en eux-mêmes, ni le courage guerrier de ces derniers, courage qui allait autrefois jusqu'à la témérité, et que les jeunes soldats ne pouvaient pas posséder. On avait renoncé à l'ancienne manière barbare et impétueuse de faire la guerre, avant que l'art militaire civilisé eût été mis à sa place, avant qu'il fût éprouvé par l'expérience et enraciné par l'habitude. On manquait complétement d'officiers instruits, puisque les étrangers ne pouvaient qu'exercer les soldats, mais non les commander.

Le nombre des troupes nouvellement organisées ne dépassait pas encore le chiffre de quarante-huit mille hommes. On dut, comme autrefois, y joindre les hordes irrégulières d'Asie; et encore, de cette manière, on ne réunit que cent cinquante mille combattants environ, sans compter les garnisons des forteresses en dehors du théâtre de la guerre. Soixante-sept mille hommes avaient à couvrir les deux capitales, Constantinople et Andrinople, tandis que trente mille soldats devaient faire face aux Russes dans l'Asie Mineure. Il arriva donc que, sur le théâtre de la guerre en Europe, on ne put disposer que des vingt-cinq mille hommes qui étaient en garnison dans les forteresses sur le Danube, et du même nombre de combattants qui se trouvaient dans le grand camp retranché près de Schoumla.

On ne pouvait pas oser appeler aux armes les rayas,

c'est-à-dire ni les Boulgares chrétiens qui avaient été, de tout temps, les mieux disposés pour les Russes, ni les Serbes qui, une fois réunis sous les armes, auraient aussitôt passé du côté des ennemis pour combattre les Turcs. Quant aux Principautés, on renonça, dès le principe, à les défendre. D'autre part, la Porte aurait désiré profiter de la haine des Bosniaques contre les Serbes, et elle ordonna au vizir de la Bosnie, Abdourrahim, d'entrer en Servie avec quarante mille hommes. En même temps, le skodra-pacha Moustapha, avec ses Albanais, devait menacer l'aile droite de l'armée russe.

Les chances de la guerre auraient été tout autres si l'on avait exécuté ce projet et si, d'après les conseils de Housseïn, on avait pu employer les vaillants Bosniaques et leurs émules, les Albanais, à faire la petite guerre sur le terrain entre le Danube et le Balkan. En effet, cette contrée était coupée par les vallées, boisée, dépourvue de chemins, malsaine et privée des ressources nécessaires pour nourrir une armée; c'était donc un terrain extrêmement avantageux pour les Turcs, comme, au Sud, les labyrinthes des montagnes grecques leur étaient défavorables. Si les Turcs avaient pu profiter de tous ces avantages, dès le début même des hostilités, ils auraient pu donner à la guerre un autre caractère et peut-être même un tout autre développement et une issue différente. Mais la Russie retira, dans ces contrées, des avantages inappréciables, non-seulement de ses anciens préparatifs et des nouvelles applications de son système traditionnel qui consistait à miner le terrain sous les pieds des ennemis, mais encore de ses relations avec les sujets chrétiens de la Porte.

Quelques mois auparavant seulement, le prince Met-

ternich avait fait assurer au cabinet de Berlin, de la manière la plus positive, que trente mille Serbes étaient tout organisés et prêts à se révolter pour coopérer dans la guerre, sous la direction d'officiers russes. Mais, au moment actuel, le czar fit, avec le plus grand éclat, parade, devant tout le monde, de ses sentiments de modération, en donnant aux Serbes le conseil de se tenir tout à fait tranquilles et de ne pas sortir de la légalité, conseil qui fut très-exactement suivi par eux. Mais en renonçant ainsi à la coopération des Serbes, il se fit rendre par eux des services infiniment plus précieux; effectivement, il détermina le prince Milosch à empêcher le skodra-pacha de prendre part à la guerre, et à s'opposer, en cas de besoin, les armes à la main, à l'entrée des Bosniaques dans la Servie.

Les deux choses furent faites. Le skodra-pacha, frère adoptif de Milosch, suivit, comme il l'avait fait toujours, les conseils de son frère et resta, pendant toute l'année, dans la même position. Lorsque les Bosniaques, profondément irrités de la nouvelle organisation militaire, se rassemblèrent, au nombre de trente mille hommes, près de Byalina sur la frontière serbe, ils profitèrent du prétexte que fournissait l'attitude hostile de Milosch à leurs désirs pour se dissoudre aussitôt. Il ne suffisait pas au czar qu'au sud les Français, par leur expédition en Morée, dussent faire une diversion en sa faveur; il mit aussi à une première épreuve le dévouement de la Grèce, bien que cet État n'existât pas encore, et celui de son nouveau président.

En acceptant cette dignité, et pour ainsi dire comme condition de son acceptation, Kapodistrias avait, tout de suite et à plusieurs reprises, exprimé la demande ur-

gente (1) que les trois puissances lui fournissent les ressources nécessaires. Il avait exigé qu'elles garantissent un emprunt, ou qu'elles lui donnassent des subsides et des troupes, entre autres dans le dessein de forcer, avec la coopération des flottes alliées, Ibrahim-Pacha à déposer les armes.

On ne voit pas qu'aucune des puissances ait montré, dans le principe, un très-grand zèle à se rendre à ces désirs; mais dès que la Russie eut résolu la guerre, elle crut que c'était un secours qu'elle ne devait nullement dédaigner, si elle permettait à la Grèce de « coopérer à la pacification de l'Orient », du moins sur la même ligne que ses alliés. Appuyée par la France, la Russie se déclara donc prête, à la conférence de Londres (12 mars 1828), à garantir un tiers de l'emprunt de 2 millions de livres sterling, somme jugée nécessaire par Kapodistrias, et à donner immédiatement des subsides que l'amiral Heyden, disait l'ambassadeur russe, avait déjà entre les mains.

Mais, là encore, les dissensions cachées entre les alliés troublaient, au préjudice des Grecs, le jeu du philhellénisme des grandes puissances. L'Angleterre se débattait contre une pareille guerre d'argent avec la Porte; mais Nesselrode défendit ces mesures en disant (29 avril) « que donner des subsides n'était ni une violation de la « neutralité, ni un acte d'hostilité ouverte qui pût porter « une rude atteinte à l'empire turc ». Effectivement, la Russie et la France promirent au président des subsides

(1) Mémoire du 31 août (12 septembre) et Note du 20 septembre (2 octobre) 1827. Cf. *Correspondance de Capodistrias*, par Bétant, t. Ier, p. 235.

mensuels réguliers d'un demi-million de francs payés par chaçune des deux puissances, et le czar débuta (juin) avec une somme plus forte d'un million et demi de roubles qui devait être employée « pour les besoins les « plus pressants de l'armée et pour la restauration du « peuple ».

Un patriote indépendant, revêtu de la dignité de président, se serait empressé de réaliser d'abord ce dernier dessein et aurait puisé à pleines mains dans le trésor qui lui était offert, pour relever le peuple affamé et misérable. Mais Kapodistrias, en rappelant vivement à tous « qu'il était responsable devant les puissances du bon « emploi des subsides », gaspilla, avec une prodigalité coupable, la plus grande partie de ces ressources dans l'organisation de l'armée.

Le nouveau président se rendit de Malte à Aigina (23 janvier), pour s'y faire investir de sa dignité (7 février), après avoir voyagé longtemps en Europe, afin de se préparer à ses nouvelles fonctions. A peine fut-il arrivé en Grèce, qu'il s'occupa aussitôt à concentrer les Rouméliotes remuants dans un camp près de Troizen, sous les ordres d'Ypsilantis. Il fit cesser tout envoi de secours à Chios; mais, en revanche, il envoya des provisions à Church dans l'Hellade occidentale, et il expédia ensuite le corps d'Ypsilantis à Megara, où il le porta peu à peu au chiffre de huit mille hommes. Il s'agissait, à ses yeux, de regagner Athènes et Missolonghi, de même que la Grèce continentale qu'on venait de perdre, afin qu'à la conclusion de la paix on pût s'appuyer sur un état de possession suffisant.

Néanmoins, pendant tout l'été, on ne fit rien pour atteindre même ce but modeste et naturel. On aurait dit

qu'il ne s'agissait d'abord pour le président que de posséder une armée bien organisée qu'il pût faire servir aux desseins des alliés. Il se rendit (27 juin) en personne dans l'Hellade occidentale, pour y passer en revue l'armée sous les ordres de Church. En même temps, il envoya (comm. d'août) à Megara, pour l'inspection des troupes, le colonel Richter de l'état-major de l'empereur de Russie, ce qu'on trouverait tout naturel, disait-il dans une lettre adressée à Ypsilantis, puisque l'armée n'existait que grâce aux subsides russes et français. Si ceci était juste, il devait être encore plus équitable, dans l'opinion du président, que l'armée n'entreprît rien sans la volonté de ceux dont elle mangeait le pain.

Tel était, en effet, l'état des choses. D'après toutes les mesures du président, l'armée grecque devait simplement se tenir prête à coopérer, suivant les circonstances, aux desseins de l'expédition française. Tant qu'Ibrahim se trouvait dans la Morée, il était de l'intérêt de la Russie qu'on ne le perdît pas de vue et qu'on eût toujours la main sur lui, pour qu'il ne s'échappât pas afin de faire une diversion embarrassante. La manière dont on plaça les deux divisions de l'armée grecque n'avait donc d'autre but, avant l'arrivée des Français, que d'empêcher qu'Ibrahim ne reçût des approvisionnements par Lepanto et par l'Isthme.

Préparatifs de guerre de la Russie.

La Russie avait pris ses précautions en Asie, en concluant la nouvelle paix avec la Perse; elle avait fait ainsi preuve d'une grande circonspection dans le jeu de sa politique à l'est, au sud et à l'ouest, en se couvrant les flancs et en préparant des diversions. Dans ses préparatifs immédiats sur le véritable théâtre de la guerre,

cette prévoyance, au contraire, semblait avoir fait place à un mépris altier de son adversaire, mépris avec lequel on subordonnait étourdiment la supputation des moyens matériels à l'estimation des ressources morales dont on exagérait la valeur.

L'opinion dominante dans le camp russe était, sans aucun doute, qu'on finirait, dans une seule campagne imposante, cette guerre, prévue depuis si longtemps. On croyait, probablement, qu'après avoir franchi le Danube, on exécuterait, par une suite de succès rapides, les opérations indiquées comme indispensables par la nature des choses pour paralyser Schoumla et pour prendre Varna, et qu'ensuite, en passant par le Balkan, on s'avancerait vers Aïdos et par Andrinople, pour forcer la Porte terrifiée à conclure la paix. Mais, si tel était le but qu'on s'était proposé, la campagne fut commencée beaucoup trop tard, même en supposant que les Russes n'eussent trouvé que des succès et nulle résistance.

Prêt pour la guerre depuis longtemps et résolu de la faire déjà depuis le mois de février, le czar perdit pourtant un temps précieux de presque trois mois, avant les premiers commencements de la campagne. Avant d'avoir pris ses précautions par rapport à l'Angleterre, il ne paraissait pas vouloir se compromettre par des actes d'hostilité effective. L'armée russe n'avait fini de se concentrer entre le Prouth et le Dniestr que vers la fin de mars; la déclaration de guerre n'avait été faite que vers la fin d'avril; on avait franchi le Prouth et envahi la Moldavie au commencement de mai (7 mai) seulement, comme on n'avait franchi le Danube qu'un mois plus tard (8 juin). Deux mois plus tôt, les Turcs auraient été pris complétement à l'improviste et sans avoir fait les moin-

dres préparatifs ; comme c'était arrivé déjà tant de fois auparavant, les places les plus fortes sur le Danube auraient succombé peut-être au premier coup de main. Mais ensuite, malgré le temps qu'on avait gagné pour se préparer à la guerre, les ressources dont on disposait étaient beaucoup trop faibles pour le but qu'on voulait atteindre.

La deuxième armée, commandée par le feld-maréchal comte Wittgenstein auquel était échue la campagne en Europe, aurait dû avoir, dans ses trois corps d'armée (le troisième, le sixième et le septième), une force numérique de cent vingt mille hommes. Mais les négligences, les abus et les retards de différente espèce, inhérents à l'organisation administrative de l'armée russe, firent que presque la moitié des hommes manqua sous les drapeaux.

Aux premiers mouvements que fit cette armée, on dut donc, pour la renforcer, appeler une partie de la garde qui n'arriva qu'au mois d'août sur le théâtre de la guerre, de même que le second corps d'armée qui ne put parvenir sur les bords du Danube que vers la fin de la campagne. Si l'on eût calculé les forces numériques si faibles de cette armée d'après les difficultés qu'on trouvait à se procurer les subsistances nécessaires dans les territoires qu'il s'agissait d'occuper, on aurait perdu ces avantages par la présence du cortége extrêmement nombreux de gens de haut rang que l'empereur traînait à sa suite.

Le czar accompagnait en personne le corps d'armée qui avait à prendre une part active dans les opérations de la guerre, et il semblait croire indispensable, par égard à la jalousie qui régnait entre les puissances, d'avoir tout un corps diplomatique présent au quartier général.

Toutes les quatre puissances accréditèrent auprès de lui, pour toute la durée de la campagne, des officiers supérieurs : la France, le duc de Mortemart ; l'Angleterre, lord Heytesbury ; la Prusse, le comte Nostitz, et même l'Autriche, le prince de Hombourg, nomination qui fut accueillie par l'empereur de Russie avec une reconnaissance toute particulière.

Mais on disait que, pour entretenir tout ce faste, le quartier général avait à nourrir dix mille chevaux, à la place desquels on aurait pu amener deux divisions de cavalerie de plus. C'était surtout cette arme qui y était faiblement représentée ; la cavalerie accompagnant l'armée était très-peu nombreuse et difficile à manœuvrer. Il n'y avait pas plus de quatre mille Cosaques, et pourtant cette espèce de cavaliers était particulièrement appropriée à la nature du terrain et à celle des adversaires. Ce qu'on comprenait encore moins, c'était que, dans son artillerie bien supérieure à celle des Turcs, l'armée n'eût amené avec elle qu'un seul train de siége pour faire une guerre qui devait surtout s'attaquer aux forteresses, guerre dans laquelle les Turcs étaient passés maîtres.

Des militaires intelligents et instruits, tels que Pozzo di Borgo, avaient conseillé de s'emparer de toutes les forteresses sur le Danube, depuis Braïla (Brahilov) jusqu'à la frontière serbe, et de s'assurer, de cette façon, une large base d'opérations, afin de pouvoir faire avancer l'armée active de plusieurs points à la fois. Mais par égard pour l'Autriche, des frontières de laquelle on voulait éloigner, autant que possible, les fureurs de la guerre, on résolut de ne s'attaquer qu'aux deux forteresses à l'extrême Est, à Braïla et à Silistri, dont la possession était indispensable aux Russes pour pouvoir

se faire suivre de renforts de troupes et d'approvisionnements. C'est pourquoi l'aile droite de l'armée, le sixième corps, fort de vingt mille hommes et commandé par le général Roth, qui avait pour mission d'occuper les Principautés, devait seulement observer les places de Viddin et de Roustchouk.

Le centre, le septième corps, fort de dix-huit mille hommes sous les ordres du grand-duc Michaël, devait assiéger Braïla, sur la reddition immédiate de laquelle on ne semblait pas avoir le moindre doute, et ensuite investir Silistri. L'aile gauche, au contraire, formée par le troisième corps de trente mille hommes et commandée par le général Roudyevitch, devait passer le Danube entre Matjine et Isaktji, prendre les petites places fortes sur la rive droite du Danube, en face de la Bessarabie, et accélérer ainsi la chute de Braïla.

Ceux des militaires qui comprenaient les égards qu'on avait pour l'Autriche ne concevaient cependant pas pourquoi on ne préférait pas faire occuper, pour le moment, les Principautés sans défense, exclusivement par les corps de troupes qui venaient renforcer l'armée. Ils ne comprenaient pas pourquoi, en faisant descendre le Prouth par de grandes masses de bateaux et de radeaux, on ne passait pas au moins le Danube au même instant que le Prouth, et au moment où l'on envahissait la Moldavie et où l'on assiégeait Braïla.

Pour franchir le Danube, on avait, ce qui était fort étrange, choisi un point près de Satounovo; pour arriver seulement au bord du fleuve, on dut établir, à travers une plaine marécageuse, une digue de fascines longue de trois lieues, ce qui donna aux Turcs un délai d'un mois dont ils purent profiter pour faire leurs préparatifs.

Mais, comme il fallait construire la digue sur la rive russe du fleuve où l'on avait moins à craindre d'être dérangé, on choisit ce point, le plus défavorable de tous, d'où l'on dirigea les opérations du seul corps d'armée en activité vers les contrées les plus désavantageuses, vers les plaines désertes et dépourvues d'eau de la Dobroudja.

Premières opérations.

Cependant, malgré tous ces obstacles et malgré ces retards, les premières entreprises promettaient un succès rapide et brillant au delà de toute attente (1). L'occupation des Principautés n'était qu'une simple marche militaire; le gros du sixième corps arriva, sans trouver d'obstacle, jusqu'à Boukharest (16 mai), et l'avant-garde des Cosaques jusqu'à Kraïova (21 mai). On passa, sans difficulté, le Danube près de Satounovo, dès que l'empereur fut arrivé (7 juin). Dix mille Turcs, qui, dans les retranchements convenablement construits vis-à-vis de la digue, auraient pu opposer les obstacles les plus sérieux au passage des troupes, s'enfuirent devant un faible corps de Russes qu'on passait dans des barques; puis ils se jetèrent en partie dans la place d'Isaktji, une des petites forteresses de la Dobroudja, située à quatre mille pas seulement du lieu de débarquement. Le commandant de cette place se rendit encore le même jour, sans essayer de faire une résistance quelconque.

C'étaient là des coups heureux, impossibles à prévoir,

(1) L'esquisse de cette description de la guerre, que nous croyons suffisante pour remplir notre but, ne saurait guère être autre chose qu'un extrait de l'excellent ouvrage du baron von Moltke : *Der russisch-türkische Feldzug in der europæischen Türkei*, 1828 *und* 1829. Berlin, 1845. — L'ouvrage de Feodor Ivanitchev : *Geschichte des russisch-türkischen Kriegs.* Ilmenau, 1829, ne saurait lui être comparé.

qui accompagnaient, dès le début, ce premier mouvement, malgré toutes les fautes faites par les Russes dans leurs dispositions préparatoires. On aurait dit que ces événements devaient prouver la vérité de la saillie de Frédéric le Grand, qui avait l'habitude d'appeler les succès militaires des Russes en Turquie « les victoires des « borgnes sur les aveugles ». Combien l'armée russe se fiait à cette première bonne fortune et jusqu'à quel point elle se croyait autorisée à pouvoir mépriser ses adversaires, elle le prouva par l'étourderie ou par la témérité avec laquelle elle continua sa marche à travers la Dobroudja. En effet, elle se dirigea sur Basardjik, marche pendant laquelle elle avait à s'emparer, à droite, des petites forteresses de Matjine et de Hirsova, et, sur son flanc gauche, de celle de Touldja et plus bas, vers le Sud et sur la mer, de la place de Koustendje, au bout du mur de Trajan.

On envoya contre chacune de ces quatre places un corps de deux mille hommes seulement, avec quelques pièces de campagne, de sorte qu'après avoir fait marcher l'avant-garde, le corps principal fut réduit à un effectif de seize mille hommes. Cependant, cette fois-ci encore, la fortune ne trompa pas la superbe confiance des Russes. Ils n'avaient pas apprécié, il est vrai, à sa juste valeur, l'importance des fortifications et de la garnison de Braïla, place qui était défendue par sept ou huit mille hommes.

Le septième corps d'armée avait dû commencer (21 mai), dans toutes les règles, le siége de cette forteresse. On entreprit les travaux avec un soin minutieux qui coûta beaucoup de temps : on fit des tranchées larges et profondes ; on éleva de nombreuses batteries en rouage de même qu'on creusa des mines en abondance qu'on

chargea à l'excès et dont on voulut se servir pour ouvrir la brèche au second bastion, à partir du bord supérieur du fleuve, endroit qu'on avait choisi pour front d'attaque. Lorsque, après avoir fait des préparatifs si minutieux, on voulut donner l'assaut à cet endroit (15 juin), deux mines ne jouèrent pas parce que, par suite d'une erreur dans les signaux, on n'y avait pas mis le feu. L'explosion ayant été, par conséquent, très-défectueuse, les brèches restèrent si imparfaites que, devant la vaillante résistance des Turcs, les colonnes d'assaut durent reculer après avoir perdu deux mille cinq cents morts et hommes mis hors de combat. Mais encore cet échec ne jeta qu'une ombre passagère sur la fortune russe.

Déjà quelques jours auparavant, la flottille russe du Danube avait forcé celle des Turcs, stationnée près de Braïla, à se retirer vers Silistri; la forteresse de Matjine, espèce de tête de pont de Braïla, capitula, comme Isaktji, sans motif et sans y être forcée par la nécessité. Ces événements troublèrent à un tel point la tête du commandant de Braïla, Souleïman-Bey, qu'il offrit (17 juin) de rendre la forteresse qui était défendue par trois cents canons et pourvue de munitions et de vivres en abondance, si on voulait lui accorder la retraite libre et sans condition vers Silistri. Alors toutes les autres petites places se rendirent aussi les unes après les autres, bien qu'elles eussent pu arrêter la marche des Russes qui se dirigeaient vers le mur de Trajan. Six forteresses avec huit cents pièces de canon étaient, en six semaines, tombées entre leurs mains, lorsqu'à Koustendje (5 juillet) ils tendirent la main à leur flotte de transports venue d'Odessa.

Dans cette marche en avant du troisième corps d'armée qui montrait ainsi qu'il se croyait sûr de vaincre, on ne s'était trompé que sur un seul point principal. On avait laissé de côté la place de Silistri qui était plus faiblement fortifiée et défendue par une garnison moins forte que Braïla et qui, probablement, avait dû être investie encore par le sixième corps d'armée pendant tout le temps qu'on se servait du train de siége devant Braïla. Mais cette division de l'armée avait trouvé le passage du Danube près d'Oltenitza, sur l'autre rive, à Tourtokaï, trop fortement défendu ; pour cette raison, elle n'avait pu accomplir sa tâche et effectuer l'investissement de Silistri qui, après la chute de Braïla, reçut des renforts précieux par la garnison de cette dernière forteresse qui venait d'y entrer.

Or, c'était risquer beaucoup que de quitter la base d'opérations qu'on venait de s'assurer. Les Russes jouèrent gros jeu, lorsque, avant d'avoir pris Silistri, ils s'avancèrent vers Varna avec le faible troisième corps d'armée. En effet, l'avant-garde de ce corps qui, à la première rencontre avec les ennemis, s'avança de Karasou, se trouva en face des Turcs près de Basardjik, et apprit dès lors à connaître, à son préjudice, la supériorité de la cavalerie turque et le nouveau caractère régulier de ses mouvements. C'est pourquoi, dès que le septième corps d'armée n'eut plus rien à faire devant Braïla, il reçut ordre de suivre le troisième corps, et l'investissement de Silistri échut ensuite à une moitié du sixième corps d'armée qui, en faisant un long détour par Hirsova, se rendit au lieu de sa destination.

Toutes ces dispositions trahissaient l'étourderie incroyable avec laquelle les Russes exagéraient la valeur

de leurs propres forces, en même temps qu'ils se faisaient une idée beaucoup trop faible de celles de l'ennemi. On dégarnit ainsi la Valachie d'une manière très-fâcheuse; le corps d'armée devant Silistri, qui comptait de dix à onze mille hommes sans artillerie de siége, était tout à fait insuffisant pour investir la place d'une manière efficace. En même temps, le gros de l'armée d'opération était, par ses forces numériques, bien au-dessous de la tâche qu'elle avait à remplir, même après que le septième corps se fut joint au troisième près de Basardjik (11 juill.).

Déduction faite de ses avant-gardes et de ses corps détachés, le gros de l'armée ne comptait pas plus de vingt-quatre mille hommes; et même les avant-gardes, envoyées vers Kosloudja et Varna, se montrèrent beaucoup trop faibles. L'une d'elles, commandée par le général Rüdiger, et l'autre, sous les ordres du comte Souchtelen, essuyèrent des échecs aussi décourageants que ceux de Basardjik, lorsqu'elles s'approchèrent, pour la première fois, de ces deux endroits où elles furent repoussées par la cavalerie turque. Il était visible qu'on ne savait ce qu'on devait faire avec une armée aussi peu nombreuse, ou plutôt ce qu'on *pouvait* faire dans cette position entre Schoumla et Varna. Effectivement, l'armée principale des Turcs, forte de quarante mille hommes et commandée par le seraskier Housseïn-Pacha, se trouvait bien retranchée près de la première de ces villes, tandis que la dernière, la forteresse la plus importante qui commandait la route principale conduisant au Balkan, était dans une position des plus difficiles à attaquer. Cependant il s'agissait de s'en emparer, car sa possession était absolument indispensable aux Russes, ne fût-ce qu'à cause des communications avec la mer Noire.

C'était sur ce point que, sans aucun doute, tous les mouvements avaient été dirigés jusqu'alors. Mais tout à coup, le gros de l'armée, laissant seulement un faible corps d'observation près de Derbend, à six lieues de Varna, se dirigea, fort de trente mille hommes, sur Schoumla, comme si l'on voulait paralyser la résistance de l'ennemi en portant un grand coup à ses forces principales. Peut-être aussi n'était-ce qu'un expédient pour se tirer d'un grand embarras; en effet, la flotte militaire des Russes, qui devait appuyer les opérations de l'armée, n'avait pas encore paru dans les eaux de Varna, et on était toujours sans train de siége.

Mais même en tenant compte de ces circonstances, les hommes experts blâment cette résolution; car, disent-ils, on aurait, du moins, pu faire les préparatifs du siége de Varna, et placer dix mille hommes dans la direction de Schoumla. De cette manière, on aurait couvert ces travaux préparatoires, tandis qu'une simple observation de cette place d'armes si forte était tout à fait superflue, puisqu'il n'y avait là rien à couvrir, tandis que l'offensive était accompagnée des plus grands dangers.

Schoumla.

La ville de Schoumla, dont le nom rappelle des faits si célèbres et des événements si fâcheux dans l'histoire militaire de la Turquie, compte quarante mille habitants et est située dans une vallée ouverte, à l'est et à la base d'un plateau haut de huit cents pieds, qui est séparé du Balkan et présente partout des parois escarpées qui s'élèvent en forme de muraille. A mille ou quinze cents pas de la ville, le long de la crête des premières collines qui forment la base du plateau et descendent vers la plaine, il y a, sur une longueur de huit mille pas, un rempart

de terre et un fossé qui s'étendent, sur une ligne continue, depuis les hauteurs escarpées de Strandja, au nord, jusqu'à celles de Tjenghell, au sud de la ville.

Sur les derrières de Schoumla, sur les hauteurs du plateau, l'accès en était entièrement ouvert aux convois d'approvisionnement. On avait peu à redouter une attaque de ce côté-là, car, dans un rayon de douze ou quinze lieues, toute la hauteur de la montagne était couverte d'un taillis peu élevé et très-fourré, coupé seulement de voies de communications très-longues et étroites, qui n'offraient pas l'espace nécessaire pour servir de champ de bataille et pour déployer des masses de troupes. Afin d'investir cette position d'une manière efficace, l'empereur de Russie dut distribuer son armée, déjà si réduite, sur une ligne dépourvue de réserves et longue de six lieues. Cette ligne formait des redoutes et des stations de blocus dont chacune était toujours exposée aux sorties imprévues et facilement couvertes par les déchirures du terrain, sorties que les ennemis pouvaient, en outre, faire avec toutes leurs forces.

Mais, ne se contentant pas de cette longue ligne d'investissement déjà si étendue, les Russes voulurent encore essayer de s'emparer des accès sur les derrières du grand camp. C'est pourquoi ils occupèrent Rasgrad sur la route de Roustchouk, et ils firent plusieurs tentatives (fin de juillet) pour s'emparer des défilés importants de Kyœtech, en passant avec l'aile gauche par Eski-Stamboul, pendant que l'aile droite faisait, à l'occasion, des diversions à Eski-Djoumna. Mais toutes ces tentatives, qui donnaient à la ligne d'investissement une étendue de quinze lieues depuis Strandja jusqu'à Kyœtech, ne furent résolues qu'avec la désapprobation des officiers supé-

rieurs intelligents et instruits. Elles ne furent entreprises qu'avec une grande hésitation, et exécutées avec des pertes sensibles et sans produire de résultats durables.

Si l'on avait espéré attirer l'ennemi de Schoumla en rase campagne, on n'y réussit pas. Bien approvisionnés sur leurs hauteurs où ils ne souffraient pas des chaleurs, les Turcs restaient presque toujours tranquilles. Au contraire, les Russes dans la plaine étaient exposés à l'ardeur du soleil; leur nourriture et leur eau étaient de très-mauvaise qualité, et ils éprouvaient les plus grandes difficultés à fourrager, par suite de la diminution dans le nombre de leurs chevaux : toutes ces causes réunies firent naître des maladies parmi eux; ils furent tourmentés non-seulement par le scorbut et par la gale, mais encore par toute espèce de souffrances et de privations.

Ce ne fut qu'un mois après, lorsque Housseïn semblait peu à peu comprendre la position de ses ennemis, qu'il laissa plus de liberté à ses cavaliers en leur permettant de faire des expéditions plus hardies, pendant lesquelles ils attaquaient les communications des Russes et pillaient leurs dépôts. Il finit même par se résoudre (26 août) à faire lui-même une double sortie nocturne, une attaque simulée contre l'aile droite de l'ennemi et une attaque principale contre le camp du prince Eugène de Würtemberg près de Marasch. Son projet échoua; mais, à cette occasion, les Turcs firent subir aux Russes d'énormes pertes et ils auraient gravement compromis la position de leurs ennemis s'ils avaient réussi dans leur entreprise. Aussi les généraux russes comprirent-ils la nécessité de concentrer davantage leurs forces, et de retirer, en premier lieu, l'aile gauche de ses six retranchements près

d'Eski-Stamboul; plus tard encore, ils se virent obligés d'abandonner quatre autres redoutes plus voisines du camp russe, après que le seraskier eut fait une seconde sortie (9 septembre) dont le secret fut cependant trahi par des Boulgares, de sorte que les Russes purent la faire échouer.

Le comte de Wittgenstein se serait de nouveau retiré jusqu'à Yenibasar pour y prendre l'attitude de simple observateur, si l'empereur ne lui avait donné l'ordre formel de se maintenir dans ses positions. Des combinaisons stratégiques n'entrent que rarement dans l'art militaire des Turcs et dans leur système de tactique. S'il en eût été autrement, la position de l'armée russe, disséminée devant les trois forteresses de Schoumla, de Silistri et de Varna, qui toutes les trois étaient insuffisamment cernées, leur aurait offert les meilleures occasions de faire des entreprises que le succès le plus brillant serait venu couronner.

En effet, le siége de Varna aussi avait commencé avec une grande lenteur, depuis que la flotte, commandée par l'amiral Greigh, était enfin arrivée (commencement d'août). Elle avait renforcé le corps d'observation près de Derbend, de manière à le porter au chiffre de neuf mille hommes, corps qui, plus tard, prit position sur le bord de la mer et plus près de Varna, où il resta en communication étroite avec la flotte. L'empereur avait quitté Schoumla dans le dessein de se rendre auprès de ce corps; mais ensuite il s'était embarqué pour Odessa, afin d'amener de nouveaux renforts à son armée. En effet, même à ce moment, le corps d'armée ne suffisait pas encore pour investir, d'une manière complète, la place de Varna que, par suite de sa position, il faut

assiéger avec deux divisions d'armée entièrement séparées.

Varna.

Varna est située sur la rive septentrionale de la Devna, qui sort d'un lac du même nom et long de six lieues pour se jeter, après un cours peu étendu, dans la mer Noire. Du côté sud du fleuve, la ville était protégée par des bas-fonds marécageux et, près du pont de pierre de la Devna, par une tête de pont. Un corps d'armée, placé à cet endroit, aurait été éloigné du gros de l'armée de siége au Nord, par une distance de quinze lieues, en prenant comme la ligne la plus directe de communication le gué de Ghebedje; chacune des deux divisions de l'armée de siége devait donc opérer seule et tout à fait indépendamment de l'autre.

Dans l'angle formé par la mer et le fleuve, où était située la ville, elle était entourée d'un rempart de terre flanqué de dix bastions dont les courtines étaient fort étendues et si peu larges qu'on ne pouvait pas y mettre de canons. Le fossé étroit avait des escarpes et des contrescarpes en maçonnerie, mais il était à sec; seulement, dans sa partie orientale vers la mer, où il forme un ravin naturel, il est plus large, il descend jusqu'à une profondeur considérable où il est traversé par un ruisseau d'une faible largeur. Youssouf-Pacha, le défenseur de Patras, que le succès accompagnait toujours, avait été envoyé comme commandant dans cette forteresse avec quinze mille hommes, et le kapoudan-pacha, Izzed-Mehmed, lui avait été adjoint pour la défense.

Afin d'avoir un ferme appui dans leur flotte, les Russes dirigèrent leur attaque contre les quatre bastions du front nord-est de la forteresse, bien qu'il fût beaucoup

plus solidement fortifié que son côté occidental. Ils entourèrent la vaste courbe des fortifications, depuis la mer jusqu'à la Devna, d'une rangée de redoutes dont la ligne était coupée, au centre, par un retranchement turc, ouvrage extérieur, situé au nord de la ville. Le côté de la mer était bloqué par la flotte qui, d'ailleurs, ne pouvait être d'aucune autre utilité pour les desseins des assiégeants, puisqu'elle ne pouvait s'approcher de la baie peu profonde qu'à une distance de deux mille pas.

On commença à tirer la première parallèle (19 août) sur la pointe extrême à l'est de la forteresse. En effet, les Turcs ne s'étaient pas seulement établis dans la redoute au nord, mais encore devant le bastion qui était le quatrième, en comptant depuis la mer, et qui formait la pointe extrême au nord de la ligne de circonvallation. Ce bastion était le cimetière retranché en dehors du fossé que les Turcs avaient occupé, en s'y entourant d'un labyrinthe de petites fortifications qui menaçaient de très-près l'aile droite de la première parallèle. Les assiégés auraient, du reste, obtenu des résultats d'une beaucoup plus grande efficacité que n'en pouvaient offrir tous ces moyens de défense, s'ils avaient élargi les courtines entre les quatre bastions attaqués, de manière à pouvoir y dresser des canons pour faire taire les batteries insuffisantes des Russes qui ne reçurent leur train de siége que plus tard (mi-septembre).

N'étant donc pas entravés dans leurs travaux, les Russes purent faire des progrès réguliers en établissant leurs batteries en rouage et en tirant leur seconde parallèle. Ils ne se laissèrent arrêter ni par les combats opiniâtres près de ces ouvrages extérieurs, ni par les sorties des assiégés, ni par les dérangements dont les

travaux de terrassement avaient à souffrir par suite du feu de l'artillerie et de la mousqueterie des Turcs qui les interrompait sans cesse.

A cette époque l'empereur revint d'Odessa (8 septembre) avec un renfort de troupes de la garde qui portaient les forces numériques de l'armée de siége, placée dès lors sous les ordres du comte Voronzov, au chiffre de dix-huit à vingt mille hommes. De cette manière, on se trouva en état de jeter aussi dans la langue de terre de Galata, au sud de la forteresse, un corps de troupes de cinq mille hommes qui n'était cependant pas assez nombreux pour empêcher l'arrivage des approvisionnements dans la forteresse par la grande route de Dervich-Yovann. Du reste, la ténacité des assiégés semblait s'accroître à mesure que les ressources des assiégeants augmentaient.

Les Turcs ne peuvent nulle part résister, en rase campagne, à l'art militaire des Européens, parce que, au commencement même d'un combat, ils ont l'habitude de se disperser par petites bandes; les plus vaillants parmi eux attaquent alors le front des lignes ennemies, tandis que la grande masse, dans sa lâcheté, évite le feu de l'artillerie et cherche à se jeter sur le flanc des adversaires. Mais, par cette raison même, les Turcs excellent à défendre des forteresses, parce qu'il ne leur est pas possible de s'éparpiller, parce qu'ils ne sont pas à cheval et qu'ils n'arrivent pas aussi souvent à faire des attaques impétueuses. Tous les soldats se valent alors également par leur courage et leur capacité; ils sont fort exercés au tir et incomparables par leur frugalité et par leur talent à supporter les privations.

Pendant le siége de Varna, ils arrêtaient et gênaient



continuellement, suivant leur habitude, les résultats des travaux et l'effet des batteries des assiégeants par leurs grenades et par un feu de mousqueterie meurtrier qu'ils entretenaient avec un grand art. Ils se maintinrent, avec une audace extraordinaire, au fond même du ravin qui formait le fossé de la ville, et ils y établirent encore de petits retranchements, lorsque les Russes eurent déjà fait des brèches praticables près du premier bastion et dans la courtine du second bastion.

Les Russes étaient découragés, épuisés et en proie à des maladies et durent commencer à être économes de leurs munitions, lorsque les assiégés, abondamment pourvus de tout ce dont ils avaient besoin, furent encore ranimés par l'annonce de l'approche d'une armée auxiliaire qu'Omer-Vrione leur amenait de Schoumla. Dans ces circonstances, son arrivée semblait devoir mettre rapidement fin au siége. Après être parti de Schoumla avec quatorze mille hommes, il avait été renforcé encore sur le Kamtjik par le grand vizir, de sorte qu'Omer-Vrione arriva avec vingt-cinq mille hommes près de Hassanlar (24 septembre), où, deux jours après, un corps de reconnaissance de quinze cents Russes, sous les ordres du général Hartung, se rencontra avec lui, sans qu'on s'y attendît de part et d'autre. Omer attaqua les Russes, qui durent se retirer, après avoir perdu leur général et presque la moitié de leurs hommes.

A la suite de cet événement, l'empereur attira vers lui toutes les troupes dont il était possible de se passer devant Schoumla. Il renforça la division commandée par le général Bistroem à Galata et il envoya le général Souchosannet par Ghebedje sur les derrières d'Omer-Vrione, qui, après s'être avancé de Hassanlar, assit son camp sur

le Wolfsberg, point central de toutes les hauteurs et de tous les ravins des environs par lequel passe la route qui conduit de Dervich-Yovann à Varna. A ce moment (28 septembre), Omer attaqua sans résultat la position de Bistroem. Le prince Eugène de Würtemberg, qui, après être venu de Schoumla, avait opéré sa jonction avec Souchosannet, fit le même jour une reconnaissance du camp turc d'où il devait, d'après les ordres de l'empereur, chasser le pacha, en l'attaquant conjointement avec Bistroem, et le rejeter au delà du Kamtjik.

Le prince trouva l'ennemi dans une position extrêmement avantageuse dont on ne pouvait s'approcher qu'en passant par des chemins étroits à travers d'épaisses forêts et des ravins escarpés. Eugène demanda donc à l'empereur des renforts et un ordre commandant au général Bistroem de se subordonner au commandement suprême du prince. Mais il reçut l'ordre formel de l'empereur (30 septembre) d'attaquer les Turcs sans délai et sans d'autres renforts. Le prince concentra ses colonnes sur la crête plate d'une hauteur dans la vallée; pour arriver de ce point au camp du pacha, séparé de lui par une distance de quinze cents pas, le corps russe avait à descendre la hauteur et à traverser une épaisse forêt qui empêchait la vue des mouvements de l'armée et où l'on ne pouvait se servir ni de la cavalerie ni de l'artillerie.

Pour trouver, si c'était possible, une position convenable pour l'artillerie, on avait ordonné au régiment Asov, commandé par le général Dournovo, de reconnaître un endroit qui lui avait été indiqué et qui semblait être plus élevé. Cette troupe, qui avait à réparer un échec subi auparavant à Kyoetech, rencontra inopinément, pendant

sa marche, les retranchements du camp turc. Seule et séparée du reste de l'armée, elle donna néanmoins l'assaut avec une grande impétuosité; mais elle fut repoussée, après avoir essuyé de grandes pertes et en laissant son vaillant chef sur le champ de bataille.

Toutes les tentatives qu'on fit ensuite pour prendre le camp à l'aide des masses d'infanterie qu'on faisait avancer successivement, restèrent inutiles. Dans ce moment décisif, on ne reçut pas de renforts du côté de Galata, parce qu'une première attaque de Bistroem, faite avant l'assaut donné par le régiment Asov, avait été repoussée. Le prince se retira à Hassanlar, après avoir perdu quatorze cents hommes; alors l'empereur dut envoyer à Bistroem, dont la position commençait à inspirer des craintes, les renforts qu'il avait refusés au prince.

En poursuivant vigoureusement le cours de leurs victoires, les généraux turcs, Omer, Housseïn et le grand vizir auraient eu l'occasion la plus favorable de terminer toute la campagne russe en jouant quelques pièces seulement sur l'échiquier. Le jour même du combat, le grand vizir, en venant de Dervich-Yovann, aurait pu prendre à revers les troupes du prince de Würtemberg. Après le combat, Omer-Vrione aurait pu poursuivre ce corps qui était en pleine dissolution, le chasser de ses positions et s'avancer par Ghebedje sur les derrières de l'armée assiégeante, ce qui, dans la saison déjà avancée, aurait facilement pu obliger les Russes à lever le siége.

Mais, précisément au moment où il aurait fallu faire les derniers efforts, les pachas retombèrent dans une indolence apathique. Les victoires remportées par eux dans la défense de la ville semblaient leur inspirer de la répugnance à faire la moindre opération offensive. Omer-

Vrione négligea même de jeter des renforts considérables dans la place de Varna, mesure à laquelle on s'attendait au quartier général russe, comme à la chose la plus naturelle et la plus nécessaire. Par une raison dont on se rend difficilement compte, il regardait des hauteurs du Wolfsberg les opérations de siége devant Varna avec une indifférence complète, lorsque tout à coup il en fut tiré, à sa grande frayeur, par la nouvelle que la place venait de se rendre.

Pendant ce temps, les Russes avaient continué, sur leur ligne d'attaque, à détruire les fortifications par des mines, à combler la rigole devant l'escarpe et à s'avancer vers cette dernière. Pour y arriver, ils construisirent des galeries couvertes à travers le fossé, au fond duquel les Turcs, abrités par des coupures dans le sol et par des logements, se maintenaient toujours avec une persévérance digne d'admiration, en essayant de détruire les travaux des assiégeants (commencement d'octobre) par des sorties et des contre-mines. Les assiégeants firent jouer une mine sous le premier bastion (3 octobre); mais ils trouvèrent qu'ils avaient manqué leur but, puisque les défenseurs avaient déjà élevé un second parapet derrière le premier. Lorsque, quelques jours plus tard, les Russes essayèrent dè prendre d'assaut ce même bastion (6 octobre), ils sacrifièrent inutilement deux tiers des hommes commandés pour l'attaque.

Aussitôt les affaires prirent tout à coup une autre tournure et eurent cette issue surprenante que, dans les circonstances actuelles, personne n'aurait pu deviner. Le vaillant commandant de Varna, Youssouf-Pacha, parut (10 octobre) dans le camp russe; il se rendit à discrétion, en invoquant la grâce de l'empereur, et fut trans-

porté de l'autre côté du Danube comme prisonnier de guerre, avec le reste de la garnison consistant en sept mille hommes. On disait que, pendant que ce général faisait les plus grands efforts pour résister aux Russes, une intrigue de palais à Constantinople l'avait dépouillé de ses fonctions et de ses biens, et qu'il s'était laissé ainsi déterminer à commettre cette trahison qui lui enleva le dernier et le meilleur de ses biens, la gloire de sa brillante défense.

Le kapoudan-pacha, qui, disait-on, s'était opposé à cette honteuse capitulation, obtint (27 octobre) pour récompense la place du faible grand vizir. Mais, quelques mois après, il fut de nouveau destitué, d'après ce qu'on disait, sur des rapports de Youssouf-Pacha, qui prouva au Grand Seigneur qu'il avait positivement conclu la capitulation avec le consentement de l'amiral, et qu'il avait seulement résisté à la demande de ce dernier de rompre la convention.

Sur le Danube.

La chute de Varna termina la campagne des Russes par un de ces accidents heureux et immérités qui avaient favorisé l'armée du czar dès le commencement même de la guerre. Elle leur laissa du moins les apparences d'un succès et leur épargna la honte et le désastre d'une retraite fatale vers le Danube. Deux corps d'armée prirent leurs quartiers d'hiver à Varna et dans les environs. Sur le Danube, il n'y avait plus que Silistri entre les mains des Turcs. Moins bien fortifiée que Braïla et placée dans une position beaucoup plus désavantageuse, parce qu'on pouvait très-facilement la dominer des hauteurs tout à fait voisines, cette forteresse, qui, en 1809, n'avait résisté aux ennemis que pendant cinq jours,

n'avait pourtant pu être investie que très-imparfaitement par les dix mille hommes commandés par le général Roth.

On n'a jamais pu avoir des renseignements positifs sur bien des choses qui ont été faites ou qui n'ont pas été faites devant cette place ; on ne sait même pas, par exemple, ce qu'est devenu le parc d'artillerie de siége de Braïla, dès qu'on n'en eut plus besoin devant cette forteresse; car il n'y en eut pas trace devant Silistri. Avec ses forces insuffisantes, Roth, à l'exemple de ce que faisaient les corps devant Schoumla, avait dû prendre une attitude défensive, en se couvrant par toute une ligne de redoutes. En deux mois, on n'approcha de la forteresse, avec les canons, qu'à la distance de quinze cents pas, et avec les tranchées de tirailleurs que de sept cents pas.

Lorsqu'en automne (mi-septembre) le second corps arriva pour renforcer les assiégeants et qu'on eut un plus grand nombre de canons de siége que devant Braïla, on commença à manquer de munitions et les maladies éclaircirent les rangs des troupes qui souffraient déjà de la faim. Quand, après la chute de Varna, les Russes quittèrent Schoumla (16 octobre), les forces des assiégeants devant Silistri atteignirent le chiffre de trente mille hommes. Pendant quelque temps, on avait été d'avis de maintenir le blocus pendant tout l'hiver; mais la rigueur de la saison ne le permit pas. On dut renoncer à investir Silistri (10 novembre). Avec des fatigues indicibles, on commença la retraite à travers le pays épuisé et par des chemins défoncés, dans lesquels il fallait abandonner une partie de l'artillerie et la laisser devenir ainsi la proie des ennemis qui poursuivaient les Russes.

Depuis le départ de Roth pour Silistri, les affaires avaient pris aussi une tournure fâcheuse en Valachie, où l'on avait laissé le général Geismar avec dix mille hommes seulement, pour qu'il observât les places fortes sur le Danube depuis Roustchouk jusqu'à Viddin, et pour qu'il tînt toujours les ressources du pays à la disposition des Russes. Le pacha de Viddin molestait d'une manière intolérable la petite Valachie par ses razzias. Geismar voulut surveiller ses mouvements de tout près et avait établi un camp à Golenz. Mais il en avait été chassé (18 août) et il avait dû y laisser tous ses approvisionnements. Même lorsqu'il prit, plus tard, une autre position près de Czoroy, une nouvelle attaque des ennemis (27 août) le força à se replier sur Kraïova, de sorte que, dès ce moment, toute la petite Valachie était ouverte aux incursions du pacha et aux expéditions qu'il entreprenait pour piller le pays.

Mais, pendant une troisième expédition, Geismar réussit à tirer du pacha une éclatante vengeance; ce fut lorsque ce dernier se montra avec vingt-six mille hommes près du village de Boyelechti, à l'aile droite du corps russe qui, fort de quatre mille cinq cents hommes, s'était de nouveau retranché près de Czoroy. Le général russe attaqua (26 sept.) les ennemis en plein jour et en bataille rangée, bien qu'ils eussent des forces très-supérieures; il se battit avec avantage contre leur cavalerie, tandis que l'infanterie turque laissait arriver le soir, sans prendre part au combat. Geismar avait médité un coup extraordinaire. Pendant la nuit, il surprit les Turcs à Boyelechti; il s'empara de leur camp, de toute la masse de leurs chariots, de même que des armes qui auraient suffi à dix mille hommes et que les soldats du pacha je-

taient pendant leur fuite. Depuis ce jour, la tranquillité était assurée à la Valachie.

La campagne en Asie. Paskevitch.

Avec la campagne en Europe, dans le pays du Balkan, on avait, en même temps, combiné en Asie une invasion des possessions ottomanes en Anatolie. A cette aile gauche de la ligne générale des opérations russes, la division de troupes en activité n'était guère plus nombreuse que le corps de Geismar à l'extrémité la plus éloignée de l'aile droite en Valachie. Mais, en Asie, les événements suivirent une marche tout autre, pleine de vigueur et de résolution, marche qui formait le contraste le plus frappant avec les allures téméraires et cependant incertaines des entreprises en Boulgarie.

Mais, en Asie, on n'avait pas non plus besoin de tenir compte de la diplomatie comme sur le théâtre de la guerre en Europe. Les troupes russes se trouvaient là en face de soldats turcs qui avaient été à peine atteints par la nouvelle organisation militaire, et surtout l'autocrate n'y traversait pas les opérations avec des ordres absolus et incompris qui ne semblaient pas admettre l'idée de l'impossible. Toute la direction de la guerre s'y trouvait, en outre, concentrée entre les mains d'un seul général en chef, d'un des plus capables de ces capitaines qui avaient conservé l'esprit militaire et l'expérience de la guerre du temps de Napoléon.

Ce général, Ivane-Feodorovitch Paskevitch, comte d'Erivan, s'était préparé pour sa mission sur les lieux mêmes, pendant les deux années qu'avait duré la guerre avec la Perse. Il avait acquis, en outre, une très-grande expérience pendant les cinq années de son administration des pays du Caucase. Bien qu'il fût encore étranger au

sol même de la Turquie, il connaissait cependant parfaitement bien et dans les moindres détails, non-seulement la manière des Turcs de faire la guerre, la conformation et les ressources du pays où il devait opérer, mais encore la nature de ses habitants.

Comme nul autre, il savait montrer avec beaucoup de tact, à la fois ou tour à tour, la finesse des Byzantins et cette rudesse tranchante des Russes qui ne tient compte ni des obstacles ni des personnes, qualités qui seules se montrent efficaces, quand on a affaire à des peuples sauvages dont la force est la barbarie et dont la sagesse est la perfidie et la déloyauté. La diplomatie européenne aurait pu trouver dans sa manière de procéder les leçons les plus instructives pour apprendre comment il faut traiter et manier les Turcs.

Jeté avec une poignée de soldats au milieu des populations denses de ces vastes territoires hostiles; placé toujours dans l'alternative ou de réussir ou de périr, il était aussi prêt, quand l'occasion convenable s'en présentait, à se servir des moyens les plus cruels et les plus terribles, qu'il était disposé à prendre les mesures les plus douces et les plus humaines, quand elles le conduisaient au but qu'il s'était proposé. Nul ne s'entendait mieux que le comte d'Erivan à mettre à profit la jalousie qui régnait entre les gouverneurs turcs, la résistance que montraient les beys aux pachas et l'influence dont jouissaient les notables de la classe bourgeoise. Nul ne savait mieux diviser les différentes classes de la population, exploiter les divisions qui y existaient déjà, et régner en divisant, que Paskevitch, auquel ces mêmes talents diplomatiques furent d'une si grande utilité dans sa carrière ultérieure.

Mais il s'appliquait aussi, avec la même habileté, à faire naître la confiance dans les peuples subjugués ; à désarmer les préjugés religieux en les respectant ; à amortir la haine et le fanatisme par la corruption et à prendre soin des intérêts matériels de ces peuples en les ménageant autant que possible. En poursuivant ces différents desseins, le comte ne perdait jamais de vue son principe le plus important qui était de montrer toujours aux Orientaux la domination russe dans le jour le plus favorable et formant un contraste éclatant avec le pouvoir des Turcs et des Perses. Mais pour cela, il avait besoin de la discipline la plus sévère et du plus grand ordre dans son armée à demi barbare. Il les imposa à ses soldats, en se les attachant par les soins vigilants qu'il leur prodiguait, de même que par les succès glorieux qu'il leur faisait obtenir, et en les élevant dans l'obéissance passive aussi bien que dans l'habitude de se soumettre aveuglément à toutes les fatigues.

Dans ces contrées malsaines, qui épuisent les hommes également pendant l'hiver et pendant l'été, par des influences locales, aussi bien que par le climat, la nécessité et la prudence seules lui commandaient d'avoir pour sa petite armée des soins paternels qui autrement étaient très-rares en Russie. Autant qu'il était possible de le faire, il veillait donc avec la plus grande attention à l'alimentation et aux soins à donner aux hommes valides et à ses malades. Pour ces derniers, quand on ne pouvait pas les transporter dans les hôpitaux militaires sur la frontière, il y avait toujours avec l'armée une ambulance et une quarantaine.

La nourriture était substantielle et abondante. Tandis que dans l'armée russe en Europe la règle était de donner

au soldat, trois fois par semaine, une livre de viande et un verre d'eau-de-vie, les soldats du comte recevaient tous les jours une livre de viande et plusieurs verres d'eau-de-vie ; pendant les expéditions entreprises en hiver, il doublait même la ration. Mais, en revanche, il exigeait les efforts les plus extraordinaires de ses hommes qui n'étaient guère habitués à avoir des journées de repos.

Sans cesse occupé, toujours disposé à payer de sa personne et à endurer toute espèce de fatigues, il leur donnait lui-même l'exemple qui faisait que, dans tous les dangers, quelque grands qu'ils fussent, le général pouvait compter sur le sacrifice et sur le dévouement de ses soldats. Usant de son talent à double face même dans sa manière de les traiter, il s'adressait tantôt à leur nature morale, et tantôt à leurs appétits grossiers et sensuels. Il savait agir sur eux par le service divin et par des banquets; il s'entendait à tirer profit de leur superstition ou de leur soif de gloire, à relever le sentiment de leur propre valeur par des ordres du jour pompeux ; il stimulait l'ambition de ses officiers en leur rappelant les brillants souvenirs des victoires remportées par Alexandre le Grand et par les Romains dans ces contrées qui, depuis ce temps, n'avaient été foulées par aucune nation civilisée.

De cette manière, il se créait des instruments capables de lui assurer ses succès dans lesquels sa propre habileté avait pourtant toujours la plus grande part. Dans la conception de ses projets de campagne, on voyait régner une prévoyance qui s'occupait des moindres détails et qui préparait tout d'avance avec le plus grand soin; de même il montrait, dans les plans des différentes entreprises

moins importantes, la prudence et la réflexion les plus patientes et, dans leur exécution, la promptitude, la hardiesse et la résolution les plus grandes. Dans les mouvements et dans les combats les plus compliqués et les plus dangereux, il reconnaissait, avec le plus grand sang-froid, le moment le plus favorable d'agir, et il savait en profiter avec une fougue irrésistible.

Paskevitch n'était pas encore de retour dans ses cantonnements qu'il regagnait, après avoir terminé ses dernières opérations militaires en Perse, lorsqu'il reçut (commencement d'avril) l'ordre d'envahir les provinces frontières de la Turquie. On lui indiqua comme mission principale de faire une diversion à la campagne en Europe et de s'emparer des forts d'Anapa et de Poti sur la mer Noire, aussi bien que des villes importantes d'Achalzik et de Kars, capitales des pachaliks les plus rapprochés de la frontière de Géorgie. En effet, on voulait être à même de restituer ces dernières villes, afin de pouvoir acheter ainsi, à la conclusion de la paix, d'autant plus sûrement l'incorporation des deux premiers forts dans l'empire russe. Le trait d'union entre les deux campagnes si éloignées formait l'entreprise contre Anapa, ce point principal du commerce maritime entre les Turcs et les Tcherkesses. Cette ville n'avait été construite qu'en 1784 tout près du détroit de Kertch à l'entrée de la mer d'Asov; les Russes, qui l'avaient prise en 1807, l'avaient restituée aux Turcs à la paix de Boukharest.

Avant de partir pour Varna, où elle devait tendre la main à l'armée d'Europe, la flotte russe, commandée par l'amiral Greigh, avait paru, au printemps (14 mai), devant Anapa, où elle avait mis à terre des troupes de débarquement, pour faire avec elles des opérations

communes contre cette place qui dut bientôt se rendre (23 juin). Cette entreprise avait donc pu être épargnée au duc d'Erivan, qui, ayant reçu ordre de se hâter, avait d'ailleurs déjà assez à faire pour réparer son matériel de guerre qui commençait à lui manquer, et pour achever tous les préparatifs nécessaires.

Il eut d'abord soin de faire répandre le bruit qu'il n'avait pas encore reçu l'ordre de se mettre en marche, afin d'endormir ses voisins, les Turcs, qui préparaient eux-mêmes une invasion dans la Géorgie. Le général russe profita du délai qu'il venait de gagner de cette manière, pour diviser toute la vaste frontière russe en cinq parties, dont chacune fut placée sous les ordres d'un général particulier. Tous ces généraux étaient chargés, en outre, de surveiller les montagnards libres sur les derrières de l'armée, de maintenir ouvertes les voies de communication et de prendre les mesures nécessaires, afin de procurer les subsistances pour l'armée d'opération qui ne comptait que douze mille hommes.

Paskevitch ne comptait pas sur les ressources que pourraient lui offrir les pays ennemis; il satisfit aux besoins immédiats de son armée par les achats publics. Pour le temps où la navigation restait ouverte, il établit un système d'approvisionnement régulier en faisant tout venir par la mer Noire, et même d'Astrachan par la mer Caspienne jusqu'à Salyann, d'où l'on remontait ensuite le Kour. Il se prépara, en même temps, à conduire avec lui un magasin ambulant, abondamment garni, qu'il faisait transporter par des milliers de bêtes de somme, par les chariots de la Couronne et sur des voitures de louage qu'il payait très-bien. Ce magasin dut l'accom-

pagner déjà dans sa première expédition qu'il fit de la ville frontière de Goumri jusqu'à Kars.

Il paraissait plus naturel de porter le premier coup à Achalzik, le pachalik le plus voisin de la frontière et situé sur la mer Noire. Mais Paskevitch craignait la perte de temps qui en résulterait, puisque l'artillerie, qui revenait de Perse, aurait eu un chemin plus long à faire pour s'y rendre. Il craignait encore de laisser, sur son flanc gauche, une ligne trop longue et trop faible sur la frontière exposée aux incursions des ennemis.

En outre, cette contrée était moins saine que celle de Kars et le général n'y aurait pas trouvé une population aussi bien disposée que les Arméniens. Mais ce qui le détermina surtout dans son choix, c'était la considération stratégique, qu'en faisant l'expédition contre la ville de Kars, située au centre du demi-cercle qui s'étend depuis Achalzik jusqu'à Erzeroum, il couperait la base des opérations de l'ennemi au milieu même, mouvement que le général avait exécuté déjà une fois avec le plus grand succès pendant la guerre en Perse. En même temps que l'armée de Paskevitch quitta Goumri (21 juin), le major général Hesse commença, à sa droite, ses opérations contre Poti et Batoum, avec un corps séparé qui avait son point d'appui dans la Gourie (1).

Kars.

Muni de vivres pour quarante jours, Paskevitch suivit,

(1) Cf. Ouchakov : *Geschichte der Feldzüge in der asiatischen Türkei waehrend der Jahre* 1828 *und* 1829. Deulsch bearbeitet von Laemmlein. Leipzig, 1839. — L'ouvrage de F. Fonton : *La Russie dans l'Asie Mineure*, Paris, 1840, n'est qu'un remaniement superficiel et gâté par un vernis louangeur du livre d'Ouchakov, qui, lui-même, renferme déjà beaucoup trop du contenu des bulletins russes, bien qu'il n'en ait pas le style.

en partant, le même ordre de marche pénible, mais sûr, qu'il observa pendant toute la durée de la guerre. L'armée ne semblait être que l'escorte d'un transport de vivres ; deux mille deux cent cinquante bêtes de somme, dix-huit cent quarante-huit chariots et un grand nombre de bêtes de boucherie formaient deux divisions séparées, dont chacune était escortée par une brigade d'infanterie. Une troisième brigade, la cavalerie et l'artillerie marchaient des deux côtés, tandis que des Cosaques formaient l'arrière-garde et que l'avant-garde, qui ne devançait jamais beaucoup le gros de la troupe, était composée aussi de Cosaques, d'une demi-batterie d'artillerie à cheval et d'un bataillon de pionniers.

Arrivée sur la hauteur où est situé le village de Mechko, la colonne vit devant elle la ville de Kars dans une position extrêmement forte, située dans un coude et sur la rive droite du fleuve qui porte le même nom ; appuyée, sur les derrières, contre les retranchements du mont Karadag et munie de trois citadelles, emboîtées les unes dans les autres, de murs d'enceinte et de plusieurs ouvrages extérieurs. Paskevitch se traça aussitôt son plan d'attaque, qui était d'établir un camp fortifié près des ruines du village de Kitchikoev, sur la route d'Erzeroum, où il pouvait empêcher le passage des troupes de renfort, commandées par Kiouse-Mehmed-Pacha, dont l'arrivée prochaine avait été annoncée au commandant de Kars, Emine-Pacha.

Après avoir occupé cette position (1er juillet), Paskevitch se convainquit, par la reconnaissance la plus minutieuse qu'il fit en personne, qu'on ne pouvait attaquer la ville que du côté sud-ouest, où il était possible de dresser l'artillerie de siége sur des hauteurs qui domi-

naient la ville. Mais au moment où les Russes se furent établis à Kitchikoev, les Turcs avaient déjà élevé un camp retranché sur les hauteurs au Sud-Ouest, tout près du cimetière. Par un trait d'audace et avec une activité confiante dans la valeur des soldats russes, Paskevitch fit établir (2-4 juillet), sur les points les plus convenables, quelques batteries de brèche; puis il donna l'assaut au cimetière, qui fut pris (5 juillet) après une lutte opiniâtre. Chassés de cette position, les Turcs abandonnèrent aussi leur camp retranché aux Russes, qui les poursuivirent. Après être retournés sur ce point avec des forces supérieures, les Turcs en furent délogés une seconde fois et poussés jusque dans les faubourgs au delà du fleuve dont ils n'eurent pas même le temps de détruire les ponts.

Après ces succès surprenants, Paskevitch, avec son coup d'œil pénétrant, reconnut qu'il était possible, en profitant de la terreur panique dont les effets sont toujours si pernicieux pour les Turcs et pour les Grecs, de transformer le siége lent en assaut improvisé. Les Russes s'établirent dans les premières maisons; ils prirent ensuite d'assaut deux bastions du faubourg Orta-Kapi, où ils dressèrent aussitôt douze canons de fort calibre, pour bombarder la citadelle.

Les habitants s'enfuirent précipitamment dans le château-fort; des grenades mirent le feu à la ville dans trois endroits différents; les Russes prirent encore le faubourg Beïram-Pacha. Le major général Mouraviev s'empara des hauteurs du Karadag, ce fort appui de la ville, et tourna les canons, qu'il y avait pris, contre la citadelle. Après la chute des faubourgs, on prit d'assaut aussi les fortifications de la ville, par une suite de victoires non

interrompues. Alors la citadelle aussi arbora le drapeau blanc.

Une seule attaque suffit ainsi pour faire tomber cette forteresse qui, en 1807, n'avait pu être réduite par les Russes et qui, un siècle auparavant (1735), avait été assiégée en vain par Nadir-Schah avec cent mille hommes. Le jour même de l'assaut, Kiouse-Mehmed-Pacha se trouva déjà tout près de la ville, lorsqu'il en apprit la chute; il rebroussa chemin en suivant la route d'Achalzik jusqu'à Ardaghann et, sur le faux bruit que Paskevitch marchait sur Erzeroum, il se retira dans le Saganloug. Le général russe ne put l'y poursuivre, parce que la peste, qui sévissait dans la forteresse, avait atteint ses bataillons.

Ce ne fut qu'après avoir perdu plusieurs semaines d'une manière si fâcheuse qu'il put quitter Kars et partir dans la direction d'Achalzik, mais non pas en suivant la route commode par Ardaghann, dont la prise et l'occupation auraient trop affaibli son corps de troupes déjà si faible. Il dut suivre, au contraire, la route presque impraticable d'Achalkalaki, où il pouvait plus facilement se faire rejoindre par les renforts qui devaient lui venir de la Grousie. Arrivé devant Achalkalaki, il somma la petite garnison de se rendre; mais elle refusa fièrement en disant : « Les défenseurs de la place sont des Achal-« zikiens, et le proverbe dit que chacun d'eux tient tête « à deux Karsiens dont il ne faut qu'un seul pour « vaincre trois habitants d'Erivan! »

Cette jactance fut bientôt réduite au silence par les canons de Paskevitch. Une des particularités de la manière du général de faire la guerre était qu'il attachait la plus grande valeur à une forte artillerie de campagne

et de siége, arme de la plus grande efficacité, parce qu'elle remplissait les Turcs de terreur, et pour le transport de laquelle le général ne craignait pas de faire les efforts les plus extraordinaires. Dès qu'il eut trouvé le point le plus convenable pour bombarder la ville, il y dressa une batterie de deux mortiers et de dix canons et une autre de six mortiers à la Cohorn. Dans le plus bref délai, le feu de ces pièces bouleversa à un tel point les bastions, les murs et les tours, que la garnison s'enfuit précipitamment et abandonna la forteresse.

On continua à suivre la route si difficile d'Achalzik; chemin faisant, le général reçut (5-7 août) les renforts désirés de la Grousie et une nouvelle plus agréable encore qui lui venait de son aile droite et qui lui annonçait que Hesse avait pris (27 juill.) le fort si important de Poti à l'embouchure du Rion (Phasis) dans la mer Noire. Après une marche horriblement fatigante à travers des contrées où presque toute la troupe dut aider au transport des approvisionnements et réparer les chemins, on arriva (16 août) devant Achalzik. Kiouse et Moustapha-Pacha avaient déjà quadruplé les forces numériques de la garnison sous les ordres d'Achmed-Pacha, en y ajoutant des renforts de vingt-cinq mille hommes; Paskevitch, au contraire, ne pouvait disposer que de neuf mille hommes, dont le chiffre fut augmenté trois jours après de dix-huit cents hommes commandés par le général Popov.

Achalzik.

Paskevitch commença ses opérations contre cette forte place d'armes en occupant la montagne de Taouchan-Tapa, de l'autre côté du Kour, d'où l'on dominait toute la contrée et la face occidentale de la forteresse, point

que les Turcs avaient négligé de fortifier. La barricade de chariots des Russes se trouvait d'abord sur quelques hauteurs en deçà du Kour; mais, après avoir bien exploré la localité, Paskevitch choisit pour son campement un autre endroit à l'ouest d'Achalzik, sur la rive gauche du petit fleuve du même nom qui, à peu de distance, se jette dans le Kour; on se mit donc en mouvement (17 août), afin d'y transporter les bagages.

Pour couper la colonne des chariots en marche, de nombreuses troupes de cavaliers turcs attaquèrent le corps russe qui, distribué sur les deux rives du Kour, formait une ligne très-mince et longue d'une verste et demie. Mais ils n'employaient follement qu'une partie de leurs troupes, contre lesquelles la cavalerie de leurs adversaires se défendit avec une bravoure fort brillante. Plus tard encore, malgré leurs forces bien supérieures, les Turcs ne firent non plus rien pour déranger les Russes dans leur camp retranché. La tâche des Russes était infiniment plus difficile devant cette place que devant Kars. Achalzik était une forteresse construite par des hordes de brigands du Kaukase, noyau autour duquel il s'était établi, dans le cours du temps, une population de Juifs, d'Arméniens et de catholiques, tous également âpres au gain.

La ville, encaissée entre les montagnes qui bordent la rive gauche de l'Achalzik, renfermait quatre mille cinq cents maisons dans un espace fort resserré et coupé par un ravin qui se divise en deux branches. Ses faubourgs étaient entourés d'une estacade formée de madriers de sapins, hauts de douze pieds et larges de trois, et qui présentaient les mêmes difficultés à l'escalade et à un bombardement efficace; ce retranchement était flanqué

de quatre bastions, d'une seule grosse tour et d'un grand nombre de tours plus petites. Un mantelet, qui se trouvait au milieu, constituait le mur d'enceinte de la forteresse, mur qui dépassait partout en hauteur la ville, tandis qu'un troisième mur formait la citadelle qui dominait tous les ouvrages de défense.

Eu égard à cette forte position de la place et à cause de la grande supériorité numérique de ses défenseurs, Paskevitch avait commencé par couvrir son camp de différentes redoutes, dont la première se trouvait près du Taouchan-Tapa; puis il avait élevé des approches qui devaient faire croire à l'ennemi qu'il s'agissait d'entreprendre un siége régulier et de longue haleine. Mais, en réalité, la première intention et la tâche la plus importante du général russe était de disperser les corps auxiliaires, commandés par Kiouse et par Moustapha, corps qui occupaient toute la campagne autour de la ville avant de se tourner contre la forteresse elle-même.

Les deux pachas occupaient quatre camps, appuyés par l'une de leurs ailes contre la ville et s'étendant de là, jusqu'à la distance de cinq verstes, à quelques villages où se trouvaient entassées les munitions de guerre. Dans un conseil de guerre, Paskevitch résolut de prendre, par un coup de main exécuté pendant la nuit, celui des camps qui se trouvait le plus près de la ville (21 août); de couper ainsi les communications entre le corps auxiliaire et la forteresse, et de le rejeter ensuite vers Ardaghann. Un prisonnier turc conduisit les Russes par un chemin par lequel on tournait la forteresse du côté nord. Mais la colonne russe se trouvait encore à trois verstes du camp turc, lorsque le jour commença à poindre et montra aux ennemis que les Russes approchaient.

On n'avait pu employer que six mille cinq cents hommes pour exécuter ce coup téméraire; les autres troupes durent garder le camp et les batteries. Attaqué par un ennemi cinq fois supérieur en forces, Paskevitch, avec beaucoup de sang-froid, résolut d'accepter la bataille. Il sut prendre une position avantageuse sur ce terrain coupé partout par des déchirures; il s'y maintint dans la défensive pendant dix heures et exposé à un soleil brûlant. Puis, dès que la fraîcheur fut arrivée et qu'une pluie, venue à propos, eut ranimé ses soldats, il profita de ce moment favorable pour attaquer, avec des réserves fraîches et reposées, l'ennemi épuisé, à l'instant même où, suivant ce qu'on était convenu d'avance, Mouraviev se mit en marche, pour inquiéter les Turcs du côté de la barricade de chariots des Russes.

Trompant l'ennemi par un mouvement simulé, exécuté par la cavalerie à l'aile droite, Paskevitch fit faire à l'aile gauche la véritable attaque contre celui des camps qu'il avait le projet de prendre. Dès que la victoire y fut décidée, la cavalerie à l'aile droite fit, à son tour, une attaque vigoureuse. Kiouse-Mehmed, craignant pour sa retraite, se jeta dans Achalzik et abandonna à leur sort les autres, qui furent saisis d'une terreur panique.

Les Russes s'emparèrent immédiatement de deux autres camps; le quatrième et dernier fut pris un peu plus tard; toute la masse des troupes auxiliaires fut dispersée dans la direction d'Ardaghann, à l'exception de celles qui s'étaient enfuies dans la ville. Toutes ces conquêtes étaient le résultat d'une seule journée où, tant par les marches que par les combats, les Russes avaient été occupés pendant vingt heures. Mais il y avait encore dans la forteresse quinze mille hommes qui rejetèrent

fermement toutes les propositions par lesquelles les Russes les engageaient à se rendre.

Paskevitch commença donc aussitôt (22 août) le véritable siége avec cette promptitude qui lui était particulière et qui permettait à peine aux soldats de respirer. La cavalerie russe poursuivait encore les troupes auxiliaires dans leur fuite, lorsque les redoutables canons du général russe ouvrirent leur feu du haut de la colline, occupée par le premier des quatre camps qu'on venait de prendre et qui formait un des principaux points d'attaque contre la ville. Il importait au général de presser de plus en plus les opérations du siége, parce que le bruit public l'avait de nouveau informé de l'arrivée prochaine de nouvelles troupes d'Erzeroum qui devaient dégager la forteresse, et parce qu'il n'avait plus de munitions de guerre que pour huit jours.

C'est pourquoi, dès qu'on eut ouvert une brèche dans un des bastions du nord, contre lequel on avait dirigé l'attaque principale, Paskevitch fit donner l'assaut l'après-midi du même jour (27 août), pendant l'heure du repos, où les Turcs s'y attendaient le moins. On attaqua sur trois points à la fois, pour détourner l'attention des ennemis du point principal qu'il s'agissait de prendre, c'est-à-dire du bastion Nord en face de l'église catholique. C'était le jour de l'Assomption et en même temps la fête du régiment des fantassins de Chirvann, avec lesquels le colonel Borodine avait demandé la faveur de commencer l'assaut.

La première escalade du bastion n'offrait pas beaucoup de difficultés; mais, immédiatement après que les Russes eurent obtenu ce succès, des soldats, des bourgeois et même des femmes armées s'établirent dans

l'église catholique et dans les maisons voisines, où il s'engagea une lutte meurtrière qui coûta la vie au vaillant Borodine. Pendant longtemps, les Russes ne purent se maintenir qu'avec la plus grande difficulté dans l'espace extrêmement resserré qu'ils venaient de conquérir, jusqu'à ce que les pionniers, avec des peines indicibles, amenassent quelques pièces de canon de l'autre côté du fossé et que quelques renforts pussent venir appuyer les assaillants.

Ce ne fut qu'alors que l'église tomba entre leurs mains. On dressa des mortiers et des obusiers sur le toit de cet édifice ; mais il fallut enlever maison par maison à leurs défenseurs fanatiques, jusqu'à ce que l'idée vînt aux Russes de lancer des grenades, afin d'allumer un incendie et de forcer les ennemis par ce moyen à quitter la ville et à se retirer dans la citadelle.

Pendant cette lutte opiniâtre, dans laquelle on se disputait la possession des maisons, une grande quantité de rhum était tombée entre les mains des Russes victorieux. Même d'après les indications des écrivains qui ont raconté cette campagne avec beaucoup de partialité pour les Russes, cette circonstance mit en jeu l'indiscipline et la licence d'une soldatesque ivre. Elle contribua à augmenter encore l'incendie qui, à la tombée de la nuit, embrasa de ses flammes les faubourgs au sud et à l'ouest de la ville ; elle aiguillonna les soldats à continuer, avec la même ardeur, cet assaut pendant lequel les Turcs, dans leur stupeur qui les laissait sans ressources, permirent aux Russes de s'emparer de tous les points élevés dans la place et autour d'elle.

Avant le lever du soleil, les hommes armés eurent quitté la ville et les défenseurs de la citadelle envoyèrent

des propositions pour une capitulation, demandant, en même temps, un délai de cinq jours pour délibérer. Mais Paskevitch ne voulut pas même entendre parler de cinq heures. Aussitôt, la reddition s'effectua, à la condition que la garnison pourrait partir librement. Par suite de l'impression que la chute de ce boulevard si solide avait exercée sur les esprits, le château-fort d'Atchver, situé sur la route principale qui conduit d'Achalzik dans la Kartalinie, se rendit également aux Russes.

Dès que cette nouvelle arriva à Ardaghann, cette ville aussi se livra (3 septembre) au général Bergmann, le commandant de Kars. Lorsque, peu de temps après, Paskevitch arriva à Ardaghann (fin de septembre), il y reçut la nouvelle que tout allait bien à l'aile gauche de son armée et que les forteresses de Bayazid et de Toprakaleh avaient succombé aux attaques du prince Tchavtchevadseh qui, avec un petit corps de troupes, surveillait les contrées arméniennes des possessions russes.

Paskevitch avait rempli *toute* sa mission avec ses forces et ses ressources insignifiantes dans une *seule* campagne qui n'avait duré que deux mois, tandis qu'on ne pouvait nullement savoir ce qui resterait peut-être à faire, dans une seconde campagne, à l'armée qui opérait en Europe. Toutes les acquisitions précieuses, auxquelles la Russie attachait la plus grande valeur entre toutes, et qui étaient les seules qu'on pût espérer garder d'une manière définitive, se trouvaient entre les mains du comte d'Erivan. Ce qui avait été obtenu à l'aile gauche de sa ligne d'opérations était un gain additionnel sur lequel on n'avait pas compté.

La Morée.

Pendant le cours de cette année de la guerre, la Porte avait eu à essuyer encore une troisième perte, outre ce qu'on lui avait pris en Asie et outre la chute de Varna ; les Égyptiens avaient été contraints d'évacuer la Morée. Depuis que la France avait montré, pour la première fois, le désir de faire l'expédition en Morée, l'Angleterre s'était efforcée de la rendre inutile par des négociations. Dès le commencement de l'année (février), le lord haut commissaire Adam avait eu une entrevue avec Ibrahim à Modon, entrevue qui ne produisit cependant aucun résultat, bien que le pacha se trouvât, dès cette époque, dans une position fort difficile.

Dans l'effervescence de son premier zèle guerrier, la Porte lui avait expressément enjoint de se maintenir dans son poste et même de s'ouvrir de vive force le chemin de la Roumelie; mais l'impossibilité de trouver les moyens de pourvoir à l'existence de son armée s'accrut de jour en jour. On ne put plus subvenir à la subsistance de la garnison de Tripolitsa, la capitale ; le pacha se vit donc obligé de la faire conduire (février) par Souleïman-Bey dans les forteresses maritimes à l'ouest; puis il fit raser la ville au son des trompettes et jeter du sel sur son emplacement. Les autorités de Korfou ayant répondu par un refus à sa demande d'adoucir les rigueurs du blocus, Ibrahim recommença son système de déprédations que Codrington, dans une lettre qu'il lui adressa (23 mai), l'exhorta très-énergiquement à quitter.

Vers l'époque de la moisson, on craignit que, pour affamer les Péloponésiens, il ne détruisît toute la récolte; Kapodistrias, se rendant en personne à Navarin, pressa vivement les commandants des flottes alliées de déter-

miner Ibrahim à conclure une convention. C'était au moment où la position du pacha devenait de plus en plus difficile, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur. Deux corvettes égyptiennes chargées de munitions qui, venant d'Alexandrie, essayèrent d'entrer dans le port de Navarin, furent repoussées à coups de canon (7 juin).

A terre, la lutte qui avait été terminée, à l'extérieur, par la peste et par la suspension d'armes, se jeta sur le camp même des Égyptiens. Les Albanais se révoltèrent ; ils quittèrent le camp, au nombre de deux mille sept cents hommes, et parcoururent le Péloponèse en tout sens, jusqu'à ce que, atteignant Rhion, ils y eussent un conflit avec les Égyptiens qu'ils y trouvaient. Ils tuèrent Deli-Achmed-Pacha, prirent d'assaut le fort et passèrent le détroit pour retourner dans leur pays.

Dans ces circonstances, Ibrahim lui-même demanda une conférence avec les capitaines des navires en station devant Navarin (1). On la lui accorda (11 juin); il pria les capitaines de transmettre un message à son père auquel il avoua que, puisque la manne ne tombait plus du haut du ciel, on ressentait les conséquences fâcheuses d'un blocus aussi rigoureux, et que ses hommes demandaient à grands cris à retourner chez eux. La dépêche partit ; un messager du vice-roi rapporta la réponse ; mais, lorsque, dans une nouvelle conférence (2), de Rigny et Heyden demandèrent (6 juillet) à savoir quelle en était la teneur, le pacha recommença son ancien système de subterfuges et de résistances entêtées.

(1) Le protocole s'en trouve dans Keppel : *Narrative of a journey across the Balcan*. London, 1831, t. Ier, p. 397.
(2) *Ibidem*, p. 401.

Ibrahim, dont la mauvaise humeur avait été excitée par l'idée fausse que le président Kapodistrias, qui se trouvait à bord des vaisseaux de la flotte, assistait à la conférence, montra l'irritation la plus vive. Il disait qu'il avait demandé des approvisionnements; que son père l'adressait aux amiraux et qu'il ne recevrait la véritable réponse qu'après vingt-cinq jours. On le menaça d'un blocus par terre. Il répondit par des bravades, en disant qu'il se défendrait; que la pénurie, dont souffrait son armée, n'était pas encore arrivée à être la famine; que chez eux on n'avait pas coutume de capituler, avant d'être forcé de manger les feuilles des arbres et la chair humaine.

Le point qui offrait de véritables difficultés était la demande des alliés par laquelle ils exigeaient qu'Ibrahim rendît tous les esclaves grecs, même ceux qui avaient été déjà transportés en Égypte. En entendant exprimer cette demande monstrueuse, qui était en contradiction complète avec toutes les idées et avec les mœurs des musulmans, Ibrahim s'abandonna à des transports de fureur. Il levait les mains vers le ciel, en parcourant la chambre à grands pas et en saisissant sa barbe, qui, par suite des agitations et des émotions auxquelles le pacha avait été en proie pendant les dernières années, avait eu beaucoup à souffrir de ses accès de colère et se trouvait considérablement éclaircie.

Cependant Ibrahim dut se soumettre à la dure nécessité. Au grand étonnement des Francs, le Français Souleïman-Bey déclara, au nom de tous les officiers supérieurs, qu'aussitôt que des navires turco-égyptiens arriveraient pour les recevoir, ils s'embarqueraient, et qu'ils lieraient les mains et les pieds à Ibrahim s'il vou-

lait s'opposer à leur départ. Dans une délibération qu'ils eurent entre eux, les amiraux décidèrent (25 juillet) que Codrington irait à Alexandrie même pour y terminer les négociations. Peu de temps avant de remettre son commandement entre les mains de sir Pulteney Malcolm, l'amiral anglais mena encore cette affaire à bonne fin.

Le vice-roi se rendit du Caire à Alexandrie; Codrington, qui y était arrivé, ne voulut cependant pas débarquer avant qu'on eût promis d'avance l'évacuation de la Morée. Dans la convention qu'on conclut alors (6 août), on stipula seulement comme condition que, pour sauvegarder son honneur et les apparences de l'obéissance qu'il devait à la Porte, le vice-roi pourrait laisser dans les places des garnisons jusqu'au chiffre de douze cents hommes. Le but que l'expédition française devait remplir dans la Morée se trouva donc atteint avant que les soldats fussent même embarqués.

Mais autant les Anglais étaient pressés de prévenir cette expédition, autant les Français étaient désireux d'exécuter cette campagne pacifique que, dans une conférence tenue à Londres (11 août), à l'époque même où l'on avait conclu la convention d'Alexandrie, les alliés avaient résolu d'annoncer à la Porte par une Note collective des trois plénipotentiaires réunis à Korfou (depuis le 9 août). Quelques jours seulement après que cette résolution eut été prise, le corps expéditionnaire français, fort de quatorze mille hommes et de quinze cents chevaux, et divisé en trois brigades, s'embarqua, sous le commandement du marquis de Maison (17-19 août), à Toulon, et prit terre dans le golfe de Koron, près de Petalidi (30 août).

Ibrahim n'avait pas encore fait de préparatifs pour

embarquer ses troupes. Une partie de la seconde brigade, commandée par le général Sébastiani, prit position près de Koron; les autres troupes traversèrent la péninsule messénienne et s'établirent devant Navarin, tandis que la troisième brigade, sous les ordres du général Schneider, reprit voile et se rendit devant Patras. Cette espèce de blocus à terre, jointe au blocus maritime, força le pacha à renoncer à ses hésitations et à embarquer ses Égyptiens (septembre, octobre).

A peine eut-on obtenu ce résultat, qu'on demanda aussi que les forteresses fussent évacuées. On n'avait pas de prétexte juste pour faire cette demande; mais une fâcheuse nécessité y força les Français. En effet, le climat avait été fatal à leur armée dès les premiers moments de son arrivée en Grèce. De mauvais règlements sanitaires; les excès auxquels se livraient les soldats dans l'usage du vin et des fruits; les nuits froides succédant aux chaleurs du jour produisirent très-promptement une mortalité effrayante dans les rangs de l'armée. A l'entrée de la saison pluvieuse, en automne, les fièvres et les maladies de toute espèce augmentèrent encore. A bord des bâtiments de transport, il n'y avait que des infirmeries misérables.

On avait donc besoin de quartiers d'hiver, et l'on jugea indispensable de prendre possession des forteresses, bien qu'elles fussent remplies de vermine et de miasmes délétères. Les garnisons turques avaient reçu ordre de ne pas opposer de résistance aux Français. Navarin, Modon et Koron leur furent livrées (6-9 octobre); Patras aussi leur ouvrit ses portes; ce ne fut que la garnison du château-fort de Morée (Rhion) qui dut être délogée à coups de canon par les Français.

Pour la première fois, les Grecs virent tout le Péloponèse entre leurs mains. Leur propre coopération à la délivrance de la Péninsule, demandée dans le principe par de Rigny, avait été superflue. Avec un zèle d'autant plus grand, Kapodistrias offrit (septembre) au marquis de Maison le concours du corps de Megara, pour reconquérir l'Hellade orientale, et celui de la flotte, pour faire une entreprise contre Lepanto. En effet, personne ne douta qu'après avoir si facilement accompli leur mission en Morée, les Français n'avançassent par l'Isthme. Le général Maison lui-même y avait été autorisé, et était prêt à faire ce mouvement. Les Russes aussi, vu la mauvaise tournure que leur campagne avait prise, n'auraient pas mieux demandé que de rendre, de cette manière, la diversion française plus efficace.

Les puissances occidentales auraient eu également un intérêt naturel à pousser leurs succès rapidement vers le but qu'elles voulaient atteindre; elles auraient pu dès lors emporter de haute lutte et de leur propre chef la pacification de la Grèce, avant que la Russie eût pu les prévenir par la paix d'Andrinople. Mais la convention de Londres, au sujet de l'expédition française, ne s'appliquait qu'à la Morée, et le gouvernement anglais, avec sa politique mesquine, opposa son *veto* formel à toute entreprise dépassant ces limites. La France se soumit. Cependant, le petit satellite grec ne se laissa pas déranger dans son désir et dans son zèle de servir la Russie.

Nul document ne prouve d'une manière expresse, mais les faits démontrent incontestablement que celle des grandes puissances qui faisait la guerre avait stimulé les Grecs d'une façon directe, au moment de ses plus grands embarras, à lui prêter un concours convenable.

Heyden reçut d'Odessa des instructions de Nesselrode (26 août) qui lui ordonnaient de fournir aux Grecs tous les secours qu'il serait en son pouvoir de leur accorder. Kapodistrias, qui, à d'autres moments, avait toujours eu l'habitude de s'élever avec force contre les entreprises dans l'île de Kreta, y envoya dès lors lui-même (août) le colonel Rheineck, et y fit recommencer encore une criminelle effusion de sang, jusqu'à ce que les flottes alliées l'arrêtassent enfin (octobre).

Dans ces appréhensions pleines d'inquiétude au sujet de l'issue de la campagne, et au risque de s'exposer à une nouvelle brouille avec l'Angleterre, le czar avait donné ordre au milieu de l'été de bloquer les Dardanelles, afin de faire naître à Constantinople la crainte d'une famine. Dans ce dessein, il avait ordonné au comte Heyden de renoncer à la neutralité observée jusqu'alors dans la Méditerranée. Aussitôt, sous le prétexte de prévenir la disette dont la Grèce était menacée, Sachtouris aussi reçut ordre (septembre) de transporter le blocus de Volo devant l'Hellespont, et de croiser contre tous les navires chargés de blé en destination pour Constantinople.

En même temps, les deux armées de l'Hellade orientale et occidentale reçurent ordre d'avancer, « quand « même Maison ne viendrait pas à leur secours »; de procéder, d'un côté, au siége formel des places occupées par les Turcs dans l'Attique, et de l'autre à l'occupation de la position importante du Makrynoro, « quelle que fût « la décision des puissances! » A l'est, Ypsilantis entra donc dans la Boiotia et la Phokis; à l'ouest, les troupes s'avancèrent vers Lobotina, et chassèrent les Turcs jusqu'à Lepanto; à l'est, on força Salona à se rendre

(29 novembre), de même que Karpenisi (5 décembre) au centre et Loutraki à l'ouest. Les vaisseaux grecs entrèrent de vive force dans le golfe d'Arta, et s'en rendirent maîtres, de même qu'ils s'emparèrent (27 décembre) de Vonitsa, la ville.

Ce nouveau zèle, que déployèrent les Grecs par suite des nouvelles réclamations de la Russie, se rattachait à ce fait que dans un nouveau Mémoire (11 novembre), suivi d'une Note (13 décembre), Kapodistrias demanda, à plusieurs reprises, aux puissances de continuer les subsides; d'ordonner au général Maison de coopérer avec les Grecs en Roumelie; de protéger l'île de Kreta contre Mehmet-Ali, et d'accorder un emprunt de 60 millions de francs. Mais on n'approuva ni cette importunité ni le mouvement agressif que les Grecs firent de leur propre autorité sur le théâtre de la guerre, pendant que l'hiver avait imposé une suspension d'armes aux Russes aussi bien qu'aux Turcs. C'était un temps d'arrêt dont toutes les puissances désiraient également profiter pour conclure la paix. Ces mouvements des Grecs furent donc tellement désapprouvés, même en France, que des plaintes directes s'élevèrent contre les Grecs et contre le président, qui, disait-on, étaient entièrement vendus à la Russie.

Maison fut rappelé après qu'il eut terminé sa mission dans la Morée. Le gouvernement français ne voulut plus continuer ses subsides, destinés auparavant à l'organisation de huit ou dix mille hommes de troupes régulières, qu'à la condition seule qu'on les appliquerait à la formation d'une petite milice péloponésienne de quatre mille hommes seulement. Mais, bien que le président fût consterné en apprenant le rappel de l'armée française, et qu'il demandât avec instances qu'on laissât au moins

deux ou trois mille hommes en Morée, il brava néanmoins la France, comme plus tard il brava l'Angleterre aussi. Il continua sa campagne d'hiver, dans laquelle les Grecs s'emparèrent, au printemps (17 mars 1829), du château-fort de Vonitsa et du Makrynoro (commencement d'avril); en outre, ils amenèrent de plus en plus près de leur chute Anatoliko et Missolonghi, les dernières places occupées par les Turcs dans l'Hellade occidentale.

Dans une de ses dépêches (1), Kapodistrias disait, au sujet des conditions auxquelles la France voulait fournir des subsides, « qu'il accepterait avec gratitude tout ce « qu'on ferait pour perfectionner le corps des troupes « régulières ; mais qu'il n'accepterait rien, si on le for- « çait à renverser tout ce qui avait été fait! » Pour agir et pour parler de la sorte, il fallait pourtant qu'il se sût solidement appuyé.

Position des parties belligérantes.

Les souverains belliqueux des deux États en lutte avaient dû être agités d'émotions fort variées pendant le cours de la guerre de cette année-là. A la fin, ils en regardaient les événements probablement tous les deux avec presque la même consternation et le même désappointement. Sans aucun doute, il y avait eu, au camp russe, des têtes exaltées qui, avec une grande confiance, s'étaient vantées qu'on irait prendre les quartiers d'hiver à Constantinople. De même, dans le monde de l'Occident, il y avait eu des hommes pusillanimes qui, voyant

(1) Adressée à Heideck le 12/24 janvier 1829. On trouve tous les documents relatifs à Kapodistrias, sur lesquels nous nous appuyons, dans la *Correspondance* de Bétant, suivant leur date.

tout en noir, avaient fait au sujet de cette guerre les prédictions les plus extraordinaires.

Il y avait eu des Français qui avaient regardé l'empereur Nicolas comme le monarque le plus redoutable qu'il y eût eu depuis Djinghiskan, et des Anglais qui se voyaient déjà menacés d'une attaque très-prochaine des Russes contre l'Inde. Plus des prédictions semblables de quelques pessimistes avaient concentré l'attention générale sur cette guerre, et plus le contraste entre elles et la véritable marche des affaires prêtait à rire, surtout aux yeux de ceux qui, comme les diplomates et les officiers venus de l'Occident, avaient vu de très-près de quelle façon se passaient les choses.

Les diplomates russes étaient douloureusement affectés quand ils voyaient pendant si longtemps les succès faire défaut devant Silistri, Varna et Schoumla, et quand il leur fallait avouer, à eux-mêmes ainsi qu'aux autres, qu'ils avaient fait une faute en n'accordant pas l'attention nécessaire aux projets de guerre de Pozzo et aux doutes de Wellington, relativement à l'insuffisance des ressources militaires. Les diplomates étaient affligés d'avoir à dire qu'on ne s'était pas attendu à une pareille résistance, et qu'on avait des motifs pour être consterné de l'expérience qu'on venait de faire par rapport au nouvel ordre matériel et physique des choses établi en Turquie.

Les ministres turcs, au contraire, s'étaient sentis pénétrés d'un sentiment d'orgueil d'autant plus vif pendant ces derniers temps où la fortune les avait favorisés. Au mois de septembre, le reïs-effendi s'était exprimé devant M. von Hussar, au sujet de la Russie, dans un langage tel que cette puissance seule en avait tenu autre

fois en parlant de la Porte. « Le sultan, disait-il, n'avait « pas de conquêtes en vue; il ne désirait pas autre chose « qu'une paix durable; il était prêt à recevoir le pléni- « potentiaire russe qu'on lui enverrait! » — « Combien « de choses ne devaient être arrivées, disait Metternich (1) « dans son triomphe, pour qu'un langage semblable ne « portât plus le caractère de la folie! » Lorsque, à la fin de la campagne, les affaires prirent une autre tournure, et qu'on apprit les désastres subis par les Turcs au nord, au sud et surtout à l'est de Constantinople, les ministres turcs changèrent, à la vérité, de langage, mais leur calme et leur courage ne furent nullement ébranlés. « Dieu pourvoira! » furent les paroles du reïs-effendi.

Effectivement la Porte avait des motifs suffisants pour ne pas perdre courage. Malgré tout, Schoumla avait conservé sa réputation d'être invincible, et le Balkan celle d'être infranchissable. Tout le monde avait cru que la puissance russe, qui, depuis plusieurs années, s'était préparée à la guerre, porterait un coup terrible à la Turquie, réduite à s'appuyer exclusivement sur sa population ottomane; cette attente avait été pourtant complétement trompée.

L'opinion qu'on s'était formée au sujet de l'organisation militaire de la Russie avait reçu une atteinte très-fâcheuse par la levée du siége de Silistri, par l'évacuation de la Boulgarie à l'exception de Varna, et par le désordre qui avait éclaté au grand jour dans l'administration militaire. Combien les Russes eux-mêmes se sentaient humiliés, on le voyait très-clairement dans les écrits du comte Tolstoï, qui engageait une polémique

(1) Dépêche adressée à l'in'ernonce, du 13 octobre 1828. MS.

très-aigre avec Magnier, de même que dans les ouvrages d'autres officiers de l'état-major russe dans lesquels ils s'attachaient à faire l'apologie de leurs armes.

Les vainqueurs avaient perdu peut-être plus d'hommes que les vaincus eux-mêmes, qui, en tout cas, pouvaient beaucoup plus facilement combler près d'eux les lacunes dans leurs cadres, et rassembler et renforcer beaucoup plus aisément leurs corps d'irréguliers qui s'armaient eux-mêmes. La cavalerie de l'armée russe en Europe était presque complétement anéantie. Les pertes que les fatigues, les maladies et les épidémies avaient fait subir aux Moscovites étaient énormes. Portant un uniforme très-peu commode; surchargés par tout ce qu'ils avaient à porter; nullement habitués au changement brusques de la température qui passait des chaleurs ardentes de la journée au froid des nuits humides; n'ayant pas la ressource de résister à ces fatigues par une nourriture et une façon de vivre convenables, et manquant souvent d'aliments frais et d'eau potable, les soldats russes devenaient facilement la proie de la dyssenterie, des fièvres, du typhus, même de la peste, et cela non pas seulement en Asie. Cette dernière maladie avait éclaté dans beaucoup de villages de Valachie et à Hirsova, cé point de passage principal pour toutes les communications entre l'armée et la Russie; elle sévissait dans la garnison de Varna d'une manière vraiment effrayante.

Pendant l'automne, les maladies gastriques, les fièvres intermittentes, les fièvres putrides et le scorbut avaient atteint des proportions terribles dans toute l'armée. Au mois d'octobre seul, on avait reçu vingt mille nouveaux malades dans les hôpitaux, sans compter ceux qui se trouvaient dans les ambulances. Depuis le mois de

mai 1828 jusqu'au mois de février 1829, on avait inscrit sur les registres deux cent dix mille malades. Par conséquent, chaque homme appartenant à l'armée et au train avait été, en moyenne, deux fois entre les mains du médecin. Au mois de février, la mortalité dans les ambulances atteignit le chiffre de vingt-huit ou vingt-neuf pour cent. On calculait que la campagne en Europe avait coûté à la Russie presque la moitié de ses troupes en état de combattre. En Asie aussi, par suite des fatigues excessives, les régiments de Paskevitch avaient été réduits pour la plupart à la moitié et en partie même au quart.

Quand on considère cette position dans laquelle se trouvaient les deux puissances l'une à l'égard de l'autre, on ne doit pas s'étonner qu'à la fin de leurs campagnes, les deux parties belligérantes aient eu également le désir d'éviter de renouveler la lutte. Il est vrai que l'orgueil n'aurait que difficilement permis de part et d'autre d'avouer ce désir; le gouvernement russe le cachait sous l'annonce de nouveaux armements plus considérables et de nouvelles demandes plus étendues.

Il fit adresser (fin d'octobre 1828) aux ambassadeurs, accrédités auprès des quatre grandes cours, une communication confidentielle (1) qui annonça une seconde campagne énergique qui aurait pour point de départ la base d'opérations avancée qu'on venait de s'assurer. Cette campagne, disait-on, ne justifierait nullement les sinistres prophéties ni les espérances haineuses des

(1) Elle nous manque; mais on peut en savoir à peu près le contenu par une dépêche de Pozzo di Borgo, en date du 10 décembre 1828.

ennemis de la Russie; le résultat devait être, outre l'indemnité pour frais de guerre, l'incorporation de la côte orientale de la mer Noire (Anapa et Poti) et le rasement des forteresses sur le Danube et sur les versants du Balkan.

Quelque belliqueuses que fussent ses déclarations, quelque insolentes et menaçantes que fussent ses demandes, ce document laissa néanmoins à Berlin (1) une impression tout autre. On pensait qu'il était destiné, à la vérité, à donner aux cours la conviction que le czar ne quitterait en aucun cas la voie dans laquelle il était entré; mais on croyait que néanmoins l'empereur de Russie n'avait pas de désir plus ardent, que de voir qu'on déterminât la Porte à faire des avances quelconques pour prévenir une seconde campagne.

Les faits allaient prouver peu de temps après qu'on avait deviné juste. Par une dépêche que l'ambassadeur du Danemark à Constantinople, le baron Hübsch, adressa au comte Blome à Saint-Pétersbourg, la cour russe fut instruite (novembre) que les ministres turcs, dans lesquels Chosrev-Pacha entretenait les sentiments pacifiques, montraient le désir d'entrer en négociations avec la Russie; le baron disait, en outre, au cabinet russe que le reïs-effendi avait chargé le baron de s'assurer si la cour de Saint-Pétersbourg recevrait des plénipotentiaires turcs et si la Russie ferait cesser les hostilités pendant les négociations (2). Il est vrai que des déclarations expresses, faites antérieurement par le czar, s'opposaient

(1) Le comte Bernstorff au comte Maltzahn à Vienne, le 13 novembre 1828. MS.

(2) Nesselrode au comte Alopeus à Berlin, le 26 janvier 1829. MS.

à ce qu'on accédât au dernier point; néanmoins on répondit affirmativement à cette question et l'on accorda à la Porte une suspension d'armes jusqu'à la mi-février.

Un vaisseau parlementaire russe apporta cette promesse à Constantinople (29 décembre). Mais pendant ce temps, les dispositions pacifiques avaient déjà éprouvé un changement subit dont nous dirons plus tard les causes. Après que le divan se fut réuni en séance, le reïs-effendi déclara à M. von Hübsch (5 janvier 1829) « que la Porte ne pourrait s'engager à rien sans connaître « la base sur laquelle la Russie voulait négocier la « paix. »

La Russie, de son côté, cessa de faire ces avances qu'elle avait, du reste, tenues fort secrètes, et les deux puissances, avec leur entêtement puéril ordinaire qui les portait toujours à reculer de deux pas après avoir avancé d'un, reprirent avec d'autant plus de fierté leur attitude hostile. Si l'on voulait ajouter foi aux communications de Metternich, les Osmanlis auraient compté envahir, au printemps, la Russie avec trois cent mille hommes, et l'on disait que le grand vizir avait juré de reprendre Varna encore pendant l'hiver.

En Asie, on remplaça Ghalib, qui n'avait pas répondu à ce qu'on avait attendu de lui, par Hadji-Salech, pacha de Meïdan, et Kiouse-Mehmed par Haki, pacha de Sivas et le guerrier le plus célèbre de l'Asie. On voulut rassembler à Erzeroum une armée de quatre-vingt mille hommes, à l'aile droite de laquelle devaient opérer les pachas de Mouche et de Vann, avec cinquante mille hommes, tandis que le pacha de Trebizonde et le bey des Adjares, Achmed, agiraient à l'aile gauche avec quarante mille hommes. La place d'Achalzik devait être

reconquise encore pendant l'hiver, comme on comptait reprendre Varna.

De l'autre côté, la Russie semblait vouloir suivre de plus en plus les conseils audacieux et énergiques de Pozzo di Borgo. Ce diplomate profita de la circulaire russe du mois d'octobre pour développer (10 décembre 1828), dans une dépêche devenue célèbre (1), le germe d'une grande résolution qui s'y trouvait déjà renfermé, et pour en faire sortir *son* système *à lui* d'une grande politique européenne dont les velléités ambitieuses de la cour de Saint-Pétersbourg devaient être flattées d'une manière extraordinaire.

« Le calcul, disait-il, qui avait eu pour but d'obtenir « la paix, à l'aide de ces moyens que sa modération avait « prescrits à l'empereur, avait échoué contre l'entête- « ment du sultan et par suite de la politique fausse et « hostile de l'Autriche. La dignité, l'honneur et les in- « térêts de l'empereur et de l'empire exigeaient dès lors « qu'on fît une seconde campagne énergique, avec des « efforts plus grands, afin d'atteindre aussi un but plus « élevé. Toute négociation, dans ce moment où le sultan « avait tellement surpassé l'attente des cabinets, amène- « rait un résultat plein d'embarras, parce que toutes les « puissances sans exception, même les cours dévouées à « la Russie, jugeraient d'une manière très-défavorable « les réclamations du cabinet de Saint-Pétersbourg. « Cette disposition jalouse était la conséquence naturelle « de l'*amalgame* européen, auquel on avait dû associer « la politique particulière de la Russie et dans lequel « toutes les autres puissances étaient intéressées à la re-

(1) Du 28 novembre (10 décembre) 1828. Cf. *Portfolio*, t. I, p. 342.

« tenir, afin de l'arrêter plus facilement; tandis que les « intérêts de la Russie lui ordonnaient de s'en dégager « insensiblement, sous la pression des événements et, si « c'était possible, sans en avoir l'air. Le moyen le plus « sûr d'y arriver serait, en premier lieu, de déjouer toute « négociation intempestive que les cours pourraient vou- « loir amener pendant l'hiver; de commencer la cam- « pagne prochaine sans ménager ultérieurement les en- « nemis et sans avoir égard à l'Autriche; de déployer « pour cela des forces suffisantes, afin de renverser tous « les obstacles et de finir la guerre par des succès qui « étonnassent tout le monde, et à l'aide de négociations « rapides et catégoriques dont les gouvernements euro- « péens ne devraient apprendre le commencement que « quand on leur en communiquerait la conclusion. »

L'auteur de la dépêche ne se dissimulait pas qu'un déploiement aussi imposant des forces russes pourrait amener des collisions violentes. Mais il ne craignait pas d'envisager avec sang-froid la perspective d'une grande complication, d'une modification européenne et d'une rupture des traités, en considérant isolément les rapports de chacune des grandes puissances avec la Russie, dans un examen très-curieux auquel nous aurons occasion de revenir ailleurs.

La quadruple alliance du prince Metternich.

Une des causes de la disposition pacifique qui portait la Russie à entamer des négociations avec la Porte, en même temps qu'elle persévérait ou qu'elle retombait, plus tard, dans son entêtement belliqueux, était une grande exaspération contre l'Autriche. En effet, déjà avant la fin de la campagne, cette puissance avait commencé à tramer une nouvelle cabale diplomatique qui n'avait pas

d'autre but que d'imposer la paix aux deux puissances belligérantes par une coalition européenne.

Déjà, lorsqu'il y eut un premier moment d'arrêt dans les succès militaires, on avait remarqué, avec beaucoup d'humeur, à Saint-Pétersbourg, que l'Autriche prenait secrètement des mesures (août) pour compléter les cadres de son armée. On savait très-bien, à la vérité, que c'étaient là, au moment actuel comme auparavant, des mesures insuffisantes sans aucune importance; mais on se disait avec raison que, dans cet instant même, ces armements étaient calculés pour remplir la Porte d'espérances trompeuses et pour ranimer sa résistance, et qu'ils atteindraient facilement ce but. Cette interprétation gagna en vraisemblance, lorsqu'on observa qu'à ce moment la force du mauvais vouloir contre la Russie l'emportait chez le grand chancelier d'Autriche sur la puissance de toute sa dissimulation.

Pendant la campagne, Metternich s'était fait adresser les rapports les plus mensongers sur les événements de la guerre pour les expédier ensuite à tous ses ambassadeurs. Dans les journaux italiens, il fit répandre les nouvelles les plus défavorables à l'armée russe et, même après la fin de la campagne, il se plaisait encore à exagérer les pertes subies par la Russie et à rabaisser les forces et les ressources de cette puissance, ressources, disait-il, qui n'étaient que des apparences sans réalité. Nulle part, on n'écoutait ces choses-là avec plus d'avidité qu'à Londres. Wellington ajoutait plus de foi à ces faussetés grossières, inventées à dessein à Vienne, qu'aux rapports de son propre diplomate militaire, lord Heytesbury.

En effet, les nouvelles qu'on apprenait au sujet des

événements dans ces pays lointains et dont des documents prouvaient la vérité, de même que les avis qu'on recevait du voisinage, rendaient assez vraisemblable la représentation la plus défavorable de l'état des choses sur le théâtre de la guerre. Lorsque Nesselrode répondit (28 août) aux observations de lord Aberdeen au sujet de la déclaration de guerre de la Russie (1), il avait préparé le ministre anglais à la modification dans les instructions de l'amiral comte Heyden, d'après laquelle ce dernier allait être appelé à prêter son concours au blocus des Dardanelles. Lieven n'avait pas même attendu des instructions ultérieures; mais il avait déclaré aussitôt que l'empereur, son maître, ne se considérerait plus obligé de faire observer la neutralité par sa flotte dans la Méditerranée.

Que pouvait signifier cela, sinon qu'en Russie on trouvait les seules opérations par terre insuffisantes pour arriver au but qu'on voulait atteindre; qu'il fallait ajouter aux armes de la guerre encore d'autres mesures coercitives et que toutes ces mesures pressaient beaucoup? La consolation que Wellington trouvait dans ces embarras de la Russie semblait seule le déterminer à consentir à ce qu'une partie de la flotte russe dans la mer Méditerranée fût employée à bloquer les Dardanelles, et à ce que l'on consignât, dans un protocole de conférence (30 septembre) très-court, la résolution d'en informer la Porte.

Cependant cette mesure, dans laquelle il vit même à tort, dans le principe, un manque de parole et une rupture du traité (2), lui répugnait beaucoup. En effet, il

(1) Nesselrode au prince Lieven. Odessa, le 28 août 1828. MS.
(2) Dans une des phrases d'une dépêche antérieure de Nesselrode,

savait combien il avait à craindre les dispositions du parlement et l'opinion publique, qui auraient difficilement pardonné à tout autre qu'à ce ministre-soldat l'inaction de l'Angleterre, à un moment où la Russie portait un coup aussi grave à l'empire turc.

Mais dès que Metternich eut été informé de cette mauvaise humeur du duc, son instinct naturel et invincible, qui le poussait toujours à recommencer des intrigues, le stimulait à exciter de nouveau l'Angleterre contre la Russie et contre la France si étroitement liée avec cette dernière puissance. « Déjà, disait-il dans une dépêche « expédiée à Londres (1), la flotte russe dans l'Archipel « jetait le masque ; la France, ayant une fois pris part à « la lutte, ne se retirerait pas immédiatement de la Morée, « après y avoir rempli sa mission ; elle succomberait à « la tentation de dicter la loi à la Porte, en lui imposant « la délivrance de la Grèce et la paix avec la Russie. « Dans cette situation étrange et périlleuse, il faudrait, « par conséquent, que les puissances profitassent de « l'hiver pour s'entendre entre elles et pour faire cesser « la lutte dans cet intervalle entre les deux campagnes. « Que si la guerre recommençait de nouveau, *l'Europe* « *se trouverait en face d'une terrible perspective de maux* « *et de révolutions.* »

L'idée lui vint de se mettre à la tête d'une quadruple alliance, de s'ériger ainsi en médiateur entre la Russie et la Porte, et de leur imposer sa volonté. Dans la pro-

---

où il était dit : que la Russie renonçait « momentanément » au caractère d'une puissance belligérante, le *Foreign Office* avait donné au mot « momentanément » le sens de « sur-le-champ », au lieu du véritable sens, qui était celui de « passagèrement ».

(1) Metternich au prince Esterhazy, le 14 septembre 1828. MS.

fonde irritation du moment, Wellington prit feu, dès qu'on lui fit ces ouvertures. Nul homme n'était certainement moins fait que le duc pour se reconnaître au milieu de l'état de choses compliqué et contre nature, tel qu'il avait été créé par le traité de juillet; traité qu'il fallait exécuter au détriment de la Turquie, mais sans troubler les rapports pacifiques entre elle et les puissances; traité, enfin, d'après lequel il fallait défendre l'indépendance de la Turquie, sans toutefois se brouiller avec la Russie. Soldat et capitaine comme il l'était, il apportait de sa profession militaire dans sa carrière d'homme politique et de diplomate les qualités particulières les plus opposées, et là elles nuisaient autant qu'elles pouvaient être profitables dans son métier de soldat.

Ayant une haute idée de lui-même; élevé par l'opinion du monde, et pénétré de la grande influence que lui donnait sa position, il poussait, dans ses fonctions de ministre, le sentiment de sa propre valeur et son absolutisme militaire à un tel point, qu'il ne pouvait guère les concilier avec les droits et les devoirs d'un homme d'État constitutionnel. Habitué à commander, il agissait comme le maître de tous ses collègues qu'il dominait tous, surtout Aberdeen, cet homme si faible. Il se permettait tous les jours des empiétements, même sur les affaires de l'Inde qui sont entièrement enlevées au contrôle du premier ministre; il constituait à un tel point à lui seul tout le ministère, que le roi lui-même en était profondément irrité.

Pour s'assurer un pouvoir semblable aussi au sein du parlement, et ne se trompant pas sur la valeur de ses propres talents comme homme d'État et comme orateur,

il déploya plus d'habileté et plus de zèle qu'aucun de ses prédécesseurs à se procurer des partisans et des voix, par des moyens employés en dehors du parlement, en favorisant des whigs éminents et en influençant la presse.

Avec un pareil caractère, on aurait pu croire que Wellington aurait appliqué aussi aux affaires politiques et diplomatiques une volonté impérieuse. On aurait pensé que, surtout dans les relations avec l'étranger, il aurait déployé une volonté d'autant plus énergique, qu'il avait la plus haute idée de son influence en Europe et qu'il se considérait lui-même comme une espèce de talisman, indispensable pour la conservation du système politique en vigueur à ce moment. Mais, d'autre part, il paraissait avoir emprunté une qualité toute différente à sa méthode militaire si prudente, pour l'appliquer précisément à son action politique. C'était de se laisser déterminer, plus qu'il ne le fallait, par les événements dont il ne savait pas très-facilement calculer et supputer d'avance toute la portée, et de se laisser décider par des nécessités extérieures, aussi bien que par les impressions que lui laissait la situation des affaires du moment.

C'est ce que le duc avait montré, dans les affaires intérieures, par son attitude dans la question de l'émancipation des catholiques où il faisait fléchir ses sympathies et ses principes sous la pression des circonstances. Il le montra également, dans les affaires étrangères, dans la question d'Orient, où les diplomates n'étaient jamais sûrs si, avec ce singulier mélange de hardiesse et d'indécision que renfermait son caractère, il resterait fidèle au parti qu'il avait pris ; s'il s'arrêterait à une demi-mesure ou si, par un changement d'humeur, il se laisserait entraîner à une démarche extrême.

Ainsi, dans les affaires du traité de juillet, il se sentait lié par sa loyauté et par le sentiment du devoir. Mais, à tout moment, il se laissait entraîner à des mouvements d'humeur au sujet de toute cette convention, quand il était sous l'influence d'hommes tels que lord Strangford et tous ceux auxquels leur défiance à l'égard de la Russie donnait la conviction que l'indépendance de la Grèce ne devait devenir que le levier dont on se servirait pour amener la ruine de la Turquie. Surtout au moment actuel, la suspension de la navigation par suite du blocus établi par les Russes devant les Dardanelles avait excité le mécontentement du duc et de tout le monde commercial. L'intimité entre la France et la Russie lui faisait tout voir en noir. Les soupçons que faisait naître l'Autriche à l'égard du cabinet de Paris augmentaient encore la défiance de Wellington au sujet de la France, qui continuait à armer contre Alger, qui effectivement ne voulait pas retirer ses troupes de la Morée, mais qui désirait les faire avancer au delà de l'Isthme. A ce moment, il prêta entièrement l'oreille à Esterhazy, son ancien confident.

Bientôt le duc ne parlait plus d'autre chose que de la nécessité de mettre fin à la guerre. Il lui prenait envie de se retirer entièrement du traité de juillet, et, pendant que Metternich devait gagner la Prusse, il se mettait derrière Polignac, cet homme dont l'esprit était faible et embrouillé, et qui se montrait peu attaché à son ministère. De cette manière, Wellington voulait avoir une explication précise avec la France, au sujet de la dernière limite au delà de laquelle les deux puissances occidentales ne pourraient plus aller avec la Russie. Peu de temps auparavant, le duc venait de faire sur les cours une bonne impression par sa fidélité au traité, lorsqu'il avait

refusé l'invitation de la Porte de renvoyer à Constantinople les ambassadeurs des deux puissances occidentales; mais cette impression, il l'effaça purement et simplement lorsque, à un moment beaucoup plus défavorable, il recommanda à la France, par Polignac, ce même renvoi des ambassadeurs à Constantinople.

Dans ce moment critique, ce fut la rectitude de jugement de l'ambassadeur de Prusse, Bülow, qui conserva encore une fois le traité de juillet et qui déchira le tissu des intrigues de l'Autriche. Il informa l'ambassadeur de Prusse à Paris, le baron Werther, de même que Pozzo di Borgo, de ce qui se tramait, au moment où ce dernier lui-même n'en avait pas encore la moindre idée. Déterminé par lui, le cabinet de Berlin s'exprima d'une manière très-énergique, à Paris et à Londres, sur le caractère dangereux des projets du gouvernement d'Autriche. Pozzo di Borgo se prononça, à Paris, de la manière la plus formelle contre les projets de médiation proposés par l'Autriche, contre les velléités de l'Angleterre de former une alliance séparée entre les deux puissances, de même que contre le retour des deux ambassadeurs à Constantinople, retour que, selon lui, la Russie devait considérer comme une désertion complète du traité.

Ce langage produisit de l'effet; les propositions, que Polignac avait envoyées à Paris, furent rejetées (1er novembre). Mais ce refus, auquel se joignaient les représentations de la Prusse, firent sortir Wellington de son indolence et lui firent comprendre ce qu'il y avait de peu noble et de dangereux dans les intrigues de l'Autriche. Lieven, cet homme si odieux au duc et qui était toujours « à couteaux tirés » avec lui, l'emportait, encore à ce moment, comme d'habitude, sur Esterhazy, « son

« enfant bien-aimé » que d'ordinaire on repaissait de belles paroles. L'ambassadeur d'Autriche, qui avait déjà chanté victoire, dut se retirer au dernier plan, pour y cacher son désappointement.

Au lieu d'entrer dans la quadruple alliance de Metternich, Wellington en revint à son ancien expédient, à savoir, de fortifier ses rapports avec la France. Il désirait tomber d'accord avec elle sur des propositions à faire dans des conférences, afin de terminer aussi promptement que possible, et en cas de besoin *sans* la Russie, les affaires grecques qui, dans les points essentiels, lui semblaient être finies avec la délivrance de la Morée.

Wellington prit la cour française par son désir qu'elle partageait avec toutes les puissances, et qui était de rétablir la paix. Il consentit à ce que l'occupation française, sans s'étendre, il est vrai, au delà de l'Isthme, se prolongeât cependant en Morée, et que le territoire délivré fût mis à l'abri d'une nouvelle invasion par une garantie des puissances. En revanche, il chercha à obtenir de la France une concession qui consistait à voter avec lui le renvoi à Constantinople des ambassadeurs des deux puissances occidentales, mesure qu'il présentait comme le moyen le plus sûr de prévenir une nouvelle campagne et de préparer la paix. Après que, par les changements étranges de sa politique, la cour de France était devenue un objet de moquerie pour toutes les puissances et qu'elle les avait irritées toutes, elle entra complétement dans ces propositions.

Les motions relatives à cette question furent présentées dans une conférence (16 novembre) qui était une surprise fort désagréable pour le prince Lieven. En tant que ces motions se rapportaient à l'occupation française

et aux questions qui s'y rattachaient, elles furent faites par le plénipotentiaire français (1), et par le cabinet anglais (2) en tant qu'elles avaient trait au renvoi des ambassadeurs à Constantinople. L'ambassadeur russe déclara ne pas être autorisé à discuter cette dernière proposition, qui lui semblait s'éloigner entièrement de l'esprit du traité (3).

Parmi les différents moyens proposés par la France au choix des alliés, dans le dessein de mettre la Morée et les îles à l'abri de nouvelles attaques, Lieven donna la préférence à la garantie des puissances, mesure qu'on fit connaître ensuite à la Porte par une déclaration officielle (4).

Pour ménager un peu les susceptibilités de la Russie, on avait essayé d'adoucir la proposition relative au renvoi des deux ambassadeurs à Constantinople, en les plaçant sous la direction suprême de la conférence. Mais cela n'empêcha pas qu'à Saint-Pétersbourg on ne ressentît une profonde irritation au sujet de cette mesure qu'on venait de proposer; en effet, elle avait évidemment pour but d'isoler la Russie dans sa position actuelle, si critique, et de séparer des questions que le cabinet de Saint-Pétersbourg avait le plus grand intérêt à conserver réunies.

Céder sur ce point était chose fâcheuse; mais s'y refuser eût été encore plus fâcheux, car de la sorte on

(1) Mémorandum du plénipotentiaire français. MS.

(2) Protocole de la conférence tenue au *Foreign Office*, le 16 novembre 1828. MS.

(3) Note verbale du plénipotentiaire de Russie. MS.

(4) Déclaration des cours alliées à la Sublime-Porte, le 16 novembre 1828. MS.

n'aurait fait que stimuler Wellington à céder au désir ardent du parlement, qui demandait qu'on rétablît les relations diplomatiques avec la Porte. Sur les dernières instances de Bülow et même par des lettres autographes du roi, la Prusse avait depuis longtemps exhorté le cabinet russe à employer les ménagements et à avoir les égards les plus grands pour l'Angleterre ; elle saisit encore une fois l'occasion de rappeler au czar (1) : que, quelque incontestable que fût son droit d'insister pour que ses alliés ne fissent rien sans sa coopération, « le « meilleur et peut-être le seul moyen de leur en ôter « l'envie, la possibilité et le prétexte serait sans doute de « faire *avec eux* tout ce qui ne fût pas apte à compro- « mettre les premiers intérêts de la politique russe ».

On écouta ces conseils. Nesselrode (2) reprocha, à la vérité, au cabinet de Londres (3 janvier 1829), l'inconséquence avec laquelle Wellington voulait accorder, à ce moment, ce qu'au mois de juillet il avait refusé à la Porte avec tant de fidélité à ses principes, et ce qui ne serait pas autre chose qu'une récompense accordée à la Porte pour sa résistance et une preuve de la dissolution effective de l'Alliance. « Néanmoins, disait-il, par « une juste considération pour les intérêts de ses alliés et « pour leur position délicate, l'empereur adhérerait à « leurs propositions, à la condition qu'on s'entendrait « d'*avance* sur l'avenir de la Grèce, sur ses frontières, « son organisation intérieure et ses rapports futurs avec

(1) Lettre du roi de Prusse à l'empereur Nicolas, du 10 décembre 1828. MS.

(2) Dépêche au prince Lieven et à Pozzo di Borgo, du 3 janvier 1829. MS.

« la Porte. » Ces propositions furent accueillies avec joie à Londres.

Le dépit que le cabinet russe dissimulait ainsi devant l'Angleterre se déchargea entièrement sur la politique insidieuse de sa voisine hypocrite, l'Autriche. Dès les premiers indices d'une disposition de Wellington à se prêter aux propositions de Metternich relativement à une quadruple alliance, lorsque la Russie regardait encore le duc et le prince avec presque autant de défiance que de dépit, on voyait cependant, d'une manière fort claire, que son ressentiment contre l'Autriche était beaucoup plus profond.

Dans une dépêche confidentielle, adressée à l'ambassadeur de Russie à Berlin (1), Nesselrode avait dit à cette époque (26 octobre 1828) « qu'au mois de février de « cette année, il avait pu *garantir* à l'empereur que, « dans cette campagne, il n'aurait à combattre que la « Porte seule, tandis que, pour la campagne de 1829, « il ne pourrait lui exprimer, à ce sujet, que de simples « *espérances*. Jusqu'alors l'attention de la Russie s'était « surtout dirigée vers l'Autriche et ses armements; mais « dès lors, elle aurait à se *partager* entre ces armements « et les explosions de la haine nationale des Anglais. Cependant, on espérait rétablir les bons rapports avec « l'Angleterre par les concessions propres à amener ce « résultat. L'Autriche, au contraire, avait tout mis en « œuvre pour envenimer la discussion. La conduite de « cette puissance, ajoutait Nesselrode, dévoilait ses pen« sées, et il serait utile de lui faire connaître qu'on était « instruit de tout, et que, si ses armements prenaient un

(1) Au comte Alopeus, le 26 octobre 1828. MS.

« caractère hostile, ils pourraient forcer la Russie à les « *prévenir* ».

Pozzo di Borgo, qui voyait que le moment était venu d'exploiter jusqu'au bout la haine du parti national contre Metternich et sa prépondérance auprès de l'empereur, employa toutes ses forces pour donner à ces dispositions de son maître un caractère encore plus tranchant. Dans ses rapports, il montrait la politique de l'Autriche sous un jour très-défavorable, en la présentant comme inspirée par la plus noire ingratitude.

« L'empereur François, disait-il, qui, par les succès « de l'empereur Alexandre, était, pour ainsi dire, rétabli « sur son trône, avait retiré les avantages les plus « extraordinaires de sa générosité : l'Italie lui avait été « livrée; les complaisances que, depuis le congrès de « Vienne, on avait prodiguées à l'Autriche n'avaient pas « eu de bornes; à l'occasion de la révolution de Naples, « Alexandre, par son intervention magnanime, avait dis- « sipé l'orage; en revanche, pendant les quatre dernières « années, Metternich n'avait jamais eu le moindre égard « ni aux intérêts de la Russie, ni aux difficultés de sa « position; il avait constamment abusé de la confiance « qu'on lui avait montrée, et jamais il n'avait fait de pro- « messe que pour y manquer. Dans la crise actuelle, « ajoutait Pozzo dans sa dépêche du 10 décembre que « nous venons de citer, le grand chancelier avait consi- « déré la résolution de la Russie de commencer la guerre « comme une révolte contre sa suprématie et il avait, « dès lors, mis tout en œuvre pour nuire à la Russie, « pour aigrir l'Angleterre contre le czar et pour effrayer « tous les gouvernements par cette fantasmagorie de « révolutions intérieures qui pourraient sortir de la guerre

« russe. L'issue de la campagne avait dévoilé les senti-
« ments que nourrissaient tous les cabinets à l'égard de « la Russie, sentiments qui avaient en premier lieu éclaté « à Vienne et dont on n'avait pas besoin de deviner la « nature. Il s'agissait de savoir si Metternich oserait « attaquer la Russie. Mais il serait plus convenable de « se demander soi-même quelle serait l'attitude qu'on « voudrait prendre vis-à-vis de lui. » Chercher la sécurité avec la plus grande énergie et convaincre le grand chancelier que, s'il voulait avoir la Russie pour ennemie, il la trouverait terrible, inexorable et résolue de frapper l'Autriche de toutes les horreurs d'une guerre qu'elle voulait provoquer, et « sans lui épargner un seul de ses « fléaux », tels furent les conseils dictés par l'exaspération et par le mépris à cet ennemi implacable du grand chancelier d'Autriche.

Pendant quelque temps, Metternich semblait être consterné en voyant ses intrigues échouer à Londres; on sentait dans ses paroles un grand embarras, malgré le masque d'une insensibilité apparente sous lequel il voulait le cacher. « Nous avons dit, écrivait-il dans une de ses « dépêches (1), ce que nous avions à dire et ce que « nous avons toujours dit; nous ne changerons pas d'opi- « nion; mais nous attendrons qu'on nous interpelle de « nouveau. »

Cependant, avec sa manie de vouloir partout se mêler de la discussion et donner le ton partout, le grand chancelier ne savait rien moins qu'attendre qu'on lui demandât son avis. Chef de cette école d'hommes d'État

(1) Metternich au comte Trautmannsdorff, à Berlin, le 22 novembre 1828. MS.

qui ne veulent jamais comprendre les fautes qu'ils ont commises, ni jamais les avouer, qui, au contraire, préfèrent les effacer toujours par des fautes nouvelles, Metternich avait l'habitude de ne se laisser déconcerter par aucune rebuffade et par aucune leçon, de n'être découragé par aucun échec et de n'être confondu par aucune preuve convaincante. Sans se laisser instruire par la stérilité de tous ses efforts, et avec ce besoin sans cesse renaissant qui le portait à essayer de s'assurer une influence directrice en dépit même des circonstances les plus défavorables, le prince se vit poussé, à l'indignation et à l'étonnement de tout le monde, à renouveler encore une fois ses propositions qui venaient d'être rejetées à l'instant même. On aurait dit que son esprit devenait plus borné à mesure que son expérience s'élargissait.

Metternich expédia (commencement de décembre) pour Esterhazy un courrier avec une dépêche qu'il envoya cependant par Paris, où il voulut faire, cette fois-ci, la première attaque. Le comte Appony donna lecture (13 décembre) de cette communication à M. de la Ferronnays, communication (1) qui, en faisant de nouvelles sorties contre la Russie et en rabaissant, à plusieurs reprises, les ressources militaires épuisées de cet État, insistait sur la convocation d'un congrès entre les parties belligérantes et les autres grandes puissances, pour effectuer ainsi le rétablissement de la paix dont les résultats devraient être placés sous la garantie commune des puissances.

---

(1) D'après Pozzo : Dépêche très-réservée, du 26 décembre 1828. Cf. *Portfolio*, t. II, p. 123.

De la Ferronnays, dans l'esprit duquel tout cela ne fit naître que le plus profond étonnement, instruisit Pozzo, et celui-ci Lieven, de ce nouvel assaut du grand chancelier qui se retira sur-le-champ. Esterhazy ne communiqua pas même cette dépêche à Londres; il ne parla qu'en expressions générales du sens de son contenu, et nia, plus tard, entièrement avoir reçu une missive de ce genre.

Mais comment était-il possible que Metternich reprit, avec un pareil courage, cette même intrigue, après qu'elle venait à peine d'être déjouée? Le fait est qu'elle était liée à une autre intrigue beaucoup plus risquée qui ne réussit pas tout de suite, mais un peu plus tard, et dont les conséquences allaient ruiner ensuite tout l'édifice de l'art politique de Metternich, non-seulement dans ses rapports avec la Grèce, mais dans toute son étendue. Appuyé sur ce point par Wellington, qui avait la vue assez bornée pour se laisser entraîner, le prince travaillait à renverser le ministère français, à faire rappeler Villèle et à faire mettre le prince de Polignac à la place de de la Ferronnays.

Ce fut pour cette raison que Polignac vint, à cette époque, de Londres à Paris; il voulut sonder le roi pour savoir si l'attitude du ministère, si favorable à la Russie, était un effet des convictions du monarque, ou seulement le résultat des suggestions des ministres et du cabinet russe. Mais de la Ferronnays et le roi lui-même le désabusèrent au sujet de ses fausses espérances. Les ennemis russes de Metternich avaient eu soin, à ce qu'il paraissait, d'opposer une contre-mine à cette mine principale du prince.

Au moment même où Polignac se trouvait à Paris, de

la Ferronnays reçut des communications qui l'informaient que Metternich flattait le parti bonapartiste, afin de pouvoir poser, disait-on, le fils de Napoléon comme prétendant, dans le cas d'une rupture entre la France et l'Autriche ; communications qui étaient sans doute aussi fausses que les bruits qui se répandaient à cette époque, à Varsovie, et qui parlaient d'agitations faites par l'Autriche en Pologne et en faveur du duc de Reichstadt.

Le roi était encore sous le coup des impressions que lui avait laissées ce mythe, lorsqu'il vit Polignac et qu'il l'entendit parler de la nécessité de s'entendre avec l'Angleterre et avec l'Autriche au sujet d'une médiation pour rétablir la paix. Le roi lui déclara sèchement qu'il resterait l'allié de la Russie et que, si l'Autriche menaçait d'attaquer la Russie, il ferait marcher son armée contre elle. Polignac dut retourner (fin de déc.) à Londres après avoir entendu les déclarations les plus précises contre les menées de Metternich, et lorsque, peu de temps après, de la Ferronnays succomba à une attaque d'apoplexie, ce fut Portalis qui lui succéda, et non pas Polignac. A Berlin aussi, lorsqu'il y fit proposer son projet de congrès, comme un ballon d'essai, Metternich avait essuyé, pendant ce temps, un refus.

Le cabinet russe, informé de ces nouvelles tracasseries du prince, paraissait vouloir perdre toute patience. Il fit dire (comm. de janv. 1829) à Metternich, par l'intermédiaire de Tatistchev, qu'il n'y avait rien que la Russie ne subirait plutôt que la honte d'un pareil congrès. Il y eut entre les deux diplomates une explication formelle, dans laquelle le prince Metternich joua le rôle pitoyable d'un écolier pris en faute. Il bouda en même temps qu'il rampait devant l'ambassadeur russe ; il suivit sa maxime

qu'il avait depuis si longtemps mise en pratique : *si fecisti, nega!* Il eut le front de demander à Paris, à Berlin et à Londres (23 déc. 1828) qu'on lui rendît le témoignage qu'il n'avait poussé à aucune médiation hostile à la Russie. On lui répondit suivant ses désirs, mais tous les diplomates haussèrent les épaules et ne pensèrent pas moins tout le contraire.

Tatistchev avait entre les mains tout ce qu'il lui fallait pour convaincre le prince, dans toutes les formes, de mensonge ; mais, ne voulant pas plus au moment actuel que l'année précédente entretenir des sentiments d'hostilité entre les deux États, l'ambassadeur russe se contenta d'avoir humilié le grand chancelier (1). Il se donna le malin plaisir de laisser lire à Metternich « qu'après « que le prince avait formellement nié d'avoir fait la dé- « marche dont on l'avait accusé, l'empereur se conten- « tait de lui en voir reconnaître l'inconvenance d'une « manière aussi authentique ! »

On n'aurait pas cru qu'après avoir été abandonné entièrement de tous les siens, même de ses amis les plus intimes, le prince aurait pu être *encore* plus isolé et plus abandonné; et cependant c'est ce qu'il allait effectuer lui-même. Battu sur tous les points et désireux de se mettre dans une meilleure position à l'égard de la Russie victorieuse, il disait, un peu plus tard, dans une conversation qu'il eut avec le comte Krasinsky : qu'il savait que le czar avait l'idée que lui, Metternich, menait l'empereur, son maître, suivant son bon plaisir; mais l'empereur François, ajoutait-il, avait une forte volonté et « lui,

(1) Dépêche réservée de M. de Tatistcheff, le 17 février 1829. Cf. *Portfolio*, t. II, p. 69.



« le prince Metternich, ne faisait que la suivre » ; s'il voulait en dévier, il cesserait d'être ministre des affaires étrangères !

Le grand chancelier était donc, à ce moment, arrivé à s'abandonner lui-même et à mettre sur le compte de l'empereur, son maître, tout ce qu'il faisait dans le domaine de la politique extérieure où son influence se faisait précisément le plus sentir ! Ces paroles furent prononcées pendant l'été de l'année 1829 où le prince se vit obligé d'être le spectateur muet de la seconde campagne des Russes, sans qu'il pût rien dire ou rien faire pour s'y opposer.

Les conférences de Poros et de Londres.

En effet, l'envoi des ambassadeurs des puissances occidentales à Constantinople, décidé dans les conférences de Londres, n'allait malheureusement pas empêcher la guerre russe d'éclater de nouveau, comme on se l'était peut-être imaginé au premier abord. La seule décision de la conférence avait, au contraire, déjà contribué à favoriser la guerre. Le gouvernement français avait chargé l'orientaliste Jaubert de porter à Constantinople la déclaration des puissances en date du 16 novembre 1828. Ce document contenait la garantie et la sauvegarde par lesquelles la Morée et les îles devaient être mises à l'abri de toute nouvelle attaque de la part des musulmans, en même temps qu'elle annonçait l'arrivée prochaine des ambassadeurs de France et d'Angleterre.

Jaubert arriva dans la capitale turque vers la fin de l'année, au même moment que la corvette parlementaire qui y avait été envoyée par le czar, afin d'entamer des négociations directes pour la conclusion de la paix entre la Turquie et la Russie. Pendant ce temps, la Porte avait

pris connaissance de la Note verbale expédiée par le cabinet de Saint-Pétersbourg, vers la fin du mois d'octobre, et dont le ton était menaçant et belliqueux ; au moment actuel, elle reçut le protocole (du 16 nov.) qui contenait la réponse des puissances occidentales à cette Note.

Le divan vit par là que la discorde continuait à régner entre les puissances alliées; il avait obtenu, à ce moment, ce qui, pendant l'été, avait été le but de ses désirs, c'est-à-dire la promesse que les deux ambassadeurs reviendraient à Constantinople. Il interpréta la restriction de la garantie à la Morée et aux îles d'une façon avantageuse pour la Turquie, à laquelle, disait-il, les puissances abandonnaient ainsi la Grèce continentale. Le divan fut encore confirmé dans cette opinion, lorsque, sur le désir de l'Angleterre, la France rappela, à ce moment, ses troupes de Grèce, en n'en laissant plus qu'une partie, sur les vives instances de Kapodistrias.

La Porte espérait donc, de cette manière, pouvoir terminer les affaires grecques sans que la Russie s'y immisçât. Elle s'était toujours plu à se faire fort de soutenir seule la lutte contre la Russie, parce que, au pis aller, elle pouvait probablement compter même sur l'assistance de l'Anglerre. De cette manière, on s'explique facilement le revirement soudain dans les sentiments pacifiques de la Porte, revirement qui, comme nous l'avons dit plus haut, déjoua, avant leur commencement même, les négociations de la paix qui avaient été à peine entamées. C'est ainsi qu'on s'explique encore pourquoi les communications provisoires de Jaubert (1) fu-

(1) Extrait du rapport adressé par Jaubert au gouvernement français, en date du 10 janvier 1829. MS.

rent parfaitement bien accueillies par le reïs-effendi.

Le ministre turc promit (1) de renoncer à tout envoi de troupes dans la Morée, jusqu'au moment où commenceraient les négociations avec les plénipotentiaires d'Angleterre et de France qu'on désirait voir arriver, aussi promptement que possible, à Constantinople où on les attendait avec une vive impatience. La tâche la plus urgente de la triple alliance était donc, dès lors, de remplir la condition préalable de la Russie, et de tomber d'accord sur les propositions précises au sujet des affaires grecques, propositions par lesquelles les deux ambassadeurs devaient débuter à Constantinople.

Afin de faciliter ce travail, et par égard pour Wellington, qui éprouvait de très-grandes difficultés à s'entendre sur la moindre affaire avec Lieven, devenu son ennemi personnel, la Russie avait envoyé à Londres le comte Matouszevicz qui était initié à tous les secrets de la politique russe et qui devait assister aux conférences comme membre actif. On prit pour base des délibérations dans ces réunions les propositions dont étaient convenus provisoirement les ambassadeurs plénipotentiaires des trois puissances, Stratford Canning, Guilleminot et Ribeaupierre, depuis qu'ils avaient transféré (septembre) le siége de leurs conférences de Korfou à Poros.

Dans leurs conférences, ces diplomates avaient souvent délibéré avec le président de la Grèce ; mais le peuple grec n'avait été ni consulté ni entendu, ni par les ambassadeurs, ni par Kapodistrias. Les plénipotentiaires

(1) Réponse de la Porte, délivrée par le Reïs-Effendi, le 22 janvier 1829. MS.

avaient présenté au président vingt-huit questions ayant trait à la statistique de la Grèce ; nous ne nous en occuperons pas parce qu'elles étaient oiseuses et que, pour la plupart, elles n'eurent aucun résultat pratique. Le président les avait portées devant le Panhellenion, cour consultative, créée par Kapodistrias lui-même et à laquelle l'assemblée législative avait dû céder la place.

Kapodistrias avait ensuite composé, d'une manière fort arbitraire, un résumé des rapports élaborés par les comités de cette assemblée, pour le présenter (18-30 oct.) ensuite, dans une Note verbale, aux plénipotentiaires. Après avoir pris en considération ces communications, la conférence de Poros arrêta ses décisions qui, au commencement de l'année 1829, parvinrent à Londres. On n'avait pas touché à la question de l'indépendance de la Grèce, bien que la conférence fût autorisée à l'admettre à la discussion, si elle pouvait faciliter la pacification.

Comme nous le verrons plus tard, Kapodistrias s'était engagé, auprès du czar, d'effacer dans la pensée de ses Grecs la prétention qu'ils avaient eue de faire reconnaître leur indépendance, et la voix du président n'était pas d'un poids médiocre, puisqu'elle était toujours appuyée avec beaucoup de zèle par le plénipotentiaire russe. On fixa la somme à payer par le peuple tributaire au chiffre d'un million et demi de piastres. Les terres appartenant à la Couronne devaient rester la propriété du gouvernement grec, sans qu'on payât une compensation, tandis que les possessions particulières des Turcs leur seraient achetées.

Il n'était plus question d'une part que la Porte prendrait à la nomination des autorités en Grèce. Par rapport à la forme du gouvernement futur, on s'était arrêté

à un pouvoir héréditaire sur le caractère duquel il n'y eut aucune différence d'opinion au sein de la conférence de Poros, tandis qu'au dehors cette question semblait trouver les contradictions les plus grandes.

On avait fait entrer, dans le rapport de la conférence, un passage (1) dans lequel Stratford Canning informa le monde, pour la première fois, des droits municipaux des Grecs, en disant « qu'il serait injuste et dangereux, « en instituant un gouvernement héréditaire, de vouloir « dépouiller les Grecs du principe représentatif, puisque, « même sous la domination turque, ils avaient choisi « leurs magistrats municipaux et que leurs notables « avaient été investis du droit de répartir les contribu- « tions. » A cette clause se rattachait un jeu caché et remarquable d'intrigues gréco-russes qu'il faut avoir bien présentes à la mémoire, si l'on veut bien comprendre les incidents ultérieurs et énigmatiques que l'on rencontre dans l'histoire de l'organisation de la Grèce.

Kapodistrias semblait adhérer au principe constitutionnel qu'on venait d'adopter. « Les différents congrès « des Grecs, disait-il (21 déc.) aux plénipotentiaires, « après que ceux-ci lui eurent communiqué leurs déci- « sions, avaient suffisamment exprimé les vœux de la « nation par rapport à leurs institutions intérieures ; « celui de Troizen avait confié le gouvernement, pour « sept ans, à un seul chef (à Kapodistrias) ; mais il s'é- « tait réservé la législation, surtout au sujet des finances. » Le président fit semblant de considérer ces arrangements comme définitifs et durables, quelque compliqué que fût un pareil système d'après lequel le gouvernement devait

(1) Cf. Parish, *Diplomatic History of the monarchy of Greece*, p. 72.

se renouveler sous la suzeraineté turque. Il trouva les mêmes difficultés à proposer des moyens par lesquels on pût assurer aux Grecs un autre gouvernement, fort dès le principe même.

Par de pareilles évolutions, l'élu du peuple semblait recommander sa propre personne et la conservation de ses fonctions. Mais, dans le même document, il contredisait formellement cette interprétation; il assura en même temps aussi à de la Ferronnays, dans des termes beaucoup plus précis encore, que, dans aucun cas, il ne conserverait les fonctions qu'au moment actuel on l'avait condamné à accepter. Il est vrai que ces paroles faisaient un contraste singulier avec ce qu'il disait souvent en particulier, à savoir qu'il resterait fidèle à son devoir et que, si c'était nécessaire, il garderait sa position au gouvernail, quand même la barque se briserait contre les écueils.

Kapodistrias semblait croire que l'expression de ce désintéressement lui serait utile pour effacer la mauvaise réputation qu'il avait auprès des puissances occidentales. Son ami Boulgaris, le résident russe, qui entretenait les relations les plus intimes avec lui et qui était considéré comme son écho, profita de ces expressions de désintéressement du président pour le mettre dans le jour le plus avantageux.

C'est ce qu'il fit dans un Mémoire (1) composé précisément ces jours-là (14 déc.) et qui, sur un ton sombre, habituel aux Moscovites, recommandait le principe monarchique et absolu, en déployant toutes les ressources possibles pour prévenir contre les théoriciens, « ces agents

(1) Cf. *Portfolio*, t. V, p. 566.

« de la confusion »; contre la Constitution de Troizen qui, disait-il, contenait tous les principes démocratiques enfantés depuis 1793 jusqu'en 1820; contre tout système de souveraineté nationale sur laquelle il rejetait toute la faute de la misère, de la guerre civile et de la dette énorme de la Grèce; et, enfin, contre tout gouvernement fédératif ou « électif » (constitutionnel) qu'il présentait sous les couleurs les plus noires et comme une véritable anarchie.

Mais, chose étrange! les points essentiels de ce Mémoire avaient été expressément indiqués comme étant conformes à l'opinion du président, qui avait cru, disait-on, qu'il était du devoir des puissances de détruire la révolution en Grèce en instituant un pouvoir monarchique, et de mettre fin à ces scènes ignobles et sanglantes qui avaient fait frémir l'humanité! On fit connaître ce Mémoire à Londres, par l'intermédiaire de la dépêche adressée par Nesselrode à Lieven (3 janvier 1829), dépêche que nous avons mentionnée déjà. En accentuant des axiomes réactionnaires semblables, Nesselrode s'y prononçait également pour un chef qui se rapprochât autant que possible du pouvoir monarchique et dont il abandonnait le choix et le titre aux alliés, à la seule condition qu'on ne prendrait pas un prince de la maison de Russie (et par conséquent non plus un prince appartenant à l'une ou à l'autre des deux maisons royales).

C'était suggérer, autant qu'on pouvait le faire, un hospodariat de Kapodistrias qui aurait le mieux servi les desseins de la Russie, et le rendre en même temps aussi élastique que possible; pour tous les cas imaginables, il pouvait être d'une durée de sept ans ou héréditaire,

constitutionnel ou absolu. Dans le cas où le candidat de la Russie serait accepté, on l'aurait préféré, conformément à ce qu'avait dit Boulgaris, investi d'un pouvoir absolu. Dans le cas où l'on n'obtiendrait pas ce résultat, on tenait en réserve, avec Kapodistrias, le peuple et sa volonté, qu'on espérait toujours pouvoir influencer en cas de besoin.

En ce qui concernait la délimitation du nouvel État, les gouvernements avaient indiqué à leurs plénipotentiaires, pour qu'ils en délibérassent, quatre lignes différentes (1), tandis que les Grecs leur en avaient proposé deux autres. Les plénipotentiaires en adoptèrent une septième qui ajoutait l'Akarnania à la proposition la plus étendue des gouvernements, tandis qu'elle excluait la Thessalo-Magnesia de la proposition la plus restreinte des Grecs (2) : ce furent là les limites qui, après des variations fréquentes et diverses, furent définitivement conservées et dont le maintien fut aussi sage qu'équitable, quelque violemment que cette détermination ait été attaquée dans tous les temps et par tous les partis.

Si, même au temps le plus favorable à la fortune des armes grecques, les puissances étaient intervenues pour

(1) La Morée et les Kyklades avec l'Eubée; le même territoire avec l'addition de l'Attique et de la Megaris; ou encore avec l'Hellade orientale, depuis les Thermopyles jusqu'au golfe de Korinthos, la ligne de démarcation passant par le Parnès; ou bien avec l'Hellade orientale et l'Aitolia, depuis le golfe de Volo jusqu'à l'Acheloos. Dans un Mémoire du 11/23 septembre 1828, dans une de leurs propositions, les Grecs ajoutèrent à cette dernière delimitation encore, à l'est, la Thessalo-Magnesia jusqu'au cap Zagora, et à l'ouest l'Akarnania; la proposition la plus étendue, qui indiquait comme limite l'Olympos et le Pindos, avait éte faite pour le cas où la Porte n'adhérerait pas aux décisions de la conférence de Londres.

(2) Protocole de la 16[e] séance du 12 décembre 1828 à Poros. MS.

aider la Grèce, elles n'auraient jamais pu demander à la Porte avec justice d'évacuer la Thessalia, où les Turcs s'étaient toujours maintenus, encore moins la Macédoine. D'où les Grecs auraient-ils pu prendre les ressources nécessaires pour chasser les Turcs qui défendaient le pays, et les moyens suffisants pour dédommager les Osmanlis qui possédaient les terres, et enfin les mains qu'il fallait pour cultiver les vastes étendues de terrains incultes, puisque, déjà sous le gouvernement de Kapodistrias, ils avaient commencé à suivre ce système absurde qui dédaignait d'exploiter l'industrie des étrangers.

Si les puissances s'étaient inspirées des sentiments les plus désintéressés et si elles avaient pesé les intérêts de la Grèce de la manière la plus minutieuse, elles n'auraient guère pu mieux faire que de concentrer les commencements de sa nouvelle vie dans ces limites territoriales. En effet, c'étaient les contrées qui, dans l'antiquité la plus reculée, avaient vu le premier développement de la civilisation hellénique; c'était là qu'il s'agissait, à l'époque actuelle, d'émonder la race, de la conserver pure et d'y ajouter seulement les éléments spirituels et moraux qui sont capables de préparer et de favoriser ces conditions d'une vie politique bien ordonnée, sans lesquelles un peuple et un pays n'acquerront jamais la force attractive de la civilisation et encore bien moins la force expansive de la conquête.

Cette délimitation avait été déjà recommandée par Leake, surtout par des raisons stratégiques, parce que, militairement parlant, la ligne était très-bien défendue. C'est pourquoi Stratford Canning aussi, qui outrepassa ainsi ses instructions et perdit, pour cette raison, sa

place, accepta la ligne proposée. Dans la conférence de Londres, elle fut appuyée par l'ambassadeur de France (1); mais Wellington ne l'admit dans le nouveau protocole final (2) qu'avec la clause, contraire à l'alliance, qu'on ne ferait pas un ultimatum de cette proposition.

Ce ne fut qu'avec une restriction semblable que l'Angleterre accepta aussi un pouvoir héréditaire qui n'était pas conforme, disait-elle, aux dispositions du traité. Mais, dans la question de l'indépendance, Wellington balançait continuellement, de la manière la plus puérile, entre des refus et des acceptations. Il l'avait proposée à trois reprises différentes; mais, dès que la Russie, pour ne pas trop heurter la susceptibilité des autres puissances, se déclarait pour l'indépendance de la Grèce, ce qui était contraire à sa véritable opinion, Wellington se déclara aussitôt contre elle, bien qu'il combattît ainsi son opinion à lui.

S'il n'avait pas eu le désir bien vif de pouvoir annoncer au Parlement le rétablissement des relations diplomatiques avec la Porte, encore avant le commencement de la nouvelle guerre russe, le protocole (22 mars) de conciliation, avec lequel les deux ambassadeurs devaient retourner à Constantinople, n'aurait guère été signé aussi promptement. Mais encore, dans l'état actuel des choses, on tarda beaucoup trop à le terminer, et le départ des ambassadeurs fut remis beaucoup trop longtemps pour que ces derniers eussent pu faire la moindre chose en

(1) Mémorandum du Plénipotentiaire de France. MS.
(2) Protocole de la conférence tenue au *Foreign Office*, le 22 mars 1829. Dans Klüber, p. 275.

faveur de la médiation de la paix, telle qu'elle avait été projetée dès le principe. Et même, quant au véritable but de la pacification de la Grèce, on mina d'avance tous les succès par la fâcheuse manière dont l'Angleterre se mettait, pendant cette ambassade, toujours en travers des choses.

Outre le Mémoire français qui se prononçait en faveur de la délimitation plus étendue, et à côté d'autres suppléments, Wellington ajouta encore au protocole sa propre opinion sur la question des frontières (1), opinion qui différait de celle des autres. De cette manière, on montra de nouveau à la Porte la désunion entre les deux puissances occidentales elles-mêmes, de même que le peu de clarté qui régnait dans leurs desseins ; cette circonstance fut cause que la Turquie accueillit le successeur de Stratford, le chevalier Gordon (frère d'Aberdeen), à son arrivée à Constantinople (juin), beaucoup plus amicalement que Guilleminot.

Mais cette faveur n'eut aucune influence sur les négociations elles-mêmes. Le sultan rejeta, pour la quatorzième fois, la médiation offerte. Après avoir eu une conférence (8 août) avec les deux ambassadeurs, le reïs-effendi déclara, dans sa réponse, qu'il était impossible à la Porte de consentir seulement à une autonomie des Grecs qui payeraient tribut à la Turquie. Il fit cette déclaration d'une manière si décidée, que Gordon lui-même ne voyait plus d'autre moyen de se tirer d'affaire que d'imiter ce que Canning avait fait en Amérique et de reconnaître la Grèce comme un État indépendant. Éconduite de cette manière à Constantinople, l'Angle-

(1) Memorandum of the british Plenipotentiary. MS.

terre rencontra, en même temps, de la résistance dans la faible Hellade, qui, s'appuyant sur la Russie, ne faisait plus guère attention aux alliés de cette puissance.

Le consul général Dawkins remit (18 mai) au gouvernement grec le protocole du 22 mars, avec une Note d'envoi dans laquelle, au moment même où les places d'Anatoliko et de Missolonghi, ces noms si glorieux pour la Grèce, étaient prêtes à se rendre aux assiégeants, il exigeait, au nom de l'alliance, la levée du blocus maritime dans ces parages et la cessation des hostilités dans la Grèce continentale que Wellington persistait toujours à ne pas vouloir laisser au nouvel État.

Le président déclara (27 mai) qu'il n'était pas en son pouvoir de transporter la population de la Grèce continentale dans le Péloponèse : tous les habitants de ces contrées, disait-il, s'étaient solennellement engagés à ne jamais séparer leur cause de celle de la Grèce. Les résidents de Russie et de France s'opposèrent à cette intervention arbitraire du consul anglais, qui insista cependant, au nom de l'Angleterre seule, sur sa demande.

Le capitaine Spencer, de la frégate *Madagascar*, entra dans le port de Missolonghi, pour demander la levée du blocus, en menaçant de l'obtenir de vive force. Heureusement il arriva trop tard. En effet, la veille même (14 mai), on avait signé la capitulation des deux villes. De cette manière, Kapodistrias gardait assez de temps et assez de puissance pour suivre entièrement, aussi dans l'Hellade orientale, les errements de l'année dernière, pour continuer à appuyer la Russie, à l'aide de diversions très-désirables (1), et, avant tout, pour purger

(1) Cf. Pellion : *La Grèce et les Capodistrias*. Paris, 1855, p. 157.

complétement des Turcs encore ce côté de la terre grecque. Pendant la campagne russe, Aslan-Bey traversa, avec quinze cents hommes, les Thermopyles, et se rendit à Levadia, ainsi qu'à Athènes, afin de conduire toutes les troupes, à l'exception de la garnison de l'akropolis d'Athènes, à Larissa, d'où elles devaient se rendre à Andrinople, pour défendre cette ville.

Kapodistrias avait de nouveau formé un camp près de Megara, afin d'être prêt, quand les circonstances l'exigeraient, à s'opposer à cette opération. Les diplomates réunis à Aigina ne voyaient que des diversions en faveur de la Russie dans cette guerre inutile, où l'on luttait pour la possession de territoires que leur intervention devait amener, par des moyens pacifiques, entre les mains des Grecs. Ils s'adressèrent donc, à l'insu du président, à un des chefs des corps de troupes, au Français Trezel, en portant plainte auprès de lui; mais Kapodistrias se monta la tête et lui ordonna expressément de continuer ses mouvements.

Ypsilantis se porta près de Petra, sur les collines de Thilphossai, au pied de l'Helikon, où les Turcs devaient nécessairement passer dans leur retraite. En essayant de se frayer un passage l'épée à la main (24 septembre), ils furent repoussés partout et durent acheter leur retraite au prix d'une capitulation en vertu de laquelle ils eurent à évacuer toutes les places fortes dans l'Hellade orientale jusqu'aux Thermopyles. Ce fut la dernière bataille de la lutte pour l'indépendance des Grecs, qui avait duré neuf ans.

La campagne russe en Asie. Préparatifs.

Les campagnes russes de 1829 forment, pour ainsi dire, la contre-partie de celles de l'année précédente

dont elles se distinguent dans un point essentiel. L'année précédente, tout avait échoué au camp russe en Europe, par suite de la présence du czar, qui s'était immiscé dans toutes les opérations. Pendant l'année qui nous occupe et où l'armée européenne obéissait à la volonté d'un unique commandant en chef, tout prit, au contraire, une autre issue qui, si elle n'était pas brillante, menait cependant rapidement au but, issue qui n'était pas peu favorisée par ce fait que la guerre se rapprochait dès lors du sultan et mettait davantage en jeu ses préoccupations personnelles.

En Asie, au contraire, le comte Paskevitch avait pu agir avec bonheur et sûreté, en suivant ses propres inspirations dans la mission qui lui avait été donnée. Par la nature des choses elles-mêmes, cette mission était fort simple, tandis que, pendant l'année suivante, le duc se laissa déconcerter dans sa marche particulière, à la fois prudente et hardie, par les insistances du czar, qui le pressait, en lui demandant les résultats les plus grands et en lui donnant les ressources les plus mesquines.

Quelque misérable que fût la défense des Turcs, ce changement dans le caractère de la guerre, si celle-ci se fût prolongée beaucoup, aurait produit une réaction et un revirement dangereux dans les brillantes entreprises du comte. En effet, précisément dans ces contrées lointaines et éloignées de la résidence du sultan, la vigueur du peuple ottoman s'était réveillée et mise en mouvement, sans qu'elle eût eu besoin d'être provoquée et stimulée. Si l'on avait voulu recueillir, dans une seconde campagne en Asie, les mêmes succès que l'année précédente, il aurait été tout à fait indispensable de mettre sur pied une armée beaucoup plus forte que

celle dont disposait Paskevitch ; sans ces renforts, le comte ne pouvait pas oser se jeter dans l'intérieur des provinces les plus dangereuses et les mieux fortifiées par la nature et au milieu des populations les plus indisciplinées.

L'empereur avait, à la vérité, ordonné en automne la levée de vingt mille recrues pour renforcer l'armée du Caucase ; mais on n'aurait pu se servir de ces jeunes soldats avant le mois de juillet, ce qui eût été trop tard pour permettre à Paskevitch d'exécuter ses projets. Son intention était de se rendre à Erzeroum et de pénétrer de là jusqu'à l'Halys et à Sivas (l'ancienne Sebasteia), afin d'y couper les communications de Constantinople avec Diarbekir et Bagdad. Cependant il ne voulut pas entreprendre ces expéditions téméraires sans s'être garanti les flancs, suivant sa manière prudente, en s'entendant préalablement avec les pachas de Trebizonde et de Bagdad, et en aplanissant la route par un accord avec les bandes des brigands kourdes.

Ces projets, qu'il avait envoyés (novembre 1828) à Saint-Pétersbourg, furent approuvés; cependant les ordres de l'empereur enjoignaient au général de faire la guerre d'une manière plus décisive. Pour agir ainsi, le comte demanda (19 décembre) des renforts d'au moins six ou huit mille hommes; mais on les lui refusa. Il dut donc songer à se procurer, à l'aide de ses propres ressources, une armée plus nombreuse; mais les ennemis ne lui laissèrent guère le temps de préparer convenablement ses mesures. Au cœur même de l'hiver, le bey des Adjares, Achmed, avait reçu les ordres les plus rigoureux d'attaquer Achalzik ; la promesse du pachalik d'Achalzik, faite par le seraskier Hadji-Salech-Pacha, l'avait déter-

miné à se préparer à une attaque contre la ville, pour effacer l'impression décourageante que la chute de cette place si forte avait laissée dans les esprits des Turcs.

Dès que Paskevitch avait été informé qu'Achmed concentrait des troupes dans le village de Chaouchett, il ordonna au général Hesse, dans le cas d'une attaque contre Achalzik, d'envahir le pays même des Adjares. Il donna ordre au colonel Bourtzov de former un corps d'observation près de Souram, pour qu'il pût quitter Gori avec le major général Mouraviev, afin de traverser le Kour et de prendre les assiégeants de revers.

En même temps que le comte reçut la nouvelle des projets des Turcs contre Achalzik, on apprit à Tiflis (fin de février 1829) que l'ambassadeur russe à Teheran, Griboyedov, avait été assassiné et que le schah concentrait de nouveau des troupes. On aurait dit qu'il attendait seulement le coup qu'on voulait porter à la place d'Achalzik, pour rouvrir les hostilités contre la Russie, hostilités qui auraient fait éclater, sans aucun doute, le feu de la guerre couvant sourdement parmi toutes les tribus des Lesghiens, des Laziens et des Kourdes, de sorte que, pour tout cet été, les projets de campagne des Russes auraient été paralysés.

Il importait donc avant tout de déjouer l'entreprise des ennemis contre Achalzik. Achmed-Bey y parut (4 mars) réellement; il pénétra dans les faubourgs et donna l'assaut à la forteresse, dans l'espoir de la prendre par un coup de main et au premier choc. Mais comme il échoua dans cette attaque, il s'établit dans les maisons de cette malheureuse ville et commença un siége dans les règles, siége qui, pendant douze jours, causa des maux indicibles aux assiégés commandés par le prince Beboutov.

Cependant l'avant-garde de Mouraviev, sous les ordres du colonel Bourtzov, était partie de Gori; après avoir traversé les gorges de Bordjom, elle franchit le Kour et marcha sur Achalzik, bravant toutes les fatigues d'une expédition faite au cœur de l'hiver. Le frère d'Achmed, Abdi-Bey, qui essaya de barrer le passage aux ennemis, fut rejeté sur Atchver. En tournant son aile gauche, les Russes déjouèrent la tentative qu'il fit pour défendre le défilé près de cette ville. Dès que Bourtzov parut devant Achalzik (16 mars), le corps des assiégeants se débanda dans la plus grande confusion.

Après ce succès, obtenu si promptement, Paskevitch n'eut pas de difficulté à mettre à la raison le schah de Perse, qui avait été poussé à la guerre par tous les ennemis de la Russie, tant étrangers qu'indigènes. Le prince Abbas-Mirza, n'ayant reçu qu'avec répugnance les ordres de son père relativement à la reprise des hostilités, envoya un de ses confidents à Paskevitch pour lui demander des conseils.

Le général lui répondit par une lettre d'une franchise finement calculée. Il lui indiqua ouvertement les résultats possibles d'une campagne perse; mais il lui fit connaître aussi les démarches qu'il ferait de son côté, et qui entraîneraient, pour la Perse, la perte d'Aderbidjann et peut-être même la chute de la maison kadjare. Il ajouta, dès ce moment, un commentaire militaire aux promesses des diplomates relatives au désintéressement de la Russie qui avait dit vouloir renoncer à tout agrandissement : l'Angleterre, disait-il dans sa lettre, ne défendrait pas la Perse. « En Asie, on pourrait subjuguer un État, sans « qu'une seule parole fût échangée entre les puissances « à ce sujet. C'était autre chose en Europe, où des

« guerres générales et sanglantes pourraient éclater au « sujet de chaque pouce de terrain. L'existence de la « Turquie était indispensable à l'équilibre politique de « l'Europe ; mais il était fort indifférent aux puissances « européennes de savoir qui régnait en Perse. »

Ces représentations produisirent leur effet. Le prince envoya son propre fils à Saint-Pétersbourg pour faire amende honorable de l'assassinat commis sur la personne de l'ambassadeur, et le schah, que le prince Abbas n'avait pas consulté à ce sujet, donna, plus tard, lui-même son consentement à cette démarche.

Passage du Saganloug.

Ayant ainsi couvert ses derrières, en rétablissant les bons rapports avec la Perse et en se maintenant à Achalzik, Paskevitch put dès lors commencer à s'opposer à l'exécution des grands projets du seraskier. Ce dernier voulait, en effet, partager l'attention des Moscovites en l'attirant, par des opérations simultanées, sur plusieurs points à la fois, et pénétrer ensuite dans les possessions russes en s'avançant par Kars et Goumri qu'on comptait attaquer.

Ce fut avec la plus grande prudence que le comte se prépara et s'arma pour faire les opérations qui devaient contrecarrer les projets de l'ennemi. Afin d'augmenter le petit nombre de ses troupes, il avait armé des indigènes de la Gourie, pour en faire des milices ; il avait pris à son service des Tatars, de même qu'il avait formé plusieurs régiments composés d'Arméniens et même d'habitants des provinces musulmanes. Une bonne solde régulièrement payée, des subsistances abondantes et, de temps à autre, un bon butin rendaient ces gens très-dociles et firent qu'à la première occasion ils donnèrent

les preuves les plus satisfaisantes de leur zèle à servir les Russes.

Avant d'entrer dans le pays ennemi, le général russe y avait préparé son chemin, en essayant d'exploiter, avec un grand talent et à son profit, la condition de l'empire turc qui était en pleine dissolution. Il essaya de se mettre partout en rapport avec les chefs des Kourdes; par ses dehors séduisants, il gagna les pachas de Kars et de Bayazid, ses prisonniers, et les détermina à travailler, par tous les moyens possibles, le pacha de Mouche pour qu'il se mît du côté des Russes et qu'il formât, avec ses troupes, l'aile gauche de l'armée de Paskevitch.

Ensuite le général prit les dispositions les plus minutieuses pour renforcer le corps du général Hesse qui devait observer le pacha de Trebizonde. Afin de couvrir Kars et les chemins qui conduisent de cette ville au territoire russe, il plaça le général Pankratiev dans la position de Soubatan qui dominait toute la contrée. Après avoir pris ces mesures, Paskevitch concentra ses troupes en activité à Achalkalaki, ville dans laquelle il se rendit lui-même, en avançant son quartier général jusqu'à Ardaghann (5 juin). Sur son aile droite, il était menacé, dans les sandjakats de Chaouchett et d'Ardanoutch, par le kiaya du seraskier, tandis que ce dernier s'était déjà mis lui-même en route, pour se rendre sur les hauteurs inhospitalières du Saganloug qui borne et qui protége, à l'est, le pachalik d'Erzeroum.

S'il avait dirigé de là son attaque contre Kars, le kiaya aurait pris le général en chef des troupes russes entre deux armées bien supérieures en nombre à celles des Moscovites. Il était impossible à Paskevitch de laisser derrière lui Ardaghann, défendue par une troupe exces-

sivement faible, et Achalzik, avec sa garnison malade de la peste. C'eût été les exposer aux coups de l'ennemi; il fallait donc diviser l'armée russe, autant que possible, sans qu'on s'en aperçût.

Paskevitch lui-même se rendit à Kars; il confia à Bourtzov la garde d'Achalzik, tandis que Mouraviev marcha contre le kiaya, qu'il découvrit (13 juin) près du village de Zourkab, se rendant à Achalzik. Bourtzov avait été informé à temps des mouvements du kiaya et avait reçu ordre d'opérer de concert avec Mouraviev : ces généraux prirent dès lors le kiaya entre deux feux et emportèrent d'assaut (14 juin) son camp fortifié près de Tchaboria.

Soulagé ainsi à l'aile droite de sa ligne d'opérations, Paskevitch concentra autour de lui les corps qui avaient été employés pour opérer contre le kiaya, et réunit (22 juin) dix-huit mille hommes dont cinq mille sept cent soixante-dix cavaliers, près de Kotanly, à quinze verstes de Kars et à trente verstes du pied du Saganloug, à la limite même de ses conquêtes de l'année précédente.

C'est à cet endroit que la route d'Erzeroum forme deux embranchements qui se réunissent de nouveau, de l'autre côté du Saganloug, près de Kœprikoï sur l'Araxos. Ces deux chemins traversent des pentes abruptes et des défilés entourés de forêts et entrecoupés de ravins, et franchissent cette montagne rude, couverte de neiges jusqu'au mois d'août. L'une de ces routes passe par le château de Medjinnghert, dans le voisinage duquel campait Haki-Pacha, avec vingt mille hommes, près de Milli-Duss, dans une position inaccessible qui dominait toute la contrée et même les chemins de communication avec la seconde route qui passe par les châteaux de

Sevinn et de Saghinn. Ce fut par ce dernier chemin que le seraskier arriva avec trente mille hommes qui, opérant de concert avec les avant-postes avancés sous les ordres de Haki-Pacha, pouvaient prendre l'ennemi dans la montagne de tous les côtés.

Cependant, dans ces contrées, comme en Europe, les Russes avaient eu soin, dès l'année 1827, de faire reconnaître toutes les localités et d'en faire lever le plan. Paskevitch avait donc une reconnaissance fort exacte de la nature de la montagne et des difficultés du passage. Il s'agissait dès lors de franchir la route encore ouverte qui passait par Sevinn, avant que le seraskier vînt l'occuper. En trompant Haki-Pacha par des reconnaissances, des attaques et des mouvements simulés, le général russe lui fit croire qu'il cherchait à gagner la route passant par Medjinnghert, et qu'il ne connaissait pas du tout celle de Sevinn. Mais, pendant ce temps, il s'avança vers la montagne avec le corps principal (25 juin), fort de quatorze mille hommes, pourvu de soixante canons et emportant des provisions pour cinq jours; il laisssa sa barricade de chariots faiblement défendue près de Kotanly et fit occuper les Turcs par une attaque peu sérieuse à Milli-Duss.

Pendant toute la marche de nuit de trente-neuf verstes, les Russes ne rencontrèrent pas un seul ennemi. Lorsque, le lendemain matin, ils parurent, en ordre de bataille, sur les deux rives de l'Innchasou au flanc gauche du camp turc et à la distance de huit verstes seulement, Haki-Pacha fut saisi de la plus profonde consternation.

Du reste, même de ce côté, le camp du pacha était complétement inattaquable. Il n'y avait qu'un seul passage sur les derrières par lequel on pût y parvenir; mais, pour y arriver, il fallait tourner le camp à une distance

de cinquante verstes par la vallée de Milli-Duss. Dès que les Russes eurent effectué le transport des bagages de Kotanly, malgré les difficultés qu'il présentait, ils entreprirent encore cette marche fort périlleuse, à travers une contrée impraticable où les montagnes succédaient aux vallées, et où Haki-Pacha aurait pu facilement prendre les Moscovites de revers, leur couper les communications avec Kars et les mettre entre les feux des deux armées turques. Mais, dans cette occasion encore, la fortune combla le guerrier hardi de ses faveurs.

Paskevitch commença (30 juin, 1er juillet) son mouvement dangereux par Sevinn et Karaourgann ; dans ce dessein, il descendit des hauteurs du Tchahir-Baba, au pied duquel la vallée de Kaïnnly s'ouvre en forme d'éventail, dont la partie large débouche dans la direction du château de Saghinn. A ce moment, il rencontra inopinément l'avant-garde du seraskier qui y avait appelé la cavalerie de Haki-Pacha pour lui tendre la main. Il s'engagea une lutte opiniâtre d'où les Russes sortirent victorieux pendant l'après-midi, lorsqu'on apprit que le seraskier en personne avait paru avec douze mille hommes de l'autre côté de la rivière du Kaïnnly et qu'il s'y retranchait afin de rallier autour de lui, le lendemain, un autre corps de dix-huit mille hommes partis d'Erzeroum pour le suivre.

Il se présenta alors un de ces moments décisifs où Paskevitch mettait à une des épreuves les plus rudes la persévérance de ses soldats à demi-barbares, mais d'une trempe solide. Bien qu'ils eussent fourni une marche forcée de quarante verstes et livré déjà bataille, il leur ordonna de tourner, des deux côtés et en trois colonnes, le camp du seraskier près de Sevinn, mouvement par

lequel le comte voulait surtout couper, sur son flanc droit, les communications du seraskier avec Milli-Duss; puis il attaqua victorieusement les Turcs encore vers la fin de la soirée.

Si le seraskier était venu quelques jours plus tôt, comme il l'avait promis, il aurait attiré les Russes dans le piége qu'il leur avait tendu, pendant qu'ils franchissaient péniblement la montagne. Mais, arrivé trop tard, il n'échappa qu'à grand'peine lui-même à la captivité et perdit toutes ses provisions, tout son matériel de guerre, de même que tout son corps qui fut dispersé et poursuivi dans toutes les directions. Paskevitch se trouva, à ce moment, près du village de Karaourgann, au point de jonction de deux chemins conduisant à Milli-Duss, et à treize verstes du point où il voulait attaquer la position de Haki-Pacha dont il était séparé par une chaîne élevée de la montagne.

Dès le lendemain (2 juillet), il continua sa marche. Lorsque l'avant-garde arriva, dans la matinée, sur les hauteurs derrière le camp turc, dont trois verstes la séparaient, on remarqua que tout y était encore dans un calme et un ordre complets. On sut par des prisonniers qu'on n'avait pas au camp la moindre connaissance de la défaite et de la fuite du seraskier.

Le général russe eut soin de faire répandre aussitôt cette nouvelle qui jeta une telle confusion dans les rangs des soldats de Haki, que le plus grand nombre s'enfuit et que le pacha dut envoyer un parlementaire à Paskevitch pour négocier avec lui. Avant que celui-ci pût rapporter la réponse du comte, l'artillerie turque ouvrit le feu sur quelques endroits; Paskevitch, voyant la confusion qui régnait dans le camp des ennemis, commanda, sans

hésiter, l'assaut; les Turcs s'enfuirent avec une précipitation tellement honteuse que Haki lui-même fut fait prisonnier.

L'armée russe avait donc, en vingt-cinq heures, fourni une marche de soixante verstes, pris deux camps, conquis une masse de provisions et fait deux mille prisonniers. Et ce n'étaient pas encore là tous les fruits de cette mémorable victoire du 1er juillet. L'armée du seraskier qui suivait s'était aussi presque complétement dispersée; le général turc ne put retenir sous les drapeaux qu'une partie de sa cavalerie qui recevait une solde fixe, et son infanterie de réserve, près de Hassan-Kaleh (l'ancienne Theodosiopolis), qui forme la clef d'une vallée conduisant de là à Erzeroum.

Afin de prendre cette ville, si c'était possible, pendant qu'elle était encore sous le coup de la première terreur, Paskevitch conduisit son armée horriblement fatiguée par Chorassan et Kœpriskoï jusqu'à Hassan-Kaleh où le camp turc se débanda aussitôt. En vain le seraskier essaya-t-il de déterminer les habitants d'Erzeroum à opposer une résistance énergique aux Russes. Paskevitch se fit précéder par deux agas de la ville qu'il avait faits prisonniers et qu'il avait gagnés par son amabilité; ils publièrent une proclamation par laquelle le comte essaya de déterminer les habitants aisés à épargner à la ville les horreurs d'un siége.

Paskevitch eut un plein succès. Il fit son entrée dans la ville (8 juillet) sans trouver la moindre résistance; le seraskier dut se rendre comme prisonnier de guerre. Aucun Russe n'avait encore pu pénétrer aussi loin dans l'intérieur des pays turcs. Mais ce ne fut pas encore la fin des suites et des succès du combat sur les bords du

Kaïnnly. Deux forteresses, Chniss et Baïbourt, dont la dernière était aussi solidement défendue que Kars, ouvrirent à Paskevitch leurs portes (16, 13 juillet) et, par là, les chemins de Trebizonde; l'armée turque en fuite et poursuivie jusqu'à Karahissar lui livra la route de Sivas qui était dès lors le but de ses opérations.

Campagne d'Europe. Silistri el Koulevtja.

Immédiatement après que Paskevitch eut franchi la montagne de Soghanly, un événement semblable se produisit sur le théâtre de la guerre en Europe. Les Russes effectuèrent le passage du Balkan sous la conduite du comte Diebitsch qui jusqu'alors avait été le chef de l'état-major russe et qui, à cette époque, remplaçait Wittgenstein dans le commandement en chef de l'armée d'Europe. Il était né en 1785, en Silésie, et avait été élevé à l'école militaire de Berlin; d'un extérieur fort ordinaire, il avait été, pendant quelque temps, négligé et même traité avec injustice par ses supérieurs dans l'armée russe où il était allé prendre du service; puis il avait voulu quitter les rangs de l'armée; mais l'empereur Alexandre avait su le réconcilier avec sa position.

Malgré l'attente générale, Nicolas lui avait conservé les honneurs dont l'avait comblé Alexandre; avant et après la campagne qui nous occupe, le czar le dota et le récompensa d'une manière si brillante que Diebitsch devint l'objet de la haine et des jalousies du parti moscovite (1). Dans un seul point, mais qui était capital, sa position était décidément meilleure que celle du général qui l'avait précédé dans le commandement. L'empereur, avec tout son cortége de diplomates, resta, cette fois-ci,

(1) Cf. Rahden : *Wanderungen*, t. II, p.220.

loin de l'armée. Le général en chef, qui trouvait, en outre, des leçons fort instructives dans toute l'expérience de la campagne précédente, eut ainsi une position bien plus désirable; il était chargé d'une responsabilité plus grande, il est vrai, mais il avait les mains plus libres. Seulement, par rapport aux moyens et aux forces, Diebitsch n'était pas dans une meilleure situation que son prédécesseur.

A ce moment, les motifs les plus urgents stimulaient certainement le czar à déployer toutes les ressources dont il pouvait disposer, pour obtenir des succès prompts et éblouissants. Mais on allait voir que ce n'était nullement sa modération si souvent vantée qui, l'année précédente, avait empêché la Russie de mettre en campagne des forces plus nombreuses et qui l'en empêchait encore cette année-là. Même après avoir rappelé les réserves et un certain nombre de Cosaques de la mer Noire et du Kaukase, l'armée n'était pas plus forte, mais plutôt plus faible que l'année précédente. Elle se trouvait seulement un peu mieux pourvue d'artillerie et de cavalerie légère; mais, par suite des expériences de la dernière campagne, elle était accablée et se montrait découragée sur le terrain, dans le camp et dans les hôpitaux.

D'après le plan de campagne, on avait d'abord à réparer ce qui n'avait pas été fait l'année passée. En premier lieu, on avait à prendre Silistri; après la chute de cette forteresse, sans s'occuper d'autre chose et en observant seulement Schoumla, on devait s'apprêter à franchir le Balkan, passage qui était le but principal de la campagne et le moyen capital d'obtenir promptement la paix.

Pour faciliter l'exécution de ce plan, on essaya de se

mettre d'avance en possession d'un port maritime au sud du Balkan, afin d'avoir sur les Turcs l'avantage de pouvoir s'appuyer sur la flotte. On choisit, dans ce dessein, la ville de Sizepolou (l'ancienne Sozopolis ou Apollonia) qui s'avançait le plus dans la mer et qui offrait le port le plus sûr. La ville, défendue seulement par une faible garnison, se rendit (15 février) après un bombardement de courte durée.

Irrité de cette reddition honteuse, le sultan fit armer sa flotte et ordonna à l'aga-pacha, Housseïn, qui commandait le camp d'Aïdos, de reprendre la ville. Mais il fallut à ce dernier sept semaines pour se rendre à Sizepolou, éloignée de trois journées de marche d'Aïdos; pendant ce temps, les Russes avaient pu se renforcer et se retrancher suffisamment pour repousser les Turcs (avril). La flotte turque entra deux fois dans la mer Noire où elle prit, la première fois, par le plus grand des hasards, un brick russe; la seconde fois (juin), elle rentra au port sans avoir fait seulement la moindre tentative pour attaquer la petite flottille russe à Sizepolou. Tout y restait donc prêt à appuyer l'armée d'invasion qui, pendant ce temps et sous la direction personnelle du général en chef, était occupée au siége de Silistri.

Gêné dans sa marche par les débordements du Danube, Diebitsch, après avoir quitté Tjernavoda et en passant par Kousgoun, n'avait pu arriver que vers la fin du printemps devant Silistri (17 mai). D'autres divisions, retardées également par des désordres inconcevables dans les dispositions prises pour passer les troupes de l'autre côté du fleuve, avaient franchi le Danube, sur des bacs et dans des barques, près de Kalarache. Ces troupes portèrent l'armée de siége devant Silistri (le

deuxième et le troisième corps d'armée) au chiffre de vingt et un mille hommes, sans compter la réserve de six mille cinq cents hommes; mais, comme l'année précédente, l'armée manquait encore d'un matériel de siége complet.

Cette circonstance donna au siége, dans ses points essentiels, le caractère particulier d'une guerre de mines, faite à la bêche et au pic. Il s'agissait de détruire systématiquement et à fond, dans un vaste rayon et par des procédés lents et de longue haleine, le fossé qui n'avait que trente pieds de large, aussi bien que les bastions et les courtines de la forteresse. On commença ces travaux sur la ligne Est, sur le cours inférieur du fleuve, afin de trouver un point d'appui dans la flottille du Danube. Sur la ligne Sud, beaucoup plus favorable aux assiégeants, où l'on peut dominer les fortifications en s'établissant sur les hauteurs devant la ville, il ne s'agissait d'abord que d'attaques simulées; bientôt cependant, après qu'on eut examiné à fond la position de la place, ces opérations furent changées (commencement de juin) en une attaque réelle, à laquelle on employa dès lors toutes les forces.

Au moment même où l'on était arrivé à ce point, Diebitsch se trouva déterminé, par les nouvelles reçues du théâtre de la guerre au Sud, à s'y transporter avec le deuxième corps d'armée; il abandonna la continuation du siége de Silistri au général Krassovski dont l'armée ne comptait plus dès lors que de dix à douze mille hommes.

Le commandement en chef de l'armée turque était, cette année-là, entre les mains de Rechid-Pacha, promu à la dignité de grand-vizir. Ce général et le seraskier

d'Anatolie voulaient ou devaient réparer, pendant cette campagne, par leur activité, ce que leurs prédécesseurs avaient négligé, l'année précédente, par leur paresse. Ils voulaient se mesurer avec les Russes dans des opérations stratégiques dont les Osmanlis n'ont, d'ordinaire, aucune connaissance et qu'ils ne savent nullement calculer d'avance. Dès que les forces nouvellement formées furent organisées à Schoumla, et à une époque où Diebitsch n'était pas même encore arrivé devant Silistri, le vizir prit l'offensive contre le sixième et le septième corps de l'armée russe qui, peut-être au nombre de douze ou quatorze mille hommes, occupaient leurs quartiers d'hiver entre Pravady et Varna.

Avec quinze ou vingt mille hommes, divisés en deux colonnes, le vizir marcha (10 mai) contre la position du général Roth à Pravady et à Eski-Arnaoutlar. L'une de ces colonnes, commandée par Chalil-Pacha, prit le chemin le plus court, en passant par le plateau de Rovno et de Kürivna, tandis que l'autre, sous les ordres du vizir lui-même, passa par Yenibasar et Nevtja, pour menacer, à gauche, les communications de Roth avec le Danube.

Le jour où Diebitsch arriva devant Silistri, Rechid-Pacha attaqua (17 mai) la position retranchée près d'Eski-Arnaoutlar où Roth en personne résista, pendant quatre heures, dans un combat d'abord douteux, aux ennemis supérieurs en forces, jusqu'à ce qu'enfin il les repoussât. Mais quatre bataillons russes, commandés par le général Rynden, qui poursuivirent les Turcs, rencontrèrent, à l'ouverture d'une gorge près de Derekyœï, la réserve turque qui coupa le régiment Ochotzk avec six canons, au moment où il déboucha de la gorge, et l'anéantit presque en entier.

Ce fut là cependant le seul avantage remporté par le grand vizir qui retourna à Schoumla, après qu'une attaque simultanée de Chalil contre Pravady eut été repoussée. Cependant, le courage personnel montré par les deux commandants malgré leurs blessures, l'exaspération avec laquelle les Turcs avaient combattu et l'ordre qu'ils avaient observé dans leurs mouvements : tout cela fit naître dans les Russes de nouvelles craintes au sujet des conséquences de la discipline turque. Diebitsch crut que le petit échec subi par les Russes était assez important pour l'obliger de quitter Silistri, avec le deuxième corps d'armée, et de courir au secours de Roth qui s'était retiré au Nord jusqu'à Kosloudja.

Afin de contre-balancer l'effet de cette jonction des deux généraux russes, le vizir semblait vouloir attirer à lui le pacha de Roustchouk ou préparer aux Russes une diversion plus forte sur la rive droite du Danube. Mais à peine le pacha de Roustchouk eut-il commencé à rassembler un corps de troupes à Rasgrad, que ce dernier fut déjà dispersé par le général Kreutz, qui se trouvait en observation dans une position près de Kaorgou.

De cette manière, le vizir restait abandonné à lui-même et à ses propres forces, lorsqu'il suivit (28 mai), comme on le prétend, avec quarante mille hommes, le général Roth à Kosloudja, où il le trouva nouvellement renforcé des troupes de Basardjik et dans une position retranchée qu'il n'osa pas attaquer. Il se replia donc sur le plateau de Rovno, que la rivière Pravady entoure, au Nord et à l'Est, dans une vaste courbe. De cet endroit, il essaya de nouveau ses forces dans une véritable attaque, sous forme de siége, contre Pravady, où, dans des combats stériles, il perdit huit précieuses jour-

nées qui laissèrent au général russe le temps d'arriver.

Après son départ de Silistri (5 juin), Diebitsch avait commencé par appeler à lui le corps du général Kreutz; puis, après une marche de cinq jours, retardée par les chaleurs et par les mauvais chemins, il avait opéré sa jonction avec Roth qui s'était de nouveau avancé jusqu'à Eski-Arnaoutlar. Au quartier général des Russes, on hésitait si, dans l'absence du grand-vizir, il ne faudrait pas surprendre Schoumla par un coup de main; mais Diebitsch se décida à saisir promptement l'occasion favorable qui se présentait de surprendre les Turcs en rase campagne.

Dans ce dessein, il occupa, entre Schoumla et Pravady, une position qui lui permettait d'empêcher le vizir de retourner à Schoumla. Cette résolution était en harmonie avec la manière d'agir de Paskevitch, et comme elle fut exécutée dans le même esprit, elle eut une issue décisive. Lorsque le vizir, qui probablement ne savait rien de Diebitsch, fut informé de la marche d'un corps russe contre Schoumla, il leva aussitôt le siége de Pravady (10 juin) et retourna, par le chemin le plus court, vers son camp dans la montagne, en suivant les hauteurs du plateau.

Ce mouvement rapide consterna les Russes qui, ce jour-là, étaient éparpillés dans un vaste demi-cercle: Kreutz, avec deux mille cinq cents hommes, se trouvait près de Boulanik; le comte Pahlen, avec quatorze mille hommes, était placé près de Matara, au Sud de la rivière Pravady; Roth et Rüdiger étaient au Nord, près de Taouchan-Kosloudja, avec douze mille hommes, et Koupriانov, avec deux mille huit cents hommes, à Pravady,

de sorte qu'il y avait une distance de quinze lieues entre les deux points extrêmes de la ligne russe.

Le vizir avait le choix entre trois routes : au Nord, par Yenibasar et Nevtja, où il aurait rencontré Roth et Rüdiger ; au Sud, par Kamarna et Marach, où il aurait eu le moins à craindre des ennemis, mais où la marche de l'armée aurait rencontré le plus d'obstacles, à cause des nombreuses vallées latérales du fleuve Kamtjik ; enfin, le chemin le plus court passait, sur la hauteur du plateau, par les villages de Markovtja et de Tjirkovna, où le vizir aurait eu en même temps l'avantage de voir la position de toutes les forces russes. S'il s'était avancé par cette route dès le 10 juin, il aurait facilement pu se frayer un passage à travers le corps du comte Pahlen et arriver à Schoumla ; dans le camp russe on aurait hésité, comme l'année précédente, à franchir le Balkan.

Mais le général turc, autrement si actif, perdit cette précieuse journée, et, pendant la nuit, Diebitsch se fit rejoindre par les troupes de Roth et de Rüdiger et bloqua (11 juin) le chemin du vizir avec vingt-huit mille hommes. Pour reconnaître l'armée turque qui approchait, le général envoya vers les hauteurs du plateau le général Ostrochenko avec l'avant-garde, qui se trouvait dans les villages de Koulevtja et de Tjirkovna, de même que derrière ces endroits. Reçu par une batterie couverte ; attaqué de front par les spahis, qui descendaient au galop la pente roide, et dépassé aux deux ailes, ce corps de troupes fut fort maltraité et repoussé après avoir entièrement perdu tout un bataillon ; ensuite les Turcs prirent les deux villages. Même des corps de renfort que le comte Pahlen amena en trois échelons, pour

porter secours à l'avant-garde, le premier fut rejeté sur le second.

A ce moment, où Roth et Rüdiger étaient peut-être encore à une lieue et demie de l'endroit où l'on combattait, le vizir aurait pu tomber avec toute son armée sur le corps de Pahlen. Mais comme sa première attaque heureuse n'avait pas été secondée par les réserves et que le vizir ne pouvait rien opposer à l'artillerie russe qui venait de se ranger en bataille, le combat commença par s'arrêter. Puis, l'après-midi, les Turcs regagnèrent leurs hauteurs, et, dès que Roth et Rüdiger arrivèrent au champ de bataille, Diebitsch procéda à l'attaque de cette position.

Bien que l'artillerie ne pût faire grand'chose et que la cavalerie dût rester tout à fait inactive sur ce terrain où la forêt et la hauteur auraient offert aux Turcs tous les avantages possibles pour leur défense, ils n'attendirent pas même l'attaque des Russes. La retraite avait déjà commencé, lorsque l'explosion de quelques caissons à poudre la changea en fuite désordonnée; les tacticiens jetèrent leurs fusils à baïonnette; on abandonna l'artillerie et les bagages, et toute l'armée se dispersa dans la forêt et dans la montagne, sans avoir fait de grandes pertes en morts et en prisonniers. Le vizir passa par Marach et n'avait plus que six cents cavaliers lorsqu'il atteignit Schoumla. Cependant, peu à peu, un assez grand nombre de ses troupes dispersées vinrent le rejoindre dans cette place.

Le passage du Balkan.

Ses ressources insuffisantes ne permirent pas à Diebitsch de profiter de ses succès à Koulevtja pour développer rapidement ses opérations. N'ayant plus à sa

disposition que trente mille hommes, après toutes les pertes qu'il venait d'essuyer, il ne pouvait pas vouloir s'avancer dans l'intérieur de la montagne et de l'empire turc avec dix-huit mille hommes, car il fallait laisser au moins dix mille hommes devant Schoumla.

De même que dans l'année précédente, l'armée dut rester (15 juin) dans ses positions près de Schoumla et perdre le temps le plus précieux, l'occasion favorable et le beau temps, jusqu'à ce que le corps de siége devant Silistri devînt libre et qu'il pût aller la rejoindre. La nouvelle de la défaite du vizir ébranla, à la vérité, le courage des Turcs à Silistri, mais elle ne put pas le fléchir tout de suite. Là encore, ils avaient fait preuve de l'opiniâtreté et de l'habileté avec lesquelles ils savaient se défendre. Ils ne s'étaient pas lassés de faire des sorties, d'arrêter les travaux des assiégeants et de les détruire avec leurs contre-mines. Il fallut que la disette commençât à régner dans la ville, coupée de toutes ses communications, et que les discordes vinssent à diviser les chefs, pour que les Turcs rendissent (29 juin) la forteresse après une défense de sept semaines, défense qui avait coûté aux Russes des masses énormes de munitions aussi bien que trois mille hommes.

Ce ne fut donc que lorsque Krassovski put occuper, avec le troisième corps d'armée, les postes d'observation autour de Schoumla, à Yenibasar et à Marach, que Diebitsch se mit en marche (mi-juillet) pour franchir le Balkan. Roth, avec le sixième corps d'armée, devait passer la montagne par la route conduisant de Varna à Bourgas et Rüdiger, avec le septième corps d'armée, avait à suivre la route de Pravady à Aïdos. Le quartier général se trouvait au sein de la réserve, qui, formée

par le second corps d'armée, suivait sous les ordres du comte Pahlen.

Le vizir, qui s'attendait à une répétition du blocus sérieux de Schoumla, comme l'année précédente, avait rallié autour de lui toutes les troupes placées dans les défilés des montagnes, de sorte que les Russes ne rencontrèrent guère d'obstacles en franchissant le Balkan que le bruit général leur avait dépeint comme si redoutable. Ce ne fut que lorsqu'ils s'avancèrent vers le fleuve Kamtjik que les Russes trouvèrent, près du « Village-« au-Pont (Koeprikoï) » et vers l'embouchure du fleuve, près de Dervich-Yovann et de Podbachi, des positions retranchées de corps peu nombreux dont ils s'emparèrent sans peine.

Quant à la route qui passe par la montagne, en conduisant en ligne droite à Aïdos, par la longue vallée du Delidjeh qu'on peut facilement barrer, Roth et Rüdiger la laissèrent de côté, à cause des difficultés que les nombreux gués du ruisseau opposent au transport des bagages; ils préférèrent faire un grand détour le long du Kamtjik par Dervich-Yovann jusqu'à Arnaoutlar et Erketch. Passant, à cet endroit, par la montagne qui, sur ce versant oriental, ne dépasse nulle part la hauteur de trois ou quatre mille pieds, les troupes aperçurent les pavillons de leur flotte, à laquelle elles purent dès lors tendre la main dans les places fortes maritimes de Misivri, d'Ayolo et de Bourgas, qui toutes furent abandonnées ou livrées sans résistance (23, 24 juillet).

Après une marche de neuf jours, dans laquelle les soldats venaient de faire soixante-quinze lieues, toute l'armée se trouva de nouveau réunie près de Roumelikoï (24 juillet) sans avoir presque subi de pertes. Heureu-

sement Diebitsch, dans sa marche, était précédé du bruit public qui le disait accompagné d'une armée innombrable. Les chefs turcs eux-mêmes croyaient qu'il amenait cent mille hommes, et les diplomates à Constantinople disaient qu'il en avait avec lui au moins soixante mille.

Au quartier général russe où l'on se trompait d'une manière semblable au sujet des forces numériques de l'ennemi, et où l'on ne connaissait que trop bien sa propre faiblesse, la confiance semblait faire défaut au moment même des plus grands succès, tandis que dans l'entourage de Paskevitch, les victoires, au contraire, l'augmentaient toujours. Après que les Russes eurent occupé les places maritimes et les défilés dans les montagnes, on y entendait exprimer l'opinion qu'avant de se risquer plus loin, il fallait rebrousser chemin avec une partie de l'armée. On y disait qu'il fallait prendre d'abord Schoumla et attendre les renforts, parce qu'on croyait avoir encore en face de soi, à Aïdos, les forces principales des Turcs, leur armée proprement dite.

Bien que l'opinion plus hardie qui voulait qu'on s'avançât rapidement vers Andrinople, l'emportât dans le conseil des Russes, on résolut néanmoins de procéder avec la plus grande prudence avant et pendant ce mouvement, et d'attendre encore, pour voir si le vizir, dans son aire, à Schoumla ne donnerait pas signe de vie. Rüdiger marcha d'abord (25 juill.) avec le septième corps d'armée sur Aïdos. Le vizir y avait, à la vérité, envoyé de dix à douze mille hommes; mais ils abandonnèrent, presque sans se défendre, la ville et une grande quantité d'armes et de provisions.

Ce succès aurait dû encourager les Russes et les en-

gager à se porter sans délai sur Andrinople. Mais redoutant toujours Schoumla et craignant pour son aile droite, Diebitsch, en éparpillant ses forces, envoya encore à ce moment-là plusieurs divisions le long du versant méridional du Balkan, jusqu'à Yamboli et à Slivno, à quarante-cinq lieues de Bourgas.

Sur le seul bruit qui disait que Rechid-Pacha se trouvait lui-même à Slivno, Diebitsch y conduisit (12 août), en personne, presque toute son armée. En effet, si le vizir n'avait pas voulu se jeter avec toutes ses forces sur Krassovski et sur les derrières de l'armée russe, sa place eût été à ce moment à Slivno, où il aurait dû couvrir ou occuper Andrinople, concentrer autour de lui toutes les forces dont on pouvait disposer à Constantinople, et rallier, si c'était possible, les Albanais du pacha de Skodra.

A ce moment, Diebitsch avait acquis la certitude qu'il s'était trompé dans ses suppositions; il avait vu que les masses et le courage des Turcs étaient complétement brisés. Ces derniers abandonnaient partout toutes les positions sans même combattre; tous les passages du Balkan, depuis le cap Emineh jusqu'à Kasann, se trouvaient entre les mains des Russes, et, après la dispersion de toutes les troupes turques en deçà de la montagne, le vizir n'aurait plus guère trouvé moyen de se mettre en communication avec Andrinople, même en faisant de grands détours. Ce ne fut qu'après s'être assuré de tous ces faits que Diebitsch se décida à se mettre en mouvement et qu'il commença (14 août), par des chaleurs insupportables, sa marche, excessivement pénible à cause des roches nues et brûlantes qui formaient la route depuis Slivno par Yamboli, le long de la rive gauche de la Toundja.

Le général russe ne rencontra aucune résistance pendant toute sa marche sur Andrinople. Il y avait là, au moment de son arrivée (19 août), Chalil-Pacha avec dix ou douze mille hommes, débris de corps débandés, qui provenaient, en majeure partie, des garnisons de ces places sur le Balkan que les Turcs avaient dû abandonner. Avec ce noyau de troupes, le jeune pacha aurait pu créer les plus grands embarras aux Russes. A l'aide des bourgeois armés de cette ville populeuse, il eût pu organiser une défense qui, exécutée seulement avec un peu de ténacité turque, aurait imposé un moment d'arrêt fort dangereux à la course victorieuse de l'armée russe déjà épuisée.

Par des négociations habiles, il aurait pu déterminer le skodrapacha, Moustapha, à faire une grande opération : c'était, en effet, cet ambitieux imitateur d'Ali-Pacha, le champion du parti des janissaires renversé si récemment. L'année précédente, il avait refusé ses services au sultan, pour l'humilier et pour lui dicter ensuite les conditions auxquelles il lui prêterait secours. A l'époque actuelle, il croyait que le moment favorable pour agir était venu ; il venait de quitter Sophia et marchait, avec quarante mille Albanais, sur les derrières et sur le flanc des Russes ; déjà il avait avancé ses avant-postes jusqu'à Philippopoli.

Si ces deux partis, que Chalil aurait pu prendre, lui eussent paru trop téméraires, le jeune pacha aurait pu se retirer à Constantinople, sans rencontrer le moindre obstacle ; car la nature du terrain qu'il aurait eu à traverser lui aurait offert sur toutes les routes les points les plus avantageux pour se défendre. Mais rien de tout cela ne fut même essayé. Le pacha offrit, de son plein gré,

de capituler. Diebitsch saisit avidement cette proposition; les troupes déposèrent les armes et rentrèrent dans leurs foyers; on leur défendit seulement de se diriger sur Constantinople.

On aurait dit que la croyance d'une nécessité fatale, qui faisait baisser l'étoile de l'empire turc, avait pénétré et frappé de paralysie toute la masse du peuple turc (1). Une dissolution aussi complète de toutes les forces morales et matérielles dans le camp ennemi aurait dû forcer le général russe à faire des entreprises téméraires, quelque peu qu'elles fussent en harmonie avec sa nature et avec sa méthode militaire; mais, en outre, les ordres formels du czar lui prescrivaient de ne pas cesser les ostilités avant que la paix fût assurée.

C'est pourquoi le comte Pahlen avança, sans retard, avec le deuxième corps d'armée jusqu'à Kirkilissa et atteignit Viza (6 septembre), dans les monts Strandja, d'où il pouvait tendre la main à l'amiral Greigh, qui, avec sa flotte, s'était emparé des ports fortifiés de Vasiliko, d'Achtebolou et de Midia. A l'aile droite de la ligne d'opérations, le général Sievers marchait par Demotika et par Ipsala à Enos (7 septembre), sur la côte thrace de la mer Blanche, point jusqu'auquel, au commencement de la campagne, l'amiral Ricord avait déjà étendu le blocus des Dardanelles, afin de gêner l'arrivage des subsistances à Andrinople.

Au centre, le général Roth s'avançait, avec le sixième

(1) « D'où vient, demanda Michaud peu de temps après cette époque « à un Turc, d'où vient que votre nation, autrefois si active et main- « tenant si indolente, marchait jadis avec tant de rapidité et aujour- « d'hui avec tant de lenteur? — C'est qu'alors nous *venions* et que « maintenant nous nous en allons. »

corps d'armée, sur la grande route de Constantinople, et ses avant-gardes allaient jusqu'à Tchorlou et Radosto. Le monde tout entier s'attendait, avec crainte ou avec espoir, à voir flotter, en quelques jours, le drapeau russe à Constantinople. L'ambassade russe à Paris fit pompeusement annoncer dans les feuilles françaises qu'on chasserait le sultan de l'Europe pour le refouler en Asie, ou du moins qu'on ne le tolérerait plus à Constantinople que sur le pied du roi de Pologne après le premier partage.

Coup d'œil jeté sur l'état de la guerre.

Dans cette crise, Mahmoud ne justifia pas le titre de nouveau fondateur de l'empire ottoman sous lequel il s'était proclamé lui-même. Et encore, dans ce moment si décisif, il ne poussa pas même son entêtement opiniâtre, qu'il avait montré si souvent, jusqu'à ce point extrême qui aurait pu faire que le sultan fût sorti avec honneur encore de cette seconde campagne. Lorsqu'on avait décidé la grande réforme de l'armée, on avait aussi imaginé et commencé à exécuter toute une série de dispositions sur une grande échelle, afin de pouvoir, dans le cas d'une attaque des Russes contre leur capitale, opposer aux ennemis une résistance sublime dans cette forteresse, la plus imprenable de toutes les places du monde.

D'après un plan de défense adopté par le divan, on voulait dévaster la langue de terre traversée par les monts Strandja et sur la pointe sud-est de laquelle est située Constantinople, et en défendre chaque pouce par la petite guerre. La ligne d'attaque fort longue, qui s'étend devant la ville, depuis Ortakyœï sur le Bosphore, au delà de la vallée des Eaux-Douces, jusqu'aux Sept-Tours sur la mer de Marmara, est coupée en deux parties par la Corne-d'Or, cette baie qui, en formant une pro-

fonde échancrure dans les terres, sert de port à la ville.

Il fallait donc que ceux qui voulaient attaquer Constantinople opérassent avec deux corps de troupes tout à fait séparés dont les défenseurs de la ville pouvaient toujours inquiéter le flanc et les derrières avec de grandes masses de troupes qu'ils étaient à même, à tout moment, de faire sortir du port. Au nord du port, du côté des faubourgs, on comptait, pour la défense de la ville, placer sur le plateau de Pera un corps de troupes plus considérable qui aurait trouvé, sur la route de Bouyoukdereh, une position facile à fortifier, couverte de ravins et offrant, en outre, un front d'attaque de peu d'étendue.

A l'extrémité sud du port, où le faubourg ouvert d'Eyoub était le point le plus accessible, on avait établi, sur la hauteur de Topdjilar, la caserne de Ramis-Tchiflik pour cinq ou six mille hommes, devant laquelle on éleva encore quelques retranchements dès qu'on apprit que les Russes avaient franchi le Balkan. A trois mille pas de là, dans la direction de la Propontis et sur la route d'Andrinople, on avait construit, immédiatement après la destruction des janissaires, une caserne plus grande encore pour huit mille hommes dans la plaine de Daoud-Pacha. Entre ces deux édifices se trouvait l'immense hôpital dans lequel il y a place pour quatorze mille hommes.

Ces trois bâtiments formaient, pour ainsi dire, des ouvrages extérieurs avancés, un champ de bataille et un camp fortifié pour une armée nombreuse qui était sûre de trouver, dans la capitale, toutes les subsistances dont elle aurait besoin. Quand même cette position aurait été perdue, l'ennemi eût rencontré encore le mur

d'enceinte byzantin, haut de vingt ou trente pieds et muni de trois cents tours, mur qui était, à la vérité, vieux, délabré, renversé, couvert de gazon et d'arbres, mais sans véritable brèche et devant lequel il y avait, à peu de distance, encore un autre mur plus bas et un fossé garni d'escarpes et de contrescarpes avec revêtement de maçonnerie.

Dans le cas où l'on perdrait même cette ligne de défense, redoutable entre les mains de Turcs, on avait décidé qu'on élèverait une seconde ligne plus resserrée qui aurait la moitié de l'étendue du mur d'enceinte. Les ouvrages avancés de cette ligne auraient été formés par les mosquées de Mohammed et de Sélim, flanquées de la mosquée colossale de Souleïman sur le point le plus élevé de la ville, d'où l'on aurait pu balayer toutes les maisons en bois dans les rues qui seraient occupées par l'ennemi. Enfin, les assiégeants auraient dû prendre encore le Sérail, situé à la pointe sud du port et entouré d'un mur qui formait à lui seul une ville et qui était flanqué, aux côtés, de l'église Sainte-Sophie et de la mosquée d'Achmed.

Si le sultan s'était rappelé que, pendant tout un siècle, les Osmanlis avaient déjà été les maîtres des pays voisins de Constantinople en Asie et en Europe, avant qu'ils pussent s'emparer de la puissante ville aux sept collines de l'Orient, et que, pour l'attaque décisive, il leur avait fallu employer le quart d'un million d'hommes et une immense flotte, afin de vaincre les Byzantins dégénérés; si Mahmoud, disons-nous, s'était souvenu de tout cela, il aurait dû facilement comprendre que le czar Nicolas et son armée d'invasion n'auraient guère pu recueillir les honneurs de Mahomet le Grand, et il aurait pris la

résolution de se défendre derrière ces murs jusqu'à la dernière extrémité.

Pendant quelque temps, on semblait avoir cette intention. Lorsqu'on apprit que les Russes avaient franchi le Balkan, le divan décréta (1er août) une levée en masse. Ce fut quelques jours après, qu'on fit aux deux ambassadeurs des puissances occidentales la réponse par laquelle on rejeta d'une manière si tranchante leur protocole grec. On porta l'étendard sacré dans le camp de Ramis-Tchiflik (12 août) où le sultan se rendit lui-même pour rejoindre les quinze mille hommes qui y étaient rassemblés. Mais, déjà avant que la nouvelle de la chute d'Andrinople y fût arrivée, le courage du sultan était complétement brisé, si l'on fait abstraction de quelques accès passagers d'émotion violente auxquels il s'abandonnait de temps à autre.

On peut croire que c'était moins parce qu'il se voyait exposé à un grand danger du dehors, que parce qu'il ne se sentait pas en sûreté au milieu de son propre peuple. Par suite de l'accroissement des impôts et de la cherté des vivres, dont les prix s'étaient élevés à plus du double après que les approvisionnements de la mer Noire avaient été interrompus, le mécontentement de la population dans la capitale n'avait fait qu'augmenter et se répandre. Pour l'apaiser, on manquait de forces armées, et pour l'attiser, les partisans des janissaires n'épargnaient aucun effort. Ils profitaient des désastres de la guerre, pour exciter le peuple contre le sultan et contre ses nouvelles troupes « invincibles » qui avaient permis aux Russes de trouver le chemin du Balkan que nul ennemi n'avait jusqu'alors franchi.

On reçut des nouvelles de mutineries dans les pro-

vinces d'où l'on avait attendu des secours. La désertion, qui avait porté la dissolution dans l'armée en campagne, pénétra dès lors même dans les troupes de la capitale; et précisément à l'époque de la chute d'Andrinople, on découvrit une conspiration contre le sultan dans laquelle était impliqué le commandant du Bosphore, Achmed-Aga, et qui dut être étouffée par une sévérité sanglante.

Ces dangers qui le menaçaient à l'intérieur de l'empire paralysèrent le sultan et abattirent son courage. S'il avait été convaincu que, dès l'arrivée du grand ennemi devant les portes de la capitale, malgré cette petite fermentation, toute la population se rallierait néanmoins autour de lui; s'il avait trouvé en lui-même la force nécessaire pour persévérer dans sa résistance, pour donner seulement l'exemple de la confiance et même pour maintenir les apparences de courage et d'assurance: le sultan aurait tout gagné en gagnant simplement du temps, puisque bientôt le véritable état des affaires lui aurait été dévoilé.

Du côté de l'Asie, Paskevitch avait été forcé de retarder sa marche sur Sivas, faute de ressources nécessaires, et de rester tout un mois à Erzeroum dans l'inaction, ce qui lui avait enlevé aussitôt la réputation de général irrésistible et détruit l'auréole qui jusqu'alors l'avait environné. Dans l'absence momentanée de toute direction suprême dans ces contrées-là, depuis que le seraskier était prisonnier, la masse du peuple s'était emparée du mouvement, suivant ses instincts naturels. Comme par un coup de baguette magique, la petite guerre avait éclaté soudain et de tous les côtés; avec sa poignée de soldats, le vaillant comte d'Erivan n'aurait pu lui résister pendant un espace de temps quelconque.

Le pacha de Mouche avait observé la neutralité, exposant ainsi l'aile gauche de la ligne d'opérations russe. Son voisin, le pacha de Vann, avait, à plusieurs reprises, mis en grand danger la ville de Bayazid ; des bandes de brigands kourdes avaient fait des incursions dans le pachalik de Kars. Au nord, les Laziens parcouraient le pays ; c'étaient d'excellents tireurs et les meilleurs fantassins irréguliers de l'Asie ; ils s'établirent près du village de Chart, où le vaillant Bourtzov tomba après avoir échoué dans une tentative qu'il fit pour les disperser (31 juillet).

Le gros de l'armée russe, conduit alors par Paskevitch en personne à Baïbourt, força à la vérité les Laziens à quitter la position qu'ils occupaient près de Chart (7, 8 août), et les Russes les poursuivirent jusqu'à Kilkit-Tchiflik sur la route de Sivas. Mais, dans l'intervalle, une conspiration éclata à Erzeroum, conspiration se rattachant à des mouvements des Kourdes qui, forts de quinze mille hommes, chassèrent les Russes de Chniss et menacèrent Erzeroum. En même temps, les Laziens, écoutant avec empressement l'appel du nouveau seraskier, Osman-Pacha, qui lui-même appartenait à leur tribu, renouvelèrent, au Nord, la petite guerre, et inspirèrent déjà aux Russes des craintes au sujet de leurs quartiers d'hiver.

Paskevitch les chassa encore une fois d'un poste très-important près de Gümich-Chaneh ; mais partout autour de lui, où il ne se trouvait pas en personne, le feu qu'il venait d'éteindre devant lui éclatait de nouveau avec une grande force. On ne put pas se maintenir dans la ville de Gümich-Chaneh ; des reconnaissances qu'on venait de faire montrèrent qu'il était impossible d'aller cher-

cher des quartiers d'hiver à Trebizonde. Partout, dans le pachalik d'Erzeroum, les Kourdes tenaient la campagne à cheval et tout armés, comme les Adjares à Achalzik. Le baron Sacken et le général Hesse, ayant reçu l'ordre de forcer Achmed-Bey, par une attaque combinée, à se soumettre, échouèrent dans cette entreprise (août).

Lorsque Paskevitch prit ses dispositions pour envoyer une partie de ses troupes en Grousie, afin d'y prendre ses quartiers d'hiver, le courage belliqueux et le fanatisme, attisés partout, éclatèrent avec une plus grande violence. La témérité des delhis, qui parcouraient le pays, augmentait de jour en jour. Erzeroum était menacée, du côté de Baïbourt, par seize mille Laziens et, du côté d'Achkaleh, par le pacha de Vann. Le seraskier s'établit près de Gümich-Chaneh et poussa (fin de septembre) à une attaque générale contre la ville, même après avoir reçu la nouvelle que la paix était conclue en Europe.

Tel était l'état des choses en Asie. Des informations exactes, prises sur le théâtre de la guerre en Europe, auraient donné des résultats encore infiniment bien plus encourageants. Le sixième corps d'armée russe, commandé par Roth, s'était avancé, avec ses avant-gardes, sur la grand'route de Constantinople jusqu'à Tchorlou. Cela semblait grave, en effet ; mais cette armée d'invasion et de siége ne comptait que quatre mille cinq cents hommes. Ses deux ailes s'appuyant sur la mer Noire et sur la mer Blanche, dans la direction de Midia et d'Enos, étaient encore plus faibles et se trouvaient à une distance de soixante-quinze lieues l'une de l'autre. C'était là un coup d'aventurier qui dépassait les plus grandes témé-

rités que Paskevitch eût jamais risquées et qui mit Diebitsch dans la position la plus pénible ; en effet, « si « elle se fût prolongée peut-être de quelques jours seule- « ment, elle aurait suffi pour le précipiter des hauteurs « de la victoire dans l'abîme de la ruine (1). »

Toutes les parties de son armée, qui se trouvaient sur les derrières de ces petits corps de troupes en marche, étaient entièrement rongées par les maladies. Pendant leur marche même à travers la montagne, les troupes étaient devenues la proie du scorbut et de la dyssenterie, de telle sorte qu'on avait été obligé d'établir déjà à Dervich-Yovann un hôpital pour six cents malades. Les fièvres avaient commencé à sévir à Aïdos, cette ville si malpropre et empestée par les cadavres en putréfaction d'hommes et d'animaux.

Pendant la marche des troupes sur Andrinople, ces maladies avaient continué à gagner en intensité et étaient devenues funestes surtout aux officiers ; la moitié des chevaux du train étaient tombés d'épuisement. Arrivé à Andrinople, Diebitsch n'avait plus à sa disposition que vingt mille hommes. Au jardin malsain de l'ancien Sérail, au confluent de l'Arda et de la Maritsa, il assit un camp qui, suivant l'habitude des Russes, regorgeait bientôt d'ordures et de saletés ; à peine le général s'y fut-il établi, que l'armée eut déjà à endurer des souffrances terribles.

La différence entre la température des journées brûlantes et celle des nuits qui commençaient déjà à être froides ; la transition subite qui faisait passer les soldats à un repos complet après qu'ils avaient mené une vie

(1) Cf. Moltke.

extrêmement pénible qui réclamait les plus grands efforts; le mauvais temps, les mauvais aliments, le traitement brutal que les officiers russes faisaient subir à leurs inférieurs, et l'insensibilité froide avec laquelle ils négligeaient tous leurs besoins : toutes ces causes réunies faisaient tellement souffrir les soldats, que des milliers de dyssentériques durent être portés à l'hôpital où l'absence de médicaments convenables éclaircissait le nombre des malades d'une manière terrible.

Huit jours après l'entrée de l'armée dans la ville, on comptait déjà, dans cet hôpital, seize cents malades dont le nombre atteignit, vers la mi-septembre, le chiffre de plus de quatre mille six cents. La peste venait d'éclater dans toutes les garnisons sur les derrières de l'armée jusqu'au delà du Danube; elle sévissait surtout à Braïla et à Varna d'une manière effroyable; elle fit irruption dans le camp de Schoumla et menaçait de ses terreurs les pays voisins du Balkan, sur les hauteurs duquel elle s'arrêtait pendant quelque temps; mais bientôt (septembre), elle franchit la montagne et éclata à Bourgas d'où elle s'avança, plus tard (octobre), même jusqu'à Andrinople, pour n'y faire le plus grand nombre de victimes qu'après que la paix eut été conclue (1).

Si le sultan eût eu une connaissance exacte de cet état de choses; s'il eût persévéré alors, avec son opiniâtreté ordinaire, dans la voie où il était entré; s'il eût mis en

(1) Dans les hôpitaux fixes seuls, on avait reçu, pendant les cinq mois depuis mars jusqu'en juillet, quatre-vingt-un mille deux cent quatorze malades, dont plus d'un tiers mourut. Dans les mois suivants, la mortalité s'éleva jusqu'aux deux cinquièmes et même jusqu'à la moitié. On estime que dix ou quinze mille hommes à peine ont repassé le Prouth; de sorte que presque toute l'armée a été anéantie.

mouvement la population de la grande capitale et s'il eût présenté au skodrapacha un appât assez séduisant pour le déterminer à lui prêter un concours énergique, le moindre et le plus sûr de ces gains aurait été d'avoir fait échouer encore la seconde campagne des Russes. Puis, un effort plus énergique, que les puissances auraient fait pour tenter une médiation en faveur du rétablissement de la paix, aurait été tout naturellement indiqué.

On n'aurait même pu prévoir toutes les conséquences d'une pareille manière d'agir du sultan, si la guerre avait été continuée par la Russie, dont les hommes d'État avouaient, dès cette époque, que les résultats possibles en 1829 ne s'obtiendraient que difficilement, ou point du tout, en 1830 (1). Les résultats de la lutte auraient été tout autres, si la Russie s'était acharnée à faire une troisième campagne et si pendant cette guerre encore la Porte eût pu prolonger sa résistance jusqu'à la grande catastrophe du mois de juillet de l'année suivante.

En effet, l'étincelle révolutionnaire fut portée, à cette époque, même jusqu'en Pologne et tomba parmi les rayas de l'empire du Nord, de sorte que la Turquie aurait eu, à ce moment, en face d'elle une Russie affaiblie, humiliée et ruinée dans l'opinion publique. Certes, les prédictions de Gentz, au sujet de cette guerre, qui ne devait être d'après lui ni la dernière ni l'avant-dernière lutte entre Russes et Turcs, auraient pu recevoir un démenti très-fâcheux, si le sultan eût persévéré jusqu'à ce « troisième acte ». Dans ce cas, l'existence de la Russie, sous son ancienne forme, aurait tenu à un fil aussi mince

(1) Cf. *Portfolio*, t. Ier, p. 186.

que la conservation de la Turquie, quelque menacée qu'elle fût. Mais une issue toute différente allait terminer cette guerre, commencée par l'agresseur dans toute la plénitude de sa puissance, en apparence si gigantesque, et au moment, choisi avec astuce, où l'édifice politique de l'État attaqué croulait de vétusté; où il était miné, en partie, par une violente commotion intérieure et où, d'autre part, on en avait détruit et enlevé le reste pour en commencer la reconstruction.

L'habileté de ce calcul sautait aux yeux. Il était clair, en effet, que le nouveau système militaire de la Porte, qui n'avait pas encore pris racine, avait été essentiellement la cause de la tournure si défavorable pour la Turquie que la guerre venait de prendre en dernier lieu. En Asie, l'ancien système de l'armement du peuple était encore en vigueur, absolument comme autrefois. Le peuple, beaucoup plus grossier et, en outre, privé de chefs et placé en face d'un adversaire bien plus redoutable que ceux qui combattaient les Turcs en Europe, finit cependant par trouver, à lui seul, les voies par lesquelles il se serait sauvé lui-même. Par une persévérance aveugle, il aurait forcé son adversaire à faire des efforts énergiques qu'à ce moment les Russes n'auraient certainement pas été en état de soutenir.

En Europe, au contraire, la promptitude funeste avec laquelle les soldats turcs se prêtaient aux capitulations et aux demandes de mettre bas les armes était une conséquence de l'indifférence qu'ils avaient pour les armes auxquelles ils n'étaient pas habitués et qu'on ne faisait que leur prêter; cette facilité avec laquelle ils se soumettaient était le résultat naturel de l'aversion sourde que l'armée avait toujours pour le nouvel ordre de choses.

Ces faits rendaient le maître de l'armée nécessairement défiant à l'égard des autres troupes et de toute la population secrètement travaillée par ceux qui étaient les ennemis du nouveau système et qui ne pouvaient oublier leurs rancunes. Le sultan redoutait l'armement des masses, armement qui seul pouvait encore sauver le pays et qui seul l'aurait préservé de l'ignorance grossière et de toute illusion au sujet du véritable caractère des événements de la guerre. En effet, par suite de l'union et de la concorde qui régnaient dans la population vivement excitée en Asie, les défenseurs du pays finirent par avoir une connaissance plus exacte et plus générale de l'état des choses que les agresseurs eux-mêmes.

Cet état réel des faits matériels nous prouve que, à peu près pareille à la lutte de l'insurrection grecque d'où elle s'était développée, cette guerre ne fut pas terminée par la supériorité manifeste des forces de l'un des deux adversaires, mais bien par la faiblesse et par l'épuisement des deux combattants. Mais le sentiment de cet épuisement paralysait infiniment plus le sultan que le czar, et lui devenait beaucoup plus funeste, parce qu'il s'en laissait troubler.

En effet, assailli, dans son voisinage immédiat, par les dangers venus du dehors, ainsi que par ceux qui, à l'intérieur, le menaçaient dans sa personne même, le sultan exagérait également sa propre faiblesse et la force de son adversaire. Au contraire, l'empereur de Russie, éloigné du théâtre de la guerre, s'exagérait, dans le sens contraire, ses propres forces et la faiblesse de son adversaire ; il devait être confirmé sur tous les points, dans cette opinion, par les illusions les plus éblouissantes dont le berçait le sentiment de sa propre puissance ou par les

bulletins qui caressaient son orgueil et qui étaient corroborés par les apparences extérieures des succès obtenus de fait par son armée.

Une autre circonstance rendait, à l'égard de la Russie, la position de la Porte encore plus désavantageuse. Les Turcs, qui, par leur nature même, sont beaucoup plus naïfs et plus candides que les Occidentaux, avouaient tout franchement aux diplomates, accrédités auprès de leur cour, leurs malheurs, leurs pertes et leurs embarras, en partie aussi parce qu'ils espéraient déterminer ainsi les puissances à intervenir et à coopérer avec eux contre le conquérant dangereux. Les Russes, au contraire, ne trouvaient de l'avantage qu'à entretenir, dans ce même entourage diplomatique, les déceptions les plus criantes à l'égard de la réalité de leur puissance et de leur supériorité.

Dans ce jeu-là, où il s'agissait de cacher la faiblesse sous l'arrogance et d'exploiter les apparences comme une réalité, les Russes étaient des maîtres exercés et bien supérieurs aux Turcs; le moment était venu où il s'agissait de fournir le chef-d'œuvre de l'art consommé avec lequel ils traitaient ces sortes de choses. Mais ce qui, en dernier lieu, eut les résultats les plus funestes pour la Porte, c'était que la paix, qui termina cette guerre peu sérieuse, fut conclue précisément par suite de l'immixtion des diplomates étrangers dans ces affaires, diplomates qui avaient été trompés ou qui trompaient les autres et qui n'avaient jamais joué un rôle plus indigne et plus lamentable. Tout cela avait été préparé déjà, lorsque la seconde campagne venait de commencer à peine.

Conclusion de la paix.

L'empereur de Russie, instruit par les expériences qu'il venait de faire, craignait les ennemis en face de lui et redoutait les amis autour de lui. Lorsqu'il avait commencé la seconde campagne avec ses ressources si faibles, mais en apparence avec des résolutions énergiques, inspirées par ses conseillers, tels que Pozzo, le czar ne désirait rien plus ardemment que la paix. La puissance russe aurait perdu toute son auréole, si cette campagne avait échoué encore; quand bien même elle aurait été terminée par les succès les plus éclatants, la Russie n'aurait guère pu obtenir des avantages importants.

En effet, l'empereur lui-même sentait qu'en empiétant sur les droits de la Turquie et en minant le pouvoir de cet État, la Russie était arrivée à un point où le parti le plus sage était de s'arrêter et de faire plutôt parade de désintéressement et de modération. Dès le commencement de la campagne de 1829, lorsqu'on eut proclamé l'extension du blocus des Dardanelles, le peuple anglais avait été de nouveau en proie à une vive agitation. Le *Times* avait, à plusieurs reprises, prêché la guerre contre la Russie, et Wellington lui-même avait menacé de soumettre toute la position de l'Angleterre en Orient à l'examen du conseil privé.

Lieven et Matouszevicz traitaient *le duc de fer* (*the iron duke*) comme les diplomates russes aimaient à traiter le reïs-effendi ou le sultan ses rayas. Ils lui firent comprendre que l'empereur pourrait faire à ses alliés tous les sacrifices qu'on lui demanderait comme à un ami, tandis qu'il ne s'en laisserait arracher aucun par des menaces. Puis, ils pouvaient écrire des dépêches magni-

fiques (1), dans lesquelles ils disaient (13 juin) avec orgueil, au cabinet de Saint-Pétersbourg, que les ministres anglais avaient cédé et s'étaient rendus.

Mais, en réalité, les plénipotentiaires russes avaient été autorisés (1er juin) à céder eux-mêmes en cas de besoin, et, même après leur victoire, ils craignaient continuellement que le moindre incident ne déterminât le duc si irritable à changer la position critique des affaires par un coup de tête. Lorsque les Russes eurent franchi le Balkan, Wellington se hâta d'exposer au cabinet de Paris les dangers que courait la Porte. Le duc était rempli de joie lorsqu'il réussit, à ce moment, à faire entrer dans le ministère français son admirateur, Polignac, dans lequel il croyait posséder un instrument docile. Les diplomates prétendaient avoir appris qu'on avait donné ordre au chevalier Gordon d'appeler la flotte anglaise dans la Propontis, dans le cas où une armée russe ferait son apparition devant Constantinople.

Dans ces circonstances, celui qui, parmi les hommes d'État russes, montrait le plus d'énergie, trouvait cependant lui-même qu'il serait plus prudent de déconseiller absolument toute tentative contre Constantinople et d'exhorter à veiller à la sécurité de Sevastopol. Car là, disait Pozzo prophétiquement dans une de ses dépêches, serait le point d'attaque, s'il arrivait jamais que l'Angleterre rompît avec la Russie!

De cette manière, on s'expliquait parfaitement bien pourquoi l'empereur de Russie, qui pendant l'hiver

(1) Dépêches du prince Lieven et de Matouszevicz adressées à Nesselrode, en date du 13 juin 1829. Cf. *Portfolio*, t. VI, p. 171, et au complet dans le *Nouveau Portfolio*, août 1843.

aurait volontiers entièrement prévenu la nouvelle campagne, aurait désiré la voir terminée dès son début même, et avant qu'il y eût ni un succès, ni un échec quelconque. Lorsque pendant l'été le czar vint à Berlin pour le mariage du prince Wilhelm de Prusse (11 juin), il ne cacha pas son désir de déterminer seulement la Porte à envoyer des plénipotentiaires afin d'arriver à une paix, à la conclusion de laquelle il se contenterait de peu de chose, quelque grandes que pussent être les demandes qu'on ferait pour sauver les principes.

Le roi de Prusse, qui répugnait à toute guerre, proposa au czar, non pas d'essayer une médiation dans le sens diplomatique du mot, mais d'envoyer à Constantinople un militaire qui, par des représentations fondées sur la connaissance exacte de l'état des choses, pût engager le sultan à conclure la paix. On exécuta ce projet, après en avoir informé d'abord le cabinet français. On envoya (20 juin) à Constantinople le général Müffling (1), en l'autorisant à assurer à la Porte que, si elle se prêtait aux propositions de paix, la Russie renoncerait à toutes ses conquêtes; en outre, on lui enjoignit d'insister seulement sur la demande d'une indemnité de guerre, pour le payement de laquelle il devait même promettre toutes les facilités désirables.

L'ambassadeur français à Berlin informa de tout cela le comte Guilleminot, qui cherchait d'avance à rendre le reïs-effendi favorable à ce projet, en lui donnant, sans y avoir été autorisé ou par erreur, l'assurance que le czar renoncerait à toute indemnité pour frais de guerre, assurance que Gordon confirma aussi sur la parole du diplo-

(1) Cf. Müffling : *Aus meinem Leben*, 1851.

mate français. Le langage des ambassadeurs des deux puissances occidentales fit aussi peu d'impression dans cette affaire que dans celle des Grecs. Avec sa mission vague, qui était, en outre, l'objet des jalousies mesquines de l'Angleterre, l'ambassadeur de Prusse aurait eu peu de chances de succès, si les événements n'étaient venus à son secours et ne lui avaient offert l'occasion de les seconder à son tour.

Dès que Diebitsch eut passé le Balkan, l'opiniâtreté de la Porte avait commencé à devenir moins rigide, même avant l'arrivée de Müffling. Rechid-Pacha écrivit (25 juillet) à Diebitsch, pour entrer dans des propositions de négociations (1) qu'il venait de décliner encore tout récemment; il fut ensuite invité (10 août) par les Russes à envoyer des plénipotentiaires dans le camp russe. Ce fut à ce moment, à l'époque la plus favorable de toute cette crise, que Müffling arriva à Constantinople. Si le czar y eût envoyé son sujet le plus fidèle, il n'aurait pu être servi dans un sens plus russe que par le général prussien. Si la Russie avait été souvent obligée à sa voisine, la Prusse, de l'assistance qu'elle lui avait prêtée dans les conseils des diplomates, elle lui dut, au moment actuel, sa délivrance effective d'une position pleine de périls et d'embarras.

Après que Müffling s'était exactement informé de la faiblesse de l'armée russe et de l'état des choses à Constantinople, il reconnut bien vite que tous les avantages étaient du côté des défenseurs du pays. Il comprit que la ville, quand même elle serait prise, ne pourrait être

(1) Lettre adressée par le grand vizir au comte Diebitsch, le 25 juillet. Réponse du comte, en date du 10 août. MS.

défendue par les Russes, et que sa prise, ce qui était conforme à l'opinion des généraux russes, n'entraînerait qu'une prolongation de la guerre sans résultat aucun, quand même les autres puissances laisseraient complétement faire la Russie.

Mais auprès du chevalier Gordon, et plus tard, lorsque tous les événements se furent accomplis, en face de Wellington lui-même, le plus grand général alors vivant (1), il présenta les choses sous un jour tout à fait différent. Il dit « que Constantinople était complétement « ouverte aux Russes, qui pourraient y entrer, au nord, « par les faubourgs entièrement dépourvus de murs, et, « au sud, par les châteaux des Dardanelles, qui n'étaient « pas fortifiés du côté de la terre. Il était complétement « impossible de défendre la ville avec la réserve de trois « mille jeunes gens dont on pouvait disposer seulement, « car le reste, disait-il, n'était que de la canaille qui ne « voulait autre chose que piller. »

Si, d'après ce que Müffling assurait à Wellington, l'ambassadeur anglais était avec lui ou par lui convaincu que la capitale turque ne pourrait pas être défendue, il devait croire aussi, avec Müffling, que le meilleur parti à prendre était d'engager la Porte à accepter toutes les conditions et à s'en remettre à la générosité du czar. De cette manière le sultan fut privé du dernier conseiller qui eût pu lui inspirer du courage et de l'énergie, et qui aurait dû les lui inspirer peut-être, s'il avait été fidèle à l'esprit de la politique de son pays. Quant à Müffling, il suivit trop bien les inspirations russes, pour ne pas serrer le gou-

(1) Lettre du général Müffling au duc de Wellington, en date du 30 septembre 1829. MS.

vernement turc d'autant plus près et avec d'autant moins d'égards, que les ministres s'abandonnaient eux-mêmes et qu'ils ne savaient que faire ni comment se défendre.

Dans son premier entretien même avec le reïs-effendi (25 juillet), le général prussien sortit tellement du rôle de médiateur et de conseiller amical et prit un ton si hautain et si arrogant, que le ministre turc, avec son caractère entêté et intraitable, en proie à une agitation intérieure, ressentit une violente colère. Si, à ce moment, il y eût eu seulement un changement passager et de peu d'importance dans la fortune des armes, le négociateur aurait été, sans aucun doute, renvoyé avec un insultant mépris. Mais les progrès des armes russes avaient déjà ébranlé le reïs-effendi dans la faveur du sultan. Müffling trouva moyen d'agir personnellement sur le Grand Seigneur et de porter plainte contre le ministre, par lequel il prétendait avoir été mortellement offensé. Le reïs-effendi se découragea en se voyant menacé de la disgrâce du sultan, son maître, qui, dans les premiers jours du mois d'août, avait eu encore un accès de courage; mais la dernière étincelle d'énergie s'éteignit en lui lorsqu'on apprit la marche des Russes sur Andrinople et qu'on découvrit, en même temps, la conspiration à l'intérieur de l'empire.

Abandonnée de tous ses faux amis, pressée même par l'internonce de se prêter aux négociations qu'on lui proposait d'entamer, la Porte commença par se rapprocher d'abord des ambassadeurs des deux puissances occidentales, et elle se déclara prête (1) à accéder, avec certaines

(1) Note officielle de la Porte remise aux ambassadeurs d'Angleterre et de France, en date du 15 Août 1829. MS.

restrictions, au traité de Londres qu'elle venait à peine de rejeter. En première ligne, elle posa la condition que, comme l'Angleterre le désirait aussi, les stipulations du traité ne s'appliqueraient qu'à la Morée et aux petites îles. Profitant du moment, Müffling avait présenté, quelques jours auparavant (10 août), une Note dans laquelle, en garantissant encore une fois la modération du czar, il avait engagé la Porte à faire partie des plénipotentiaires.

Les deux ambassadeurs appuyèrent vivement l'envoyé de Prusse. Il reçut donc l'assurance (1) que, se confiant dans les sentiments pacifiques du czar, la Porte s'engageait à conclure la paix aux cinq conditions suivantes : on promettrait 1° l'intégrité de l'empire ottoman ; 2° le maintien des traités; 3° l'accession de la Porte au traité de Londres; 4° les garanties les plus solides pour la liberté de la navigation dans la mer Noire; et 5° des négociations ultérieures au sujet des demandes d'indemnités faites par les négociants des deux pays, et au sujet des autres prétentions des deux parties.

Les deux plénipotentiaires turcs, le defterdar, Sadek-Effendi, et le juge suprême de la Roumelie, Abdelkader-Bey, accompagnés du conseiller de légation prussien. Küster, et porteurs de lettres de Müffling et des ambassadeurs, partit pour le quartier général russe. Les plénipotentiaires russes, le comte Alexis Orlov et le conseiller d'État Pahlen, envoyés d'avance par le czar, n'étaient encore arrivés qu'à Bourgas, lorsque les Turcs vinrent à Andrinople (28 août); néanmoins, Die-

(1) Mémorandum de la Porte, contenant cinq articles sur les moyens de pacification avec la cour impériale de Russie. MS.

bitsch fit aussitôt (1er septembre) ouvrir les négociations.

Autant le général russe était pressé, autant la Porte montrait du zèle. Dans le Mémorandum dont les plénipotentiaires étaient porteurs, le divan n'avait pas encore mentionné les indemnités pour frais de guerre, en se fondant, à cet égard, sur les assurances trompeuses que Guilleminot lui avait faites. Mais à peine eut-on appris la chute d'Andrinople, que les ministres turcs annoncèrent qu'ils consentiraient encore à cette demande de la déclaration russe, en s'en remettant complétement à la générosité de l'empereur.

Les ambassadeurs des puissances occidentales s'empressèrent d'annoncer (24 août) au général russe la bonne volonté que montrait la Porte. Ils étaient pleins d'inquiétudes, par suite des indices de fermentation qu'on observait dans la capitale ; ils exprimèrent à Diebitsch leur profonde conviction, que l'empereur de Russie ne pouvait pas avoir l'intention de pousser encore plus loin les opérations de guerre, qui exposeraient les sujets chrétiens de la Porte à la fureur d'une population sans frein. Cependant, le comte était empêché par des ordres positifs, mais non certainement par ses propres désirs, d'arrêter ses mouvements avant que la paix fût conclue.

Lorsqu'on apprit à Constantinople que les Russes avançaient toujours, on en fut d'autant plus consterné que les conditions posées par Diebitsch, non-seulement surprirent les plénipotentiaires turcs à Andrinople et les rendirent intraitables, mais qu'elles eurent encore le même effet sur la Porte. Après avoir fixé un délai de huit jours seulement, le général russe demanda : l'arrangement des affaires grecques sur la base du protocole du 22 mars (ce qui, contrairement à la volonté de l'Angle-

terre, faisait un ultimatum des stipulations du protocole au sujet des limites plus étendues); le rasement des fortifications de Braïla, de Djourdjevo et de Kalafat, de même que leur incorporation dans la Valachie; la cession d'Achalzik, d'Atjver et d'Achalkalaki, aussi bien que des forts d'Anapa et de Poti; une indemnité pour frais de guerre de 700,000 bourses (10 millions de ducats), dont le payement serait garanti par les Principautés et par Silistri, restant, comme gage, entre les mains de la Russie; puis, en dernier lieu, une indemnité de 96,000 bourses aux négociants russes, somme dont le payement serait échelonné en trois termes, à chacun desquels répondrait l'évacuation successive des troupes russes, qui se retireraient d'abord jusqu'au pied du Balkan, ensuite de l'autre côté de la montagne, et enfin, à l'expiration du troisième terme, jusqu'au delà du Danube.

Dans une conférence (8 septembre) avec les deux ambassadeurs, à laquelle assistait aussi le nouveau chargé d'affaires de Prusse, Royer, la Porte éleva des plaintes sur ces conditions aussi pesantes que pressantes. Tous les diplomates avouèrent que ces conditions ne répondaient ni à leur attente, ni aux promesses de Guilleminot, ni aux indications plus ou moins distinctes de Müffling. Royer répéta le conseil donné par Müffling avant son départ (5 septembre), en engageant la Porte à envoyer un ambassadeur directement à l'empereur.

On était tout à fait disposé à le faire; seulement cette mesure n'était d'aucune utilité pour amener la cessation des hostilités à laquelle on désirait si ardemment arriver. Elle ne tirait pas non plus la Porte de ses embarras au sujet de la somme de l'indemnité qu'on ne voulait, à

aucun prix, faire entrer dans l'instrument public de la paix : car, disaient les ministres, l'homme le plus ignorant sait que la Porte ne peut pas la payer.

On demanda à Royer de faire en personne des représentations à Diebitsch. Mais l'ambassadeur de Prusse aussi continua, tout à fait comme Müffling, à aider à abaisser la Porte de plus en plus. Ce ne fut que sur une demande officielle, que lui adressa le sultan lui-même, qu'il se chargea de cette mission et seulement à la condition expresse qu'on ne ferait pas dépendre la signature de la paix du succès de son ambassade.

Après avoir reçu cette promesse, Royer se fit précéder du fils de son drogman Bosghiovich qu'il fit partir encore ce jour-là même, afin d'empêcher seulement la reprise des hostilités. Ainsi, la Porte se livra de ce côté-là pieds et poings liés; mais elle fit preuve d'un manque de réflexion encore bien plus grand, lorsque, le lendemain, elle se jeta entre les bras des ambassadeurs des deux puissances occidentales, en s'engageant (9 septembre) à signer, dans les affaires grecques, sans restriction aucune, tout ce que déciderait la conférence de Londres.

Avec cette aveugle confiance, elle semblait vouloir acheter, encore à la dernière heure, quelques secours aux rivaux de la Russie; elle leur déclara formellement que, dans le cas où les Moscovites continueraient à s'avancer encore, la Turquie cesserait d'exister et qu'une terrible anarchie exposerait la population aux plus grands dangers. Si, à ce moment, Stratford Canning eût été encore à son poste et s'il eût eu les mêmes pleins pouvoirs que Gordon, les affaires auraient tourné autrement. Armé de ces concessions et ayant entre ses mains la déclaration par laquelle la Turquie avouait sa situation

pénible et ses craintes, il aurait fait venir les vaisseaux anglais, sous le prétexte de protéger ses nationaux exposés au péril, et au risque même de faire un Navarin russe; ou bien, il aurait *ordonné* au comte Diebitsch de s'arrêter dans sa marche, sans avoir besoin des vaisseaux pour obtenir ce résultat.

En effet, une seule parole menaçante de lui aurait donné une confiance et une vigueur nouvelles à la population turque; elle aurait fait trembler le général russe si celui-ci eût cru devoir obéir à tout prix aux ordres de son maître, ou bien elle l'aurait rempli de joie en lui fournissant un prétexte de *ne pas* être obligé de leur obéir. Mais le chevalier Gordon, à la remorque de l'ambassadeur français qui était dévoué à la Russie, accepta d'abord les concessions de la Porte dans les affaires grecques, et se contenta de demander à Diebitsch de supprimer, dans les articles de paix, ses prétentions relatives à la Grèce.

Puis les deux ambassadeurs, écoutant les cris de détresse désespérés de la Porte, envoyèrent (9 septembre) un courrier à bride abattue vers Diebitsch, pour l'avertir des conséquences terribles d'une marche en avant : « S'ils lui cachaient la position fatale de la Porte, ajou- « taient-ils, ils assumeraient une responsabilité qu'ils « repoussaient *de toutes leurs forces!* »

Ils étaient frappés de la même inquiétude pleine d'angoisse que la Porte; néanmoins ils ne firent rien de plus qu'elle. Ils se trouvaient dans le voisinage immédiat de cet instrument de guerre dont ils redoutaient tant les effets; cependant ils savaient aussi peu que les Osmanlis, dans leur apathie de fatalistes, comment s'y prendre pour en détourner les coups. On ne conçoit pas com-

ment on avait pu réussir à maintenir même la simplicité turque dans la croyance qu'une grande armée d'invasion se tenait devant les portes de la capitale, au moment où le chiffre des troupes russes dont le général pouvait disposer était tombé à treize mille hommes. Mais que dire de ces sommités de la diplomatie européenne qui, avec la même crédulité stupide, partageaient ces illusions !

De cette manière il fut possible que, sur le bord même de l'abîme où il serait tombé presque infailliblement, Diebitsch élevât un trophée, en signe de victoire, comme s'il venait de terminer la campagne la plus glorieuse et qu'il exécutât littéralement le programme de Pozzo et de Matouszevicz. Il put conclure, dans son camp même, une paix dont l'Europe ne devait connaître les conditions qu'après sa conclusion, pour que la Russie ne fût pas obligée d'avoir égard aux réclamations tardives. Le jeune Bosghiovich vint à Andrinople et il remit sa dépêche, fournissant ainsi au général russe le prétexte, venu fort à propos, d'arrêter l'invasion si dangereuse de ses tirailleurs. A ce moment, Diebitsch dut éprouver un véritable soulagement de pouvoir répondre au vœu qu'on lui exprimait, et l'on peut s'imaginer avec quelle promptitude il dut donner l'ordre d'arrêter la marche de ses soldats.

Le lendemain (11 septembre), Royer arriva, non pas en négociateur, comme il le disait, mais en « suppliant ». C'était là le ton qu'on voulait entendre. La Porte, disait Diebitsch, avait invoqué le secours du roi de Prusse ; elle ne l'invoquerait pas en vain ! Il ne promit pas seulement d'arrêter ses opérations, mais il aurait encore accordé, avec un grand bonheur, la prompte évacuation

d'Andrinople si l'état sanitaire de ses troupes l'eût permis. Il ne se déclara pas seulement prêt à supprimer le montant de l'indemnité dans l'instrument public de la paix, mais encore il diminua la somme de la première quote-part de l'indemnité à payer au commerce, du payement de laquelle dépendait l'évacuation d'Andrinople; en effet, il la réduisit de 500,000 ducats à 100,000.

Il refusa seulement d'accéder à la demande des ambassadeurs des puissances occidentales, qui lui avaient proposé de supprimer l'article sur la Grèce; Diebitsch disait « que cette question devait être irrévocablement « décidée dans le traité ». Cette question n'avait rien à faire avec ses embarras momentanés, et ses instructions à cet égard étaient positives. Après les sacrifices qu'elle avait dû faire pendant les deux dernières années, la Russie ne voulait pas se laisser enlever du moins ce mérite-là par ses alliés tièdes qui, agissant pour eux seuls, n'étaient pas arrivés au moindre résultat, avant que les drapeaux russes flottassent sur les cimes du Balkan.

Cependant Diebitsch leur tint le langage le plus conciliant (1) : « Bien que l'adhésion de la Porte au protocole « du 22 mars, disait-il, eût été obtenue par les négocia- « tions à Andrinople, on regarderait cependant ce résul- « tat comme le fruit des efforts faits en commun, et, « comme les premières démarches, faites par la Porte « auprès des ambassadeurs dans le dessein d'accéder au « traité, avaient été antérieures à la conclusion de la « paix, il était naturel que la Porte les informât, en pre- « mier lieu, de son acceptation du traité de Londres. »

(1) Dépêche confidentielle adressée à Royer, le 4 octobre 1829. MS.

La paix fut signée, confidentiellement le 12 septembre et définitivement le 14 du même mois.

La paix est troublée et consolidée.

A peine la paix eut-elle été conclue, que l'anarchie, qui régnait partout, menaçait déjà de remettre en question tous les résultats qu'on venait d'obtenir. Le skodrapacha, qui auparavant n'avait fait aucun cas des ordres par lesquels le sultan lui avait commandé de prendre part à la guerre, ne faisait pas plus de cas, au moment actuel, des négociations de la paix. Il fit avancer (fin de septembre) son avant-garde dans la direction d'Andrinople jusqu'à Chaskoï, tandis qu'il marcha lui-même, avec trente mille hommes, sur Philippopoli; et puis, il fit hardiment dire à Diebitsch qu'il avait à évacuer Andrinople parce que lui, le pacha, comptait y arriver le 10 octobre pour y prendre ses quartiers d'hiver.

Diebitsch était dans la plus grande consternation. Il écrivit des lettres confidentielles pleines de franchise à Royer (1); par un procédé d'une habileté parfaite, qui aurait fait honneur au diplomate le plus fin, il fit, par l'intermédiaire de ce chargé d'affaires, exprimer à la Porte ses soupçons à l'égard du skodrapacha. Il insinua que cette démarche du général turc se rattachait à une conspiration, tramée à Schoumla dans le dessein de ranimer les espérances des janissaires à Constantinople. En lui envoyant cette communication, ajoutait-il, il désirait mettre entre les mains de Royer un document « qui « prouverait, plus tard, à l'Europe la sincérité avec la- « quelle le chef de l'armée russe avait prédit à la Porte « les nouveaux dangers dont elle était entourée! »

(1) Lettres des 7 et 8 octobre 1829. MS.

En même temps, les plénipotentiaires turcs reçurent ordre (1) d'engager aussitôt le pacha à rester tranquillement dans sa position, puisque, dans le cas contraire, les stipulations au sujet d'une plus prompte évacuation de l'empire seraient considérées comme nulles. Diebitsch déclara au pacha lui-même que, s'il s'avançait sur le territoire occupé par les Russes, il serait traité comme rebelle au sultan. Comme les généraux Kisselev et Geismar, qu'on avait fait venir déjà auparavant des Principautés, se trouvaient sur les derrières du pacha, et comme les troubles, sur lesquels le skodrapacha avait probablement compté, n'éclatèrent pas à Constantinople, ce dernier ne prit pas son entreprise au sérieux et retourna, peu de temps après, en Bosnie.

Cependant, la Porte, tant qu'elle pouvait ne pas savoir quelles seraient les démarches ultérieures du pacha, avait commencé à suivre son ancien système. Elle retarda la ratification et l'exécution de la paix, et elle déclara (25 septembre), entre autres choses, aussi aux ambassadeurs des puissances occidentales (2) « qu'en offrant « de se soumettre aux décisions de la conférence de « Londres, elle n'avait pourtant pu avoir l'idée que ces « décisions pussent être fondées sur le protocole du « 22 mars ». Mais ces objections tombèrent aussitôt que les ministres turcs virent qu'ils n'avaient rien à espérer du skodrapacha.

La Porte employa dès lors tous ses efforts pour remplir ses engagements relatifs au payement des indemni-

(1) Lettre du comte Diebitsch, en date du 7 octobre. MS.
(2) Note remise par le Reis-Effendi aux Ambassadeurs de France et d'Angleterre, 25 Septembre 1829. MS.

tés, et elle fit, à cette occasion, les progrès les plus rapides dans l'inauguration du système financier européen en Turquie, où elle introduisit l'accise et les impôts. Par d'autres démarches encore, elle montra plus de bonne volonté que la Russie à revenir, par l'œuvre de la pacification, à des relations amicales. Elle déploya plus de zèle, que ne le désirait Diebitsch, à suivre le conseil de Müffling qui avait engagé la Turquie à envoyer un ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

Le général russe voulait que cette ambassade ne partît pas avant qu'elle eût été approuvée par le czar lui-même, qui, de son côté, avait envoyé le comte Orlov, comme ambassadeur extraordinaire, à Constantinople. Mais, contre toute attente, l'arrivée d'Orlov éprouva de longs retards (jusqu'à la fin de novembre), ce qui ajourna, par conséquent, aussi le départ de Chalil-Pacha, choisi pour ce voyage de Saint-Pétersbourg. La mauvaise humeur que ce retard avait fait naître dans l'esprit des Turcs, si irritables, avait produit un effet tellement fâcheux, que la Porte, peu à peu mieux instruite sur le véritable état des choses pendant les derniers moments de la guerre, eut encore une fois le désir passager de tout remettre en question. Elle fit rédiger, pour Chalil-Pacha, des instructions dans lesquelles elle déclara l'impossibilité où elle se trouvait de payer les frais de la guerre, payement qui était, du reste, en contradiction avec toutes les assurances de Müffling et des ambassadeurs (1).

Sur des représentations réitérées qu'on fit au reïs-

(1) Instructions secrètes données à Son Excellence Halil Rifat Pacha. MS.

effendi, celui-ci abandonna, à la vérité, ces instructions; cependant, les négociations ne marchaient pas plus à Constantinople qu'à Saint-Pétersbourg; surtout les grandes espérances dont on s'était bercé, relativement à une diminution des indemnités, semblaient se montrer vaines.

La lenteur de la Russie à en venir à un arrangement définitif s'expliquait, en partie, par une nouvelle mésintelligence qui régnait secrètement entre elle et ses alliés. On parlait aussi de difficultés accidentelles relativement aux formes et aux personnes à employer; mais la véritable raison était que la Russie ne voulait faire luire son équité et sa magnanimité sur la Porte que quand elle aurait réussi à la prendre sous sa tutelle, comme étant frappée d'interdiction. C'est ce que Orlov avait été chargé d'effectuer, tâche qui ne pouvait être remplie que lentement et dans le plus grand secret. Cependant, il atteignit son but encore assez rapidement.

D'intelligence avec les hommes d'État turcs, que comptait le parti russe, Orlov réussit (16 février 1830) à éloigner de son poste le reïs-effendi, homme plein d'énergie, et à le faire remplacer par Hamid-Bey qui était un des siens. L'ancien favori, le porteur d'épée, fut enveloppé dans sa chute et dut faire le pèlerinage de la Mecque; le nouveau secrétaire du sultan, Moustapha, qui fut mis à sa place, s'entendait fort bien avec l'ambassadeur russe.

Ce fut là un moment d'une révolution complète, comme, quelques années auparavant, à l'occasion de la chute du favori Chalet. Les mesures radicales que prit le gouvernement turc pour rendre la navigation complétement libre montrèrent aussitôt qu'on avait inauguré un

nouveau système. Un firman étendit (15 avril) la liberté de naviguer, sans restrictions quelconques, dans les eaux turques à toutes les nations qui seraient en paix avec la Turquie, sans qu'elles eussent besoin de se fonder sur le traité d'Andrinople pour en adresser la demande à la Porte.

Dès ce moment où les Ottomans étaient entièrement gouvernés par les instruments de la Russie, le czar, avec une générosité vraiment paternelle, fit à la Porte des concessions qui avaient leur importance. Diebitsch accorda d'abord quelques soulagements dans la manière dont le gouvernement turc ferait les payements et quant au montant des sommes à payer. La Porte se repentit amèrement de s'être soumise d'avance aux décisions de la conférence de Londres relativement à la Grèce. La Russie s'appliqua dès lors à rejeter les apparences de cette dureté entièrement sur l'Angleterre et sur la France; elle promit à la Turquie de lui faire rémission d'un million de ducats, si elle voulait se soumettre à l'ultimatum de Londres.

Les diplomates idéalistes croyaient voir « la réalisa- « tion d'un rêve » en assistant à cette politique de générosité du fort envers le faible. Le nouveau reïs-effendi lui-même déclara alors que la Russie était le meilleur ami des Turcs. La colère que le rôle joué tout récemment par la France à Alger avait fait naître à Constantinople ne contribua pas peu à produire ce changement dans les dispositions de la Porte.

Lorsqu'on arriva à Saint-Pétersbourg (20 avril) à un accord définitif avec Chalil-Pacha, la Russie fit encore rémission à la Porte de deux autres millions de frais de guerre, de sorte qu'au lieu de dix millions de ducats

elle n'avait plus que sept millions à payer en sept ans, avec la facilité de s'en acquitter même en marchandises. On arrêta que, dès que les Turcs payeraient seulement la moitié de l'arriéré des indemnités dues au commerce, somme qui allait échoir au mois d'octobre 1830, la Russie évacuerait la rive droite du Danube, et puis, après l'acquittement de l'autre moitié (avril 1831), les deux Principautés. La place de Silistri seule devait rester occupée par les Russes jusqu'au payement intégral de l'indemnité pour frais de guerre.

Nouvelle prépondérance de la Russie.

La paix d'Andrinople était l'exécution et le complément de tous les traités de paix antérieurs, par lesquels la politique de l'empire du Nord avait miné systématiquement l'indépendance de la Turquie. Les hommes d'État russes éprouvaient un sentiment d'orgueil et de satisfaction (1), en contemplant ce nouveau traité qui, « en consolidant les frontières de la Russie, en affran-« chissant son commerce, en garantissant ses droits et « en assurant ses intérêts, la plaçait dans une position « imposante et élevée » et fortifiait sa prépondérance en Orient, sans nuire à sa réputation de générosité et de modération.

La Russie avait obtenu dès lors en Orient ce qui, pour le moment, était le but de ses désirs, ce qu'on trouvait être le plus avantageux aux intérêts de sa politique et de son commerce. Elle ne voulait pas la chute de la Turquie, qui l'aurait obligée « à faire des conquêtes « beaucoup trop étendues ou à fonder de nouveaux États

(1) Dépêche du comte de Nesselrode à S. A. I. le Grand-Duc Constantin, 12/24 Février 1830. Cf. *Recueil de documents*, etc., p. 60.

« qui, par leur puissance, leur civilisation, leur industrie et leur prospérité auraient bientôt rivalisé avec la « Russie » ; mais elle voulait que la Porte continuât d'exister sur un pied « où elle ne pourrait vivre que « sous la protection de la Russie et n'écouter que ses « désirs ».

D'abord par les indemnités qu'elle avait à payer, on lui rappelait pendant de longues années à venir sa véritable position à l'égard de la Russie, et on lui mettait sous les yeux « la certitude de sa ruine, si elle osait encore « une fois la défier ». Ces charges servaient, en outre, à paralyser la Turquie à l'intérieur, car elles la forçaient à élever les impôts et favorisaient ainsi le développement du mécontentement qui germait partout ; elles servaient, en même temps, à l'affaiblir à l'extérieur, car on en avait profité pour se procurer les clefs des frontières turques en Asie.

Paskevitch aurait vu avec plaisir qu'outre Achalzik on eût incorporé encore Kars à l'empire russe, parce que, de cette manière, la forte ligne du Saganloug serait devenue la frontière de la Russie dans l'Asie Mineure ; cependant, on se contenta de la cession du premier de ces deux pachaliks et de la possession de Poti et d'Anapa (1), qui livrait de plus en plus le pays des Tcherkesses entre les mains des Russes. En Europe, la Porte avait même offert à la Russie de lui céder la Moldavie ; mais la Russie refusa cet offre, ce qui était

(1) D'après une dépêche de Nesselrode, en date du 31 janvier 1830, la Russie ne voulait demander même cette cession d'un territoire plus restreint qu'en diminuant dès le principe la somme des indemnités exigées pour frais de guerre.

facile à comprendre, par égard pour les puissances; en outre, elle trouvait mieux son compte à disposer dorénavant, comme jusqu'à ce moment, « des provinces « danubiennes de la Turquie, à son gré, en temps de « guerre, sans être obligée d'y entretenir des troupes ».

La Servie reçut son chat-chérif (29 novembre 1829) qu'on lui devait encore depuis la conclusion du traité d'Akerman. Son exécution, la fixation effective de la somme à payer comme tribut et la délimitation des frontières traînaient, à la vérité, encore longtemps; mais ce n'était pas sans que la Russie le voulût et y coopérât. La réalisation des vœux des Serbes relativement à leurs frontières, de même que l'accomplissement des désirs de Milosch par rapport à l'hérédité du pouvoir dans sa famille, trouvait presque moins de faveur auprès de la commission russe, qui avait à concourir à la solution de ces questions, qu'auprès des Turcs.

Lorsque, à ce moment, les Serbes firent remarquer à cette commission qu'au moment actuel on pouvait très-facilement obtenir tout ce qu'on voudrait, M. von Kotzebue, favori et confident de Diebitsch, laissa échapper des paroles très-caractéristiques, en disant « qu'il fallait « qu'il restât toujours aux Serbes quelque chose à dési- « rer, parce qu'autrement ils oublieraient bientôt qu'ils « étaient les sujets de la Porte et qu'ils avaient des obli- « gations à la Russie! » En Moldavie et en Valachie, on avait maintenu, suivant les stipulations du traité d'Akerman, le rétablissement des boyards dans leur ancien droit d'être investis des fonctions d'hospodar, et leur élection par les divans; mais cette charge, qui jusqu'alors n'avait été donnée que pour sept ans, devait être conférée désormais pour toute la vie du dignitaire.

Cet arrangement devait faciliter l'application du système de la domination russe, exercée par ses agents et dont le but était toujours de ne pas permettre aux hospodars de prendre une mesure d'administration quelconque sans la sanction du consul russe, ou d'exécuter un firman venu de Constantinople sans avoir été, pour ainsi dire, transformé en ukase.

Sous le rapport militaire, les Principautés formaient, dans leur nouvelle position, les portes plus largement ouvertes que jamais par lesquelles les Russes pouvaient entrer dans l'empire turc. On rasa les têtes de pont et les fortifications sur la rive gauche du Danube et l'on priva les villes de leurs garnisons turques. Sur la rive droite, les Russes eux-mêmes avaient rasé Toultja, Isaktji et Matjine, tandis qu'ils avaient prudemment laissé debout les fortifications d'Hirsova, dont il était facile de s'emparer par la rive nord et qui pouvait servir de tête de pont contre les Turcs.

Le bras le plus méridional du Danube formait désormais la frontière de la Bessarabie; toutes les embouchures du fleuve, dont celle de Soulina seule était encore navigable, devinrent russes, de même que toutes les îles, dans lesquelles on s'obligeait, à la vérité, à n'élever ni fortifications, ni établissements, sauf les postes de quarantaine, mais qu'on pouvait bien facilement transformer en postes militaires. De cette manière, la navigation et le commerce du Danube se trouvaient complétement placés sous le contrôle de la Russie.

Par le septième article des stipulations du traité de paix, la Russie contraria au dernier point les grandes puissances qui jusqu'alors avaient été privilégiées; mais elle rendit service à tous les États de second ordre, en

stipulant la liberté la plus complète du commerce et de la navigation dans la mer Noire pour toutes les nations qui trafiquaient avec la Russie. Elle abolit les anciennes restrictions quant au tonnage et à la cargaison des navires et elle fit cesser tout droit de visite quelconque, aussi bien que toutes les anciennes entraves qui avaient gêné la navigation sous la forme de règlements administratifs ou législatifs.

Tout le monde n'était pas satisfait de ces stipulations à l'égard des rapports commerciaux, ni des priviléges personnels accordés aux sujets russes. Ces priviléges avaient été toujours extraordinaires, mais dès lors ils se trouvaient être plus étendus encore ; l'arbitraire des fonctionnaires turcs et l'arrogance des négociants russes aidant, ils pouvaient faire naître des querelles à tout moment. Ces stipulations alarmaient, plus que toute autre chose, la société anglaise et semblaient au gouvernement anglais conçues dans un esprit peu pacifique, et même calculées en vue de provoquer et de justifier, en même temps, la reprise des hostilités.

L'imagination des ministres anglais ne paraissait voir, pendant quelque temps, que la destruction de l'empire turc, qui à leurs yeux était systématiquement préparée par ce traité de paix. Le chevalier Gordon avait été témoin à Constantinople du désespoir de la Porte qui s'abandonnait elle-même. Quand il examinait la confusion qui régnait dans l'administration du pays, la faiblesse du gouvernement dépourvu de toute ressource, la fermentation parmi les rayas, l'attitude du skodrapacha qui était celle d'un rebelle, les dispositions de Mehmet-Ali, la séparation de la Grèce et, de plus, la perte d'Alger, il ne se voyait entouré que de ruines qui s'écroulaient sur des ruines.

Tout apparaissait aussi à Wellington, en ce moment, sous de sombres couleurs. Ayant eu autrefois meilleure opinion des forces vitales de la Turquie, d'après tout ce que lui avait rapporté lord Strangford, il voyait, au moment actuel, dans la destruction du corps des janissaires, la rupture de tous les liens qui unissaient le sultan à son peuple et la ruine de la base sur laquelle l'empire avait reposé depuis des siècles. Il voyait, en esprit, toute guerre turque commencer, à l'avenir, immédiatement par une attaque contre Constantinople ou du moins par le passage du Balkan.

Cobbet sonna l'alarme et déclara, en termes non déguisés, que le traité d'Andrinople était un acte hostile contre l'Angleterre, qui la forçait à commencer la guerre ou à confesser honteusement qu'elle n'en avait pas le courage. Aberdeen lui-même, cet homme si faible, qui dans le principe avait été tenté d'admirer avec stupéfaction la magnanimité du czar, avait été cependant bientôt amené à une opinion tout opposée. Il eût préféré à ce traité de paix la chute de Constantinople, qui aurait bien vite forcé les puissances à tomber d'accord et à faire de la conclusion de la paix une affaire concernant toute l'Europe.

Il épancha son cœur, rempli de ces sentiments, d'abord dans une dépêche adressée à lord Heytesbury (1), dans laquelle il reprochait à la Russie tous les différents articles du traité qui faisaient naître des inquiétudes. Il y mentionnait les positions dominantes que la Russie avait gagnées; les cessions en Asie qui en avaient fait la maîtresse de toute la côte orientale de la mer Noire et la

(1) Cf. *Annuaire des Deux Mondes*. 1854, p. 354 sq.

gardienne des provinces turques et persanes; l'indépendance croissante des contrées danubiennes, qui était incompatible avec l'existence de la Turquie; les stipulations au sujet du commerce et de la navigation qui, par la clause relative au droit de visite, renversaient les droits du sultan comme souverain; les exemptions personnelles, accordées aux sujets russes et qui portaient en elles le germe de complications toujours nouvelles; les indemnités qui dépassaient les forces de cet empire épuisé. Tous ces points y étaient traités en détail et un à un, afin de faire ressortir combien l'équilibre européen avait été troublé; jusqu'à quel point la position réciproque des puissances rivales de l'Orient avait été changée et quels étaient les périls dont l'existence de la Porte était menacée, par suite du contenu si dangereux du traité qui n'était pas en harmonie avec le désir que l'empereur avait exprimé relativement à la conservation de l'empire turc.

Mais ce n'étaient là que des paroles vaines. Cependant, dès cet instant, le gouvernement anglais fit quelques démarches qui, pendant un moment, faisaient naître dans le monde diplomatique l'opinion que, dans l'avenir le plus prochain, il fallait chercher le foyer de la politique européenne dans l'attitude que l'Angleterre prendrait à l'égard de ce traité de paix. Le gouvernement anglais nourrissait le désir de provoquer une modification des choses en Orient, telle qu'elle ne s'est développée que plus tard. Il voulait donner une expression bien précise à l'intérêt que prenait toute l'Europe à l'existence de la Turquie; il désirait faire pénétrer tout l'Occident dans les affaires d'Orient, et remplacer la tutelle sous laquelle la Russie seule tenait la Porte par la protection de toutes les puissances.

Pour réaliser ce vœu, l'Angleterre essaya simplement de provoquer le concert des puissances, afin de prévenir la dissolution de l'empire ottoman par une garantie, destinée à combler une lacune regrettable dans l'Acte final du congrès de Vienne. Ce projet mit encore une fois en mouvement le prince Metternich, bien que ce ne fût pas pour longtemps. Il était ravi de retrouver enfin l'Angleterre (1); lui aussi voulait qu'on songeât aux moyens d'empêcher que désormais la Russie ne réglât plus seule les destinées de la Porte; il recommanda, comme il l'avait déjà fait auparavant, qu'on garantît *à la fois* la Grèce *et* la Turquie. Cependant, disait-il, il était prêt à écouter toute autre proposition que ferait l'Angleterre.

Mais le cabinet anglais, dans son irrésolution, ne voulait pas prendre lui-même cette initiative; il s'informa seulement à Berlin si le cabinet prussien n'était pas disposé à sonder les intentions de la Russie à l'égard d'un traité d'alliance à conclure entre toutes les puissances pour garantir la paix en Europe. Bülow envoya, au sujet de cette demande, un rapport à Berlin, où l'on prévoyait cependant que ce projet échouerait rien que par suite de la méfiance que la Russie nourrissait envers l'Autriche.

A ces communications directes d'Aberdeen, Nesselrode répondit clairement et explicitement à Lieven (2). Il parla de la même manière à Alopeus relativement à ces ouvertures indirectes, en répliquant aux premières

(1) Dépêche adressée au prince Esterhazy, en date du 24 novembre 1829. MS.

(2) Cf. *Gazette d'Augsbourg*, du 19 août sq. 1854.

avec « chaleur », comme il l'avouait lui-même, et avec une froideur hautaine à ces dernières. A cette première occasion qui s'en offrit, on fit sentir aux alliés, qui s'étaient montrés si peu sûrs pendant toute cette longue crise, dans quelle position différente la Russie se sentait dès lors être à leur égard *après* la crise.

« Si l'état de la Turquie, disait Nesselrode dans une « dépêche expédiée à Londres (2 février 1830), donnait « lieu à des inquiétudes, la Russie n'en était pas respon- « sable, et que si le sultan ne possédait plus l'affection « de ses sujets, il n'aurait à en accuser que sa réforme « exécutée avec tant de cruauté et la guerre si follement « provoquée par lui. Si les indemnités pour frais de « guerre étaient une charge si lourde pour la Porte, elle « aurait pu avoir à meilleur marché la paix que la Russie « lui avait offerte après la bataille de Koulevtja. Mais « toute la demande d'un remboursement de frais de « guerre, et les agrandissements acceptés par la Russie « à la place d'une partie de cette somme auraient pu « être évités, si les puissances avaient voulu suivre la « voie proposée par la Russie pour terminer prompte- « ment les troubles en Orient, et si elles n'avaient pas « laissé à la Russie seule le soin de trouver les moyens « nécessaires pour sortir des embarras de sa position. « Du reste, la Russie n'avait violé aucun principe euro- « péen par l'acquisition de ces points en Asie, qui n'étaient « menaçants ni pour la Turquie, ni pour la Perse, mais « qui avaient, au contraire, toujours menacé la Russie. « En effet, jamais le principe d'une garantie territoriale « n'avait été étendu à l'Asie, témoin les conquêtes bri- « tanniques dans les Indes-Orientales contre lesquelles « la Russie n'avait jamais élevé de réclamations. »

Par un sarcasme semblable, on répondit aux objections par lesquelles on avait attaqué les stipulations relativement au commerce et à la navigation : « Si l'on voulait, « disait ce document russe, que la Porte, qui ne cédait « toujours qu'à la loi de la nécessité, fût empêchée, « d'une manière efficace, de commettre ces actes arbi- « traires par lesquels elle avait autrefois si souvent frappé « d'une calamité soudaine tout le midi de la Russie, qui, « dans sa position exceptionnelle, n'avait que le seul « chemin de communication par le canal de Constanti- « nople, il n'y avait que cette alternative : ou les dispo- « sitions, telles qu'on les avait prises, étaient indispen- « sables, ou bien il faudrait occuper un point qui dominât « le Bosphore comme Gibraltar dominait le détroit de « Cadix. »

L'accusation qui avait reproché à l'empereur de Russie de ne pas être resté fidèle à sa promesse relativement à la conservation de l'empire turc était rejetée, dans cette dépêche, avec tout l'orgueil du vainqueur qui s'était montré généreux après la victoire : « La ruine de « l'empire turc, disait-on, n'aurait coûté à l'armée russe « qu'une seule marche de plus, et pourtant cet État exis- « tait encore. Les trois quarts de ses possessions en « Europe avaient été perdues, et pourtant la Turquie les « recouvrait toutes. Une grande partie de l'Asie avait été « occupée, pourtant on la lui rendait, à l'exception de « quelques points. On avait offert la Moldavie à la Russie, « mais elle l'avait refusée. Suivant le traité, elle aurait « pu occuper les Principautés pendant dix ans, mais elle « y avait renoncé spontanément. »

En répondant (4 février), en même temps, aux idées anglo-autrichiennes, dont le cabinet de Berlin s'était fait

l'interprète, Nesselrode déclara (1) sans détour que le projet d'une garantie européenne de la Turquie était inadmissible. « Les dangers, disait-il, dont cet empire « était menacé venaient de l'extérieur aussi bien que de « l'intérieur. Contre ces derniers, nulle garantie de terri- « toire ne saurait protéger la Turquie, et les dangers « extérieurs ne pourraient venir que de la Russie. On « invitait donc la Russie à prendre des mesures de pré- « caution contre elle-même. L'empereur ne consentirait « jamais à déclarer, de cette manière, que la méfiance « qu'on lui témoignait était fondée; la garantie qu'on « demandait consistait de la part de la Russie dans ses « traités. »

Nouvelles alliances de la Russie.

Dans ces deux dépêches, et même dans ces seules petites phrases que nous venons de citer en dernier lieu, se cachait, ou se trahissait, ou bien s'annonçait toute la politique que la Russie avait observée à l'égard de la Porte, politique qu'elle venait de fonder de nouveau, mais qu'elle avait l'intention de poursuivre à l'avenir avec plus d'activité. Ce n'était certainement pas sans qu'il y eût eu de la faute de la Russie, mais non plus sans qu'il y eût eu les fautes les plus grossières commises par les Turcs, si les temps de l'insurrection grecque avaient jeté le czar dans ces longues querelles avec la Porte, querelles qui eurent les conséquences les plus nuisibles et les plus dangereuses pour ses provinces méridionales.

En effet, la Russie n'est qu'un assemblage colossal et monstrueux de nombreux pays; elle ne possède pas

(1) Nesselrode à Alopeus, le 4 février 1829. MS.

d'autres côtes, ni de larges voies de sortie, que les deux mers intérieures, au nord et au sud, avec leurs issues du Sund et du Bosphore; elle n'a, pour ainsi dire, pas d'autres organes de respiration que ces deux ailes du poumon avec les deux gorges étroites. Elle est donc toujours exposée au danger d'être étouffée, quand ces deux endroits, si vulnérables et où une blessure devient mortelle, se trouvent entre les mains d'ennemis déclarés ou même seulement de voisins capricieux.

Les expériences qu'on venait de faire pendant toute la durée de l'insurrection grecque; les barbaries commises dans les premières tentatives qu'on fit pour l'étouffer; le fanatisme religieux qu'on venait de ranimer; le mauvais vouloir qu'on montrait à l'égard de toute la chrétienté; « la réforme exécutée avec tant de cruauté »; la rupture du traité d'Akerman qu'on venait à peine de conclure; les vexations exercées contre le commerce et la navigation : tous ces griefs étaient autant de raisons justificatives que la Russie faisait valoir pour s'assurer, par tous les moyens, contre les paroxysmes d'un porte-clefs et portier aussi irritable qui gardait ses issues.

Une guerre avait dû rétablir l'influence traditionnelle de la Russie sur le Bosphore. Plus cette lutte était devenue difficile, et plus les conditions de la nouvelle paix devaient être rigoureuses, plus l'influence qu'on venait de ressaisir devait être consolidée et impérieuse; plus la supériorité du vainqueur n'était qu'apparente, et plus il fallait donner de réalité aux résultats de la victoire.

C'est ce qu'on avait obtenu en instituant une administration tout à fait russe dans les provinces danubiennes; en faisant nommer à Constantinople un gouvernement tout à fait favorable aux Russes, et en mettant sous tutelle

le voisin malade dont on faisait semblant de redouter les accès de fièvre, mais dont on craignait beaucoup plus le rétablissement, après qu'on s'était préparé depuis si longtemps à recueillir sa succession. Quand et de quelle manière on le ferait, au moment actuel ou plus tard, si l'on s'emparerait de l'héritage par captation ou de vive force, c'était tout simplement une question d'opportunité et d'utilité.

Il y avait eu un moment où l'on ne s'était pas occupé en Russie des affaires d'Orient, et où l'occasion avait été favorable pour faire de précieuses conquêtes dans l'Occident civilisé. Dans ce temps, Pozzo di Borgo, cet étranger devenu Russe, qualifiait « d'espèce simplement « subordonnée » le système d'agrandissement purement territorial qui s'étendait du côté de la Turquie. A l'époque actuelle, il n'y avait guère de chance de pouvoir s'avancer davantage vers l'ouest; il était donc naturel qu'on revînt à la politique du vieux parti russe, des Panine, des Besborodko et des Potemkine, qui croyaient que la mission et les intérêts de la Russie n'étaient qu'en Orient.

Les secousses qui ébranlaient la Turquie attiraient d'ailleurs tous les regards vers elle. La nécessité elle-même pouvait ordonner d'y agir, bien qu'il ne fût pas facile de déterminer exactement le moment ni le mode d'agir, tellement l'état des choses y était embrouillé et enveloppé d'obscurité. Si l'on croyait que, par suite de sa désorganisation intérieure, l'empire des Osmanlis devait s'écrouler dans un temps assez rapproché, il valait mieux attendre prudemment et garder les apparences, en faisant semblant de veiller à sa conservation. Mais si l'on croyait qu'il y avait là des éléments capables de rajeunir la vie politique de la Turquie, il était plus sûr

de couper court à cet avenir avant qu'il se développât.

En dictant les conditions de la paix qu'elle avait imposées à la Turquie, la Russie s'était préparée à ces deux éventualités; dans les déclarations qu'elle avait adressées, à ce moment, à l'Angleterre et à l'Autriche, on voit très-facilement qu'elle s'était réservé, avec une grande franchise, liberté entière pour suivre l'une ou l'autre de ces deux voies. Mais, pour pouvoir choisir la dernière de ces deux alternatives, il lui fallait l'assistance d'un ami; car enfin la Russie s'était à peine trouvée de taille à lutter seule contre les Turcs, pourtant si faibles et si infirmes. En outre, les adversaires de la Russie, qui cette fois-ci étaient restés neutres, pouvaient bien facilement devenir désormais les alliés actifs de la Porte dont la conservation était, sans conteste, considérée comme une nécessité pour le dogme politique du monde.

On était dès lors complétement éclairé au sujet du mauvais vouloir et de la vigilance jalouse de l'Autriche et de l'Angleterre. Il s'agissait donc de se procurer, en cas de besoin, des appuis afin de se protéger contre ces deux puissances. Pour atteindre ce but, il était dans la nature des choses et des rapports entre les puissances de cultiver de plus en plus les relations intimes et avantageuses avec la Prusse, cette ancienne alliée de la Russie. Il était nécessaire, pour le temps où les projets russes sur l'Orient arriveraient à leur maturité, de se faire une nouvelle alliée de la France, avec laquelle l'identité des intérêts liait la Russie d'une manière de plus en plus étroite. Ce qui avait été préparé déjà à l'occasion de la paix de Paris, c'est-à-dire la politique qui devait conserver la royauté des Bourbons forte et puissante, et qui permît à la Russie de compter sur son alliance efficace

dans une guerre, cette politique avait été développée graduellement, depuis cette époque, par les diplomates de Saint-Pétersbourg.

Alexandre avait commencé par rendre l'occupation étrangère moins onéreuse à la France et par en restreindre la durée. Puis, en confiant à cette puissance le soin de faire la restauration en Espagne, il avait réparé l'honneur du drapeau blanc et il avait préparé, avec les chefs du parti royaliste, tels que Montmorency et Chateaubriand, l'entente commune dans la question d'Orient.

Depuis cette époque, ce parti avait recommencé à considérer une alliance entre la France et la Russie comme le but principal ou comme le moyen le plus efficace de la politique française. Dans sa manière de voir, la France ne trouvait que dans l'Angleterre, son ennemie naturelle sur mer, et dans l'Autriche l'obstacle principal à sa politique continentale. Une alliance avec l'Angleterre était, aux yeux de ce parti, une fiction malheureuse. Il voyait dans la Grande-Bretagne une rivale qui, par sa Constitution, était devenue un modèle pour la France, et quelquefois, pour un moment, son alliée; mais qui, néanmoins, était pour tous les temps son ennemie.

Le peuple anglais différait trop de la nation française par ses mœurs et était trop son égal par sa puissance et sa civilisation, pour que les deux États pussent jamais marcher de concert; selon l'opinion du parti royaliste, les peuples ne devaient s'allier que d'après leurs dissemblances.

Pozzo di Borgo était un instrument choisi pour diriger ces rapprochements entre les deux puissances; tout en relevant les Bourbons, il les maintenait dans leur faiblesse, et il prenait la France entièrement au service

de la Russie. Il éblouissait les Français en leur faisant entrevoir l'Europe dirigée par les deux puissances alliées; mais, en même temps, il effaçait en Espagne, par l'influence de la Russie, celle de la France, et conduisait toujours la politique du cabinet de Paris dans les affaires américaines, portugaises et grecques, par les fils dont la Russie tenait le bout.

Villèle, sentant bien cette subordination, refrénait les sympathies russes du baron Damas. Il tendit même la main aux libéraux, afin de se soustraire « à l'influence étrangère », et il accéda au traité de juillet, plutôt pour se mettre du côté de l'Angleterre contre la Russie que par un autre motif. Mais précisément à cette époque, la question d'Orient offrait de grandes difficultés. Les sympathies pour la Grèce s'étaient réveillées, dans toutes les couches de la société française, avec une telle force, que le gouvernement n'était plus en état de commander à l'opinion publique.

A la sortie de Villèle du ministère, on fit une concession aux partis libéraux par la constitution du ministère Martignac, dans lequel de la Ferronnays, ce diplomate tout à fait dévoué à la Russie, était à la tête des affaires étrangères. Dès lors, les ennemis des Bourbons eux-mêmes et les anti-royalistes furent entraînés par le courant de cette politique favorable à la Russie.

A cette époque, la guerre russe était imminente; on croyait à la possibilité de complications qui pourraient faire sortir des troubles en Orient un moyen de réhabiliter complétement la France. Les cris qui redemandaient les provinces du Rhin s'élevaient dans toutes les classes de la société et se faisaient entendre pendant toute la durée de cette guerre, cris qui ralliaient les royalistes,

les libéraux et les bonapartistes, parfaitement unanimes sur ce point.

Ce réveil de l'esprit belliqueux et de l'ambition nationale en France causa de mortelles frayeurs à Metternich; mais, au milieu de ces conjonctures, et pour le cas où, par une attaque contre la Russie, l'Angleterre et l'Autriche remettraient en question l'état territorial actuel de l'Europe, Pozzo di Borgo ne craignit pas de présenter au cabinet de Saint-Pétersbourg les combinaisons les plus hardies. Effectivement, disait-il, « là où il s'agit de « la défense naturelle, tous les moyens ne sont pas seu« lement permis, mais encore commandés par le devoir « plus élevé de la conservation et du bien de l'État. »

Dans cette dépêche énergique qu'il écrivit le 10 décembre 1828, entre les deux campagnes, Pozzo énumérait toutes les conditions qui, dans un pareil cas extrême, devaient nécessairement empêcher la France d'entrer dans aucune coalition contre la Russie, et la disposer, au contraire, à toute alliance avec cet État. Ces conditions étaient : les sentiments personnels du roi; la politique du ministère; l'absence de tout intérêt hostile à la Russie; sa répugnance à faire cause commune avec l'Angleterre ou avec l'Autriche; l'impossibilité d'obtenir de ces puissances une compensation pour des sacrifices qu'on aurait à faire, et enfin, de l'autre côté, l'espoir de trouver auprès de la Russie plus de bienveillance, dans le cas d'une guerre générale.

L'attitude favorable de la Prusse, ajoutait Pozzo, servait à encourager la France dans ces sentiments. Il serait donc pour elle du plus grand intérêt de cultiver les bonnes relations avec la Prusse et de lui faire voir les avantages que, dans le cas d'une pareille collision, elle

pourrait s'attendre à trouver dans une alliance avec la Russie, et exclusivement en elle. « La Prusse, disait-il, « avait son rôle tout prêt et tenait sous la main les ob- « jets de son ambition ; il serait donc utile de la fami- « liariser avec la pensée que, dans un cas semblable, la « France ne devait pas sortir de cette lutte les mains « vides, et qu'elle ne demanderait rien qui fût hors de « proportion avec ses sacrifices. »

Au milieu des chicanes que l'Angleterre et l'Autriche préparaient à ce moment, durant le repos de l'hiver, ces conseils se gravèrent profondément dans l'âme du czar. Pendant que les deux puissances continuaient à montrer ces dispositions hostiles, l'empereur ne cessait de méditer toujours ces « combinaisons », et non pas seulement pour le cas d'une « défense ».

On sait que, tant que vécut Nicolas, il n'abandonna jamais les calculs qu'il fondait sur la chute de la Turquie. Dans la correspondance diplomatique de ces années, il n'évita aucune occasion d'examiner très-franchement le cas où cette catastrophe se produirait. Au commencement de la guerre, il avait sondé l'ambassadeur d'Autriche, le comte Zichy (1), pour savoir si, la ruine de la Turquie étant certainement un événement qu'il pourrait plaire au destin d'accomplir, la cour d'Autriche avait déjà fixé ses pensées à cet égard ; il s'était déclaré prêt à s'entendre, à tout moment, avec les puissances sur l'ordre de choses par lequel on aurait à remplacer le gouvernement turc. A l'époque qui nous occupe maintenant, après la fin de cette guerre qui, outre le

(1) Précis d'une conversation entre Sa Majesté l'Empereur de Russie et l'Ambassadeur d'Autriche, comte de Zichy, 21 avril 1828. MS.

terrain reconquis à Byzance, avait encore mis entre les mains des Russes la place qu'ils s'efforçaient de prendre en Grèce, l'empereur tenta des démarches plus directes et plus décidées pour se rapprocher du but final.

On ne sait encore que par ouï-dire (1) que, dans la première moitié de l'année 1830, on fit, avec la France, une convention d'après laquelle le cabinet français aurait permis à la Russie de travailler, à sa manière, insensiblement et sans employer de moyens violents, à la dissolution de la Turquie, et à s'emparer de Constantinople au moment de la catastrophe finale, tandis que la France devait recevoir les provinces rhénanes et la Belgique, et que la Prusse devait être dédommagée par la possession du Hanovre et de la Saxe.

Nous doutons que cette convention soit arrivée à ce point que les puissances, comme on le prétend, aient apposé leur signature à ces traités. Ce serait plus que croyable si, comme Metternich prétendait le savoir, l'entreprise de la France contre Alger avait été faite avec l'assentiment complet de la Russie, ce qui aurait été déjà un commencement d'exécution des projets communs; mais les Russes ont toujours opposé un démenti complet à cette assertion.

Voici ce qu'il y a de certain à ce sujet : Charles X était de plus en plus décidé à identifier la politique française avec celle de la Russie. A peine Polignac, cet ami dévoué de Wellington, était-il devenu ministre, qu'il adressa à son ambassadeur à Londres, le duc de Laval, les mêmes instructions en faveur de la politique russe à l'exécution desquelles il avait autrefois opposé lui-même une éner-

(1) Cf. Urquhart : *La Crise*. 1840, p. 51.

gique résistance. Il est certain encore que la diplomatie russe voyait avec plaisir l'expédition française contre Alger, et que Pozzo avait fondé sur son issue heureuse des projets dont le but était de continuer à poursuivre les desseins de la Russie sur la Turquie, projets qu'il présenta même au cabinet de Saint-Pétersbourg (1). Il est également certain que la Prusse fut sondée à plusieurs reprises, et qu'on lui demanda, sans détour, d'entrer dans ces projets.

Matouszevicz essaya de savoir quelles étaient les idées de Bernstorff au sujet de l'avenir de la Turquie; Nesselrode exprima à Humboldt des opinions très-pessimistes à cet égard, ou bien il essaya de les répandre et de les graver dans l'esprit des autres diplomates, sans réussir à cacher ce mauvais dessein. A Berlin, on connaissait les paroles mêmes prononcées par le czar, d'après lesquelles ce dernier, de même que le roi de France, avait été gagné à ce projet d'un échange de territoires dont nous avons parlé. On avait même adressé directement au cabinet de Berlin la question de savoir si le roi était disposé à y adhérer.

La politique si simple du roi Frédéric-Guillaume III était souvent allée fort loin dans les affaires d'Orient, en se pliant avec beaucoup de docilité aux désirs et aux demandes de la Russie, et en les recommandant même; mais, d'autre part, elle avait souvent aussi résisté à sa voisine quand sa condescendance serait devenue dangereuse. Dans cette seule affaire, plus importante, où les intérêts de la Prusse étaient directement en jeu, la poli-

(1) Lettre du Comte Matuszevicz à M. le Comte de Nesselrode. 24 Mai 1830. Cf. *Recueil*, etc., p. 610.

tique de la Prusse eut ceci de bon, que, pleine d'effroi, elle recula devant le caractère hasardeux de cette entreprise, aussi bien que devant la déloyauté de ces projets.

A l'occasion d'un voyage que fit le prince Albrecht à Saint-Pétersbourg, le cabinet de Prusse déclara avec la même netteté, à la cour de Russie comme à celle de France « que, quand même le roi n'aurait pas la ferme « conviction que le maintien absolu de l'état territorial « en Europe était l'unique garantie de la tranquillité et « de la paix dans cette partie du monde, son devoir et « son inclination ne lui permettraient jamais de consentir à séparer de ses États des provinces pour la prospérité desquelles il avait fait des sacrifices dont on « voyait déjà si abondamment les heureux effets. Le « cabinet de Prusse profiterait, ajoutait-on, de chaque « occasion qui se présenterait, sans qu'on la recherchât, « pour convaincre la cour de Russie (de France) *que,* « *sur ce point, la résolution du roi était irrévocable* (1).

Protocole final dans les affaires grecques. Le prince Léopold de Cobourg.

De cette manière, l'ambition russe répandait à pleines mains, en Occident, des sujets de complications futures dont on ne pouvait pas prévoir la fin, tandis qu'elle continuait, en Orient, son œuvre silencieuse et souterraine, ce système d'un siége politique par lequel elle attaquait l'ennemi de loin et avec une grande prudence, à l'aide de sapes couvertes, de galeries et de mines. Depuis assez longtemps déjà, elle avait eu occasion de donner des

(1) Le comte Bernstorff à M. von Schoeler et à M. von Werther, le 31 décembre 1829, le 3 janvier 1830.

échantillons fort variés de son art de faire cette guerre, d'abord en Grèce, ce pays qui devait être nécessairement entraîné dans les opérations futures projetées par la Russie, et en être ou l'objet, ou bien l'instrument.

La conférence de Londres avait repris ses séances immédiatement après la conclusion de la paix, afin de régler définitivement les destinées de la Grèce et d'élaborer le protocole final. Dans cette œuvre, qui occupa les diplomates pendant quatre mois, parce qu'on en changeait continuellement le fond et la forme, la Russie céda sur tous les points aux désirs de l'Angleterre.

En effet, après ses succès récents, elle se croyait, pour toutes les éventualités, assez sûre de la victoire sur ce terrain. Wellington était dès lors le partisan décidé de l'indépendance de la Grèce, parce que la paix d'Andrinople semblait avoir tellement affaibli la Turquie, qu'on qualifia d'absurde l'idée de mettre la Grèce sous la protection d'une puissance qui avait elle-même besoin d'être protégée. Le duc insistait, en outre, sur une ligne de délimitation plus restreinte, en excluant, cela va sans dire, les îles de Samos et de Kreta, qui auraient donné une trop grande importance maritime au nouvel État; mais il ne voulait pas non plus lui laisser l'Akarnania dont le voisinage eût été trop dangereux pour les îles Ioniennes.

La Russie céda à la première de ces demandes, et même à la seconde, bien que tous les critiques sensés, même en Angleterre, s'élevassent contre cette démarcation de la frontière Ouest (par l'Aspropotamos) (1) qui,

(1) Cf. *Observations on an eligible line of frontier of Greece*, by Lieutenant General Sir R. Church. London, 1830.

en effet, fut modifiée, plus tard, en faveur du roi Othon, pour redevenir telle qu'on l'avait fixée auparavant.

Même par rapport au choix du « prince souverain » de la Grèce, l'Angleterre semblait remporter la victoire. Dès que, par la paix d'Andrinople, l'existence de la Grèce avait été assurée, plusieurs princes avaient posé leur candidature pour la couronne grecque, ou avaient été proposés pour ce trône, au milieu de la lutte des puissances qui accueillaient avec faveur tel candidat, tandis qu'elles étaient défavorables à tel autre parmi ces princes (1). Ces candidatures se produisirent tout à fait contre l'opinion des Gentz, des Bernstorff et d'autres diplomates, qui avaient supposé aux princes européens un goût trop délicat pour convoiter un pareil morceau. Parmi les candidats, on décerna le prix à celui qui seul avait habilement déployé une activité réelle afin de le remporter; on choisit le prince Léopold de Cobourg qui, même parmi les Grecs, avait été désigné et re-

(1) Parmi les princes proposés, quelques-uns avaient, à vrai dire, refusé, tels que le prince Karl de Bavière, recommandé par la France, mais représenté par l'Autriche comme suspect de libéralisme; le prince Philipp de Hesse-Hombourg, qui aurait été refusé par la Grèce comme favori de l'Autriche, et le prince Johann de Saxe, mis en avant par la France comme prince catholique. Le prince Frederik des Pays-Bas était considéré par l'empereur de Russie comme « le candidat-né » pour le trône de Grèce; mais la France le repoussait toujours avec opiniâtreté. Dans la conférence du 14 novembre, on présenta encore comme candidats : le prince Emil de Hesse, rejeté par la France comme bonapartiste; l'archiduc Max d'Autriche, contre lequel se déclarèrent l'Angleterre et la Russie, et le margrave Wilhelm de Bade, qui fut écarté par Matouszevicz. Plus tard, on nomma encore le duc Karl de Mecklembourg-Strelitz, que le roi de Prusse avait désigné comme un homme capable; la Russie, qui aurait vu avec plaisir la nomination d'un prince encore mineur, travaillait dès cette époque, à Paris, en faveur du prince Otto de Bavière, ce qui ne plaisait pas du tout à l'Angleterre.

commandé depuis longtemps et le plus fréquemment.

Dans les commencements, comme vers la fin de ces négociations, des raisons et des calculs d'une nature fort différente dirigeaient la conduite du prince Léopold ; des influences si diverses agissaient sur son élection, que même les hommes les plus versés dans les secrets de la diplomatie perdaient le fil de l'affaire à tout moment. Les hommes d'État les plus compétents discutaient la question de savoir quels étaient les motifs qui faisaient agir le prince et quels étaient ses conseillers. Lieven partageait l'opinion généralement répandue d'après laquelle le prince Léopold aurait suivi les directions de Huskisson, tandis que d'autres croyaient savoir qu'il ne puisait que dans les ressources de son propre esprit, et qu'il s'inspirait des conseils de son médecin, M. von Stockmar.

Le prince Léopold avait envoyé le frère de son confident à Kapodistrias, avec lequel il avait eu déjà autrefois quelques rapports, et qui, à cette époque (30 mai 1829), lui indiqua, dans un Mémorandum, les points suivants comme l'expression de ses vœux pour l'avenir de la Grèce : la frontière, telle qu'elle avait été acceptée à Poros, c'est-à-dire formée par les deux golfes de Volo et d'Arta, mais avec les îles de Samos et de Kreta, et un gouvernement monarchique sous un prince chrétien à qui les Grecs demanderaient d'embrasser leur religion et de tomber d'accord avec eux sur les principes d'après lesquels il gouvernerait le pays.

En paraissant suivre strictement ses conseils, et en se déclarant prêt à conserver le président comme son conseiller et son ministre, le prince employait des moyens bien calculés pour gagner la voix de la cour de Saint-

Pétersbourg, à laquelle l'attachaient du reste des liens de parenté, comme il avait eu autrefois des rapports de service avec elle. Dans ses relations avec la Russie, Léopold tira habilement profit de sa position fausse et pénible auprès du roi d'Angleterre qui ne lui pardonna jamais les sympathies qu'il avait montrées ouvertement pour la reine. De même, il profita de sa situation à l'égard du pays et du peuple anglais ; en effet, d'après la conviction des diplomates russes, les opinions du prince et l'état de sa fortune personnelle le rendaient tout à fait indépendant des Anglais, moralement aussi bien que matériellement parlant.

Le prince Léopold séduisit les hommes d'État russes « par ses principes sains, essentiellement monarchiques « et hostiles aux idées révolutionnaires. » On croyait aussi à Saint-Pétersbourg qu'il était disposé à embrasser la religion grecque ; lorsque, contrairement aux désirs les plus formels de l'Angleterre, Léopold se prononça pour l'incorporation de l'île de Kreta dans le nouvel État, Nesselrode reconnut déjà, dans cette attitude fort agréable à la Russie, que le prince s'était complétement identifié avec le peuple grec.

On espérait trouver en lui l'homme qui comprît que, dans sa position en Grèce, l'alliance intime avec la Russie était une nécessité pour lui, et qui, en même temps, à l'aide de ses relations avec l'opposition et avec la famille de l'héritière future du trône (1), pût tenir en bride l'Angleterre, le seul gouvernement réellement hostile à la Grèce. Cette circonstance, que le roi d'Angleterre, le

(1) Dépêche du Prince de Lieven au Vice-Chancelier, 28 mai 1830. Cf. *Recueil*, etc., p. 619.

seul que le prince voyait avec déplaisir prendre la parole dans cette affaire, était l'adversaire déclaré de l'élection de Léopold, disposait probablement le czar encore davantage à se montrer plus favorable au prince. Les ministres anglais, qui considéraient ce choix comme une preuve de l'efficacité de l'influence anglaise, arrachèrent (15 janv. 1830) au roi son consentement en faisant de cette affaire une question de cabinet.

On parvint donc enfin à terminer le protocole (3 fév.) qui semblait contenir les dispositions définitives relativement au sort de la Grèce (1). On le remit (8 avr.) à la Porte avec une Note d'envoi (2), qui, dans des formes très-peu délicates, en ordonna l'acceptation. La Porte répondit (24 avr.), dans un Acte de consentement (3), aux dispositions des puissances qui, dans les points principaux, ne lui étaient pas défavorables, et auxquelles, comme on sait, elle s'était soumise d'avance.

Tout autre fut l'accueil que le protocole trouva en Grèce, où il fut remis au gouvernement « pour l'acceptation immédiate », le même jour qu'à Constantinople, par les ministres résidents Dawkins, Rouen et le comte Panine. Informé d'avance (30 mars) du contenu de ce document, Kapodistrias avait, déjà avant la communication officielle du protocole, écrit deux lettres (6 avr.) au prince Léopold (4) dans lesquelles il avait dit « que, d'après le décret de la dernière assemblée nationale tenue à Argos « (sur laquelle nous aurons à revenir plusieurs fois encore), « lui, le président, n'était pas autorisé à prendre un en-

(1) Cf. *Gazette d'Augsbourg*, 1830. Supplément, n° 72.
(2) Même journal, suppléments, n°s 157, 158.
(3) Cf. *Neueste Staatsacten*, t. XIX, p. 208.
(4) *Ibidem*, t. XVIII, p. 231.

« gagement quelconque au nom de la Grèce, sans le con-
« sentement des députés ; mais que les dispositions des
« puissances le forçaient à renoncer à la convocation
« d'un congrès et l'obligeaient, par conséquent, à assumer
« une lourde responsabilité qu'il espérait voir le sénat
« partager avec lui. Il cherchait, ajoutait-il, à calmer ce
« corps, ainsi que tous les citoyens qui l'assaillaient de
« tous les côtés, en leur représentant qu'on avait proba-
« blement réservé au prince élu la faculté de reconnaître
« les droits de la nation grecque, par une déclaration
« qu'il pourrait faire à son avénement au trône ».

Dans un manifeste semblable (1), Kapodistrias déclara (16 avril) aux ministres résidents que le gouvernement provisoire était tout disposé à se soumettre aux ordres que lui imposaient les puissances, bien qu'il n'eût pas le moindre droit de les accepter d'une manière légale. Mais, en même temps, il se fit présenter par le sénat un Mémoire (2) qui, dans des formes très-diplomatiques, faisait des réserves pour les droits du peuple, et des représentations fort sensées contre la délimitation du pays.

Kapodistrias avait très-formellement averti les puissances que l'exécution de ces stipulations, relatives aux frontières, offrirait de très-grandes difficultés et pourrait avoir des conséquences funestes ; sa prédiction allait se réaliser immédiatement. Il est vrai que l'île de Kreta restait tranquillement dans la possession du vice-roi d'Égypte, ce prince si avide, qui, au commencement,

(1) Cf. Klüber : *Diplomatische Geschichte der Wiedergeburt Griechenlands*, p. 356. Dans Betant, *Correspondance*, sous cette date.
(2) *Ibidem*, p. 365.

sut leurrer les habitants par une organisation fort sage, de sorte que beaucoup de réfugiés même se trouvèrent engagés à revenir spontanément dans cette île. Mais les habitants de l'île de Samos, où aucun Turc n'avait mis le pied depuis le commencement de l'insurrection, s'accordaient tous, sous la direction de Logothetis qui n'avait jamais cessé de s'y faire sentir, à résister aux décisions de la conférence. Cette île ne fut replacée qu'en 1834 sous la souveraineté de la Porte, qui lui accorda une position fort privilégiée.

En Akarnania, dont les habitants réfugiés étaient revenus en masse dans leurs foyers depuis la conclusion de la paix d'Andrinople, les capitaines déclarèrent aussitôt à tous les Francs « que, si l'alliance ordonnait au gouver- « nement grec de leur commander le retour dans leur « pays, ils renverraient, à la vérité, leurs patentes « grecques, mais ils resteraient, pour leur propre compte, « sur les hauteurs du Makrynoro, où ils se trouvaient, « non pas certes parce que les Européens les y avaient « envoyés. »

Comme on ne fit d'ailleurs absolument rien pour fixer exactement cette frontière à l'Ouest, tout restait encore en suspens, même après que le protocole final avait été signé. Le pauvre pays, pour lequel rien n'était plus nécessaire que le règlement définitif de toutes ses affaires, ne sortait pas de l'incertitude la plus pénible; ses plaies, qu'on maintenait ouvertes, continuaient à saigner. Bien des choses auraient pris un meilleur aspect, si le régent, qui promettait beaucoup et dont on attendait l'arrivée avec une vive impatience, fût venu enfin en Grèce. Mais cette unique consolation même qui restât encore aux Grecs allait de nouveau leur être enlevée.

A peine l'acceptation du prince Léopold fut-elle bien connue, qu'on reçut, à la profonde consternation de tous les hommes bien pensants, la nouvelle qu'il avait retiré sa candidature. Sa nomination n'avait pas été plus tôt faite (22 janvier), que le prince avait commencé à montrer des hésitations et des incertitudes inexplicables, en trouvant à redire au protocole final et en posant de nouvelles conditions. Après avoir fait d'abord des démarches en faveur de l'incorporation de l'île de Kreta, dont cependant il n'avait pas désapprouvé l'exclusion au commencement, il demanda ensuite (11 février) une garantie des puissances contre une invasion étrangère, des frontières plus étendues pour la Grèce continentale, l'assurance qu'on lui fournirait les ressources pécuniaires indispensables et, enfin, la permission pour les Grecs de prendre part à son élection et de pouvoir faire des objections contre sa personne.

Dans une première phase de ses négociations avec lord Aberdeen, le ministre anglais avait montré de l'impatience, tandis que le prince avait fait preuve d'une grande condescendance. Mais, dans cette seconde phase, qui commença avec le voyage du prince Léopold à Paris (4 avril), où la cour l'avait indisposé en lui refusant la main de la princesse d'Orléans, la conférence se prêta avec la plus grande facilité, à toutes ses exigences relativement aux questions d'argent, sans pouvoir cependant le satisfaire.

Lorsque ensuite, après l'arrivée du consentement de la Porte, le prince ne pouvait plus éviter de donner une décision définitive, il présenta (15 mai) à la conférence le Mémoire du sénat grec et les deux lettres d'envoi du président (du 22-24 avril). Léopold en considérait le

contenu comme suffisant pour le libérer de tous les engagements pris par lui envers la Grèce, puisque, disait-il, ces engagements avaient été fondés sur une supposition que détruisaient les communications reçues de Grèce. Ce fut en vain que les plénipotentiaires essayèrent encore une fois (17 mai) de le tranquilliser au sujet du contenu de ces papiers; Léopold donna (21 mai) formellement sa démission (1) et retira sa parole dans une lettre qu'il adressa au président de la Grèce.

Auprès de la conférence, il appuya son refus surtout sur le Mémoire du sénat grec, « qui avait déclaré vouloir « rester étranger à l'exécution des décisions de la conférence de Londres. Jamais, ajouta Léopold, il ne pourrait s'imposer à un peuple mal affectionné. Il lui était « pénible de voir sa nomination mise en rapport, dans « le même protocole, avec les mesures décrétées au sujet « des frontières, mesures qui l'obligeraient à prendre, « pour ainsi dire, la position d'un délégué des puissances « et de forcer ses sujets, par le premier acte de son gouvernement et à l'aide des forces armées de l'étranger, « à restituer des territoires qui ne se remettraient pas « sans résistance sous le joug des Turcs, et que les autres « Grecs n'abandonneraient pas à leur malheureux sort : « une pareille mission, disait-il en terminant, répugnait « à ses sentiments et rabaissait son caractère (2). »

(1) Cf. *Neueste Staatsacten*, t. XIX, p. 63, 66.

(2) L'auteur allemand a reçu dernièrement, comme il le dit lui-même dans une lettre qu'il vient d'adresser au traducteur, de la source la plus digne de foi, des informations qui rectifient ce qu'il dit p. 287 sq., sur le refus du prince Léopold d'accepter la couronne de Grèce. Elles l'obligeront à expliquer, dans une nouvelle édition de son ouvrage, cet acte, plutôt par des raisons provenant des circonstances extérieures que par des motifs personnels, dans lesquels l'auteur avait

Les hommes d'État anglais s'étaient toujours montrés fort susceptibles à l'endroit de tous les arbitrages, prononcés de sa propre autorité par l'Alliance continentale; pourtant, à ce moment-là, ils dictaient la loi à la Grèce sans qu'on le leur eût demandé. Pour eux, cette conduite de Léopold était là une leçon fort salutaire et digne du prince qui exprimait ainsi les motifs publiquement avoués de son refus, bien qu'en donnant son adhésion au protocole il dût savoir aussi que ce dernier serait imposé à la Grèce d'une manière absolue. Néanmoins, ce n'étaient pas là les véritables motifs qui faisaient agir le prince (1); ils se trouvaient plutôt dans des incidents fortuits qui menaçaient de changer complé-

vu jusqu'alors l'explication de cette manière d'agir. Satisfait quant à ses demandes pécuniaires, le prince ne pouvait souscrire aux exigences relativement au territoire de la Grèce. Dès cette époque, la majorité du parlement anglais était disposée à réunir les îles Ioniennes à la Grèce et même à accorder l'île de Kreta au nouvel État; mais Wellington et Aberdeen, s'entendant complétement avec Metternich pour restreindre autant que possible l'indépendance et l'étendue de la Grèce, restaient les adversaires même de ces frontières, qu'on accorda plus tard au roi Othon. Se trouvant placé entre deux perspectives, soit d'apporter une brillante dot à la Grèce suivant le bon vouloir du parlement anglais, soit d'être obligé de lui imposer, d'après le mauvais vouloir des ministres, des frontières rognées contre lesquelles le sénat grec faisait des remontrances, le prince Léopold se trouva dans une position très-fâcheuse, où la délicatesse la plus naturelle lui liait les mains à l'égard de ces ministres qui s'étaient montrés prêts à faire des sacrifices en faveur de ses prétentions personnelles. Dans cette situation, Léopold ne pouvait pas décemment faire moins que de présenter comme son ultimatum et comme le minimum de ses demandes la délimitation de la Grèce, telle qu'elle fut adoptée plus tard. Cette exposition de l'état de choses en question se trouve complétement confirmée par une brochure d'Arndt : *Das Koenigthum in Belgien.* Bruxelles et Leipzig, 1856, p. 60 sq., ouvrage que l'auteur regrette de n'avoir lu que trop tard.

(1) *De la conduite du Prince Léopold dans l'affaire de la Grèce.* 1830. Extrait de *la Revue française.*

tement la position extérieure du prince en Angleterre.

Léopold avait commencé à hésiter au moment même où son élection avait été décidée, lorsque, à la même époque (fin janvier), la santé du roi d'Angleterre avait commencé à péricliter; le prince s'était décidé à refuser le trône de Grèce, dès le moment même (comm. d'avril) où l'on avait désespéré des jours du roi. Les faits et les hommes faisaient alors briller à ses yeux la perspective d'une régence dans le cas où sa nièce, la princesse Victoria, serait encore mineure quand elle monterait sur le trône.

C'était là, aux yeux des ministres tories, une raison pour lui accorder au bout du compte tout ce qu'il demandait, afin d'éloigner d'Angleterre l'homme de l'Opposition; mais c'était aussi une raison pour le prince d'y rester, parce qu'il pouvait compter dans ce pays sur une existence en tout cas plus agréable et peut-être même utile. Une pareille existence avait, dans tous les cas, plus d'attraits pour lui que le chemin qu'il fallait faire pour obtenir la couronne d'épines de Grèce. Cette vie convenait davantage à toute sa nature, dans laquelle il faudra chercher les motifs essentiels et principaux de sa conduite, ce qui s'applique, du reste, à tout ce que font et ne font pas les hommes.

Lorsque, plus tard, ce prince a prouvé sur un autre trône, au centre même du monde civilisé, combien sont rares les talents qui le distinguent comme souverain, on a souvent accusé le sort d'avoir enlevé ce sage pilote au peuple des Grecs battu par la tempête. Il est certainement hors de tout doute que, dans ses rapports avec l'extérieur, Léopold aurait su faire donner à la Grèce une position plus digne; mais on peut, à juste titre, douter

que le prince eût possédé les dons physiques et moraux dont il fallait être doué pour développer la vie intellectuelle et intérieure de ces enfants de la nature.

Il fallait à la tête de la Grèce un homme d'une santé si robuste et si élastique, d'une force physique si bien trempée qu'il pût rivaliser avec ce peuple, tombé dans une affreuse pauvreté, en luttant contre le fardeau des misères matérielles, des souffrances et des privations qui l'écrasaient. Il y fallait un homme dans toute la fraîcheur de la jeunesse qui sût s'assimiler complétement au genre de vie de ces hommes à demi sauvages, entrer dans leur sphère d'action, embrasser leur foi et comprendre leur manière de voir et de penser.

On aurait eu besoin d'un homme d'une grande abnégation qui, renonçant à toute la pompe vaine de l'appareil du trône et d'une royauté de cour et de salon, eût été prêt à donner, dans une existence sans éclat, à ce peuple malheureux l'exemple de la résignation, de l'assiduité dans le travail et d'une vie simple. Il aurait fallu sur le trône en Grèce un homme d'une grandeur d'âme rare et qui, préparé à tous les échecs, à toutes les calomnies et à toutes les ingratitudes, aurait été préparé à tout braver, à ne se laisser décourager par rien, et à répondre toujours par de nouveaux sacrifices à chaque expérience amère et à chaque désappointement cruel.

On peut rendre tout honneur au caractère du prince Léopold, sans trouver toutefois qu'il était un homme de cette trempe. L'eût-il été, rien n'aurait pu l'ébranler dans sa première résolution, et les difficultés inhérentes à cette grande tâche, qui était de devenir le fondateur d'un nouvel État, le nomothète de ce nouveau peuple, n'auraient fait que l'exciter au lieu de l'épouvanter. Tel qu'il

était, Léopold avait assez d'ambition pour se laisser attirer, pendant quelque temps, par une carrière honorable qui lui aurait ouvert une issue pour sortir d'une position fâcheuse. Mais dès que celle-ci ne le gênait plus, sa nature délicate et habituée aux besoins et aux *conforts* de la vie civilisée ne pouvait guère hésiter sur le choix entre une vie qu'il continuerait à mener tranquillement dans sa patrie d'adoption, et un avenir sombre dans une position, sur les fatigues et les dangers de laquelle les anciens et les récents rapports du comte Kapodistrias l'avaient parfaitement renseigné.

Kapodistrias.

On a souvent prétendu que la véritable raison par laquelle le prince s'était laissé guider, en renonçant au trône grec, avait été le contenu effrayant de ces rapports mêmes du président, dans lesquels on aurait à dessein présenté l'état de choses en Grèce avec les couleurs les plus sombres. Mais cette assertion porterait, sans le vouloir, une accusation contre le prince, accusation dont on l'absoudra volontiers. Quelque frappante que fût la négligence avec laquelle il manquait de s'entourer à temps de conseillers et de rapporteurs grecs intelligents, pendant qu'il traitait cette affaire par les voies diplomatiques, il *pouvait* et *devait* être parfaitement bien informé sur les conditions du pays auquel il voulait consacrer son existence, même *avant* qu'il eût posé sa candidature et accepté la couronne.

En tout cas, cette assertion contient un reproche amer à l'adresse de Kapodistrias, dont tout le système fut réduit par cette fraction de ses nombreux accusateurs aux deux points cardinaux que voici : on disait qu'au dehors il voulait effrayer celui qui lui faisait concur-

rence pour le pouvoir suprême en Grèce, et, à l'intérieur, anéantir tous ceux qui lui disputaient l'influence directrice sur les affaires. Une autre fraction de ses adversaires, qui le regardaient simplement comme un proconsul russe, accusaient sa politique d'être presque une trahison envers son pays.

Prononcer un jugement historique irrécusable sur ces deux accusations, d'après les documents existants, c'est une des tâches les plus délicates; car il s'agit là d'un problème psychologique très-complexe. En effet, de tous les caractères grecs fort difficiles à dévoiler, celui du président est de beaucoup le plus retors et le plus caché. Comme nous ne pouvons pas nous appuyer sur des aveux et qu'il n'est pas probable qu'on en aura jamais, il s'agit donc de trouver des preuves par induction; pour nous les procurer, il est de première nécessité d'examiner le personnage dont il s'agit ici.

Ioannis Kapodistrias (1) naquit en 1776; il était le fils d'un avocat habile et plein d'expérience, à Korfou. Quand, dans sa jeunesse, il était revenu de l'université de Padoue, il avait gagné les faveurs du comte Mocenigo, ambassadeur de Russie à Venise. Lorsque sa patrie fut placée sous la domination de la Russie, il était entré au service de cette puissance; puis, dès que, en 1808, les îles Ioniennes furent devenues françaises, il avait passé à Saint-Pétersbourg, où il trouva des occupations au ministère des affaires étrangères.

De même que le jeune homme avait su se concilier les bonnes grâces de Mocenigo, il se recommandait, par

(1) Cf. A. Papadopulo Vretos : *Mémoires biographiques et historiques sur le président de la Grèce.* Paris, 1837.

ses manières distinguées et insinuantes, à tous ceux avec lesquels il se trouvait en contact. Les Stourdza l'introduisirent chez Tchitchagov, qui demanda (1812) qu'on le nommât chef de son bureau diplomatique, et qui le recommanda, à son tour, à Barclay de Tolly. Ce dernier le proposa, en 1813, comme négociateur en Suisse, à l'empereur, qui, rapidement séduit par les qualités personnelles de Kapodistrias, le chargea, à côté de Nesselrode, de la direction des fonctions diplomatiques au quartier général. En 1814, il le nomma son plénipotentiaire en Suisse et se servit de lui pour les grandes affaires à Vienne et à Paris.

Cette carrière extraordinaire seule rendit Kapodistrias bien supérieur à tous ses compatriotes, parce qu'elle lui donna des connaissances et une capacité politiques fort grandes. Mais malheureusement il acquit aussi toutes les qualités dangereuses qu'une école diplomatique, sous des maîtres tels que les Vénitiens corrompus et les hommes d'État et les courtisans russes fort rusés et fort habiles, devait inévitablement développer dans cette nature complétement byzantine. Ses manières distinguées et polies; ses dehors aimables et séduisants; le savoir-faire et la douceur dans sa conduite et dans ses paroles, qui captivaient tous les esprits; son usage du grand monde; ses grâces de courtisan consommé; le vernis de société, en un mot, dont il se couvrait: tout cela avait de bonne heure étouffé en lui l'homme et sa nature morale, de même que le vernis diplomatique avait couvert en lui l'homme d'État et l'esprit véritablement politique et patriotique.

Quand on fait abstraction des avantages qu'il avait comme compatriote des Grecs, il manquait peut-être

encore plus que le prince Léopold de ces qualités morales et physiques qu'il fallait à celui qui voulait diriger un peuple jeune, et pour lequel il s'agissait de se jeter entièrement dans cette vie à demi sauvage, d'oublier tout son passé et de faire preuve d'une complète abnégation personnelle. Il est vrai que sa résolution seule de quitter le séjour à la cour brillante de Saint-Pétersbourg, pour aller vivre au milieu des ordures de Nauplia, paraît prouver le contraire. Les admirateurs du comte ont le droit de vanter le désintéressement, la patience infatigable, l'activité, la simplicité et l'économie consciencieuse dont il faisait preuve dans ses fonctions, après qu'une fois il s'y fut consacré. Seulement, il ne faut pas oublier que cette sobriété et cette économie lui étaient forcément imposées par la nécessité, et que ce dévouement et ce zèle, qui le portaient à faire tout et à le faire seul, étaient évidemment inspirés non-seulement par le désir ambitieux de régner et de *vouloir* faire seul toutes choses, mais encore par la pensée, que lui suggérait une vanité aveugle, de *pouvoir* faire seul toutes choses.

Il y a encore beaucoup d'autres qualités morales et intellectuelles dans la nature de Kapodistrias où l'on voit percer çà et là un revers et un fonds terni à travers un extérieur brillant. Cet homme, dont la vie privée était irréprochable, et dont le caractère était doux et bienveillant, avait reçu de la nature d'excellentes dispositions. Mais la dépravation de ce monde qu'il avait fréquenté dans sa jeunesse l'avait corrompu aussi, en lui inspirant, en même temps, du mépris pour les hommes ; et il faut avouer que la docilité servile et l'insubordination grossière, qu'il trouvait dans son nouvel entourage, n'étaient pas faites pour l'en guérir.

Il se montrait toujours d'une piété austère, pratiquant les devoirs de l'Église et faisant preuve d'une orthodoxie rigide; mais bientôt on dut remarquer que tout cela n'était pour lui que le moyen d'atteindre un but différent et extérieur. Il parlait trop souvent et dans des formes trop stéréotypées de sa pieuse confiance en Dieu, pour qu'on n'y vît pas une simple habitude machinale. Il aimait à s'étendre, dans des réflexions édifiantes, sur les décrets irrévocables de la Providence et sur la fragilité des projets humains; cependant, personne n'était plus tenté que lui de guider tout doucement la main de la Providence.

Les Occidentaux qui allaient le voir reconnaissaient un certain talent d'observation philosophique dans sa conversation, qui trahissait une grande expérience du monde et qui abondait en anecdotes et en maximes; mais on voyait bien vite que son esprit était plutôt fin qu'étendu et grand, et qu'il était plus riche en spéculations qu'en expériences fécondes. Tel qu'il se montrait dans le gouvernement et dans l'administration, bien qu'il n'y eût aucune expérience pratique, il surprenait tout le monde par son aplomb. Mais, après l'avoir observé un peu, on se trouvait en face d'un esprit étroit qui était bientôt au bout de son savoir, et qui n'était plus capable d'apprendre et de faire des expériences, quelque bonne volonté qu'il montrât.

On pouvait le louer de vouloir exercer d'une main vigoureuse le pouvoir sur ce peuple sortant de l'anarchie; mais il était impossible de ne pas s'apercevoir qu'il manquait de tout discernement instinctif pour reconnaître ce qu'il aurait dû comprendre comme un besoin impérieux, c'est-à-dire que les véritables fondements d'un gouver-

nement fort sont la justice et l'inflexibilité dont on fait preuve dans son administration. Il n'était pas homme d'État, il n'était que diplomate; toutes ses manières et toutes ses habitudes montraient que c'était là le caractère fondamental de sa nature.

Dans celles de ses lettres qui ont été publiées et dont le nombre est assez grand, Kapodistrias tient aux hommes les plus différents toujours le même langage et leur parle indifféremment sur le même ton, de sorte qu'on croit rencontrer partout le même masque ostensible et destiné à faire impression sur le lecteur. Quelque fine que fût sa conversation, l'absence de toute confiance franche et l'art que possédait le président d'éviter les questions directes faisaient bientôt naître la défiance dans l'esprit de son interlocuteur. Il avait l'habitude, commune à tous les hommes du monde de la grande époque napoléonienne, de montrer sa riche expérience en parlant beaucoup et tout seul. Sentant vivement, comme tous les méridionaux, il pouvait, en s'abandonnant à cette faconde, se laisser entraîner à de fortes indiscrétions; mais cette circonstance n'ôtait rien de l'impression de réserve, de mauvaise foi et de duplicité qu'il laissait à ses auditeurs.

De même que de ses sentiments religieux, il parlait aussi trop souvent de la « droite ligne » de sa conduite pour qu'on ne se sentît pas disposé à essayer d'y découvrir des chemins tortueux. On l'aurait rencontré suivant des lignes courbes et se contredisant lui-même, qu'il eût été tout préparé à interpréter cette duplicité comme abondance de ressources et à ériger en maxime ces contradictions elles-mêmes. Nous avons vu comment, à Poros devant les plénipotentiaires, il professait des doctrines constitutionnelles, quand, au même instant, il faisait

faire, en son nom, par le comte Boulgaris, les professions de foi de l'absolutisme le plus tranchant.

C'était ainsi que le libéralisme de l'Ouest et la Sainte-Alliance de l'Est pouvaient être contents du président; que le czar et la Fayette pouvaient être charmés de lui. Ses visiteurs d'Occident entendaient parler de sa bouche tantôt l'Américain ou le Suisse libéral, tantôt le Russe, partisan de l'absolutisme. Dans un écrit, publié en 1819 à Korfou (Cf. t. XI, p. 299), qui pour cette seule raison doit avoir été composé ou dicté par Kapodistrias, il est question de « la concorde de cette discorde » ce qui ne doit pas trop surprendre de la part de l'élève d'Alexandre, ce disciple de La Harpe. Fidèle à son système, il y indique à ses Grecs à la fois ces deux écoles opposées à suivre; d'un côté la Russie, où ils pourraient observer « les progrès de la civilisation émanant de l'Église », et, de l'autre, la Suisse, l'Angleterre et l'Amérique, où les charmes de l'exemple leur enseigneraient la science et l'art de la liberté.

Ses rapports avec *le prince souverain* de la Grèce.

D'un homme de cette trempe on n'attendra pas qu'il ait pu être *entièrement* quoi que ce soit, excepté une nature diplomatique, qui, tout en déployant la somme d'énergie dont elle est capable, n'est en elle-même qu'*incomplète;* qui, tout en affirmant sa fidélité aux principes, fait plier et étend toutes ses opinions; qui, malgré tous ses efforts ambitieux, montre une grande souplesse dans tout ce qu'elle fait, et qui, en dépit de toute sa ténacité, s'accommode aux nécessités du moment, aux occasions favorables et à tout ce qui peut servir ses desseins.

Tel se montre Kapodistrias dans tous ses rapports avec le prince Léopold, dès le commencement jusqu'à la fin.

Lorsque les Grecs le mirent à leur tête, il pouvait, sans vanité, se croire le plus capable d'entre eux tous; il se peut qu'il espérât ou qu'il crût que la place de président resterait destinée exclusivement à un Grec, et qu'en acceptant ces fonctions, il les remplirait pendant toute sa vie. Mais acquérir une certitude complète à ce sujet et proclamer loyalement le résultat de cet examen devant soi-même et devant les autres, ce n'était pas chose possible pour cette nature qui ne semblait pouvoir suivre qu'une marche équivoque.

Kapodistrias se déclara, en face de Michaud, pour la royauté. Mais lorsque ce Français combattit ses raisons par des arguments contraires, le président les approuva et donna à entendre que c'était là sa véritable opinion. Même avant d'entrer en fonctions, il avait déjà déclaré aux puissances (1) qu'il faudrait donner un souverain à la Grèce et que lui, Kapodistrias, serait heureux de préparer le chemin à cette combinaison. Mais il écrivit, à la même époque, à Willmot Horton (15 octobre 1827) dans un tout autre sens qui ressort clairement de l'ensemble de cette lettre, bien que les phrases n'en soient pas fort claires. Il y disait « que les députés de la Grèce constituaient la seule et véritable assemblée législative, de « même que ceux qui avaient été chargés par elle d'exécuter ses décrets formaient le seul pouvoir exécutif; « que s'il avait été question d'élever un trône en Grèce « et de l'offrir à un prince européen, on pourrait expliquer cela par des *intérêts momentanés* ».

Dès qu'il arriva sur les lieux mêmes et qu'il entra en fonctions, il apprit à se considérer comme l'élu et le

(1) Lettre adressée à lord Palmerston au mois de juillet 1831.

sauveur du pays et à s'ériger en directeur indispensable de ses destinées. Quand même il n'aurait pas été poussé par une ambition personnelle à jouer ce rôle, l'aveugle ambition de famille de ses frères Viaros et Augoustinos y aurait amplement suppléé. Le zèle funeste de ces séides de son pouvoir, qui agissaient partout avec une absence complète de tout scrupule, poussait le président à s'enlacer dans les réseaux d'une présomption vraiment pernicieuse.

Pour en donner un exemple, dès la première année de son gouvernement, il arriva que, pendant une tournée du président dans le Péloponèse, on faisait signer à Aigina une adresse par laquelle le peuple grec devait remettre ses destinées futures entre les mains de Kapodistrias. Ses adversaires accusèrent le gouvernement d'y avoir contribué pour sa part, et, lorsque le président protesta publiquement contre cette assertion, Georgios Mavromichalis publia (8 septembre 1828) une lettre qui prouva la part que Viaros y avait prise, s'il n'y démontrait pas la complicité du président lui-même (1). Il était fort surprenant (et l'on peut y voir le prélude d'événements postérieurs semblables) que ce fait se produisît précisément à l'époque où la conférence se réunit à Poros, conférence dans laquelle on allait, pour la première fois, examiner à fond la question de la forme du gouvernement futur de la Grèce.

Devant cette conférence, Kapodistrias réitéra, toujours dans le même langage équivoque, l'assurance de son empressement à céder la place à un prince souverain, mais non pas sans se recommander et sans se laisser re-

(1) Cf. Trikoupis, t. IV, p. 302 sq., 396 sq.

commander, en même temps, lui-même de la manière la plus habile et, comme nous l'avons vu plus haut (Cf. p. 193) pour toutes les éventualités.

Il traitait comme question ouverte, ce qu'elle était en effet encore à cet instant, cette question du pouvoir suprême que, dans d'autres occasions, il appelait « un « simple fait, déterminé par les circonstances du mo-« ment ». En cas de besoin, il était prêt, disait-il, à « servir le pays dans n'importe quelle position », même comme ministre, mais plus volontiers, ce qui se comprend parfaitement, comme président ou comme hospodar. Lorsque les propositions de la conférence de Poros furent expédiées à Londres, Kapodistrias pouvait croire, avec tant d'autres, qu'on ne trouverait pas facilement des concurrents princiers, et que la Russie travaillerait directement pour lui et défendrait ses intérêts.

Mais lorsque les prétentions des princes firent aussitôt oublier celles du roturier, le président, aigri contre la puissance protectrice qui lui refusait sa confiance entière, commença à agir pour son propre compte. Afin de s'entourer de la faveur de ses Grecs, il revint, pour le moment, aux principes démocratiques du gouvernement, ce qui ne manqua pas d'indisposer la Russie contre lui. Le protocole du 22 mars 1829, qui donna un souverain à la Grèce, était encore en voie d'élaboration, lorsque Kapodistrias fit (janv. 1829) les démarches nécessaires, pour convoquer à Argos une assemblée nationale qu'il avait toujours évité de réunir sous toute espèce de prétextes.

Par suite d'une tournée que Kapodistrias et son frère Augoustinos firent dans la Morée et la Roumelie, les élections se trouvaient tellement dominées que, dans beaucoup d'éparchies, le président lui-même fut élu dé-

puté. En se souvenant de l'adresse de 1828, on interpréta ces élections comme une manœuvre habile, exécutée dans le dessein de faire nommer le président dans autant de provinces que possible, afin de pouvoir montrer aux puissances, pour ainsi dire, une protestation générale contre le choix d'un prince.

En effet, il était assez singulier que le président ne proclamât pas aussitôt la nullité de ces élections, mais qu'il attendît d'abord le résultat des autres élections; afin d'être en état de prendre, comme il fit dire aux électeurs, une décision « par laquelle il pourrait, en même temps, « remplir son devoir et justifier la confiance que lui « montraient les électeurs et qui était si honorable pour « lui (1)! »

L'assemblée, convoquée dans ces circonstances (juillet), complétement gouvernée par le président et intimidée par ses créatures, lui donna dès lors pleins pouvoirs pour négocier avec les puissances, sous la réserve d'une approbation ultérieure que donnerait l'assemblée à ses actes. Tout le monde savait que cette résolution avait été dictée par Kapodistrias au congrès, tenu par lui sous sa tutelle, et qu'il voulait s'en servir pour en faire, suivant les circonstances, un moyen d'entraver la marche des affaires ou d'effrayer les concurrents.

Lorsque, plus tard, la conférence de Londres s'occupait sérieusement du choix du prince souverain, toutes les lettres adressées par le président à ses amis intimes (comm. de 1830), tels que Eynard, Kolokotronis, Raïkov et autres, exhalaient sa mauvaise humeur contenue, autant que le permettait la prudence de cet homme cir-

(1) Cf. Parish, p. 92.

conspect qui pesait toutes ses paroles. En effet, il se sentait blessé et mis de côté par ce choix « d'un prince « *étranger* qui, comme il l'écrivait à Kolokotronis pour « l'exciter, devait régner sur la Grèce pour lui-même et « pour ses héritiers et successeurs! » Il se disait à lui-même « qu'on avait assez de lui et qu'on voulait mettre « d'autres hommes à sa place » ; mais, avant de se décider à se retirer librement, il demandait « qu'on le « lui dît ». Dans ce cas, il ne resterait plus un seul moment; mais autrement, il se maintiendrait inébranlable comme un roc à la place que lui assignait son devoir.

Or, sous la pression des circonstances, il considérait comme son devoir de se soumettre aux décisions des cabinets, mais, si c'était possible, dans « des formes « légales », avec le concours de la nation dont il défendait, à cette époque, lui-même la participation à cette affaire, dans un Mémoire qu'il écrivit pour combattre l'opinion de Ribeaupierre. « Quelque sauvage que fût ce « pays, écrivait-il à Eynard, il avait pourtant son opi- « nion à lui, opinion qui ne se montrait pas favorable à « la combinaison d'une royauté et encore moins à *un « prince étranger qui devait devenir roi sans donner de « garanties.* »

Tout cela aurait un air très-loyal, si seulement on ne savait pas qu'autrefois, à Poros, il avait, dans les expressions les plus frappantes, reconnu aux puissances, en échange des sacrifices qu'elles avaient faits pour le pays, le droit d'établir en Grèce un gouvernement monarchique qui pût concilier les intérêts de la Grèce avec ceux des cours médiatrices. Kapodistrias abandonna aussitôt « les formes légales », lorsqu'on lui présenta le protocole du 3 février 1830, conçu dans des formes si

impérieuses auxquelles il ne s'était probablement pas attendu. Il se soumit, quant à sa propre personne, en faisant faire une protestation par ses marionnettes qui siégeaient au sénat; quant à l'assemblée nationale, il la laissa complétement hors du jeu. Il accepta le protocole pour ne pas se rendre impossible; mais il le fit d'une façon qui, dans des circonstances favorables, pouvait bien rendre impossible le protocole.

On comprend fort bien qu'un homme d'un semblable caractère et dans de pareilles dispositions ne pouvait guère écrire que des lettres décourageantes au souverain élu de la Grèce, bien qu'Eynard fît à dessein imprimer ces lettres mêmes pour défendre Kapodistrias précisément contre ce reproche. Il pouvait très-bien les livrer à la publicité, parce que l'auteur, dans sa circonspection, avait eu soin de préparer la justification de tout le contenu de ces lettres, en fournissant la preuve de la vérité pure et simple.

Ses amis qui, plus tard, ont fait imprimer la correspondance complète du président, ont vu la nécessité de passer les lettres au crible, malgré la prudence de l'auteur. Pourtant ils n'ont pas fait cette opération avec assez de soin, pour qu'on ne puisse pas trouver encore dans ces documents, écrits par Kapodistrias lui-même, assez de matériaux propres à corroborer ces accusations de ses adversaires.

En effet, il est assez singulier que, dans le premier Mémoire même que Kapodistrias adressa au prince au mois de mai 1829, il ait tout de suite accentué, d'une façon si particulière, ce qu'il disait être la seule manière juste de décider la question des frontières. Cependant il savait parfaitement que les puissances n'adopteraient pas cette

solution, mais que sans elle *on ne trouverait pas de prince*, suivant son opinion, comme il l'avoua à son ami Eynard (6 janvier 1830). Ce qui surprend encore beaucoup, c'est que les choses les plus séduisantes, qu'il semblait écrire plus tard au prince de Cobourg, étaient réellement celles qui étaient les plus propres à le rebuter. Il l'invita, à plusieurs reprises, à venir en toute hâte ; mais il voulait seulement que le prince fût en Grèce pour assister à l'affaire si odieuse de la régularisation des frontières qui devait presque infailliblement amener une collision violente, et dans laquelle « il ne voulait pas se « brûler les doigts », comme il l'avouait à tous ses amis.

Ainsi, lorsque le prince refusa le trône grec, le président ne partagea certainement pas le deuil et le désespoir qui se répandirent dans tout le pays et dont les étrangers furent les témoins ; personne ne pourra avoir le moindre doute à cet égard. S'il en avait été autrement, Kapodistrias aurait tenu une conduite toute différente. Une élection rapide et bonne, pour remplacer le prince Léopold, aurait rendu à ce pauvre pays l'espoir de retrouver enfin la tranquillité et l'ordre. Dawkins, et même Eynard, engagèrent Kapodistrias à proposer promptement un autre candidat. Mais il leur répondit d'une manière évasive, en disant « que ce n'était pas chose « facile ; que cela supposait au gouvernement grec les « moyens de faire une pareille démarche et (on croirait « presque entendre parler la Russie, la grande puis- « sance) *la certitude d'un succès ;* mais qu'il ne possédait « ni les premiers ni la seconde ».

° Ses rapports avec la Russie.

Le caractère de Kapodistrias se montre encore moins estimable dans ses rapports avec la Russie que dans ses

relations avec le prince désigné comme souverain de la Grèce. Longtemps avant l'insurrection et lorsqu'il était encore au service de la Russie, il avait montré pour les intérêts grecs un grand zèle qui lui avait fait la réputation d'être bon patriote; mais l'ardeur avec laquelle, plus tard, comme régent de la Grèce, il travaillait pour les intérêts russes, fit que beaucoup de personnes le considéraient comme un traître à la patrie. Sous ces rapports, on avait vu quelle était sa tenue équivoque qui se montrait dans sa position à l'égard de l'hétairie et dans son attitude passive depuis que le czar lui avait permis de quitter le service de la Russie.

Avec un instinct fort juste, les Grecs eux-mêmes avaient refusé son assistance lorsqu'il leur avait été proposé par un garant tel que Varvakis. Kolokotronis lui-même l'avait rejeté tout d'abord comme sujet russe; la position désespérée du pays et l'espoir de recevoir des secours plus énergiques de la Russie, sous l'empereur Nicolas, avaient seuls pu changer peu à peu l'opinion publique à son égard. Il y a donc lieu de s'étonner que, dans leur zèle de défendre leur compatriote, les Grecs aient été souvent tentés, plus tard, de détourner de lui l'accusation d'une dépendance servile de la Russie, et de la pallier, bien qu'ils n'eussent pu le faire qu'au prix d'autres reproches peut-être plus graves.

Trikoupis, qui, par ses rapports de service, l'approchait de près, et qui n'est pas un panégyriste de son gouvernement, le défend, dans son ouvrage historique, contre cette accusation, en disant qu'il avait été avant tout Grec. En 1828, il s'était déjà servi de cette même expression en s'adressant à Prokesch; mais il y avait ajouté des paroles fort caractéristiques, en disant « qu'on

« faisait planer sur Kapodistrias le soupçon d'être favo
« rable à la Russie; *pourquoi pas?* Mais qu'avant tout il
« était Grec! »

C'était là aussi la politique d'un Kolokotronis, politique à laquelle les faibles seront toujours, dans une certaine mesure, condamnés à avoir recours; c'est-à-dire celle d'accepter les secours de tous ceux qui les offrent, et, suivant les circonstances (« pourquoi pas! »), de les dédaigner, de les changer et de s'en débarrasser. Dans ce double sens, Kapodistrias aurait été, sans aucun doute, plus Grec que n'importe quel Grec, et toujours plutôt Grec que Russe. Il faut encore avouer qu'il pouvait alléguer des motifs fort concluants et d'une force presque coercitive, qui firent qu'il penchait plus vers la Russie que vers les autres puissances. Effectivement, de tout ce qui, dans les relations du président avec l'extérieur, paraît condamnable, il faut incontestablement en rejeter la première faute et la plus grande partie de cette faute sur les rapports qui existaient entre les différentes puissances protectrices, et entre elles et la Grèce.

En effet, si, à l'époque où les philhellènes mesuraient les forces de leurs différents partis à Kastri, à Troizen et à Aigina, le pays subissait déjà la guerre des influences étrangères, il devint, depuis l'exécution du traité de Londres, encore bien plus et pour sa ruine bien plus grande, la victime des discordes qui déchiraient entre elles les puissances : ce sort atteignit, en première ligne, le président. S'il lui avait été accordé de se trouver en rapports d'une amitié sincère avec toutes les trois puissances, il est probable qu'à son tour il aurait travaillé avec plaisir à l'exécution sincère de leur traité en Grèce.

En effet, il savait que l'assistance matérielle des sub-

sides étrangers et les secours moraux que lui donnaient ses rapports avec les cours étrangères pouvaient seuls le maintenir dans sa position ; depuis trois ans, il avait essayé de se soumettre la Grèce en l'effrayant par des paroles d'autorité et en disant « que les Grecs n'étaient « plus seuls en Grèce ; que leurs intérêts les plus im- « portants étaient entre les mains des puissances alliées ».

Les alliées auraient peut-être réussi à maintenir le président dans la droite ligne, si les trois puissances avaient toutes payé leurs subsides au gouvernement grec d'une manière régulière, dans un accord parfait et dans des proportions égales. En même temps, on aurait dû trouver moyen d'interdire aux résidents toute immixtion dans les affaires intérieures, à moins que des instructions collectives, convenues entre les puissances, ne les y eussent autorisés. Bien que les alliés considérassent Kapodistrias, dès le principe, comme un agent russe, ils auraient pu « lier » la Russie, même en Grèce, dans sa personne ou par lui. Mais les trois puissances agissaient d'une manière tout à fait différente dans leurs relations diplomatiques, comme par rapport aux secours qu'elles donnaient à la Grèce. La France se montrait bienveillante, mais d'humeur inégale ; l'Angleterre se tenait sur la réserve et était méfiante, tandis que la Russie était importune et voulait toujours se mettre en avant.

Lorsque, après avoir reçu son congé à Saint-Pétersbourg dans les meilleures formes possibles, Kapodistrias vint à Londres, il s'aperçut bientôt que, dans cette ville, on ne voyait en lui que l'ennemi des Anglais et l'Ionien ; en effet, c'était à son séjour dans l'île de Korfou, en 1819, que Maitland avait attribué une insurrection qui, peu de temps après, avait éclaté dans l'île de Hagia-Maura

(Sainte-Maure). Quand, sur sa demande de pouvoir se présenter au roi, on l'invita à venir à Windsor et qu'on l'y introduisit dans la galerie de tableaux, « le premier gentleman » d'Angleterre n'y entra qu'après s'être fait attendre longtemps. Le roi examina les tableaux, fit semblant de rencontrer le président d'une manière tout à fait inattendue, le salua et le congédia, après lui avoir adressé quelques paroles seulement.

Se voyant ainsi mortifié dans ses sentiments de dignité personnelle; ne trouvant que des refus ou de belles promesses, quand il demandait les secours indispensables; peu satisfait de la manière dont, diplomatiquement parlant, on avait reconnu son rang et sa position, Kapodistrias se sentit, dès le principe, aigri contre les puissances occidentales, et surtout contre l'Angleterre. Il faut avouer qu'il avait raison de se sentir de l'amertume, quand Stratford Canning l'exhortait à être franc et sincère dans ses rapports avec l'Angleterre, car on n'était ni sincère ni franc à son égard.

Dès les premiers temps de sa carrière publique, avant que Kapodistrias fût seulement arrivé en Grèce, et ensuite lorsque ses premiers actes ne semblaient encore recéler aucune arrière-pensée, on calomniait déjà sa personne, non-seulement dans la presse d'Occident, mais encore parmi les Anglais et les Français mal disposés qui se trouvaient en Grèce. On faisait planer des soupçons sur chacune de ses démarches, et l'on empoisonnait d'avance toutes les nouvelles relations qu'il pouvait vouloir former. Le président se plaignit auprès des personnes revêtues d'un caractère officiel, telles que Guilleminot, des agents diplomatiques envoyés par les puissances occidentales elles-mêmes. Il disait qu'ils travaillaient sourdement

parmi les Grecs pour miner son autocratie, en l'accusant de transformer le pays en colonie russe.

Toute occasion devait servir de moyen d'agitation contre Kapodistrias, soit qu'on rappelât les Français de la Morée, soit qu'on choisît le prince de Cobourg pour être roi, soit qu'on restreignît les frontières. On n'aurait donc pu s'étonner si le président fût devenu le vassal de la Russie, par la force des circonstances et sans qu'il eût eu le droit d'agir autrement, dans le cas même où il n'aurait eu que des antipathies pour cet État.

En effet, autant les puissances occidentales lui montraient une autorité capricieuse, autant la Russie, au contraire, cherchait systématiquement à l'attirer dans ses filets et à le leurrer par l'appât qu'elle lui tendait, ce que, du reste, elle aurait fait absolument de la même manière avec toute autre personne à sa place. Le czar considérait la Grèce comme « un État créé par la Russie et comblé « de ses bienfaits ». On regardait à Saint-Pétersbourg comme le résultat le plus naturel du rétablissement de ce pays, résultat dont la Russie aurait nécessairement à se saisir pour son profit exclusif, l'exploitation des relations de commerce dont la nature des choses lui assurait les principaux avantages, de même que la prépondérance de l'influence moscovite qui devait en être la conséquence.

Dans ce dessein, Minciaky avait déjà commencé à s'informer exactement de l'état des choses en Grèce, en organisant une correspondance que Ribeaupierre reçut, plus tard, l'ordre de continuer. Depuis qu'on avait commencé à s'occuper des tentatives de pacification, ces informations eurent un objet plus déterminé. On avait à s'enquérir de la meilleure manière dont on pourrait exécuter le protocole du 4 avril 1826 ; on devait faire des

rapports sur les frontières et sur les formes administratives qui seraient les plus utiles pour le nouvel État, sur sa condition au point de vue militaire, sur les idées des hommes notables en Grèce et sur les intrigues ourdies par les étrangers (1).

Dès lors le choix du comte Kapodistrias comme président de la Grèce offrit à la Russie les plus grandes facilités pour travailler, dans son intérêt immédiat, à l'exécution du traité de juillet. En effet, le comte était l'instrument le plus propre pour réaliser ce dessein. Cet homme d'Etat avait été entièrement élevé à l'école russe; cet homme de cour était complétement dans la dépendance de la Russie, et même, pendant tout son long congé, l'empereur Alexandre ne lui avait jamais retiré ni sa faveur ni son amitié.

On avait donc en Russie des motifs très-valables pour être toujours prêt à venir à son aide par toute espèce d'assistance extérieure et intérieure; pour ordonner aux amiraux russes de lui prêter toujours secours, et pour enjoindre aux diplomates et aux agents de lui donner leurs conseils bienveillants. Qui donc, placé, dans de pareilles circonstances, entre la puissance orientale et les puissances occidentales, n'aurait pas « penché vers la « Russie »? Surtout depuis la guerre russe, quand, au moment où éclataient les hostilités, on se disait en Grèce « que le traité de Londres était un morceau de papier, « mais que le manifeste de la Russie était l'évangile de « l'avenir ».

Il est vrai qu'à son arrivée en Grèce, le président avait

(1) Dépêche réservée à M. de Ribeaupierre. 23 Janvier 1827. Cf. *Portfolio*, t. III, p. 271.

dit, avec jactance, à Miaoulis « qu'il avait bien attrapé « les niais de Paris et de Londres; que tous les regards « devaient se tourner vers le Nord, et qu'on avait à « attendre tout ce qui serait utile *du jeune homme de « là-bas* ». Il est vrai que Kapodistrias assistait aux cérémonies nationales en uniforme russe et la poitrine couverte de décorations russes, ou encore qu'il abolit, comme l'emblème du pays, l'image de Minerve pour rétablir le phénix, le symbole de l'hétairie, créée en Russie. Il avait bien donné sa confiance aux hommes du parti russe, à un Kolokotronis et à un Ypsilantis, tandis qu'il avait poursuivi de sa haine Mavrokordatos et tous les primats péloponésiens qui se rattachaient à l'Angleterre. Il avait, de plus, éloigné des hommes tels que Church et Fabvier, et confié la garde de l'akropolis de Nauplia aux mains d'un Russe (Raïkov). Il est vrai encore qu'il montrait sa mauvaise conscience quand, dans sa conversation, à l'ordinaire si mesurée et pleine de douceur, il ne devenait irritable et emporté que lorsqu'on en venait à parler de la Russie ou des îles Ioniennes.

Tous ces faits, et mille autres détails qu'on observait dans sa conduite et qu'on colportait dans le pays, ne pourraient pas lui faire mériter le reproche d'avoir donné un caractère entièrement russe à l'émancipation grecque que les partisans de Canning voulaient soumettre à l'influence européenne. Mais il y a trois grandes situations, et précisément les plus importantes qu'on puisse s'imaginer, qui témoignent hautement contre lui et dans lesquelles il avait formellement pris, auprès de la Russie, des obligations et des engagements secrets ou tacites (1)

(1) Trikoupis, pour ménager le président, veut nier cela ; bien qu'il

qui étaient en opposition avec les intérêts les plus sacrés et les plus évidents de la Grèce, et même avec sa propre opinion et sa propre conviction à lui-même. De ces trois situations, nous allons exposer ici la première; quant à la seconde, dont nous avons déjà parlé, nous n'avons qu'à la rappeler, tandis que la troisième, que nous ne ferons qu'indiquer, sera décrite ailleurs avec plus de détails.

Tout bon Grec, et Kapodistrias, cet homme si intelligent, encore plus que tout autre, devait être convaincu que, sans l'indépendance, la Grèce ne pourrait pas avoir d'avenir. Rien que le seul fait que le comte avait accepté les fonctions de président avait été tout de suite interprété, par le cabinet de Berlin, comme un indice de la fin prochaine de l'indépendance en Grèce. Avant que Kapodistrias se rendît à son poste, il avait écrit à Willmot Horton (15 octobre 1827) « que tous ceux qui tendraient « à mettre la Grèce dans une dépendance politique « quelconque ne pourraient jamais y former de parti « politique ».

Mais lorsqu'il écrivit ces mots, le président avait déjà, autant qu'il était en lui, abandonné l'indépendance de la Grèce, en échange de la protection de la Russie. Le czar, qui, suivant le programme russe, ne voulait donner à la Grèce qu'une position moyenne, flottant entre l'indépendance et l'asservissement, lui avait représenté (1) que la suzeraineté turque enlevait aux Grecs seulement « le droit plutôt dangereux qu'utile de former des

---

nomme lui-même l'une de ces situations et qu'il en connaisse l'autre, il n'y a que la troisième qu'il n'ait pas remarquée.

(1) Lettre du comte adressée à l'empereur Nicolas, en date du 3/15 juillet 1827. Dans la *Correspondance*, t. Ier, p. 153.

« alliances ». Là-dessus, Kapodistrias donna, à plusieurs reprises, à l'autocrate de toutes les Russies la promesse la plus formelle qu'en « acceptant les fonctions de pré-« sident, il insisterait pour qu'on lui donnât les pleins « pouvoirs nécessaires et qu'on le mît à même de régler « le mode de l'existence future de la Grèce sur les bases « du traité de Londres; que si, contre l'intention des « puissances, les Grecs voulaient, par hasard, chercher « à atteindre leur complète indépendance, il se retire-« rait dans les foyers de ses pères et abandonnerait les « Grecs à leur sort ».

La volonté de la Russie était donc, à ses yeux, plus importante que le bonheur de la Grèce. La volonté de la Russie et sa propre ambition, car il était évident que, pour un vasselage turc, on trouverait beaucoup plus difficilement un concurrent princier que pour une souveraineté. Et même à cet égard, le rusé Grec s'était ménagé une échappatoire pour sa conscience ou pour sa politique avec une prévoyance et une circonspection si extraordinaires que, dans le jugement d'hommes droits, sa culpabilité en serait plutôt aggravée qu'atténuée.

L'empereur lui avait dit « que si la médiation des « puissances n'atteignait pas son but auprès de la Porte, « les Grecs n'acquerraient que de nouveaux titres à la « sympathie des cabinets, en montrant à ces derniers de « l'empressement à se soumettre à leurs décisions ». Kapodistrias n'interprétait pas, dans sa propre pensée, ces paroles du czar, de manière à laisser ouverte une perspective d'indépendance, car il savait trop bien qu'à Saint-Pétersbourg on n'en voulait pas entendre parler. Aussi ne fit-il nullement valoir cette interprétation à Poros, depuis que la médiation avait échoué, bien qu'il n'ou-

bliât pas de demander *d'autres faveurs*, comme prix de la bonne volonté des Grecs.

Mais le comte se réservait, pour ainsi dire, la faculté *de pouvoir interpréter de cette manière à d'autres personnes* les paroles impériales. Il donna à entendre à l'empereur lui-même qu'on pourrait faire cette interprétation, en lui disant dans une de ses lettres « qu'il s'était « convaincu d'après ses paroles que, *momentanément*, « les puissances ne pourraient pas se dégager du traité, « et que l'accession de la Grèce était indispensable ».

Ce fut après avoir pris cet engagement que le comte vint en Grèce, et il commença aussitôt à agir de la manière la plus conforme au sens de ces obligations. Il déclara à l'assemblée législative « que la Constitution de « Troizen exigeait de lui le serment de maintenir l'indé« pendance de la Grèce; mais comment pourrait-il le « faire, disait-il, puisque le pays ne la possédait pas, et « puisqu'il ne recevait pas ce qu'il devait s'engager à « maintenir? »

Il proposa donc une forme de gouvernement provisoire, qui écarta, pour le moment, l'assemblée législative, tandis que lui-même « fut investi des pleins pou« voirs nécessaires pour régler l'existence future de la « Grèce sur les bases du traité de Londres ». Puis il prêta le serment par lequel il s'engagea à remplir son devoir d'après les principes des congrès d'Epidavros, d'Astros et de Troizen, en restant responsable de ses actes devant la prochaine assemblée nationale; c'est-à-dire sur des bases qui étaient parfaitement incompatibles avec celles du traité de Londres relativement à la question de l'indépendance de la Grèce.

De cette manière, le czar comptait, à l'aide de Kapo-

distrias, prescrire à l'État grec la manière de régler ses rapports avec l'extérieur. Au lieu de lui laisser exercer le droit dangereux de former librement des alliances avec les autres peuples, l'empereur voulait lui imposer un double protectorat, la suzeraineté nominale de la Porte, mais la domination effective de la Russie. Dans sa guerre avec la Turquie, c'est la seconde des situations si importantes dans lesquelles se révèlent le système et l'attitude de Kapodistrias; dans cette guerre, disons-nous, le czar mit tout de suite à l'épreuve le nouveau gouvernement de cet État dont l'organisation était encore incomplète. Pour voir de quelle manière les Grecs répondraient à son attente comme ses protégés et ses alliés, l'empereur de Russie réclama aussitôt leurs services contre ses ennemis et, en cas de besoin, même malgré ses alliés d'Europe. Nous venons de voir de quelle manière complète le président sortit de cette épreuve.

De la même manière, et c'est la troisième de ces situations importantes, le czar voulut enfin, par l'intermédiaire du comte, imposer à la Grèce les conditions mêmes de son existence intérieure, afin qu'elles ne formassent pas une discordance funeste avec l'ordre des choses dans l'Europe orientale. Intimidé par les dangers qu'il courait lui-même dans son propre pays, l'autocrate russe avait jugé indispensable d'établir un système de répression sévère dans la politique qu'il suivait à l'intérieur de son empire.

Brouillé avec l'Autriche au sujet de toutes les questions de la politique extérieure, il semblait vouloir se rattacher étroitement à cette puissance sur ce seul et unique point. On se souvient que, pendant les différentes crises de ces dernières années, Metternich avait toujours fait naître

dans l'esprit du czar la peur des révolutions et la crainte des démagogues, ce qui était son dernier moyen pour retenir Nicolas. Pour prévenir les dangers intérieurs qui menaçaient le monde, le grand chancelier s'efforçait, avant, pendant et après la guerre, de faire revenir les grandes puissances sur le terrain de l'Alliance.

Dans ce dessein il représentait l'Europe, à plusieurs reprises, à la cour de Saint-Pétersbourg comme un volcan en pleine activité qui ne pourrait être éteint que par l'entente la plus cordiale entre l'Autriche et « le seul fort « et grand souverain Nicolas ». Il regrettait la politique extérieure de la Russie qui favorisait les révolutions et sur laquelle tous les brandons politiques de l'Europe avaient, depuis 1821, fondé toutes leurs espérances. Il déplorait non-seulement les dissentiments qui régnaient entre les deux empires, mais encore la défiance du czar qui, tout comme les révoltés eux-mêmes, le « mettait au « ban », *lui*, le ministre de *cet* État qui serait assurément le dernier à « céder aux idéologues » (1).

Or, au moment même où le czar était au plus mal avec l'Autriche, il semblait calculer ses paroles et ses actes pour s'allier à cette puissance, dans ce point de la politique intérieure et précisément sur le terrain si chaudement disputé des affaires grecques où d'ailleurs le système réactionnaire pouvait seul et uniquement lui convenir.

L'opinion de la Russie était qu'il fallait placer la Grèce dans une position dans laquelle elle pourrait développer ses ressources, mais « sans mettre en péril la

(1) Dans une conversation avec le général Krasinski, Juin 1829. Cf. *Portfolio*.

« tranquillité des autres pays par la forme de ses insti- « tutions (1) ».

A l'instigation de la France et suivant les conseils des partisans de Bolivar (Cf. t. X, p. 207), on voulait fermer, à cette époque, les derniers lieux de refuge aux démagogues en Colombie, en instituant dans ce pays un gouvernement fort qui se rapprochât autant que possible d'une monarchie. Absolument de la même façon, Kapodistrias devait et voulait fonder un gouvernement entièrement monarchique, dont la mission serait, non-seulement de dompter l'esprit de l'anarchie en Grèce, mais encore, d'après la teneur du Mémoire de Boulgaris, « de porter, en même temps, un coup mortel au cœur « des démagogues de tous les pays ».

Dans la lettre d'envoi écrite par Nesselrode, que nous avons déjà citée et qui accompagnait ce Mémoire, on recommandait (2) d'une manière expresse à la conférence de Londres de suivre les conseils conçus dans un esprit conservateur et exprimés par l'Autriche dans un de ses Mémoires; de cette manière, disait-on, il serait possible d'amener une entente complète entre *toutes* les grandes puissances, au moins par rapport à la position intérieure de la Grèce.

« Il s'agissait là, avait dit Nesselrode déjà dans des « dépêches antérieures, de prouver aux alliés que le « traité de Londres était un bienfait; il fallait y faire « cesser des excès honteux et y rétablir l'ordre légal. « Le czar, qui considérait l'organisation intérieure de la « Grèce comme une question vitale, se sentait obligé

(1) Nesselrode au grand-duc Constantin. Cf. *Recueil*, p. 63.
(2) Dépêche de Nesselrode en date du 3 janvier 1829.

« d'une manière impérieuse de donner à ce pays un « gouvernement suffisamment fort pour détruire les So- « ciétés secrètes qui s'y étaient formées, de même que « les germes de révolution qui y avaient été déposés. « En effet, ajoutait-on, si les trois puissances laissaient « la Grèce sous le joug d'une anarchie pernicieuse, elles « sanctionneraient le triomphe des doctrines les plus fa- « tales et les plus contagieuses ».

Il était donc réservé aux Grecs d'être, au bout du compte, assimilés aux carbonari de Naples et aux francs-maçons d'Espagne, et d'être enlacés dans le même système réactionnaire. Avec quel empressement Kapodistrias se prêtait à rendre même *ces* services si rebutants, c'est ce que prouve tout l'esprit dans lequel sont conçues ces propositions de Boulgaris, écrites sous l'inspiration du comte lui-même. C'est ce que Kapodistrias avait montré, déjà avant son départ pour la Grèce, en répondant à Londres aux scrupules de Rhizos à l'égard des mesures violentes qu'il voulait employer dans le cas où on lui opposerait de la résistance « qu'on ne devait « pas commencer une pareille entreprise, si l'on n'en « voulait pas assurer l'exécution à tout prix ; qu'une fois « embarqué, il resterait à bord du navire et qu'il le jet- « terait plutôt sur les rochers que d'abandonner le gou- « vernail, quand même il causerait ainsi la perte de « l'équipage et de la cargaison (1) ». Or, de quelle façon le comte s'efforça de remplir cette mission ; dans quelles vicissitudes il entraîna ainsi le pays et la nation, l'équipage et la cargaison, et de quelle manière il se jeta lui-même sur les rochers pour s'y briser, c'est ce que nous

(1) Cf. Thiersch : *De l'état actuel de la Grèce*. 1833, t. Ier, p. 7.

aurons à raconter dans un autre volume, où notre exposition trouvera sa place naturelle dans le récit que nous consacrerons aux grands événements qui s'accomplissaient à cette époque en Europe.

Résumé servant à s'orienter.

Après avoir décrit les grands épisodes des mouvements à l'ouest et à l'est, en Amérique et en Grèce, nous aurons à nous occuper de nouveau de l'état de choses, tel qu'il était alors au cœur même de l'Europe. Nous avions pris pour point de départ, dans notre exposition, la description de l'état d'affaissement, de calme et de stagnation dans lequel était retombée, depuis la conclusion de la paix de Paris, toute l'Europe, épuisée par les trop grands efforts qu'elle avait dû faire pendant la période de guerre et de révolutions qui venait de s'écouler.

C'était un état d'une inaction politique complète, érigé en principe et en système par Metternich, ce champion de la politique conservatrice, de la légitimité et de la contre-révolution, et imposé par lui à toutes ces parties de l'Europe qu'on avait enlacées des réseaux du traité de Vienne. Pour atteindre ce but, il profita du moment où l'Autriche avait formé une alliance étroite avec la Russie et avec la Prusse, où il vivait lui-même en paix avec le gouvernement tory en Angleterre et où la France se trouvait affaiblie et humiliée.

Ce calme complet, qui régnait dans la vie publique de ces États, fut troublé et interrompu sur deux points, par deux mouvements insurrectionnels, le soulèvement des Américains contre l'Espagne et la rébellion des Grecs contre la Porte. Ces deux mouvements éclatèrent dans des pays qui n'étaient pas placés sous la sauvegarde de ces traités, et tous les deux avaient leur germe dans la

Révolution française dont la semence et dont les fruits étaient destinés à faire écrouler le système de la Sainte-Alliance.

Le premier de ces mouvements donna au monde une impulsion toute matérielle qui, venant de l'ouest et troublant notre partie du globe dans sa tranquillité indolente, ébranla les pays latins du midi de l'Europe, l'Espagne et le Portugal, Naples et le Piémont, et fit éclater également l'insurrection des Grecs, préparée déjà de longue main.

Le second de ces mouvements, qui se produisit à l'est, donna aux esprits, dans une direction tout à fait opposée et d'une manière entièrement différente, une impulsion tout idéale qui se communiqua précisément à tous ceux des États de l'Europe centrale où les effets destructeurs des secousses politiques à l'ouest ne s'étaient pas fait sentir. En effet, il se déclara en Allemagne, en France, en Angleterre et parmi les peuples voisins d'origine germanique un mouvement moral et intellectuel qui exerça une influence aussi inattendue que puissante sur la renaissance de la vie politique qui venait de s'éteindre ou d'être étouffée.

Les dernières ramifications de ce mouvement à l'ouest, les révoltes militaires dans les péninsules au pied des Pyrénées et des Apennins, simples émeutes de conspirateurs qui n'avaient jeté que de faibles racines, et seulement dans quelques couches isolées de la société, furent extirpées par l'intervention armée de la Sainte-Alliance. Metternich aurait désiré que les puissances « fissent leur « devoir » également en Orient, pour y extirper l'insurrection grecque, comme elles l'avaient fait pour les autres soulèvements.

Mais la Turquie ne subissait pas la loi des traités; les

Osmanlis n'avaient pas de place dans l'union chrétienne de la Sainte-Alliance. Puisque, en outre, un peu de pudeur empêchait les puissances de juger, avec toute la sévérité des principes légitimistes, les rayas esclaves qui s'étaient insurgés, et de prêter à un pouvoir hostile aux chrétiens des armes « contre des sujets criminels, mais « chrétiens et malheureux », comme Metternich les appelait lui-même, on abandonna ce mouvement à son sort.

En effet, on se trouvait dans un dilemme fort pénible : on ne voulait pas secourir les Grecs, car c'eût été considéré comme une violation du droit public; on ne voulait pas non plus les combattre, car on aurait soulevé les sentiments religieux de tout le monde chrétien. Cependant, en abandonnant le mouvement en Orient à lui-même, on était fermement convaincu que le sultan tout seul s'en rendrait maître rapidement et avec la même facilité avec laquelle les Autrichiens et les Français avaient triomphé des insurrections en Italie et en Espagne.

Mais cette attente fut trompée. Ayant pris racine dans des conditions historiques qui remontaient à plusieurs siècles; intimement liée à la décomposition profonde et fort étendue de l'empire turc, et sortie d'une vie nationale tout à fait indépendante, cette insurrection possédait une vitalité bien plus grande et excitait, par sa nature même, un intérêt beaucoup plus général et plus puissant que toutes ces révolutions, pour ne pas dire conspirations, improvisées chez les peuples de race latine au sud de l'Europe.

Longue et désespérée fut la lutte que soutinrent les Grecs, célébrés bientôt comme les créateurs d'une époque plus généreuse et qu'on disait envoyés, comme par la

Divinité, pour produire des changements salutaires dans le monde qui était entièrement plongé dans un bourbier. En effet, la durée de cette lutte donna à l'opinion publique l'espace et le temps de transformer ses sympathies pour cette cause de l'indépendance nationale en une puissance qui décida la victoire des Grecs. Elle donna à la faveur avec laquelle on accueillait cette cause de la liberté une extension qui ajouta un complément inespéré à cette victoire; en effet, elle mina tout le système réactionnaire russo-autrichien qui, pareil à un terrible cauchemar, pesait sur toute la société européenne.

Ce furent ces effets remarquables du mouvement grec que reconnut et avoua le fondateur lui-même de ce système qu'on venait de miner. Au commencement de l'insurrection, il avait été de bon ton à Vienne et à Berlin de stigmatiser les Grecs, comme les plus dangereux de tous es ennemis de l'ordre et de tous ces « partisans du sys« tème de destruction » que l'anathème de l'Autriche mettait au ban de l'Europe, parce qu'ils cachaient leurs desseins impies sous le masque sacré de la religion et de l'humanité.

On avait été épouvanté dans ces deux villes, lorsqu'on avait vu que parmi les honnêtes Allemands, contre lesquels on venait de prendre tout récemment des mesures si sévères à Vienne et à Karlsbad, « les conspirateurs « contre l'ordre public » avaient bravé les gouvernements, et qu'ils avaient eu le front de prêcher une croisade contre les Turcs, de s'ériger en puissance et d'organiser des forces et des ressources pour exécuter des desseins qui, en réalité, étaient bien différents du but qu'on mettait en avant (1). On essaya d'étouffer à Vé-

(1) Bernstorff au comte Alopeus, le 10 octobre 1821. MS.

rone ce premier mouvement philhellénique qui s'emparait des esprits dans l'Occident; deux ans plus tard, il éclata en France avec une force beaucoup plus grande.

A la même époque, Chateaubriand prédisait que l'œuvre des dix dernières années serait détruite; que les jours appartenant à la restauration proprement dite tiraient vers la fin. et qu'une nouvelle ère politique allait commencer. Tous les conservateurs rigoureux professaient une opinion identique ou analogue, en voyant que les comités des philhellènes se constituaient « comme un « grand État européen »; qu'ils poussaient en avant les gouvernements comme par une puissance occulte; qu'ils faisaient écrouler un principe légitimiste après l'autre et que, encouragés par ces succès, ils faisaient tous leurs efforts pour acquérir une influence à l'aide de laquelle ils seraient capables, disait-on, de risquer dans d'autres circonstances toute autre entreprise sous un autre nom.

Avec le développement de la politique grecque du cabinet français, la France commençait à se réveiller de sa léthargie politique, et le système du royalisme, ennemi des lumières, était battu en brèche. Aussitôt Metternich croyait le sort de la monarchie remis en question et il prévoyait une catastrophe imminente dans l'intérieur de la France, catastrophe qui ne pourrait pas coïncider d'une manière plus funeste avec la crise dans le domaine de la politique générale en Europe.

Après que la bataille de Navarin eut été livrée, le grand chancelier prétendait avoir observé que toutes les sectes politiques de l'Italie célébraient cet événement comme une immense victoire remportée par elles-mêmes.

En effet, disait-il dans une de ses lettres (1), il n'est pas surprenant « de les voir former une conjuration devant « l'embrasement d'une flotte offerte en sacrifice au génie « destructeur qui renverse tout ordre établi ». Mais ce ne furent pas seulement ces effets locaux du philhellénisme en Italie et en France; ce furent surtout les indices et le pressentiment de secousses plus générales et sur un terrain plus étendu qui effrayèrent le prince.

Gentz prévoyait que cette victoire de la révolution amènerait une dissolution des conditions politiques de tous les États de l'Europe. Metternich sentait le sol trembler sous ses pieds, de manière à ébranler tout son système. Au même moment où il se vantait, devant le cabinet de Berlin (2), de la force de résistance de sa politique conservatrice qui était solide comme un roc, il avouait qu'il était frappé de terreur, en voyant toute l'Europe minée par un feu souterrain; « mais, ajoutait-il, « personne ne pourrait résister à des tremblements de « terre ». Dès qu'il fut informé du contenu du traité de juillet, dont le résultat devait être, à ses yeux, l'émancipation et l'indépendance de la Grèce, il appela (3) la conclusion de ce traité « un événement par lequel serait « achevé le triomphe d'une nouvelle révolution euro- « péenne dont on ne pourrait pas du tout calculer l'in- « fluence future sur l'Europe ».

Cependant, cet événement qui lui semblait cacher de si terribles conséquences, cette indépendance de la Grèce avait été proposée par le prince lui-même qui le premier

(1) Au baron Werner, à Berlin, le 1er décembre 1827. MS.
(2) Au comte Zichy à Berlin, le 19 mai 1827. MS.
(3) Au comte Appony à Paris, le 11 juin 1827. MS.

l'avait mise sur le tapis par une feinte, et le premier aussi dans une discussion sérieuse. Il n'avoua donc pas seulement que son système salutaire de contre-révolution avait complétement échoué; mais il disait encore que la faute de cet échec retombait entièrement sur lui-même.

Or, il est certain qu'autant de forces le prince Metternich avait follement mis en mouvement, pour fonder son funeste système politique, autant il en avait, dans son aveuglement, mis au jeu, à cette époque, pour l'anéantir aussitôt lui-même. Dix ans durant, il avait fait tout ce qui dépendait de lui pour discréditer, sous le rapport intellectuel, ses principes politiques si vantés, pour les stigmatiser sous le point de vue moral, pour faire voir tous les défauts de la diplomatie autrichienne et pour montrer son autorité dans toute sa faiblesse.

Il voyait avec Gentz, son *alter ego*, dans l'insurrection des Grecs une mutinerie dérisoire « des rebelles les « plus indignes qui eussent jamais vu le jour »; pourtant, cette insurrection était destinée à ouvrir, dans le monde de l'Orient, une nouvelle ère de régénération, au moment où la Turquie commençait à se dissoudre et à former des nations et des territoires indépendants. Un pays perdu depuis longtemps allait ainsi être reconquis à la civilisation européenne et chrétienne, et former ainsi le pont par lequel pourrait passer la culture intellectuelle de l'Occident, pour pénétrer dans les contrées de l'Orient.

Ce jugement faux, résultat de préjugés voisins de l'idiotisme et formé d'après les idées et les principes fixes si pauvres du système légitimiste de Metternich, était l'erreur capitale et le premier mensonge qui troublaient le jugement de ce diplomate. Il était la première cause

qui faisait que le prince s'égarait dans ce labyrinthe plein d'allées tortueuses où il faisait fausse route, où il se trouvait constamment en contradiction avec lui-même et où il ne voyait que les fantasmagories et l'imposture de la diplomatie. De cette manière, le prince se trompait et échouait dans tout ce qu'il entreprenait, soit dans les conseils, soit dans l'action.

Il voulait, c'était là le terme et le but de sa politique en Orient, faire écraser ces rebelles par la rude main des barbares; mais les Grecs étaient devenus l'objet de la compassion générale, et surtout des sympathies des Russes, leurs coreligionnaires. Il trouva donc nécessaire de cacher devant la Russie et devant le monde sa véritable opinion, et surtout de la dissimuler dans la presse de Vienne, inspirée par lui, et dans la partie ostensible de ses doubles négociations avec la Porte. Lorsque l'expérience prouva que tous les efforts faits dans ce sens par le prince avaient été inutiles, il perdit tout son crédit dans l'opinion morale de l'Europe. Il vit qu'il avait mis en péril même les rapports de l'Autriche avec cette puissance dont l'union intime avec l'État qu'il gouvernait avait été toujours, aux yeux du grand chancelier, la principale garantie de sa propre puissance et de l'existence de son système.

Lorsque les sympathies que montrait la Russie pour les Grecs et les barbaries qu'exerçait la Turquie contre eux menaçaient d'amener une rupture et même la guerre entre les deux puissances voisines, Metternich désirait éloigner des rebelles toute espèce de secours matériels et moraux. Il voulait retenir et enchaîner la Russie et, en même temps, couvrir et protéger la Porte, sans cependant vouloir ou pouvoir en venir à

des actes d'hostilité ouverte et à des mesures effectives.

L'attitude prise récemment par l'Autriche et par son ministre leur était dictée en partie par une politique traditionnelle qui avait sa raison d'être dans un état de choses fort ancien. Beaucoup trop impliquée, depuis longtemps déjà, dans les affaires d'Occident, pour pouvoir jouer un rôle énergique en Orient, l'Autriche avait cessé de s'appuyer sur la haine antique des Hongrois contre les Turcs, haine que lui avait léguée sa politique traditionnelle ; d'ennemie de la Turquie, elle était devenue son amie.

Peu désireuse de partager cette proie que la Russie semblait rechercher avec tant d'avidité; mais craignant toujours de l'abandonner aux Moscovites seuls, l'Autriche s'était habituée à prendre avec l'Angleterre, à l'égard de la Porte, des airs de protectrice, sans cependant vouloir lui prêter jamais la moindre assistance active. De cette manière, elle avait contribué à prolonger l'existence de la Turquie, sans cependant la garantir, et à retarder la crise qui menaçait cet état infirme, mais sans guérir sa maladie; au contraire, elle la rendait même plus dangereuse par l'indulgence avec laquelle elle permettait à la Russie de conclure des traités funestes aux Turcs.

Devenue, plus tard, une puissance de second ordre par suite du délabrement de son armée et de ses finances, l'Autriche était, dès lors, moins que jamais en état de réaliser ses vœux politiques d'une manière énergique par des actes et par des faits. Dans cette position, où il lui fallait la paix à tout prix et où elle la demandait à grands cris, il semblait qu'il ne restait à l'Autriche qu'une seule manière d'agir simple et droite où elle aurait pu obtenir la paix et la médiation au prix le moins cher de tous, au

prix d'une politique sincère et loyale envers elle-même et envers les autres puissances.

Si Metternich s'était avoué sincèrement que toute force et que toute ressource lui faisaient défaut, il aurait dû laisser de côté les subtilités de théorie et de principes. Il aurait non-seulement dû marcher de concert avec l'Angleterre qui partageait, sur tous les points, les intérêts de l'Autriche, et lui rester fidèle avec une honnêteté irréprochable; mais encore il aurait dû lui laisser partout le premier rang, comme à la puissance la plus forte, en reconnaissant sa supériorité d'une manière décidée, franche et spontanée.

En agissant ainsi et en jugeant avec un peu de lucidité d'esprit l'état des choses du moment; en faisant preuve d'un peu d'intelligence pratique et de quelque désintéressement sincère, Metternich aurait pu prendre, entre le voisin qui menaçait et celui qui était menacé, une position pleine de dignité dans laquelle l'Autriche se serait conservé son appui dans la Russie, sans cependant priver la Porte de la protection que l'Autriche aurait pu lui donner.

Toute l'action politique du grand chancelier ne fut plus qu'une indigne cabale, dès qu'il abandonna ce moyen qui seul aurait pu lui faire atteindre son but, ce qu'il fit au commencement de ces complications lorsqu'il renonça à son entente avec Castlereagh (Cf. t. XIII, p. 51), pour se conserver les bonnes dispositions de la Russie. Comme s'il était possédé du démon du mensonge et de la perfidie, cet homme ne semblait pas être capable de se décider jamais, dans ses actes, ni d'après les conseils du simple bon sens, ni d'après les simples habitudes de son pays et de son époque.

Persécutant et tourmentant tout le monde par ses conseils pernicieux, variables et indécis; trompant et dupant, avec une perfidie lâche et dissimulée, les amis aussi bien que les ennemis dont il traversait les projets et qu'il aigrissait les uns contre les autres; troublant ses propres ministres dans l'exercice de leurs fonctions, pour les désavouer et les exposer ensuite, Metternich finit par être stigmatisé par les Russes, de même que par les Turcs, comme un faux ami et un hypocrite qui, par un jeu entièrement faux, les amenait à ne faire que des démarches fausses.

Dans les communications confidentielles qu'il adressait à ses diplomates, le ministre anglais l'appelait, avec une verdeur toute franche, un imposteur et un traître par habitude, « le plus grand coquin et le plus grand men- « teur du continent ». Ses propres créatures mêmes finirent par lui faire défection, moralement du moins. Le résultat bien mérité et tout à fait naturel d'une semblable politique ne pouvait être qu'un échec complet dans tous les desseins et dans les projets qu'elle s'était proposé de réaliser. Combien de fois n'avait-on pas été convaincu à Vienne que la question d'Orient était résolue; que la cause grecque était enterrée; que les velléités de la Russie de pacifier l'Orient avaient été étouffées; que les peines des diplomates étaient finies; qu'on était arrivé au terme du travail et que le triomphe de la politique autrichienne était assuré! Cependant chacune de ces espérances n'avait été qu'un rêve décevant.

Oubliant par suite de ses antipathies personnelles toute considération de la raison d'État, Metternich avait essayé de miner successivement tous les hommes d'État considérables en Angleterre et en Russie. Il croyait

avoir enlevé toute influence à Kapodistrias, lorsqu'il le vit tout à coup surgir à l'horizon politique dans le Mémoire russe sur la pacification en 1824 et, plus tard, même comme président de la Grèce. Metternich pensait avoir renversé Pozzo di Borgo, lorsque ce diplomate corse sut acquérir une influence plus grande encore qui lui permit de conseiller à sa cour de faire à l'Autriche une guerre sans pitié. Par pure haine contre Canning, le grand chancelier voulut isoler l'Angleterre et ruiner « sa politique insidieuse », comme auparavant il avait ruiné le conquérant Napoléon; cependant il dut voir ce ministre anglais arracher à son roi l'aveu que lui, Canning, avait donné à l'Angleterre une position supérieure à celle qu'elle avait occupée auparavant.

A Laybach, Metternich avait parlé de la Russie, comme si elle était « transformée en province autri- « chienne »; mais il finit par entendre de la bouche de Pozzo un langage qui aurait fait supposer que ce diplomate voulait changer l'Autriche en province russe. Le but principal de son nouveau système politique avait été de maintenir dans l'impuissance la France, avec tous les éléments qui y fermentaient. Mais le résultat de sa politique grecque fut que le prince déchaîna de nouveau tous ces éléments dans l'intérieur de ce royaume, et qu'il rendit à la France, dans ses relations extérieures, son ancienne place parmi les grandes puissances actives.

Ayant toujours la prétention de vouloir rester maître de la position, rien que par son audace impudente, et de jouer le premier rôle, la tête et les mains vides, il avait essayé d'enchaîner à la politique autrichienne tour à tour chacune des autres puissances, isolément ou toutes ensemble. A l'occasion, il avait osé même les censurer et

leur faire la leçon sur un ton hautain et impérieux : aussi finit-il par se trouver dans un isolement complet et par montrer sa nullité parfaite. Il s'était donné beaucoup de peine pour maintenir l'Alliance; mais, en réalité, il avait stimulé la Russie à lui résister, à se dégager de cet « amalgame européen » et à rechercher une alliance séparée avec la France pour l'humiliation de laquelle on avait forgé la grande Alliance.

Le grand chancelier avait voulu lier la Russie et empêcher la guerre russe; mais ses propres diplomates comprirent que c'était Metternich qui avait contribué le plus à la faire éclater. Il avait travaillé à l'anéantissement des Grecs; mais il finit lui-même par proposer leur indépendance, bien qu'elle lui parût renfermer dans ses flancs la révolution européenne. Tout cela signifiait la banqueroute de tout son système conservateur et légitimiste. Mais cette banqueroute n'était pas encore déclarée.

Tous ces abus de la politique corrompue de l'Autriche, politique que vantaient, pendant si longtemps, certains russophobes, surtout dans ses rapports avec l'Orient, étaient restés un secret pour une grande partie du monde. Cependant ceux qui connaissaient et qui dirigeaient les affaires, et même les observateurs sagaces, avaient pu remarquer que, pendant cette période des complications en Orient, le système de Metternich, cette panacée politique tant vantée, était devenu une cause de maladie pour les États de l'Europe et y avait formé, pour ainsi dire, un abcès dangereux. Peu de temps après eut lieu le choc violent qui l'ouvrit et qui, aux yeux de chacun et au profond soulagement de tout le monde, en éloigna ce qui constituait le plus grand danger pour l'Europe.

Dans les cinq premiers volumes de notre ouvrage, nous avons décrit l'œuvre de la réaction en Europe jusque dans les premières années qui suivirent 1820. Dans les tomes VI à X, nous avons exposé de quelle manière l'accomplissement de cette œuvre fut troublé par les révolutions à l'ouest, en Amérique, et par l'influence matérielle que ces dernières ont exercée sur le sud de l'Europe. Ensuite nous nous sommes occupé, dans les tomes XI à XV, du mouvement à l'est, en Grèce, et de l'impulsion idéale que cette insurrection donna aux États du centre de l'Europe, où elle provoqua le réveil d'un esprit politique plus libre. Les tomes XVI à XX se rattacheront au contenu des cinq premiers volumes de notre histoire; nous y exposerons les causes déterminantes, l'explosion et les conséquences de la révolution de Juillet, cette grande catastrophe qui ensevelit la première époque de la Restauration en Europe et la partie la plus importante de son œuvre.

FIN DU TOME QUINZIÈME

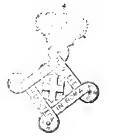


TABLE DES MATIÈRES

DU TOME QUINZIÈME

VII. — INSURRECTION ET RÉGÉNÉRATION DE LA GRÈCE (SUITE)

5. — LE SORT DE LA GRÈCE ENTRE LES MAINS DES DIPLOMATES (SUITE)

A. — La triple alliance entre l'Angleterre, la Russie et la France (suite)

B. — La guerre russo-turque de 1828 *à* 1829.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

PARIS. — IMPRIMERIE L. POUPART-DAVYL, 30, RUE DU BAC.



